

# LE MONDE

N° 394 - 34<sup>e</sup> année

JANVIER 1987

36 pages 15 F  
Algérie : 6 DA  
Arabie Saoudite : 19,00 F  
Belgique : 25 FB  
Canada : 2,25 \$ C  
C.F.A. : 870 F CFA  
Espagne : 270 P  
E.-U. : 2,10 \$ US  
Gr.-Bret. : 1,10 £  
Irlande : 1,70 £  
Italie : 3 300 Lires  
Maroc : 14,50 dir.  
P.-Bas : 5,00 Fl.  
Suisse : 900 F CFA  
Tunisie : 3,80 FS  
Yugoslavie : 1 700 m  
Abonnements : voir tarif page 6

## diplomatique

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09

70864  
2863

A l'assaut  
des étoiles

(Pages 19 à 25.)

### L'ETHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROISADE

### ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

## Débâcle

Par CLAUDE JULIEN

**B**RUSQUEMENT, comme si son axe s'était rompu, l'opinion publique a basculé aux Etats-Unis. Ce qui a volé en éclats, ce n'est pas une conception, un corps de doctrine, une politique - du moins pas encore - mais, simplement, une « image » : celle d'un président intègre, charmeur, séduisant. L'Amérique avait perdu confiance en elle-même ? Il la lui rendait, et avec brio. Il possédait au plus haut degré ce don exceptionnel dont, sans réfléchir, on prétend qu'il fait les hommes d'Etat : l'art de communiquer ou, pour parler français, de convaincre. A tel point que chacune de ses initiatives et, quelque temps plus tard, son contraire faisaient également monter sa popularité dans les sondages. Envoyait-il les « marines » au Liban ? La presse, le Congrès, le public saluaient cette courageuse intervention. Au lendemain de l'attentat qui, en octobre 1983, faisait dans leurs rangs des dizaines de morts, déclarait-il fièrement que l'Amérique « ne se laisserait pas intimider par les terroristes » ? Le même cœur, solide dans l'émotion, célébrait sa fermeté. Décidait-il, un peu plus tard, de rapatrier les « marines » ? Unanime, l'Amérique louait sa profonde sagesse. L'« image » n'était pas l'argument rationnel : elle se substituait à lui.

En cette époque hâtivement scientifi- que, la vie nationale pressait paradoxa- lement les apparences d'un miracle permanent : la double magie du verbe et du sourire l'emportait sur toute réflexion logique. Quand les temps sont trop durs et les esprits troublés, grandit le besoin de croire aux prodiges. Ainsi, contre l'avis des plus grands savants (1), crut-il pouvoir prophétiser que, par la « guerre des étoiles », le plus fascinant miracle de tous les temps se produirait dans l'espace. Il y croyait. Il y croit encore. M. Reagan est un homme de foi. Or, soudain, le merveilleux enchantement a pris fin. Place à la raison, retour au réel.

Pendant la turbulente agonie d'une autre présidence, M. John Kenneth Galbraith (2) s'étonnait que ses compatriotes fussent surpris par les « tricheries » de M. Richard Nixon, comme si celui-ci, pendant un quart de siècle, n'avait « ostensiblement » montré de quoi il était capable. M. Reagan est à la Maison Blanche depuis six ans, exposé aux regards du public depuis plusieurs décennies : pourquoi serait-on déconcerté par ses mésaventures ? Nul n'avait donc su en déceler les prémisses ?

Ses déboires et le sincère désarroi qu'il manifeste étaient pourtant inscrits au cœur même de son personnage. S'il a fait preuve d'une aussi belle assurance, c'est parce qu'il a, de ce monde pourtant complexe, injuste et dange- reux, une vision simpliste entraînant un optimisme à tout crin, bases essen- tielles de cet esprit de croisade qui lui

valut tant d'admirateurs, à l'extérieur comme à l'intérieur des Etats-Unis. Son inaptitude à suivre un dossier, à s'intéresser aux détails, est légendaire. Chaque année, ses partenaires dans les sommets de Sept en faisaient l'expérience. Courtois, ils n'en disaient mot. A quelques exceptions près, les grands moyens d'information se montraient tout aussi complaisamment discrets. La foi en l'Amérique et au prétendu libéralisme reaganien imposait le silence. En démocratie, tel n'était pas, hélas ! le moindre « miracle »...

Les grands de la terre ont à leur service suffisamment d'experts, de spécia- listes, de thuriféraires - et aussi de vulgaires clients - pour que la simple liberté d'esprit impose à leur égard un salubre « devoir d'irrespect » (3). Cette attitude critique n'incite pourtant pas à se réjouir lorsque, prise en défaut, une autorité trébuche sur ses propres bases. Car elle n'a pas pu parvenir toute seule à ce fustige résultat.

### Ignorance et opportunisme

**D**ÈS le début de la crise, un observa- teur perspicace a sévèrement posé le problème et annoncé ce qui ne manqua pas de suivre : « La presse, longtemps indulgente à l'égard des erreurs de M. Reagan, va maintenant se précipiter pour le punir », observait William Pfaff (4). « Ce que nous répu- gnons à reconnaître, ajoutait-il, c'est que les institutions politiques et la méthode - transformée par la télévisi- on - par laquelle un président est élu constituent un formidable obstacle à l'élaboration et à la conduite persé- vérente d'une politique étrangère cohé- rente et responsable. Le système, au contraire, produit des choix politiques marqués par l'ignorance, l'idéologie, l'émotivité ; il les soumet à des consi- dérations à court terme, à des déci- sions opportunistes, prises sans grande

considération pour les intérêts des Etats-Unis... pour les intérêts à long terme... la nation elle-même (5). Quel pays n'en fait pas aujourd'hui l'expérience ?

Subordonnée aux coûteuses mais appauvrissantes techniques de la publi- cité, à la recherche d'une « image » plutôt que d'une pensée, la compétition électorale stérilise de plus en plus le débat démocratique, en France comme aux Etats-Unis. C'est ainsi, et non par effraction, que M. Reagan a pu entrer à la Maison Blanche. Il a été élu. Deux fois. Et, la seconde, plus largement encore que la première.

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir notamment l'article de Philip W. Anderson, prix Nobel de physique, le Monde diplomatique, décembre 1986, et trois articles dans le numéro de juillet 1986.  
(2) Economiste, ancien conseiller de John F. Kennedy, ancien ambassadeur en Inde.  
(3) Le Devoir d'irrespect, par Claude Julien, Alain Moreau, Paris, 1979.  
(4) « More Than First Aid Is Required », par William Pfaff, International Herald Tribune, 28 novembre 1986.  
(5) Ce problème est largement débattu aux Etats-Unis : voir par exemple Arthur M. Schlesinger, la Présidence impériale, PUF, Paris, 1976.

Tandis que, au Liban, les combattants palestiniens de retour dans les camps luttent, toutes tendances confondues, contre les miliciens d'Amal soutenus par la Syrie, de massives manifestations ont mobilisé le mois dernier la jeunesse palestinienne des territoires occupés. Jeunesse désarmée, face à la répression. Javad Abu Selmi (vingt-deux ans), Saeb Abu Dahab (vingt-deux ans), Majred Abu Dirah (quatorze ans) et Ramadan Abu Daitin (douze ans) ont trouvé la mort. « Plus jamais ça », scandaient au même moment les étudiants français protestant contre le décès de Malik Ousssekine (vingt-deux ans) au quartier Latin.

Ainsi, dans l'indifférence quasi générale et malgré l'affaiblissement de la direction de l'OLP, les populations palestiniennes proclament une fois encore leur refus de se laisser déposséder de leur sort. Que vaut alors, en regard de cette détermination, le projet de condominium israélo-jordanien en Cisjordanie et à Gaza, conçu comme une énième solution de rechange à des négociations directes avec l'OLP ?

Par DOMINIQUE VIDAL \*

**E**N prenant l'initiative de rompre, le 19 février dernier, l'accord conclu un an auparavant avec l'OLP, le roi Hussein de Jordanie combla assurément les vœux de M. Shimon Pérès. Le premier ministre israélien entendait en effet préparer le terrain à l'ouverture de négociations directes entre son pays et la Jordanie avant de céder la place à la tête du gouverne- ment au chef du Likoud, M. Itzhak Shamir.

Sa spectaculaire rencontre avec le roi du Maroc à Ifrane, le 21 juillet, puis ses entretiens d'Alexandrie avec le pré- sident Mubarak, les 11 et 12 septem- bre, auront été les points culminants de l'initiative diplomatique qui allait ainsi marquer la fin du mandat de M. Pérès. Avec l'assentiment des Etats-Unis, dont le vice-président George Bush devait déclarer en juillet, lors de sa « tournée de paix » au Proche-Orient : « La prochaine étape logique, si cela pouvait être arrangé, serait une ren- contre directe entre le roi Hussein et le premier ministre israélien (1). »

A défaut de répondre à cette attente, le souverain jordanien n'en a pas moins donné de sérieux gages de bonne volonté. Sa volte-face à l'égard de l'OLP en février fut bientôt suivie de mesures concrètes visant à entraver les activités de l'organisation, tant en Jordanie que sur la rive occidentale du Jourdain occupée par Israël : dès le 22 février, réunion du Parlement jor- danienn - où siègent les « députés » de la Cisjordanie - pour entériner la rup- ture ; fermeture, en juillet à Amman, de vingt-cinq bureaux du Fath et expul- sion simultanée d'Abou Jihad, le

numéro 2 de l'organisation, ainsi que de dizaines d'autres responsables ; sou- tien à la « révolte » du colonel Abou Zaïm contre M. Yasser Arafat ; établis- sement d'une « liste noire » de journa- listes et de militants palestiniens désor- mais interdits de séjour ; règlements discriminatoires contre des produits de Cisjordanie et de Gaza en transit vers d'autres pays arabes ; projet de nou- velle loi électorale pour coopter au Parle- ment jordanien cinquante-six repré- sentants de la Cisjordanie, etc.

Mais, ce qui s'est passé est d'autant plus revêt une plus grande portée, ainsi qu'on pu le noter divers observateurs. « Selon des sources arabes, israëliennes et occidentales à Amman et à Jérusalem, le roi Hussein de Jordanie et Israël ont conclu un accord tacite visant à se partager l'autorité sur les 1,4 million de Palestiniens des terri- toires occupés. Ce partage du pouvoir prévu par l'arrangement - une sorte de condominium de fait israélo-jordanien - constitue un changement spectaculaire dans les rapports au Proche-Orient et reste menacé, selon ces sources, par de nombreux pièges. Elles ajoutent que ce plan promet d'être une question majeure pour la région dans les mois à venir. Israël et la Jordanie ont un certain nombre d'intérêts communs dans les territoires occupés, dont le plus notable est de réduire le pouvoir politique de l'OLP de M. Yasser Arafat (2). »

(Lire la suite page 26.)

(1) Le Quotidien de Paris, 30 juillet 1986. L'enquête en Israël et dans les territoires occupés a été réalisée avec la collaboration de José Maldasky.  
(2) John Kifner, cité par l'International Herald Tribune, 20 octobre 1986.

à paraître le 15 janvier 1987

Henri Bourguinat

## Les Vertiges de la finance internationale

Une finance internationale qui s'emballe.  
Une économie réelle qui stagne.  
Un projet original pour réformer les paiements internationaux.

ECONOMICA 98 F

49, rue Harcourt, 75015 PARIS - Tel. : 45-78-12-32

### DANS CE NUMERO :

## Des raisons de vivre

#### LES VALEURS A DÉFENDRE

Rien ne serait plus chimérique que de subordonner la dignité de l'homme à des objectifs politiques ou économiques dont l'homme, précisément, est et restera le principal artisan. C'est ce que montre Florence Beaugé en laissant parler, aux Etats-Unis « DES FERMIERS SPECTATEURS DE LEUR PROPRE MORT » (pages 8 à 10). Sans qu'ils le sachent, la même erreur est commise par « ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS » (page 26) car leur « ENTENTE AMBIGUE » ne peut servir la paix au Proche-Orient. Libérées de la dictature par un grand sursaut humain, les Philippines se fourvoieraient si elles l'oubliaient dans cet « EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ AU RÉEL » (pages 30 et 31). Au contraire, un espoir jaillit si, sur le Vieux Continent, on voulait bien admettre que « L'EUROPE PEUT JOUER UN RÔLE CONSTRUCTIF EN AMÉRIQUE LATINE » (pages 12 et 13) en remettant en honneur des valeurs trop longtemps méprisées.

#### COMPÉTITION DANS L'ESPACE

Au moment où les gouvernements et les industriels sont engagés dans une intense course à l'espace, comprendront-ils que, si les progrès scientifiques et techniques aboutissent à servir ou à asservir l'homme, ce ne sera pas le résultat d'un tel savoir que fata- lité, mais de leurs propres choix ? Les articles rassemblés sous le titre « A L'ASSAUT DES ÉTOILES » (pages 19 à 25) font ressortir ce qu'il y aurait de suicidaire à ordonner cette compétition spatiale à la seule recherche de la puissance.

Voir le sommaire détaillé page 36.

M 2136-394 - 15 F

## SENS ET ENJEUX DE LA MOBILISATION

L'ANNÉE scolaire avait curieusement commencé. Sur fond de glaciation sociale et avec le spectre des deux millions et demi de chômeurs « totalement incompressibles (1) ». Des acteurs politiques de différents bords - MM. François Dalle, Philippe Séguin, Edmond Maire - s'accordaient pour proposer aux jeunes, comme seule perspective d'emploi, les fameux « petits boulots ». En outre, au nom de la révolution technologique, ils annonçaient le glas d'une certaine conception du travail salarié : « Il faut savoir - expliquait, par exemple, M. Séguin - que les carrières totalement accomplies dans une seule et même entreprise, stables, à salaire fixe, à temps complet et à vie, seront de moins en moins nombreuses (2) ». Et d'annoncer des bouleversements qui rendraient obsolètes les qualifications, les diplômes et obligeraient à un recyclage permanent.

De telles déclarations étaient de nature à tétaniser les esprits. La gauche elle-même s'en était prise, dès 1983, aux bastions ouvriers, à coups de vigouresuses « restructurations industrielles » : la combativité des travailleurs paraissait morte et les syndicats désorientés. Dans de telles circonstances, le gouvernement de M. Jacques Chirac, sûr de lui, imposait son train de réformes néolibérales (autorisation de licenciement, privatisations, loi sur l'audiovisuel, etc.) et envisageait d'autant plus fermement d'autres mesures (prisons privées, non-remboursement de l'avortement, code de la nationalité, etc.) que l'opinion publique, impressionnée par les attentats aveugles de septembre 1986, se tournait volontiers vers lui.

M. Jacques Chirac paraissait donc tenir la situation bien en main à la veille de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de réforme des universités de M. Alain Devaquet. Ce projet, inspiré par le conseiller pour l'éducation du premier ministre, le recteur Durand, avait pris forme, cahin-caha, au cours de l'été sans rencontrer trop d'obstacles ni en discussion au Conseil économique et social ni au Sénat, malgré la ferme opposition des présidents d'université (3).

Aussi la surprise est grande lorsque, le 17 novembre 1986, des étudiants de l'université de Villeurbanne déclenchent une grève en signe de protestation contre ce projet. Et surtout, lorsque, comme une traînée de poudre, le mouvement s'étend à l'ensemble des universités, gagnant les lycées et lançant dans les rues des centaines de milliers de jeunes à travers le pays. Cela va si vite que toute la classe politique est prise de court. Manifestement, toute une génération, celle des seize-

vingt ans, son absence de projet culturel, le délabrement de ses locaux, le faible niveau de nombreux enseignants (7), la médiocrité de ses diplômes, l'ennui de tant de cours... Il ne signifie pas davantage l'acceptation du système d'enseignement supérieur français qui, en sélectionnant à outrance les candidats aux grandes écoles (destinées à devenir l'élite de la nation), fait fatalement de l'université, d'ambinée, un deuxième choix (lire ci-dessous l'article de Jacques Ardoine et Michel Debeauvais).

## Un mouvement pour

Si ce puissant mouvement étudiant et lycéen reflète une inquiétude plus profonde qu'un simple malaise universitaire, comment ne pas y voir une expression de l'angoisse des jeunes devant un monde qui les exclut ? Ils entrent dans la vie active de plus en plus tard (8) et sont, on le sait, les principales victimes du chômage. Plus d'un demandeur d'emploi sur trois est, en France, un jeune de moins de vingt-cinq ans, et, de 1975 à 1985, le taux de chômage des jeunes a été multiplié par trois. Un quart des jeunes, en France, restent privés d'emploi ; et plus de six cent mille jeunes chômeurs ne perçoivent aucune indemnité.

Ceux qui parviennent à entrer dans la vie active le font le plus souvent à tâtons, par intermittence, en acceptant des travaux d'utilité collective (TUC), des stages divers (souvent non rémunérés), des situations précaires, des emplois à temps partiel... De nombreux étudiants

vingt-trois ans, exprime à l'occasion du refus de ce projet un intense malaise.

Au-delà du gouvernement lui-même, cible centrale, c'est la société dans son ensemble qui se sent interpellée. La presse convoque philosophes et sociologues, experts des jeunes, afin qu'ils élucident cet « objet social non identifié (4) ». Certains y voient une « révolte contre l'ensemble des conditions de la société (5) » ; pour d'autres, ce mouvement « rompt la passivité qui caractérisait la société française (6) » et prouve que l'expression politique, par temps de crise, ne se limite pas au rituel du vote ou au débat politicien.

Quoi qu'il en soit, il apparaît vite que le mouvement est, en effet, le symptôme d'autres blocages. Il dépasse la question scolaire car, cela est évident, le rejet du projet Devaquet ne signifie nullement une adhésion à la précédente réforme universitaire de M. Alain Savary de janvier 1984, ni une acceptation de l'université telle qu'elle est, avec

## Les forteresses vides de

Par JACQUES ARDOINE et MICHEL DEBEAUVAIS \*

L'AMPLEUR imprévue de la mobilisation étudiante et lycéenne de novembre et décembre derniers a révélé un intérêt insoupçonné des jeunes Français pour les universités, et ouvert un débat dont il faut espérer qu'il ne s'arrêtera pas au retrait par M. Jacques Chirac du projet de loi Devaquet. Dans ce débat, et dans ceux qui l'ont précédé depuis 1968, les comparaisons avec l'étranger reviennent fréquemment, le plus souvent pour souligner le « retard français » dans des domaines aussi divers que la proportion des jeunes accédant à l'enseignement supérieur, la mauvaise qualité des formations universitaires, le niveau insuffisant des recherches, la mauvaise ges-

tion des universités, l'inadéquation aux exigences du marché du travail et, plus généralement, aux besoins des technologies modernes, de l'économie et de la société.

En sélectionnant les exemples étrangers selon les besoins de l'argumentation (ou de la polémique), on suppose que les autres pays n'ont aucun des problèmes rencontrés en France, ou qu'ils les ont résolus. Or les thèmes principaux des réunions internationales de ces dix dernières années portant sur l'enseignement supérieur ont été les menaces internes et externes pesant sur les universités : crise financière, crise des débouchés pour les diplômés, crise démographique du personnel enseignant, crise de la gestion des universités, concurrence croissante d'autres institutions publiques et privées dans le domaine des formations supérieures et de la recherche. Des mises en garde solennelles sur la gravité de ces menaces sont régulièrement formulées

par des organismes aussi divers que le Comité des subventions aux universités (University Grants Committee), au Royaume-Uni (1986), la Fondation Carnegie pour le développement des universités, aux Etats-Unis (1985), et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont le rapport sur le Rôle et les fonctions des universités, préparé depuis deux ans par des enquêtes nationales, sera publié prochainement.

Partout les universités connaissent de graves difficultés, qui prennent en France des formes et une acuité particulières. Supprimées en 1789, en même temps que les corporations et les « prétendus intérêts communs », les universités françaises ont vu leur disparition consacrée par Napoléon lorsqu'il créa un système scolaire structuré selon une hiérarchie quasi militaire et intitulé à dessein l'« Université française » avec, à sa tête, un grand maître. Au même moment, Wilhelm von Hum-

boldt fonda l'université de Berlin selon un modèle délibérément antinapoléonien reposant sur le développement de la science par la libre poursuite de la vérité, et dans lequel la recherche et la formation humaniste de l'esprit étaient privilégiées par rapport aux formations professionnelles. C'est ce modèle qui se répandra au dix-neuvième siècle dans toute l'Europe (à l'exception des pays latins) par le développement progressif des formations techniques supérieures et des laboratoires de recherche scientifique. Il sera aussi adopté par les Etats-Unis, surtout après la première guerre mondiale. Jusqu'à la période récente, la plupart des recherches et des formations supérieures se faisaient, à l'étranger, dans les universités.

En France, les facultés, progressivement reconstituées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, surtout à partir de 1885,

ne sont regroupées en universités que depuis 1890, et d'ailleurs à la sauvette ; on évitait même de leur donner la majuscule qui aurait constitué un symbole de leur identité. Il faudra attendre la révolte étudiante et la loi-cadre de 1968 pour que soient jetées les premières bases de leur autonomie. Apparaissant, la seule structure de gestion, d'ailleurs limitée aux nominations des professeurs et aux programmes, était la faculté - la « fac » comme disent encore aujourd'hui les étudiants. Mais cette autonomie est trop récente pour que les enseignants aient eu le temps d'en acquiescer l'expérience ; ils connaissent mal le fonctionnement des universités étrangères, et il leur a manqué l'appui financier considérable qui aurait été nécessaire pour cette mutation. La France reste le seul pays où les coûts par étudiant ne sont pas plus élevés que ceux d'un lycée, pour le droit, l'économie, les lettres et les sciences sociales.

### Grandes écoles : le premier choix

MAIS le manque de moyens n'explique pas tout. C'est la place des universités dans la société française qui est en cause, car une partie essentielle des fonctions de formation et de recherche est remplie par d'autres institutions. Actuellement, la France est aussi le seul pays où les meilleurs étudiants choisissent de ne pas s'inscrire dans les universités, mais de préparer le concours d'entrée à une grande école ou une école supérieure, et, depuis peu, d'entrer dans des cycles supérieurs courts : instituts universitaires de technologie (IUT) et autres écoles professionnelles post-secondaires. Seules exceptions : la médecine, depuis que l'accès y a été limité, ainsi que les quelques universités parisiennes qui pratiquent une sélection de fait.

Les universités françaises constituent donc un second choix, ou un dernier recours, à l'intérieur d'un système d'enseignement supérieur fortement cloisonné et hiérarchisé selon une échelle de prestige mesurable à la proportion des candidats refusés. Leur fonction de certification (le monopole des grades, y compris du baccalauréat) y est plus importante que celle de formation ; dans la formation, les programmes - conçus comme des listes de sujets pour l'examen et une comptabilité des heures de cours - sont plus importants que les objectifs et les méthodes ; les formalités des examens ont plus d'importance que l'évaluation des résultats. Les fonctions de recherche (aussi bien fondamentale qu'appliquée) sont remplies principalement par les grands organismes qui, comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), ont une gestion autonome, même si la plupart de leurs laboratoires sont situés dans les locaux des universités. Les formations universitaires sont le plus souvent séparées des recherches, et les enseignants qui ont des activités de recherche les exercent en général hors des universités, sauf si leurs instruments de travail s'y trouvent situés.

Contrairement à ce qui se passe en Europe et en Amérique du Nord, peu d'universités françaises sont parvenues à définir leurs politiques de formation et de recherche, et moins encore de services à la collectivité. Pour mieux ce tableau, il faut reconnaître qu'aujourd'hui la situation des universités se détériore rapidement dans tous les pays et également que des efforts réels ont été entrepris par les universités françaises depuis 1968 : réforme des premiers cycles, tentatives de réforme des troisièmes cycles, développement de la formation permanente, universités d'été et de troisième âge.

Mais ces premiers résultats de l'autonomie ont été rendus plus difficiles encore par la tutelle omniprésente de la bureaucratie ministérielle. Il paraît paradoxal que la révolte étudiante et lycéenne n'ait pas remis en cause le système d'enseignement supérieur avec son cloisonnement en segments inégaux et sélectifs ni même le fonctionnement actuel des universités et se soit limitée aux trois points de l'égalité des chances d'accès, des diplômes nationaux et des droits d'inscription.

Y a-t-il en France trop ou trop peu d'étudiants ? Faut-il en former moins, mais mieux, et pratiquer pour cela une sélection à l'entrée ? On pose aussi ces questions dans les autres pays, mais surtout, en Europe et en Amérique du Nord, on considère comme désirable de répondre à la « demande sociale » d'enseignement supérieur de tous les jeunes « qualifiés », c'est-à-dire détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires. Cette pression sociale n'a pas été freinée par la crise, la croissance des effectifs s'étant seulement trouvée ralentie par le déclin démographique. Dans l'ensemble, les principaux modèles (unitaires ou différenciés, centralisés ou décentralisés) ont partout suivi des évolutions assez semblables : développement des cycles courts, introduction de limitations à l'entrée dans certaines filières jugées excédentaires, comme la médecine.

Les expériences d'accueil des adultes, bacheliers ou non bacheliers, sont restées timides (sauf en Suède), souvent controversées, et connaissent un recul depuis la crise économique. En Europe, c'est encore le diplôme de

## La première biographie de Nelson MANDELA

Emmuré depuis un quart de siècle, Nelson MANDELA est sans doute le dernier héros vivant de l'Afrique contemporaine. François SOUDAN raconte pour la première fois la vie du leader de l'ANC, celle d'un homme qui représente peut-être l'ultime chance d'éviter un bain de sang en Afrique du Sud.

Un livre qu'il faut avoir lu si l'on est contre l'apartheid...

200 PAGES DONT 32 DE PHOTOS INEDITES  
FORMAT : 14,5 x 21 CM  
50 F.F. (2.500 F.CFA/60 DH/6 DT)



EN VENTE A PARTIR DE JANVIER 87

COLLECTION "DESTINS". GROUPE JEUNE AFRIQUE

VENTE ET RENSEIGNEMENTS AUX BUREAUX DE DIFFRESS (TEL. 1.42.65.69.30)  
HORS AFRIQUE, VENTE PAR CORRESPONDANCE ECRIRE A DIFFRESS, 2, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE)  
PRIX : FRANCE EUROPE : 63 F.F. FRANCO DE PORT, AUTRES PAYS : 70 F.F. FRANCO DE PORT  
REGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE (UNIONEMENT FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE DIFFRESS

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY  
Directeur : Claude JULIEN  
Rédactrice en chef :  
Micheline PAUNET  
Rédaction : Ignacio RAMONET,  
Alain GRESH, Bernard CASSEN,  
Christian DE BRIE  
Secrétaire de rédaction :  
Solange BRAND  
RÉDACTION  
7, rue des Italiens  
75422 PARIS CEDEX 09  
TÉLEX : MONDIPAR 650572 F  
TEL. : 42-47-91-21

Publication : Le Monde Publiété  
5, rue de Valenciennes,  
75007 Paris.  
TEL. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.



USA 07/1989

THE UNIVERSITY OF JORDAN LIBRARY SERIALS No. 70864 CLASS 1 JAN 1989 DATE

# DES ÉTUDIANTS EN FRANCE

(près de la moitié) travaillent dans ces conditions tout en poursuivant leurs études. L'intérêt, et ce qu'il représente comme humiliation sociale, est un univers qu'ils connaissent bien et dont ils espèrent sortir grâce à des diplômes respectés.

## les droits civiques

indiscutable dimension européenne, lançant ainsi une nouvelle solidarité continentale. Certains jeunes sont plus durement touchés que les autres : en particulier, les enfants d'ouvriers, les jeunes filles et, en France, les enfants de familles immigrées, dont le taux de chômage atteint 40,5 %.

immigrés. Cette massive participation est révélatrice à double titre : d'abord, elle prouve que ces jeunes sont particulièrement concernés par la crise économique ; ensuite, et surtout, qu'ils participent de plein-pied à la vie civique française dont ils se sentent désormais, sans complexes, partie prenante.

Ce dernier aspect est capital, et sans doute, en ce qui concerne la communauté maghrébine, inaugural. Il périma, sur le fond, le projet de code de la nationalité de M. Chalandon puisque, en manifestant avec

leurs camarades, ces fils d'immigrés s'affirment tout simplement comme citoyens français. La méritocratie d'organisations comme SOS-Racisme est, entre autres, d'avoir évité la coupure entre les jeunes-Français d'origine immigrée et les autres. C'était aussi, dans une certaine mesure, le sens des intenses campagnes contre l'apartheid et contre toutes les discriminations. Ces manifestations ont prouvé que la fraternisation des jeunes Français, sans distinction d'origine, était effective.

événements de décembre 1986 est précisément un jeune Français d'origine maghrébine, un musulman. Au-delà de la tragédie, l'ensemble du mouvement étudiant a senti toute l'importance du symbole, de cette mort sacrificielle. Et plus Malik Oussekiine rassemblait dans son identité des éléments d'exclusion (nom, origine, religion), plus il a été revendiqué par le mouvement étudiant comme un des siens. Muettement, les milliers de manifestants qui défilèrent après sa mort rejoignaient ceux qui, en 1968, criaient : « Nous sommes tous des juifs allemands », pour répondre à un certain antisémitisme. Les manifestants du 10 décembre 1986 disaient en quelque sorte : « Nous sommes tous des immigrés maghrébins. »

- (1) Cf. Entretien avec M. Philippe Séguin, le Monde, 8 août 1986. (2) Ibid. (3) Le Monde, 27 septembre 1986. (4) Cf. Frédéric Gausson, « Un objet social non identifié », le Monde, 5 décembre 1986. (5) Entretien avec Edgar Morin, le Monde, 13 décembre 1986. (6) Entretien avec Cornelius Castoriadis, Libération, 11 décembre 1986. (7) Cf. le rapport du Comité d'évaluation des universités françaises, présidé par M. Laurent Schwarz, élaboré par les professeurs François Morel et Bernard Potier, le Monde, 16 octobre 1986. Voir aussi Jean-Claude Milner, « La sélection oui, mais pour les profs », Libération, 11 décembre 1986. (8) Cf. Evelyn Sullerot, l'Age de travailler, Fayard, Paris, 1986. (9) A Paris, les enfants d'étrangers représentés, en 1984-1985, 32 % des effectifs de l'école primaire publique et 8 % de ceux des écoles privées.

# ALISATION

projet culturel, le délabrement de ces enseignements (7), la médiocrité de ces enseignants, le fait qu'ils ne gagnent pas davantage que les enseignants supérieurs français qui, en France, ont des grandes écoles (destinées à former les cadres de l'Université, d'embellir le paysage de Jacques Ardouin et

## ent pour

et lycéen relate une inquiétude universitaire, comment ne pas se sentir en France devant un monde qui échoue de plus en plus tard (8) et qui ne propose que le chômage. Plus d'un jeune Français, un jeune de moins de 20 ans, le taux de chômage des jeunes a augmenté, en France, restent privés de perspectives d'avenir. De nombreux étudiants

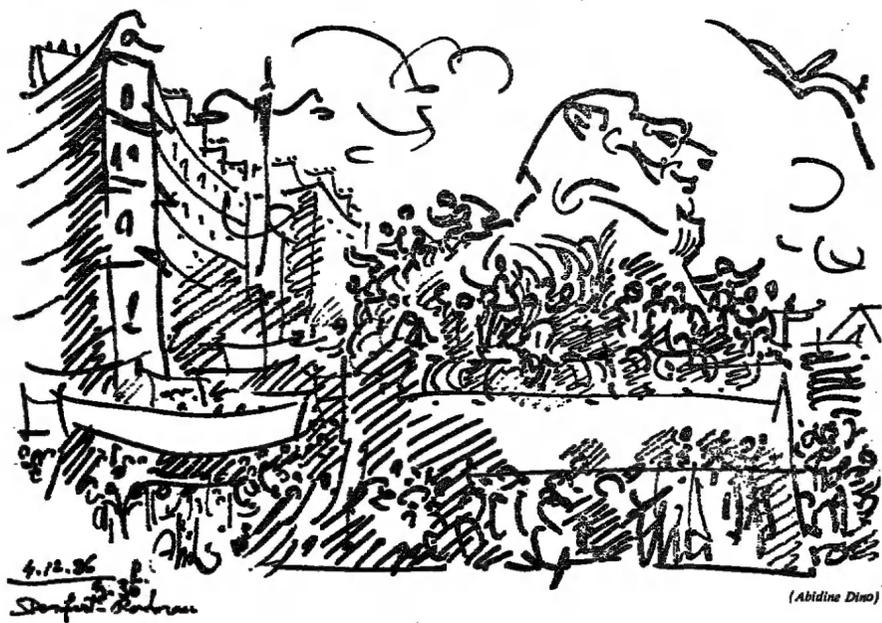
## vides de

regroupés en universités que depuis 1980, et d'ailleurs à la suite de la dévaluation même de leur diplôme. Le diplôme qui aurait constitué un symbole de leur identité. Il faudra attendre le début des années 1990 pour que soient jetées les premières bases de leur autonomie. Aujourd'hui, la seule structure de gestion, limitée aux nominations des professeurs et aux programmes, étant la « fac » comme disent les étudiants aujourd'hui les étudiants. Mais cette autonomie est trop récente pour que les enseignants aient eu le temps d'acquiescer à l'expérience ; ils connaissent mal le fonctionnement des universités étrangères, et il leur a manqué un soutien financier considérable qui aurait été nécessaire pour cette mutation. La France reste le seul pays où le coût par étudiant ne soit pas plus élevé que celui d'un lycéen, pour le moins, l'économie, les lettres, et les sciences sociales.

## premier choix

Si les premiers résultats de l'auto-évaluation ont été rendus plus difficiles encore par la tache omniprésente de la bureaucratie ministérielle. Il paraît paradoxal que la révolte étudiante et lycéenne n'ait pas remis en cause le système d'enseignement supérieur avec son cloisonnement en segments inégaux et sélectifs ni même le fonctionnement actuel des universités et se soit limitée aux trois points de l'égalité des chances d'accès, des diplômes nationaux et des droits d'inscription. Y a-t-il en France trop ou trop peu d'étudiants ? Faut-il en former moins, moins souvent, et pratiquer pour cela une sélection à l'entrée ? On pose aussi des questions dans les autres pays, mais surtout, en Europe et en Amérique du Nord, on considère comme désirable de répondre à la « demande sociale d'enseignement supérieur de tous les jeunes « qualifiés », c'est-à-dire détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires. Cette pression sociale n'a pas été freinée par la crise, la croissance des effectifs s'étant seulement ralentie par le déclin démographique. Dans l'ensemble, les principaux modèles (unitaires ou différenciés, centralisés ou décentralisés) ont subi des évolutions assez semblables : développement des cycles courts, introduction de limitations à l'entrée dans certaines filières jugées coûteuses, comme la médecine. Les expériences d'accueil des adultes, bacheliers ou non bacheliers, sont restées timides (sauf en Suède), souvent controversées, et connaissent un recul depuis la crise économique. En Europe, c'est encore le diplôme de

# l'enseignement supérieur



fin d'études secondaires qui confère un droit d'accès à l'enseignement supérieur, pas nécessairement toutefois dans la branche choisie. D'une façon assez générale, c'est par la diversification des enseignements que s'est faite la réponse à la demande sociale. Certains pays de tradition unitaire — ceux où la plupart des formations et des recherches se font dans les universités — ont mené à bien cette diversification dans le cadre universitaire en créant des cycles courts et de nouvelles filières professionnelles (Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, Japon). Au Royaume-Uni, ce sont surtout les institutions non universitaires, restructurées en Polytechniques, qui ont accru leurs capacités d'accueil, au moins jusqu'à la période récente où les réductions budgétaires sont devenues draconiennes. On constate partout que les jeunes s'intéressent de plus en plus aux filières courtes et professionnalisées, et qu'un diplôme d'enseignement supérieur, universitaire ou non, reste la meilleure assurance contre le chômage.

Les diplômes universitaires nationaux sont une caractéristique française. A l'étranger, l'autonomie et le prestige des universités videraient de toute signification une garantie gouvernementale. Dans chaque pays se posent bien entendu des questions d'homogénéité des grades universitaires car les particularités pédagogiques et les pratiques respectives de chaque université ne sont pas contradictoires avec le souci d'assurer aux diplômés une valeur marchande minimale qui les rende négociables sur le marché du travail. Il existe donc presque partout des instances de régulation et de concertation. C'est le cas, au Royaume-Uni, du Comité des Subventions aux universités et du Comité des vice-chanceliers, des experts universitaires exerçant par ailleurs un contrôle rigoureux sur les diplômes décernés par les Polytechniques

## Quelles missions pour l'Université ?

DERNIÈRE possibilité de poursuivre des études post-secondaires, pour tous ceux qui n'ont pas pu trouver une place dans les institutions sélectives, les universités françaises ne font pas l'objet d'une remise en question. Marque de résignation à la médiocrité à laquelle les a reléguées la société française et dont beaucoup d'enseignants ont pris leur parti en investissant hors des universités le temps qu'ils ne consacrent pas à leurs heures de cours ? Cette interprétation pessimiste ne vaut cependant pas pour les sciences et la médecine, dont les instruments de travail se trouvent dans les locaux universitaires.

En revanche, dans les disciplines littéraires, juridiques et de sciences humaines, c'est-à-dire celles qui regroupent la majorité des étudiants et des enseignants, le désintérêt est total pour le matériel, les outils de recherche et l'instrumentation. Les gestionnaires de l'Université le traduisent bien dans la répartition des crédits. Il en résulte pour certaines matières un incroyable dénuement. Le problème des locaux est particulièrement significatif. Dans nombre de pays étrangers, mais aussi dans le plupart des grandes écoles françaises, bureaux, salles de cours et de séminaire, laboratoires, permettent aux étudiants et aux enseignants de passer une grande partie de leur temps de travail à l'Université. Ce n'est généralement pas le cas en France. De ce seul fait, celle-ci est pratiquement désertée et ressemble fort à une forteresse vide.

Lorsque l'institution dépeint jusqu'à se vider ainsi littéralement, il lui faut retrouver un sens. C'est donc la question d'un « projet-visée » (et non des seuls programmes) qui devient primordiale pour l'Université française comme pour tant d'autres. Quelles missions lui confier, en fonction de quel projet de société, inspirant quelle politique éducative ? Lorsque, çà et là, des mouvements étudiants et lycéens résonnent et détonent par « sympathie » en Grèce, en Italie, en Chine, on est tenté d'y lire aussi la quête de valeurs et de visées stimulantes, mobilisatrices, à portée fédérative, inscrites dans une temporalité historique longue — qui est justement celle de l'éducation, — alors que les réformes ne se pensent trop souvent qu'en termes d'organisation et en fonction des échéances électorales.

JACQUES ARDOINO et MICHEL DEBEAUVAIS.

**Le Minitel a trouvé à qui parler.**  
**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : LEMONDE

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
l'esprit de synthèse  
**PANORAMA DE L'EUROPE DE L'EST**  
Le seul ouvrage à jour en France sur les économies des pays de l'Europe socialiste — à l'exception de l'URSS.  
Un numéro exceptionnel du Courrier des pays de l'Est (CEDIJCEE) 260 p., 120 F  
31, quai Voltaire - Paris 7  
Tél.: (1) 42 61 50 10

**LE MONDE DIPLOMATIQUE**  
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY  
Directeur : Claude JULIEN  
Rédacteur en chef : Micheline PALNET  
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE  
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND  
RÉDACTION  
7, rue des Saussaies  
75008 PARIS CEDEX 09  
Tél. : MONDIPAR 630572 F  
Tlx : 42 47 97 27  
Abonnements : le Monde Publiaté  
11, rue de Valenciennes  
75013 Paris  
Tél. : 42 47 95 91 71  
Service de diffusion de tous articles.

# L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR

## Débâcle

(Suite de la première page.)  
 Un vieux journaliste (6), qui en a vu bien d'autres, peut alors s'effarmer que les yeux ne se soient pas ouverts plus tôt :  
 « Le peuple américain [...] a eu exactement le gouvernement qu'il voulait et qu'il méritait. Ronald Reagan ne l'a pas réellement trompé. Chacune des qualités, ou absence de qualités, dont il fit preuve à la Maison Blanche était déjà apparente, et divulguée par les médias, lorsqu'il était gouverneur de Californie. Son idéologie n'a pas changé. Ses discours du samedi après-midi à la Maison Blanche n'étaient qu'une réécriture des sermons que, longtemps avant de se lancer dans une carrière politique, il prononçait, pour General Electric, sur les thèmes de la libre entreprise et de l'anticommunisme. »

Comment ? James Reston ose parler de l'« idéologie » de M. Reagan ? Mais, sur les deux rives de l'Atlantique, toutes les droites vont répétant que ce mot désigne la maladie honteuse caractéristique de la gauche... Elle sévit pourtant, et sous une forme qui n'a rien de bénin, sur les bords du Potomac comme de la Tamise et de la Seine : libérer les entreprises, donc restreindre les droits et la protection sociale des plus modestes citoyens, mais, face au terrorisme et au communisme déclinant, renforcer le rôle de l'Etat dans les domaines policier et militaire. De John Locke à Raymond Aron en passant par Tocqueville, combien de théoriciens doctes se retournent dans leur tombe en voyant quel usage vulgaire on fait de leur libéralisme (7)...

De droite ou de gauche, et en dépit des faits, l'idéologie a toujours raison. Pas plus que M. Monory ou le recteur Durand, M. Reagan n'échappe à la règle. Dans la tourmente, il consent tout au plus à admettre que certains de ses collaborateurs ont pu commettre quelques « erreurs » dans l'exécution de sa politique à l'égard de l'Iran et du Nicaragua. Le *New York Times* a beau lui rétorquer que toute sa conception était « erronée dès le départ », qu'elle procédait d'une grave absence de « jugement » et que, même si les otages avaient été libérés, la manœuvre aurait « produit un échec total », M. Reagan n'en démontre

pas (8). « Je pense, dit-il avec la plus grande sincérité, que nous avons entrepris en Iran la seule action possible. L'affaire n'a simplement pas tourné comme je l'avais espéré. Mais je ne vois rien que j'aurais voulu faire différemment (9). »

Pareille obstination ne doit rien à l'orgueil. Elle découle de la plus pure conviction, parfaitement désintéressée : dans ce monde intrinsèquement mauvais, le plus grand danger provient de l'« empire du mal » qui, sans scrupule, frappe en Afghanistan aussi bien qu'en Amérique centrale et ailleurs. Certes, les fondamentalistes iraniens ont humilié les Etats-Unis, mais, comme magouère Somoza, Duvallier ou Marcos, ils sont résolument anticommunistes. Quelques-uns d'entre eux font preuve d'une relative modération ? Aidons-les.

L'entourage de M. Reagan accepte sans sourcilier cette analyse d'une éblouissante simplicité. Il y est encouragé par un marchand d'armes iranien, M. Manucher Ghorbanifar, qui, faisant son métier, suggère à la CIA, dès novembre 1984, de vendre des matériels militaires à l'Iran. M. David Kimche, du ministère israélien des affaires étrangères, plaide dans le même sens :

tout ce qui renforce l'Iran ne peut qu'affaiblir l'Irak et donc être bien vu à Jérusalem. Le gouvernement israélien, qui déjà fournissait à l'Iran des armes de fabrication israélienne, est donc autorisé à lui livrer des armes américaines que les Etats-Unis remplacent, ce qui est interdit par la loi. Puis, malgré l'hostilité du secrétaire d'Etat et du secrétaire à la défense, le président Reagan signe le 17 janvier 1986 un ordre secret autorisant l'exportation directe d'armes américaines vers l'Iran. C'est là une nouvelle mesure illégale, qui contredit, de surcroît, les plus solennels engagements de la Maison Blanche. Mieux encore : M. Reagan demande à M. William Casey, directeur de la CIA, de ne pas en informer le Congrès. Troisième illégalité (10).

Lorsque le pot aux roses est découvert, le président tente de minimiser l'affaire en affirmant que les armes ainsi fournies « pourraient aisément tenir dans un seul avion cargo » (déclaration du 13 novembre 1986). En fait, utilisant chaque fois plusieurs avions, les livraisons ont eu lieu en février, mai, août et octobre. L'esprit de cruauté a balayé tout scrupule moral.

### Guerres privées et héros national

LORS que le Congrès se montre peu disposé à soutenir des opérations militaires à l'extérieur, M. Reagan continue de proclamer son admiration pour les « combattants de la liberté » qui luttent en Amérique centrale, en Afghanistan et en Angola. Dès lors, au début de 1984, le colonel Oliver North, du Conseil national de sécurité, met sur pied un réseau d'organisations privées pour financer dans le monde les guérillas anticommunistes auxquelles le Congrès refuse des crédits, ou ne les accorde qu'avec parcimonie. L'entreprise aurait dû rester secrète. Elle a été décrite en détails dans ce journal (11). Les armes expédiées aux Iraniens leur étaient facturées à un prix très supérieur à leur valeur réelle. Une partie de la différence a alimenté la caisse noire du colonel North.

M. Reagan maintient qu'il n'en savait rien. M. William Casey, grand patron d'un service d'espionnage qui « a des souteneurs infiltrés dans tous les gouvernements hostiles, et qui intercepte les conversations d'officiels du Kremlin lorsqu'ils utilisent les téléphones de leurs limousines, prétend tout ignorer de la plus audacieuse aventure entreprise par son propre gouvernement en politique étrangère... (12) ». Certains membres de la commission parlementaire d'enquête en éclatent franchement de rire. Pourtant, comme pour le vrai-faux passeport de M. Chalier, la vérité finira par éclater un jour.

Puisque personne n'avoue quoi que ce soit, le président Reagan finit par limoger quelqu'un : le colonel Oliver North, dangereux personnage qui, sans l'accord du président ou du cabinet, tout seul, aurait monté cette brillante opération triangulaire... Cet officier serait donc bien indigne ? Non, dit M. Reagan, « le colonel North est un héros national (13) ». Mais alors, qui est donc le coupable ?

Dans la même déclaration, M. Reagan le montre du doigt : l'entreprise Iran-Nicaragua « n'était pas un échec jusqu'au moment où la presse » s'en est emparée. « Trois otages nous ont été rendus, et nous en attendions deux autres. La presse doit assumer la responsabilité de ce qu'elle a fait. » Serait-elle aussi responsable de la capture de trois autres Américains pour remplacer ceux qui ont été libérés ? Toujours est-il que, aux yeux de M. Reagan, « toute l'affaire se ramène



'Look, he's an old man and if we bought arms and spare parts from them, we could create a more favorable climate for negotiations with a new, more moderate administration in Washington.'

(International Herald Tribune, 4 décembre 1986)

« Voyons, c'est un vieil homme et, si nous lui achetions des armes et des pièces détachées, nous pourrions créer un climat plus favorable pour des négociations avec un nouveau gouvernement plus modéré à Washington »

à une grande irresponsabilité de la part de la presse ». Langage universel qui, à Paris, prend parfois des accents trop familiers...

A-t-on bien mesuré l'influence néfaste des médias ? Pervertis par on ne sait quels démons, ils osent révéler que, « ces dernières années, des centaines de millions de dollars ont afflué dans les comptes bancaires de la CIA en Suisse pour financer la croisade mondiale du gouvernement contre le communisme » : ces fonds provenaient notamment du roi d'Arabie saoudite (200 millions de dollars en 1984, 240 millions en 1985) et du sultan

de Brunei (14) avec l'accord de M. George Shultz (15).

Un hebdomadaire fort respectable pousse l'audace jusqu'à affirmer que « 900 000 dollars ont été versés indirectement comme pots-de-vin à des officiels du Honduras pour les convaincre d'accepter que les armes destinées aux guérillas anti-sandinistes transitent par leur pays », et il cite un haut responsable américain qui explique : « Vous ne pouvez pas mener ce genre de guerre dans le tiers-monde sans graisser la patte des gens importants (16) ». L'Occident n'en sera que plus à l'aise pour dénoncer la corruption qui règne dans les pays « arriérés »...

(6) James Reston, « American Got the Administration They Wanted », *International Herald Tribune*, 1<sup>er</sup> décembre 1986.

(7) Voir le *Libéralisme*, par Pierre Manent, 2 tomes, Hachette, Paris, 1986.

(8) Les formules citées sont extraites de deux éditoriaux repris dans *International Herald Tribune*, 28 novembre et 11 décembre 1986 : « A Collapse of Judgement » et « Wrong From the Start ».

(9) Entretien accordé à *Time*, 8 décembre 1986.

(10) Voir les chronologies des événements dressées notamment par *US News and World Report*, 8 décembre 1986, et par *Time*, 22 décembre 1986. Il serait prématuré de ne reprendre ici que bien d'autres précisions ne manqueraient pas d'être apportées dans les semaines à venir.

(11) Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », *Le Monde diplomatique*, avril 1986.

(12) « Plumbing the CIA's Shadow Role », *Time*, 22 décembre 1986.

(13) Entretien accordé à *Time*, 8 décembre 1986.

(14) « The Roots of a Brutal Bargain », *Newsweek*, 15 décembre 1986. On apprend aussi que le colonel Oliver North avait obtenu de M. Ross Perot, président d'Electronic Data Systems, le versement de 2 millions de dollars pour faire libérer les otages. En 1978-1979, M. Ross Perot avait constitué un commando de sept hommes, sous les ordres d'un ancien colonel des Bêtas Verts, pour enlever deux de ses représentants emprisonnés à Téhéran. Cette étrange aventure est racontée par Ken Follet dans son livre *Comme un vol d'aigles*, Stock, Paris, 1983.

(15) « Pursuing the Money Connections », *Time*, 15 décembre 1986, et « Palms Out the Sultan of Brunei », *Newsweek*, 22 décembre 1986.

(16) *Time*, 15 décembre 1986.

## ÉCONOMIE

### Dégradation industrielle et sociale

SIX années auront suffi pour que la politique économique du président Reagan, conduite sous la bannière du libéralisme et de la révolution conservatrice, aboutisse à quelques résultats impressionnants.

**Déficits et endettement**  
 Entre 1980 et 1986, le déficit budgétaire passa de 35 à 221 milliards de dollars ; celui de la balance commerciale de 20 à 170 milliards de dollars et, pour la première fois depuis 1914, la balance des paiements est devenue déficitaire en 1985 (de plus de 100 milliards de dollars). Il en sera de même en 1986.

L'endettement a plus que doublé au cours de la période. Fin 1984, il atteignait déjà 6 000 milliards de dollars, soit sept fois le montant global de la dette de tous les pays du tiers-monde. En 1986, la dette publique s'élève à 2 100 milliards de dollars ; elle était de 914 milliards de dollars en 1980. Dans le même temps l'épargne des ménages est tombée au niveau le plus bas jamais atteint. Le dollar a perdu en 1985 40 % de sa valeur par rapport au yen et 30 % par rapport au mark.

**Affaiblissement spectaculaire de l'industrie**  
 En dépit de la reprise largement tributaire des commandes fédérales et en particulier des dépenses militaires, passées de 180 à 300 milliards de dollars entre 1981 et 1986, la production industrielle est inférieure au niveau atteint en 1980. Elle a chuté de plus de 50 % pour les machines-outils, le matériel de construction et textile... ; de plus de 25 % pour le matériel agricole, l'équipement minier, les roulements à billes...

Dans l'agriculture, les aides fédérales sont passées de 4 milliards de dollars en 1981 à 35 milliards de dollars en 1985, dépassant la valeur des exportations agricoles. Cela n'a pas empêché la balance commerciale agricole d'être déficitaire en mai 1986, pour la première fois depuis 1959 ; 11,5 % des exploitations agricoles ont disparu entre 1980 et 1985 et la valeur de la terre a baissé de 28 % depuis 1982.

**Dégradation des conditions de vie, décomposition du tissu social**  
 Mutations technologiques et déindustrialisation ont entraîné la suppression de 1,5 million d'emplois industriels. Les six millions d'emplois nouveaux officiellement créés ont permis de ramener le taux de chômage à son niveau de 1980 (7 %), mais ils sont en général moins qualifiés, moins bien rémunérés, sans protection sociale ni syndicale, souvent à temps partiel et de plus en plus concentrés dans le secteur commercial et les services (81 % des nouveaux emplois en 1985, contre 52 % en 1984). Les acquis sociaux ont été remis en cause tant en ce qui concerne les salaires que les conditions de travail et le taux de syndicalisation est descendu à son niveau le plus bas (18,8 % en 1984).

35 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de pauvreté en 1984 (contre 24 millions en 1978) ; 47 millions, si l'on y ajoute ceux qui sont très proches de ce seuil. Parmi eux, 13,8 millions d'enfants, victimes également de la dislocation des familles : 22 % des enfants américains vivent dans des foyers sans père.

Conséquence : délinquance et criminalité ne cessent d'augmenter, en dépit d'une répression accrue qui frappe surtout les jeunes des minorités noires et hispaniques. Il y a 617 000 détenus, soit 246 pour 100 000 habitants contre 72 pour 100 000 en France ; 1540 condamnés à mort, dont 221 pour le seul Etat de Floride, dix fois moins peuplé que la France. Dans le même temps les différentes mafias réalisent chaque année plus de 100 milliards de dollars de profits, pratiquement en toute impunité.

CHRISTIAN DE BRIE.

## Heurs et malheurs des présidents

**HARRY S. TRUMAN** (avril 1945-janvier 1952). Démocrate. Devenu président à la mort de Franklin Roosevelt. Termine la guerre mondiale avec les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Anticommuniste zélé : doctrine Truman (mars 1947) pour contenir l'expansion soviétique (plan Marshall d'aide économique aux pays occidentaux) et communiste (début de la « chasse aux sorcières »). Mise en place de l'OTAN (avril 1949) et début de la guerre de Corée (juin 1950). Renonce à se représenter en 1952.

**DWIGHT D. EISENHOWER** (janvier 1952-janvier 1961). Républicain. Très influencé par son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, dans la politique de « containment » de l'URSS. Achève la guerre de Corée (Pan Mun Jom, juillet 1953). Rupture avec Cuba (janvier 1961). Mais amorce de détente après la visite de Krouchtchev aux Etats-Unis (septembre 1959), interrompue par l'affaire de l'U2. Sur le plan intérieur, s'oppose tardivement au maccarthysme et à la ségrégation scolaire.

**JOHN F. KENNEDY** (janvier 1961-novembre 1963). Démocrate. Elu d'extrême justesse contre le républicain Richard Nixon. Fiasco de la baie des Cochons (avril 1961). Obtient le retrait des missiles soviétiques de Cuba (octobre 1962) après une guerre des nerfs avec l'URSS. Commence la guerre du Vietnam par l'envoi de conseillers américains. S'engage dans la voie de l'intégration raciale. Assassiné à Dallas en novembre 1963.

**LYNDON B. JOHNSON** (novembre 1963-janvier 1969). Démocrate. Réussit à introduire aux Etats-Unis une véritable politique sociale (guerre contre la pauvreté) en faveur des plus défavorisés, et notamment des Noirs. Mais s'embourbe irrémédiablement au Vietnam après l'épisode du golfe du Tonkin (août 1964), où le Congrès lui donne

carte blanche pour une escalade qui le mène à sa perte politique. Renonce à se présenter en mars 1968 tout en essayant, difficilement, d'ouvrir des négociations avec les deux Vietnams.

**RICHARD M. NIXON** (janvier 1969-août 1974). Républicain. L'emperte de peu sur le démocrate Hubert Humphrey. De meilleurs résultats sur le plan extérieur (cesses-le-feu au Vietnam, après d'intenses bombardements sur le Nord en 1972 ; conclusion du traité sur la réduction des armes nucléaires SALT avec l'URSS en mai 1972 et visite en Chine en février 1972) que sur la scène intérieure. Il surmonte mal les problèmes économiques et financiers des Etats-Unis. Le scandale du Watergate (juin 1972) le contraint à la démission en raison de ses tentatives d'obstruction de la justice et de sa morgue à l'égard des autres centres de pouvoir.

**GERALD R. FORD** (août 1974-janvier 1977). Républicain. Premier président des Etats-Unis non élu. L'opinion ne lui pardonne jamais d'avoir gracié son prédécesseur. Il est battu par M. James Carter en 1976.

**JAMES CARTER** (janvier 1977-janvier 1981). Démocrate. Sa présidence, commencée sous les meilleurs auspices, s'achève dans le marasme politique, économique et moral. Malgré ses bonnes intentions (droits de l'homme), ses palliatives, notamment face à l'URSS, avec laquelle il parvient difficilement à conclure le traité SALT-2, qui ne sera jamais ratifié par le Sénat, conduiront à sa perte. L'affaire des otages américains pris par l'Iran (novembre 1979) sera son chemin de croix ; Khomeiny poussera la cruauté jusqu'à ne les libérer que le jour de l'entrée en fonctions de son successeur.

M.-F. T.

L'ESPRIT DE C...

PROCHE-ORIENT

Une politique s...

RIENQUE AUSTRAL

Sérieuse remise en c...

PAR

# L'ESPRIT DE CROISADE

Comble d'insolence, la presse indique même qu'une partie des profits réalisés sur les ventes d'armes à l'Iran « peut avoir servi à payer des campagnes publicitaires en faveur des « contras » et peut-être même la campagne électorale [l'automne dernier] de candidats au Congrès connus pour leur sympathie à l'égard des « contras » (17).

Voilà bien la preuve que tout gouvernement a raison de vouloir surveiller l'information. M. André Giraud, ministre français de la défense, devrait vendre à Washington son idée de créer un « observatoire » chargé de traquer la désinformation.

Quelques jours avant que ne soient révélées d'aussi douteuses manœuvres, le Washington Post écrivait : « De manière constante, le gouvernement a

considéré que, lorsque la loi gêne la poursuite du but suprême - le combat contre le communisme - c'est le combat qui doit avoir priorité sur la loi (18). » Lorsque, au début de ce siècle, Theodore Roosevelt suscita en Colombie une sécession de la province de Panama afin de pouvoir construire « son » canal, il consulta son ministre de la justice, Philander Knox, sur certains points de droit. « Ah ! Monsieur le président, répondit celui-ci, pour quoi une aussi belle action serait-elle gâchée par la moindre trace de légalisme ? » Plus près de nous, en 1964, Lyndon B. Johnson prit « prétexte d'un incident qui ne s'était pas produit, dans le golfe du Tonkin », pour obtenir du Congrès l'autorisation d'envoyer cinq cent mille combattants au Vietnam, rappelle Anthony Lewis (19).

Permanence de l'histoire : en Europe comme aux Etats-Unis, ceux-là même qui exaltent les « valeurs traditionnelles » et invitent le menu peuple à cultiver en eux les plus nobles vertus individuelles et civiques s'arrogent, dans l'exercice de leur charge publique, le privilège de les fouler aux pieds. Cette pratique porte un beau nom : l'Ordre moral (20).

Aimé par l'esprit de croisade, qui le rendait si populaire, M. Reagan pouvait se permettre un certain nombre d'échecs, sauf sur un point : il se devait de renverser le régime sandiniste au Nicaragua. Violant les lois dont il est le gardien, il autorisa donc en décembre 1981 l'entraînement militaire des anti-sandinistes en Floride. En avril 1983, il prétendait que son seul objectif était d'interrompre les flux d'armes en Amérique centrale. Au printemps suivant, sans en informer - comme il était tenu de le faire - la commission spéciale du Sénat, il fit miner les ports du Nicaragua. Le Congrès réagit en votant l'"amendement Boland", qui interdit toute aide aux « contras ». Puis la CIA diffusa son guide pratique du sabotage et de l'assassinat (21). Pendant l'été

1985, la Maison Blanche reconnaît que le colonel Oliver North avait bien aidé les « contras », mais il l'aurait fait sans enfreindre la moindre loi américaine. C'était là un « miracle » supplémentaire... Devant la grogne des parlementaires, M. Reagan promit de chercher une solution diplomatique en Amérique centrale (22). Il n'en fit rien.

Au contraire, il intensifia l'aide officielle (certains élus se sont laissés convaincre ; par quels moyens ?) et clandestine. En pure perte. « Les « contras », écrit Jorge G. Castaneda (23), auront du mal à expliquer pourquoi, avec une aide aussi importante, ils n'ont pas pu s'emparer d'un seul pouce de territoire nicaraguayen. » Une seule issue : que Washington favorise un règlement négocié en appuyant les remarquables efforts du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama), qui bénéficie du soutien des principales démocraties d'Amérique latine (24). Mais M. Reagan ne saurait s'engager dans cette voie sans renier sa foi.

de l'homme ne suscitent d'indignation que lorsqu'il sont violés par des régimes communistes ou progressistes. L'inappréhensible erreur de M. James Carter fut, précisément, d'oser s'attaquer aux abominables régimes qui, jusque là, au nom de leur anticommunisme, bénéficiaient du soutien américain.

Voilà bien ce que le Dr Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a parfaitement compris. Comme une souris qui se cache dans son trou, il était miraculeusement absent de la scène publique lorsque, à Paris, la police matraquait lycéens et étudiants. Il se rattrape après la mort du dissident soviétique Anatoli Marchenko. Ainsi sa morale est-elle sauve... Et il faut attendre la fin de 1986 pour qu'un grand libéral découvre et proclame une impérieuse obligation qui, semble-t-il, lui avait jusque là échappé : « Nous devons militer pour les droits de l'homme au Chili comme nous devons le faire contre l'apartheid (28). » Comment ne pas saluer tant de lucidité... Treize ans après le coup d'Etat de Pinochet, et après plusieurs décennies de racisme institutionnel en Afrique du sud.

(Lire la suite page 6.)

- (17) Time, 22 décembre 1986.
- (18) Richard Cohen, dans The Washington Post, cité par International Herald Tribune, 28 novembre 1986.
- (19) « This Mess Calls for a Special Prosecutor », par Anthony Lewis, International Herald Tribune, 2 décembre 1986.
- (20) Voir le Monde diplomatique, novembre 1986.
- (21) Voir le Monde diplomatique, août 1986, p. 3.
- (22) « Costs of a Secret War », International Herald Tribune, 29-30 novembre 1986.
- (23) Jorge G. Castaneda, « A Colonel Is Gone but It's Still Washington's War », International Herald Tribune, 11 décembre 1986.
- (24) Voir l'article de Peter Hamill, « The Contra War Is Over, So Give Contadora a Try », International Herald Tribune, 2 décembre 1986.
- (25) Voir son article dans le Monde diplomatique, juillet 1986.
- (26) Voir Reed Brody, « Une stratégie de terreur et de sabotage », le Monde diplomatique, août 1986.
- (27) Voir l'article de Peter Hamill, « The Contra War Is Over, So Give Contadora a Try », International Herald Tribune, 2 décembre 1986.
- (28) Guy Sorman, « Libérons le Chili », La Figure Magazine, 29 novembre 1986.

## PROCHE-ORIENT

### Une politique sans principes

**LIBAN : Humiliation et stupéfaction.**

Le président Reagan n'atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés dans le pays du Cèdre. L'invasion du Liban par Israël en juin 1982 ne débouche pas sur la réunification et la pacification du pays sous l'hégémonie phalangiste. Le chef du parti chrétien, Béchir Gemayel, est assassiné le 14 septembre trois semaines après son élection à la présidence de la République. Son frère, qui lui succède, M. Aminé Gemayel, fait faux bond à ses alliés israéliens et américains : cédant aux pressions intérieures et à celles de la Syrie, il abroge le 7 mars 1984 le traité israélo-libanais conclu sous l'égide de Washington le 17 mai 1983.

Deux événements majeurs avaient contribué, il est vrai, à renverser le rapport de forces : le 23 octobre 1983, l'attaque d'un commando contre une caserne coûte la vie à 241 militaires américains ; Beyrouth-Ouest est occupé en février 1984 par les milices chiites et druzes. Le président Reagan retire alors le contingent américain qu'il avait envoyé au Liban en septembre 1983. La « débacle » humilie l'Amérique et stupéfie un monde arabe encore fasciné par la puissance des Etats-Unis.

**CONFLIT ISRAËLO-ARABE : Les paris perdus.**

La guerre du Liban ne débouche pas non plus sur la capitulation de la Syrie, malgré le retrait sans gloire de son armée, ou sur la destruction de l'O.L.P. Les chefs militaires et politiques de la centrale palestinienne, M. Yasser Arafat en tête, quittent Beyrouth avec les honneurs de la guerre, le 31 août 1982.

Le lendemain, M. Ronald Reagan rend public son projet de règlement du conflit palestinien, le « plan Reagan ». Il est récuser par les deux camps belligères. Le chef de la Maison Blanche rejette, à son tour, le plan de paix diffusé le 9 septembre par les chefs d'Etat arabes réunis à Fès. La diplomatie reaganienne fait échec, de même, au processus de paix proposé conjointement le 11 février 1985 par le roi Hussein et M. Yasser Arafat. Le projet emprunte au plan Reagan l'idée d'une confédération jordanéo-palestinienne. Mais le chef de l'exécutif américain ne veut admettre ni le principe du droit des Palestiniens à l'autodétermination, qui leur permettrait de se faire représenter par l'O.L.P., ni la convocation d'une conférence internationale de la paix, à laquelle participeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ces paris successifs perdus, M. Ronald Reagan se résigne à la passivité dans une conjoncture qui ne cesse de se dégrader.

**GUERRE DU GOLFE : Un stérile double jeu.**

Les Etats-Unis rétablissent leurs relations diplomatiques et économiques avec l'Irak, rompues en 1967, fournissent à Bagdad du matériel militaire « défensif » et un soutien logistique dans sa guerre contre l'Iran. Mais, parallèlement - devait-on apprendre en novembre 1985 - Washington livre aussi des armes à la République islamique et ébauche un dialogue en vue d'une normalisation. L'« étrange » scandaleuse l'Amérique, irrité l'ami irakien, affaiblit les « modérés » iraniens, entame singulièrement le crédit de Washington dans diverses capitales arabes. M. Ronald Reagan perd sur tous les tableaux.

**TERRORISME : Crise de confiance.**

Confusion, incohérence, duplicité. C'est avec une rare sévérité que les médias et les parlementaires américains qualifient la politique de M. Ronald Reagan à l'égard du terrorisme depuis que la Maison Blanche a admis qu'elle négociait secrètement la libération d'otages détenus au Liban. Le « dossier libyen » est autrement accablant : la Jamahiriya a été bombardée le 15 avril 1986 à la suite d'attentats qui lui avaient été imputés sans preuves convaincantes ; la campagne de désinformation destinée à préparer l'opinion à une nouvelle attaque contre la Libye a conduit à la démission en octobre dernier du porte-parole du département d'Etat. Les condamnations sélectives, le double discours, la confusion entretenue par l'absence d'une définition claire du terrorisme, suscitent interrogations et méfiance chez les partenaires des Etats-Unis. La « lutte contre le terrorisme » menée par M. Ronald Reagan relève-t-elle de la « morale internationale » et de la « défense du monde libre » - comme le soutient le chef de la Maison Blanche - ou de l'opportunité politique liée à la stratégie américaine ?

F.B.

## AFRIQUE AUSTRALE

### Sérieuse remise en cause

« ENGAGEMENT constructif » : ainsi l'administration Reagan définissait-elle sa politique envers l'Afrique du Sud. Elle consistait à amener, sans rupture, le gouvernement de Pretoria à abandonner graduellement l'apartheid tout en garantissant le maintien du pays dans le camp occidental. Cette stratégie, qui bannissait tout usage des sanctions, était complétée par une volonté d'écouter l'URSS et Cuba de la région et de favoriser la conclusion d'accords entre Pretoria et ses voisins.

1984 sembla marquer l'apogée de cette stratégie. En janvier, un accord limité est signé entre l'Afrique du Sud et l'Angola. Au mois de mars, le président Mchali et M. Botha paraphent à N'komati un pacte de non-agression. Washington salue l'engagement du premier ministre sud-africain dans la voie des réformes.

Pourtant, à peine deux années plus tard, tout ce bel édifice s'est écroulé. La guerre à repris de plus belle en Angola ; l'administration républicaine, depuis l'abrogation de l'amendement Clarke par le Sénat en juillet 1986, s'engage directement aux côtés des rebelles de l'UNITA tandis que les troupes sudaises sont plus présentes que jamais. Au Mozambique, les concessions faites à Pretoria n'aboutissent qu'à de nouvelles régressions. Enfin, en Afrique du Sud, la montée du mouvement nationaliste noir a illustré les limites des « réformes » comme le refus du « pouvoir blanc » de tout partage du pouvoir.

Aux Etats-Unis mêmes se développe un vaste mouvement hostile à l'apartheid et favorable à des sanctions économiques que la Maison Blanche tente désespérément d'éviter. M. Reagan appelle durant l'été 1986 à résister aux « charmes érotiques » de l'apartheid et à imposer des mesures punitives et affirme que les sanctions ne sont réclamées que « par un groupe extrémiste, soutenu par les communistes, cherchant à s'assurer le contrôle du pays ». Mais la proclamation, le 12 juin 1986, de l'état d'urgence en Afrique du Sud et l'arrestation de milliers d'opposants ont raison des dernières hésitations du Congrès qui, passant outre au veto présidentiel, vote le 2 octobre de sévères sanctions contre ce pays. Cette décision représente une grave défaite personnelle pour le président et remet en cause toute la politique suivie dans la région depuis près de six années.

ALAIN GRESH.

## Après le charme, le bilan

MAIS quelle foi ? De cruelles pages d'histoire, en France comme aux Etats-Unis, rappellent que l'obsession du communisme n'a jamais suffi à faire de bons démocrates. Malgré sa grande clairvoyance en de nombreux domaines, par exemple la crise énergétique, M. James Carter fut injustement critiqué : son « image » ne pouvait pas rivaliser avec celle de son successeur... Il eut pourtant le mérite de conférer une certaine noblesse à la diplomatie américaine : en l'axant sur le respect des droits de l'homme, il la dépolluait de ce qu'elle avait de plus sordide. Sous sa présidence, et grâce à ses efforts persévérants, la démocratie fut restaurée au Pérou et en République dominicaine. Il sapa les bases des dictatures en Bolivie, en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Guatemala... Ce ne fut pas un mince accomplissement. Ces pays retourneront à la démoc-

cratie sous le règne de M. Reagan, qui ne peut certes pas s'en attribuer le crédit.

Mieux encore, le président Reagan se cramponna à la dictature de M. Marcos jusqu'au moment où les Philippines eux-mêmes le renversèrent. Et, s'il sacrifia M. Jean-Claude Duvalier, c'est bien parce qu'il ne pouvait à la fois soutenir une dictature corrompue en Haïti et prôner la liberté au Nicaragua, où elle fait ses premiers pas après quarante ans de somnolence. Stanley Hoffmann a bien noté que l'esprit de croisade ne saurait constituer une véritable politique étrangère (25). Contre le régime sandiniste, M. Reagan a soutenu les anciens membres de la garde nationale de Somoza, qui n'ont jamais reculé devant le crime (26), de même que, en Angola, il a fermé les yeux sur les massacres commis par l'UNITA de M. Jonas Savimbi (27). Pour certains, les droits

## Une nouvelle notion de club : UNE SEMAINE DANS UN HOTEL \*\*\* A HAMMAMET (Tunisie)

- Avion : Paris - Tunis - Paris (+ transfert Tunis - Hammamet - Tunis)
- Pension complète (boissons comprises)
- Animation : 5 courts de tennis, planche à voile, football, volley-ball, discothèque, etc.

**pour 1.900 F**

**offre valable jusqu'au 28 février 1987 (Départ le dimanche - Retour le samedi)**

CLUB ODYSSEE (HAMMAMET)

BON DE RÉSERVATION :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Réservation du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Pour \_\_\_\_\_ personne(s) x 1.900 F = (semaine supplémentaire : 600 F)

Assurance facultative : 60 F par personne. \_\_\_\_\_ x 60 F =

Envoyer réservation accompagnée d'un chèque de 20 % du montant à T.M.V. - 20 bis, rue La Boétie, 75008 Paris - Tél. 47.42.12.28. Le solde devra nous parvenir 15 jours avant le départ.



...and spare parts from... for negotiations... Washington.

# Débâcle

(Suite de la page 5.)

Le même courant de pensée qui, comme M. Reagan lui-même, s'est opposé aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud voudrait maintenant faire cesser toute aide humanitaire aux populations d'Éthiopie, dont le régime politique, on les comprend, ne leur convient pas (voir les articles pages 16 à 18). Le libéralisme, c'est la liberté des entreprises, bien plus que la liberté et la dignité des êtres humains, sauf lorsqu'ils souffrent sous le joug d'un totalitarisme marxiste. « Ce qu'il y a de délicieux dans l'opposition, c'est de dénoncer à tout va la faiblesse, les erreurs, les contradictions du gouvernement », écrit Jean d'Ormesson (29). La tâche est beaucoup plus terne et beaucoup moins plaisante lorsque ce sont nos amis qui occupent le pouvoir. Et pourquoi donc ? Or les « amis » sont au pouvoir non seulement à Paris, mais aussi en bien d'autres capitales, dont Washington. Ils ont droit à l'indulgence, au nom de la solidarité idéologique. D'où le silence de toute une partie de la presse française sur le bilan économique de M. Reagan. Lissons donc la presse américaine.

bat son plein, « le département du Trésor nous dit que nous avons la plus importante dette fédérale et privée de toute notre histoire ; le ministère du commerce nous dit que notre déficit commercial record n'est pas la faute des exploits des Japonais mais de notre propre mauvaise gestion industrielle », écrit encore James Reston dans l'article déjà cité (30). Ce sont là des réalités que le croisade anticommuniste peut faire oublier, pendant un certain temps seulement.

Mais la « gestion » de la politique étrangère n'est pas meilleure : le voyage présidentiel au cinquième de Bîsburg, parmi les tombes de SS ; l'échec du plan d'aide aux pays des Caraïbes ; les subventions généreusement accordées aux exportations de céréales vers l'« empire du mal » ; le refus de vendre des armes au roi Hussein de Jordanie (31), alors qu'on en livre aux ayatollahs de Téhéran ; l'ordre, non suivi d'effet, donné aux compagnies américaines de quitter la Libye, où elles poursuivent leurs profitables opérations sous le couvert de filiales, américaines à 100 % (32) ; la campagne de désinformation contre la Libye, appuyée par la visite du général

Vernon Walters dans les capitales européennes, juste avant que les soupçons ne se portent non pas vers Tripoli mais vers Damas ; l'opposition aux sanctions contre l'Afrique du Sud, jusqu'au moment où le Congrès les impose et annule le veto présidentiel ; puis, pour couronner le tout, l'attitude improvisée à Reykjavik face à M. Gorbatchev sans avoir consulté ni les experts ni les alliés. Faut-il rire de la suite ? M. Reagan affirme avoir proposé la « complète élimination de tous les missiles balistiques », et cela dans un délai « de dix ans », dit-il le 12 octobre dernier ; dans un délai « de cinq ans », dit-il le 19 novembre, alors que M. Shultz déclare, le 17 novembre, vouloir garder une « petite » force balistique (33). Longue liste, inventaire pourtant incomplet. C'est « miracle » que le monde libre tienne encore debout.

Parce qu'elle privilégie naturellement le rôle des acteurs, l'information spectacle est tentée de voir dans le scandale en cours la débâcle d'un homme et de son équipe. Elle suit en cela un ancien sous-secrétaire d'Etat de M. Reagan qui montre comment le « manque de professionnalisme » dans l'entourage présidentiel a laissé le champ libre à l'« ardeur des zélotes » (34). Mais, au service de la même vision du monde, le plus remarquable savoir-faire aurait-il donné de meilleurs résultats ? Une plus grande expertise n'aurait nullement empêché les déficits budgétaires de se creuser sous le double choc de l'accroissement des dépenses militaires et de l'allègement de la pression fiscale sur les entreprises. Elle n'aurait pas rendu les mollats plus souples, les antisandinistes plus combattifs, les Japonais moins efficaces, les Soviétiques plus faciles à manier, le tiers-monde plus apte à rembourser ses dettes. La cohérence est parfaite entre les actes de M. Reagan et son idéologie, servie par son exceptionnelle popularité. Son libéralisme économique et son esprit de croisade sont tout simplement hors du temps, hors du réel.

Voilà à peine deux ans, il se faisait pratiquement plébisciter dans quarante-neuf États de l'Union sur cinquante. Parce que son image s'est ternie, la presse et le Congrès vont maintenant scruter sa politique. Le charme étant rompu, ils vont dresser un bilan ; il sera sévère. Désordres économiques et monétaires mondiaux, relations stratégiques Est-Ouest, mutations industrielles, montée du protectionnisme, attitude face au terrorisme, etc. Sur tout cela, les alliés européens doivent s'efforcer d'apporter quelque lumière.

Les électeurs américains avaient, en 1980, rejeté M. James Carter parce qu'il n'obtenait pas la libération des otages de l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Ils ont adulé un président dont ils découvrent qu'il a vendu des armes à l'Iran. Portée à son zénith, la politique spectacle a permis, pendant dix-huit mois, de camoufler cela, comme tant d'autres bévues ou échecs. La démocratie souffre grandement chaque fois que le prétendu consensus est obtenu à coups de sondages de popularité et non de débats.

CLAUDE JULIEN.

(29) Jean d'Ormesson, « Cohabitation et terrorisme », le Figaro Magazine, 15 novembre 1986.

(30) International Herald Tribune, 1<sup>er</sup> décembre 1986.

(31) « Strong Aftershocks », Time, 15 décembre 1986.

(32) « Libya: Business as Usual », Newsweek, 15 décembre 1986.

(33) « Confusing Signals », Newsweek, 1<sup>er</sup> décembre 1986.

(34) Lawrence Eagleburger, International Herald Tribune, 3 décembre 1986.



(Jean-Louis Atlan-Sygnia)

SOLDAT AMÉRICAIN LORS DE L'INVASION DE LA GRENADE EN 1983  
« L'Amérique est de retour », dit M. Reagan, mais elle n'a pas le visage que l'on attendait

## L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR

### AMÉRIQUE CENTRALE

#### Petits succès, grandes désillusions

Le président Ronald Reagan n'a pas la main heureuse dans sa politique à l'égard de sa « cinquième frontière ».

Sur le plan militaire. Exception faite de l'équipée contre le Grenade (octobre 1983), les actions menées contre le Nicaragua (minage des ports, violations de l'espace aérien, financement et entraînement des « contras ») non seulement n'ont pas abouti dans leur objectif final (le renversement du gouvernement de Managua) mais ont valu à Washington la condamnation de la Cour internationale de Justice de La Haye (27 juin 1986).

A ces atteintes au droit international s'ajoute le non-respect des lois américaines : scandale du détournement au profit des contras de sommes issues des ventes secrètes d'armes à l'Iran ; mise sur pied par la CIA d'un programme d'assistance à ces mêmes « contras », dès 1983, alors que toute aide militaire était interdite par le Congrès. Ce dernier a toutefois approuvé, le 25 juin 1986, l'octroi de 100 millions de dollars d'aide « militaire et humanitaire ». Conséquence : engagement de plus en plus direct, et de plus en plus contesté par l'opinion américaine, de conseillers militaires agissant à partir du Salvador (où la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale n'a nullement été réduite), du Costa-Rica et, surtout, du Honduras, armé jusqu'aux dents depuis 1980.

Isolément politique. En dépit des efforts faits par Washington pour obtenir l'action du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) renoué depuis juin 1985 par le « groupe d'appui » (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay), le « plan de paix » signé par ces huit pays le 12 janvier 1986 est soutenu par la majorité des États d'Amérique latine.

Les initiatives économiques. Elles n'ont soulevé que du mécontentement. Entrée en vigueur en janvier 1984, l'initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI), par exemple, devait théoriquement ouvrir le marché des États-Unis aux produits de quelque vingt-cinq États centraméricains et antilles. Or les exportations de ceux-ci vers le « Grand voisin » ont baissé de 20 % en 1985. Et le Congrès a réduit récemment les quotas de sucre importés de la région.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

### NÉGOCIATIONS STRATÉGIQUES

#### L'échec de Reykjavik

En entamant son premier mandat, au début de 1981, M. Ronald Reagan trouve dans son dossier « Négociations avec l'URSS sur les armements stratégiques » deux documents qu'il a vivement critiqués pendant sa campagne électorale : le traité ABM (Antiballistic missile), qui limite de manière stricte l'existence de réseaux antimissiles, et qui fait partie des accords dits SALT 1 (Strategic Arms Limitation Talks) signés en mai 1972 à Moscou par M. Richard Nixon et Leonid Brejnev ; les accords SALT 2, signés le 18 juin 1979 à Vienne par M. James Carter et Leonid Brejnev et qui, fixant des plafonds aux armements stratégiques des deux superpuissances, n'ont pas été ratifiés par le Congrès.

Invokant les précédents historiques à l'appui de son aversion au concept de destruction mutuelle assurée (MAD) et sa préférence pour une défense antimissiles, M. Reagan avait déclaré en 1980 : « Je ne pense pas qu'il y ait eu une époque où une défense était impossible ; même dans le temps, il existait une artillerie côtière capable d'interdire une invasion de bateaux ennemis ». Fort de ces principes, le président américain va, au cours des années, vider de son contenu le traité ABM, en lançant son initiative de défense stratégique (IDS), puis ignorer délibérément les limitations de SALT 2. Au cours de son second mandat, M. Reagan se résoudra finalement à rencontrer M. Gorbatchev, d'abord à Genève, en novembre 1985 ; puis à Reykjavik, en octobre 1986, où il donnera la pleine mesure du caractère improvisé de sa politique et inquiétera très sérieusement ses alliés.

IDS contre traité ABM. En lançant, le 23 mars 1983, son projet dit de « guerre des étoiles », M. Reagan entendait « rendre obsolètes les armes nucléaires ». Même si le gouvernement américain prétend que les recherches menées dans le cadre de l'IDS ne sont pas en contradiction avec le traité ABM, elles acquiescent, aux yeux des Soviétiques, une dimension offensive qui provoque une accélération de la course aux armements. Les Soviétiques prévoient un contre-dispositif de défense spatiale terrestre à coût infiniment moins élevé (voir l'article d'Alain Dupes, p. 22).

Le mort de SALT 2. Après une série de déclarations contradictoires sur le respect ou le non-respect des plafonds d'armements inclus dans SALT 2, M. Reagan franchit finalement le pas : le 28 novembre 1986, la mise en service d'un nouveau bombardier B52 équipé de missiles de croisière, non compensée par une réduction dans un autre domaine de l'arsenal américain, signe l'arrêt de mort de SALT 2. Et cela en bravant l'hostilité affichée de ses alliés européens et canadiens et celle du Congrès.

Les improvisations de Reykjavik. Le 12 octobre, MM. Gorbatchev et Reagan se retrouvent en Islande. Bien que les armements stratégiques doivent, de toute évidence, être au centre des discussions, M. Reagan n'a pas convié à Reykjavik son secrétaire à la défense, M. Weinberger... Un accord instauré, d'une portée considérable, se dessine rapidement sur la base d'une réduction de 50 % des armements à longue portée des deux camps, ainsi que d'une élimination totale des euromissiles (dite « option zéro »)... à condition que M. Reagan confirme les dispositions du traité ABM pour dix ans et, de fait, renonce à toute mise à l'épreuve opérationnelle de l'IDS. Il refuse et doit assumer la responsabilité de ce que chacun considère comme un échec personnel pour lui ; il parvient néanmoins, au cours d'un discours télévisé, à « retourner » en sa faveur l'opinion américaine, qui croit toujours que l'IDS vise à protéger les villes, et pas seulement les sites de missiles... Quant aux alliés, qui n'avaient nullement été consultés pour l'option zéro — que plusieurs d'entre eux récusent, — ils poussent un soupir de soulagement.

BERNARD CASSEN.

## ABONNEZ-VOUS

LE MONDE  
diplomatique

COMPRENDRE  
L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL  
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans Le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : Le Monde c/o Speedimex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to Le Monde c/o Speedimex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

### TARIF DES ABONNEMENTS

1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

#### VOIE NORMALE

France, poste militaire, poste navale

Andorre, Monaco

162 F - 90 F

Étranger

225 F - 125 F

#### VOIE AÉRIENNE

Europe, Magreb

250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte.

271 F - 148 F

Canada, Madagascar, Amérique, Canada

313 F - 169 F

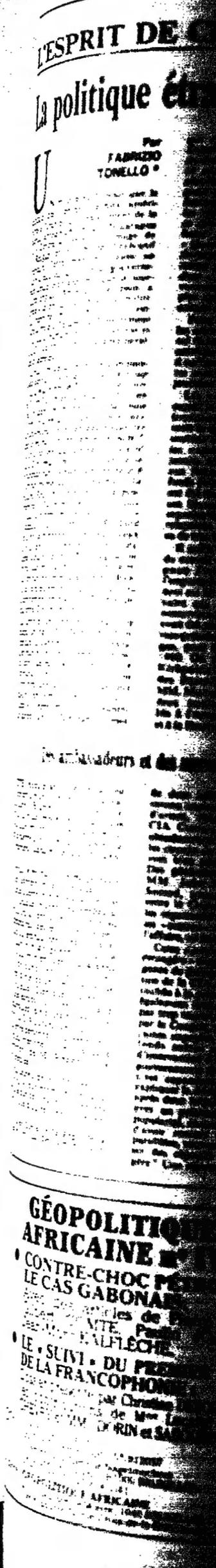
Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchéa, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam

Océanie, autres pays

343 F - 184 F

NOM ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Localité .....

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement DPL 394  
Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09



E PAR

L'ESPRIT DE CROISADE

La politique étrangère américaine à la merci d'organisations parallèles ?

Par FABRIZIO TONELLO

UN mois a suffi pour que le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran et du financement de la guérilla antisandiniste au Nicaragua (la « Contrats ») ternisse l'image de M. Reagan et affaiblisse l'exécutif américain. Cette crise jette aussi un jour nouveau sur un style de gouvernement jamais bien analysé, que le journaliste anglais Anthony Sampson a appelé « la privatisation de la politique étrangère américaine (1) », c'est-à-dire la mise à l'écart du département d'Etat, du département de la défense et de la CIA au profit de structures parallèles et secrètes.

Au plus fort de la crise, un commentateur écrivait : « Y a-t-il eu un coup d'Etat à Washington ? Qui est le colonel Oliver North et pourquoi est-il au pouvoir dans mon pays ? Qui paie Eugene Hasenfus pour livrer des pistolets-mitrailleurs et des roquettes dans le monde entier, en mon nom ? Qui est le colonel qui dirige l'Office of Public Diplomacy pour diffuser de la propagande sur l'Amérique centrale à l'intérieur même des Etats-Unis ? Le président Reagan contrôle-t-il le gouvernement ? Ou bien sont-ce des colonels qui dirigent notre pays ? (2) » L'indignation du journaliste Richard Reeves est compréhensible, mais ceux qui poussent au renversement du régime sandiniste du Nicaragua ne sont pas des militaires ; au contraire, c'est l'entourage immédiat de M. Reagan, ses conseillers politiques, qui ont pris directement en main l'affaire nicaraguayenne. Dès le début.

La surprise des médias devant la participation de MM. North et Poindexter dans la guerre contre le Nicaragua en marge des organismes compétents s'explique mal. Voici en effet ce qu'on pouvait lire, en 1983 déjà, dans un livre consacré à la politique des Etats-Unis en Amérique centrale : « Quand le Congrès mit fin à la supervision directe de la CIA sur l'armée

qui combattait pour le compte des Etats-Unis [les « contras »], l'administration Reagan transféra secrètement ce contrôle au Conseil national de sécurité. C'était essentiel, car la CIA avait géré presque chaque aspect de leurs activités et, laissés à eux-mêmes, les rebelles n'étaient pas capables de se débrouiller, comme l'affirmait un haut fonctionnaire américain. » « Quand l'agence [la CIA] fut écartée de ce programme, ces types ne savaient même pas acheter un simple sparadrap », affirmait le responsable gouvernemental de cette affaire, identifié plus tard comme étant le lieutenant-colonel des marines Oliver North (3).

Point besoin, donc, de fouiller dans les archives secrètes du Conseil national de sécurité pour être au courant des activités du lieutenant-colonel North : il suffisait de lire ce livre ou, à défaut, les reportages publiés par nombre de journaux américains.

Les « contras » certes, n'étaient pas censés se procurer des fonds grâce aux livraisons américaines d'armes à l'Iran, mais la détermination de M. Reagan à soutenir ceux qu'il continue d'appeler les « combattants de la liberté » n'a jamais fait aucun doute. Des appels aux fonds privés pour remplacer les fonds publics amputés par le Congrès ont été lancés directement par la Maison Blanche à plusieurs reprises. Des organisations parallèles conservatrices relayaient l'administration au vu et au su de tout le monde (4).

Il suffit de regarder la composition du conseil d'administration du Nicaraguan Freedom Fund pour saisir l'importance de l'opération : son président est M. William Simon, le millionnaire qui dirige également la très conservatrice Olin Foundation et qui avait été présenté comme candidat à la vice-présidence, aux côtés de M. Reagan, pour la campagne électorale de 1980. On y trouve aussi M<sup>me</sup> Jeanne Kirkpatrick, ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, MM. Michael Novak et Midge Decter, deux intellectuels ultraconservateurs liés à l'American Enterprise Institute et à la Heritage Foundation.

voir le jour, mais il joua son rôle de poisson-pilote d'une manière efficace (7). L'histoire a été maintes fois racontée : l'IDS fut lancée beaucoup plus pour des raisons idéologiques et politiques que pour son intérêt en matière de défense (8). Au départ, l'état-major américain n'était d'ailleurs pas enthousiaste. La suite est moins connue : la pression des groupes d'intérêt favorables à l'IDS pour des raisons idéologiques ou industrielles ne s'est nullement relâchée après le lancement officiel du programme et la constitution d'un organisme gouvernemental, le SDIO (Strategic Defense Initiative Organization). Au contraire, leur pression est devenue permanente, bien organisée, financée avec largesse par les industries de l'armement.

La galaxie d'organisations conservatrices, comme Marshall Foundation, Center for Peace and Freedom, Citizens for America et une soixantaine d'autres - rassemblant tantôt une multitude d'adhérents, tantôt seulement quelques individus - a donné naissance l'année dernière à une « coalition pour l'initiative de défense stratégique », qui exige coûte que coûte le maintien du projet de bouclier spatial.

Entre les structures publiques et la foule d'organismes conservateurs, il y a désormais symbiose : les deux parties échangent informations, faveurs, argent. Il n'est pas rare, par exemple, que des journalistes s'adressant au Pentagone pour demander des informations sur l'IDS soient dirigés en priorité vers les fondations privées politiquement proches du gouvernement. Ces dernières, de leur côté, invitent les journalistes à toutes sortes de colloques, fournissent régulièrement leurs « analyses », protestent contre les articles hostiles ou simplement sceptiques, font le siège des députés et des sénateurs pour contraindre toute tentative du Congrès de réduire les fonds.

Il serait fastidieux de décrire dans le détail cette galaxie de fondations, journaux, clubs, stations de télévision, Eglises et groupes de pression. Le livre de Sidney Blumenthal en propose l'inventaire et met en valeur un dernier argument : ce tissu politique conserva-

teur, qui n'existait que de façon fragmentaire avant 1980, va probablement survivre à l'ère Reagan.

Aujourd'hui, les perspectives politiques des républicains paraissent assez médiocres : un scandale qui ne finit pas de rebondir, un Congrès en fureur et dominé par les démocrates, une probable paralysie de l'exécutif pendant les deux prochaines années. Sombre scénario, mais la situation de leurs adversaires n'est pas plus réjouissante : une foule de candidats démocrates dans un parti à court d'idées. Ce qui a changé, pendant les années Reagan, c'est que le tissu politique conservateur est devenu solide. Jusqu'en 1980, il manquait aux différentes factions conservatrices (chrétiens fondamentalistes, monétaristes, hommes d'affaires, etc.) une mythologie mobilisatrice et un véritable leader. M. Ronald Reagan a comblé ces manques : il a unifié et conduit au pouvoir cette droite radicale. La « privatisation » de la politique étrangère a certes provoqué la crise la plus grave de la présidence de M. Reagan mais, en même temps, l'emprise sur la machine d'Etat, grâce à d'innombrables structures parallèles, a permis aux conservateurs d'élargir leur base politique. Et certainement d'assurer leur avenir.

(1) Anthony Sampson, « A Privatized Foreign Policy », Newsweek, 15 décembre 1986.  
(2) Richard Reeves, « Colonels in Charge? », International Herald Tribune, 20 novembre 1986.  
(3) Naam Chomsky, Turning the Tide, South End Press, Boston, 1985, p. 131.  
(4) Cf. Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », le Monde diplomatique, avril 1986.  
(5) Sidney Blumenthal, The Rise of The Counter-Establishment, Times Books, New York, 1986, p. 10.  
(6) Ibidem, p. 13.  
(7) George Ball, « The War for Star Wars », New York Review of Books, 11 avril 1985, et Carlos de Sa Rego et Fabrizio Tonello, La Guerre des étoiles, La Découverte, Paris, 1986, p. 23.  
(8) Lire, en particulier : Philip W. Anderson, « Le plus grand danger », le Monde diplomatique, décembre 1986.

Des ambassadeurs et des mercenaires

CETTE nébuleuse d'organisations conservatrices, selon le journaliste Sidney Blumenthal, « était le pivot de la plus importante opération mi-publique mi-privée de l'ère Reagan : la guerre des « contras » contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua (5) ».

« Opération mi-publique mi-privée » est bien l'expression la plus adaptée : dans cette guerre par procuration, on trouve à chaque instant des ambassadeurs qui travaillent côte à côte avec des mercenaires, des militaires en service actif qui embauchent des civils, et un « quartieron de généraux à la retraite » qui mènent des coups avec l'appui de banquiers, d'hommes d'affaires, d'intellectuels et même de sectes religieuses. Bien que la création de sociétés écrans ou le recours aux mercenaires aient été couramment pratiqués par la CIA auparavant, la collaboration entre personnel gouvernemental et milieu interlope a atteint sous le gouvernement de M. Reagan une ampleur inégalée.

Les fonds secrets de la CIA destinés aux « contras », par exemple, ont souvent transités par des organisations privées, tandis que d'autres fonds, venant

de dons individuels (déductibles du revenu imposable) servaient à l'achat d'armes, acheminées ensuite par la CIA. Comme la presse américaine l'a abondamment écrit ces derniers temps, les circuits de financement étaient souvent bien plus compliqués que cela. Des généraux à la retraite, comme MM. John Singlaub et Richard Secord, assuraient la coordination entre le Conseil national de sécurité, les organisations et les firmes privées, les « contras » et les pays tiers mêlés à l'affaire, tel Israël.

Cette « privatisation de la politique étrangère » tient pour beaucoup à l'urgence de garder le secret : nulle opération de la CIA ne peut être longtemps cachée à la presse américaine. Il fallait également contourner les obstacles - pas trop importants mais réels - fixés par le Congrès : pas de troupes américaines engagées sur le terrain, pas de fonds autres que ceux votés, pas d'intervention directe pour renverser le gouvernement de Managua. Tout cela n'est cependant pas suffisant pour expliquer la démarche de M. Reagan : après deux larges victoires électorales, avec un président au sommet de sa popularité, était-il vraiment nécessaire d'avoir recours à des organisations parallèles, souvent louches, pour réaliser des objectifs de politique étrangère ? Une réponse possible est propo-

\* Auteur, avec Carlos de Sa Rego, de La Guerre des étoiles, La Découverte, Paris, 1986.

GÉOPOLITIQUE AFRICAINE n° IV

● CONTRE-CHOC PÉTROLIER : LE CAS GABONAIS. Avec des articles de Pierre BIARNES, Gilbert COMTE, Paulin JOACHIM et Jean-Marc KALFLECHE.

● LE « SUIVI » DU PREMIER SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : Dossier présenté par Christine DESOUCHES, avec les contributions de M<sup>me</sup> Lucette MICHAUX-CHEVRY et MM. DORIN et SABOURIN.

Abonnements : 300 ou 350 F (avion)  
Règlements : au CCP Bruxelles 000 157-912057  
ou : virement à la Banque Nagelmackers  
12, place de Louvain, B1000 BRUXELLES  
compte n° 635-1790901-41  
\*Correspondants : GÉOPOLITIQUE AFRICAINE  
216, chaussée de Wavre, 1040 BRUXELLES  
68, A, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 PARIS

SPECIAL LEADERS  
Jeune Afrique Economie a élu l'entrepreneur africain de l'année : James Onobiono à 36 ans, il « pèse » déjà plus de 20 milliards de francs CFA  
Le classement EXCLUSIF des entreprises africaines  
Bilan pétrolier 1986 : gagnants et perdants  
Industrie africaine : maux et remèdes  
L'Afrique peut-elle sortir de la crise ?  
POUR ETRE INFORME CHAQUE MOIS  
JEUNE AFRIQUE Economie  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Illusions

La politique à

la Grande (octobre) ports, violations de l'Iran et du financement de la guérilla antisandiniste au Nicaragua (la « Contrats ») ternisse l'image de M. Reagan et affaiblisse l'exécutif américain. Cette crise jette aussi un jour nouveau sur un style de gouvernement jamais bien analysé, que le journaliste anglais Anthony Sampson a appelé « la privatisation de la politique étrangère américaine (1) », c'est-à-dire la mise à l'écart du département d'Etat, du département de la défense et de la CIA au profit de structures parallèles et secrètes.

Washington pour observer (Caracas et Venezuela) Brésil, Pérou et novembre 1986 est sou-

récentement. (CBI), Etats-Unis aux produits de les exportations de 1985. Et le Congrès a

BAKTHÉLÉMY.

NOUVEAUX

Kjaviak

1981, M. Ronald Reagan sur les armements stratégiques pendant sa campagne électorale de 1980. M. Richard

1979 à Moscou par M. Richard Reagan sur les armements stratégiques (IDS), par son second mandat, M. Gorbatchev, d'abord à

1980, où il donnera la période et inquiète très sérieuse-

1983, son projet dit de rendre obsolescences les armes présentées que les recherches en contradiction avec le traité ABM.

Les Soviétiques prévoient un

contradictoires sur le inclus dans SALT 2. 1986, la mise en service de croisière, non compensée américain, signe l'errêt de des sites européens et

BERNARD CASSIN.

DES ABONNEMENTS

(numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

Paris, 162 F - 90 F

225 F - 125 F

VOIE AÉRIENNE

230 F - 138 F

Consignes, Central, Congo

Enghien, Mali, Martinique

85000, Saita-Pierre-et

148 F

149 F

FAILLITE DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE DANS UN MONDE SOUS-ALIMENTÉ

Des fermiers spectateurs de leur propre mort

Dans l'inventaire des échecs de M. Ronald Reagan, la crise de l'agriculture américaine devrait occuper une place de choix. Englobant d'énormes investissements en matériels, engrais, pesticides et fongicides, elle obtient des rendements très élevés mais ne survit qu'à coups de subventions...

S'ajoutant aux déficits budgétaires et commerciaux comme aux désastres d'une politique extérieure aventureuse, cette crise de l'agriculture américaine remet en question, dans ce qu'elle a d'essentiel - l'alimentation de l'homme - toute une conception de la modernité et du progrès.

Témoins de leur propre agonie, des agriculteurs américains s'expriment ici. Ce qu'ils ont à dire est au moins aussi important que les discours d'un président ou d'un secrétaire d'État. Car, dans tous les domaines, intérieur ou international, la cause du mal est toujours la même : l'inaptitude à comprendre ce monde en changement.

Par notre envoyée spéciale FLORENCE BEAUGÉ

LEURS histoires se ressemblent toutes. Elles sont souvent tragiques... Que ce soit dans l'Iowa, l'Illinois ou la Dakota du Nord, elles sont racontées d'une façon rigoureusement identique : sans passion et sans acrimonie.

La crise de l'agriculture américaine, la plus dure depuis celle des dirty thirties (les sales années 30) comme on l'appelle dans le Midwest, ne date pas d'hier, mais elle n'a pas fini d'ébranler les fondements de l'Amérique.

Quel sera le prix à payer ? La réponse varie suivant les régions, mais, logiquement, si rien n'est fait pour leur réadaptation, la plupart des petites et moyennes exploitations auront disparu dans un délai de cinq à quinze ans dans le Midwest, entraînant avec elles tous les secteurs qui leur sont liés...

la crise que ses causes : on parle tour à tour des taux d'intérêt qui se sont brusquement envolés, de la décelération trop rapide de l'inflation, du dollar trop fort, des marchés saturés (3), et, surtout, du prix de la terre - valeur de référence - qui s'est effondré du jour au lendemain.

Impossible de ne pas voir ces annonces placardées partout dans l'Iowa : dans les cafés, les restaurants, les supermarchés, sur les vitrines des magasins... Toujours rédigées de la même façon : « Vente aux enchères, dimanche prochain, 13 heures : ferme - équipement agricole - voiture - camionnette - ustensiles ménagers ».

Qui pourrait se douter, de l'extérieur, que cette région sud-ouest de l'Iowa cache autant de drames individuels ? Le paysage est propre et reposant; jamais monotone, car très vallonné. Tracées en ligne droite, les routes offrent donc une succession de dos d'ânes qui dissimulent toujours un tracteur ou une moissonneuse-batteuse.

De loin, on distingue sans mal l'emplacement de la vente aux enchères tant le nombre de « pick-up », camionnettes utilisées par les fermiers pour transporter le bétail, est important. Aucune voiture de ville. Ils sont une centaine, en bottes et jeans, casquette sur la tête, à attendre en discutant.

« Ceux qui m'ont poussé à m'endetter »

un fermier devenu fou, alors qu'il était venu le convoquer pour une affaire de dettes. Difficile à croire, et cependant vraie de bout en bout, l'histoire de Larry Jones lui-même. Les problèmes mentaux dus à la crise ? Il en connaît quelques choses, c'est même indirectement ainsi, raconte Tom, un de ses meilleurs amis, que sa carrière a commencé.

Wally Hoyer, un ami d'enfance de Larry Jones, possède des milliers d'acres, ce qui est exceptionnel pour la région, mais son affaire dépasse le simple cadre de l'Iowa : il travaille en cheville avec son frère qui réside au Texas. En 1982, la valeur totale de leurs biens s'élevait à environ 10 millions de dollars.

pour procéder à des adjudications judiciaires, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le propriétaire vend pour raison de santé. Il le fait à contrecœur mais il n'y est pas forcé pour rembourser des dettes. Il vient d'avoir sa deuxième crise cardiaque.

Tout est exposé au grand air. Dans une charrette : des fourches, des pelles, toute une série d'outils agricoles. Là-bas, un peu en hauteur, du côté des femmes : un réfrigérateur, deux gros congélateurs, une cuisinière, des tables, des chaises et une machine à coudre si démodée qu'on ne sait pas très bien si on doit ou non la prendre pour une antiquité...

La vente commence. Spectacle incroyable. Le commissaire-priseur grimpe sur la charrette, un micro portable à la main. La casquette jetée en arrière, les pieds dans les fourches, il entame un étrange mélodrame. Mi-chantés, mi-hurlés, les prix défilent à toute vitesse.

tifs et de trouver des solutions de rechange. Et le seul réconfort, c'est que notre situation s'est terriblement aggravée ces deux dernières années (7). Vous m'auriez dit, il y a encore cinq ans, qu'on en serait là aujourd'hui, je vous aurais répondu : « Vous êtes dingues ! »

Kenneth, un peu en retrait, suit la vente en silence. Il habite à quelques miles de là et connaît bien le propriétaire. Il est venu à la fois pour l'assister - mais son ami n'est pas là - et pour passer le temps. Pas question pour lui de dépenser le moindre cent : il est endetté jusqu'au cou. Fermier depuis 1949, il n'est que locataire de sa terre, 320 acres (6), qu'il travaille seul et sur lesquels il fait pousser, comme tout le monde ici, du maïs et du soja.

L'histoire de Ken est classique. Il y a cinq ans, quand les choses ont commencé à mal tourner, il a emprunté à la banque. Les taux d'intérêt venaient de passer à 19,5 %. N'ayant pas le choix, il a accepté, « pas pour m'acheter des nouvelles machines, précise-t-il, seulement pour continuer à faire tourner la ferme ».

mois, trois semaines et trois jours », disent-ils en riant comme tous les fermiers. C'est en effet beaucoup plus rentable, mais ils ne font pas d'affaires : ils survivent. Et leurs dettes sont loin d'être remboursées.



TERRAIN A VENDRE - (COLORADO)

(Laffont-Sygné)

On... DE DROITE ET DE GAUCHE... MARIE-FRANÇOISE TONER... (This column contains a large amount of text, including a list of numbered items and various paragraphs, which is partially obscured and difficult to read due to the image quality.)

douze ans, soient partis en classe. Elle me le dit tout le temps : « On ne se voit plus. On ne prend même plus le petit déjeuner ensemble. La famille a éclaté. »

Dale et Edna Witzman, trente-huit et trente-cinq ans, habitent à une dizaine de miles des Klemish. Ils ne les connaissent pas, mais leur ressemblance étonnante : même sincérité, même façon lucide et poétique de raconter les choses.

« Ce jour-là a été, et reste toujours, très dur pour ma fierté, raconte Dale en fixant la table. Il n'y a que la Farmers Home Administration (FHA) envers qui j'ai des dettes. Les particuliers, j'ai réussi à tous les rembourser, sauf un. Il n'empêche que, depuis notre faillite, je n'ose plus regarder les gens en face. Les autres fermiers, même si ça va mal, ils n'osent pas le dire, par orgueil. Pensez qui moi, mon histoire, elle a été mise sur la place publique... Au début, je pleurais tout le temps, même devant les enfants. Je trouvais que j'étais nul et que je n'avais pas voulu ce qui m'arrivait. Je n'avais plus aucun amour-propre. Et puis un jour, peut-être parce que c'était moins humiliant pour moi et aussi la seule façon de m'aider à m'en sortir, je me suis dit que je n'étais pas tout à fait le seul coupable : peut-être bien que la FHA et les compagnies d'engrais, qui m'avaient tellement poussé à m'endetter, sans jamais me donner de

conseils, avaient elles aussi leur part de responsabilité. » Il sourit, l'air de s'excuser. Plus tard, en visitant les deux hangars où ils engraisèrent, pour un autre fermier, quatre-vingts cochons, Edna parle de leurs projets. Elle travaille depuis l'année dernière comme secrétaire à l'école secondaire d'Atlantic : « On essaie de redémarrer, mais on n'emprunte plus rien. On a compris. »

Les banques en difficulté

PAR leur tempérament et leur situation, Phill et Ruth Cullen sont peut-être ce que le fin fond du Midwest, le plus éloigné des grandes métropoles, a de plus représentatif : chaleureux et attentionnés, intéressés par le monde extérieur, capables de parler de leurs difficultés avec autant de gravité que d'humour. Il est fermier, elle est institutrice. S'ils s'en sortent à peu près ces dernières années, c'est grâce à son salaire à elle. Ils ont un fils de vingt-cinq ans qui les aide à cultiver leurs champs, mais s'impatiente de ne pas avoir sa propre terre. Espoir irréalisable : les conditions posées par les banques pour obtenir un prêt sont à présent draconiennes... Ruth parle volontiers de son métier auquel elle est visiblement très attachée : « La crise touche très durement les enfants, j'ai l'occasion de m'en rendre compte tous les jours. L'anxiété et les préoccupations de leurs parents retentissent sur eux, surtout depuis deux ans. Il y a quelques années, quand je

demandais à mes élèves ce qu'ils s'achèteraient s'ils gagnaient à la loterie, ils répondaient toujours : une bicyclette, une poupée, ou ceci ou cela, mais toujours un jouet ou quelque chose de leur âge. Maintenant, quand je pose cette question, ils répondent presque tous : « Je donnerais cet argent à mes parents pour qu'ils remboursent leurs dettes. » Dès l'âge de huit ans, ils ont ce souci en tête, et pratiquant une permanence. »

Pauline Franks, une soixantaine d'années, est à la fois agricultrice et banquière. Son mari travaille 448 acres de terres et élève soixante-sept têtes de bétail, tandis qu'elle est cadre à la Houghton Bank. Côté ferme, les choses vont plutôt bien. « Pas autant qu'on le voudrait, mais tout de même correctement », dit Pauline en souriant. Côté banque, la situation est plus fragile. « Dans les six premiers mois de l'année 1986, la Houghton Bank a déjà perdu 1 800 000 dollars. On a reçu un mot d'ordre : attention à qui vous prêtez. Mais le nouveau propriétaire de la banque de Missouri, juste à côté, lui, a été encore plus explicite : « Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux bons. »

Pauline Franks elle-même ne s'explique pas vraiment comment tout a si mal tourné. Sans doute une question de « timing », de « management and timing », et le coup d'envoi de la crise était donné. « Nous-mêmes, les banques, nous avons été prises au piège, on l'oublie trop souvent, et les choses ont été tellement vite : les taux d'intérêt sont passés de

9 % à 18 % en six mois à peine ; c'était en 1981, je crois. Nous avons dû, de notre côté, emprunter à des taux très élevés. Il s'est alors produit un effet boule de neige : au fur et à mesure que venaient s'endetter les fermiers, et tous ceux qui travaillaient avec eux (les fournisseurs d'aliments pour bétail, d'engrais et de pesticides), on augmentait les taux d'intérêt. Et quand nous avons refusé de continuer à leur prêter, ils se sont tournés vers les compagnies d'engrais et autres qui acceptaient de prendre le relais... Mais c'est vrai que, peu de temps auparavant, quand le prix des terres était encore élevé, on leur disait : « Empruntez donc, vous rembourserez plus tard. Avec l'inflation, vous ferez une affaire ! » Vous seriez venus me voir il y a cinq ans, je vous aurais amenés à notre meilleur client : un fermier. Eh bien, il vient de faire faillite ! »

Varel et Jackie Bailey, pour leur part, ont toujours été d'une prudence extrême. Ils sont connus à double titre : d'une part, parce que Varel est président de la National Corn Growers Association et qu'il voyage sans cesse à travers le monde. « C'est presque un homme politique », disent ses voisins avec admiration et envie, mais sans jalousie... Leur ferme, qu'ils exploitent avec l'aide du père de Jackie et d'un employé, est gigantesque pour l'Iowa : 1 100 acres, plus du bétail, des cochons et des moutons. Ils n'ont jamais emprunté, laissant leurs bêtes se reproduire et les nourrissant du produit de leurs terres. Pour les Bailey, les petites fermes ne sont pas nécessairement condamnées comme on le dit, mais il faut à tout prix qu'elles évaluent mieux les besoins du marché et qu'elles apprennent à se diversifier : élever des moutons, par exemple, et ne pas se contenter de faire pousser à perte du maïs et du soja. Cela aurait-il permis, il y a six ans, aux fermiers au bord de la déroute, de passer au-dessus de la crise ?

« Je ne crois pas », admet Varel. « Leur aurait fallu une philosophie du management » qu'ils n'avaient pas. Et, dans les années 70, tout le monde vous le dira, c'était très dur de résister à la tentation d'emprunter, d'autant plus que la politique gouvernementale n'avait pas varié pendant plus de quinze ans. On attribuait toujours à l'embargo décrété par Jimmy Carter à l'encontre des Soviétiques la responsabilité des maux des fermiers, mais c'était inexact. C'est trois mois plus tôt, en octobre 1979, que tout a démarré. C'est à ce moment que le gouvernement a décidé de changer radicalement sa politique monétaire et fiscale pour stopper l'inflation. Dans un premier temps, ça n'a pas choqué les agriculteurs : dans leur majorité, ils sont conservateurs et patriotes. Aussi, jusqu'en 1983 ou 1984, ils vous auraient dit d'eux-mêmes que l'inflation et le déficit budgétaire étaient des problèmes sérieux pour le pays, et qu'on avait raison de s'y attaquer. Maintenant que l'inflation est ralentie, mais que le déficit budgétaire reste préoccupant (9), ils vous tiendront un langage un peu différent : ils aimeraient bien que les autres aussi supportent le poids des sacrifices. Ils le pensent de plus en plus, mais pas au point de sortir leurs tracteurs dans les rues. »



FAMILLE DE NICODEMIUS (KANSAS) A LA VEILLE D'UNE SAISON. Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux bons.

« On ne se supprime pas pour de l'argent... »

C'EST précisément contre cette résignation que se bat Danyse O'Brien. Elle est à la fois agricultrice et membre de la Prairie Fire Rural Action, un des nombreux organismes de défense des fermes familiales, que les fermiers sont souvent les premiers à considérer avec suspicion, dans la crainte d'être politiquement récupérés ou manipulés. « Non seulement ils ne sont pas politiques, déplore Danyse O'Brien, mais ils sont persuadés qu'ils ne comptent pas, qu'ils n'ont plus aucun pouvoir. Alors c'est très dur de les aider à s'en sortir. Quand ils acceptent de venir nous voir, en général, c'est déjà trop tard. Avec quelques conseils donnés à temps, certains seraient cependant pu éviter la faillite. On leur a tellement dit autrefois : « Travaillez dur et tout ira bien », et, affectivement, ça a si bien marché pendant quarante ans qu'ils ne comprennent plus rien et qu'ils se sentent à la fois incapables et coupables. En ville, on les accuse un peu trop vite d'avoir été de mauvais gestionnaires et de porter par conséquent l'entière responsabilité de leurs problèmes, mais l'argument, s'il a sans doute été valable il y a quelques années pour certains d'entre eux, ne tient plus aujourd'hui... Ils ignorent qu'ils sont les victimes

d'un changement de politique économique, ou plutôt d'une absence totale de politique agricole à long terme pendant des décennies. C'est pourquoi je ne critique pas seulement l'administration actuelle. Le problème remonte à bien avant : les démocrates sont aussi fautifs que les républicains... »

« Une responsabilité partagée » : la phrase revient sans cesse, quel que soit l'interlocuteur. David et Nancy Lynch ne sont que de passage en Iowa où ils rendent visite à l'une de leurs sœurs, ils résident habituellement en Virginie occidentale, l'un des Etats les plus peuvrés et les plus ignorés des Etats-Unis. Eux ne sont pas agriculteurs, mais restaurateurs. Ils se ramènent à peine d'une faillite, due aux dettes qu'ils avaient contractées dans les années 70. Est-ce parce qu'il n'est pas fermier ? David, en tous les cas, tient des propos sévères à l'égard du chef de la Maison Blanche... « Mais il est plus critique vis-à-vis de lui-même : « On préférerait Carter. Tout a changé et mal tourné depuis que Reagan est là, mais je ne le blâme pas. Je nous blâme, nous. On aurait dû être beaucoup plus prudents... » A Marshall, dans l'Illinois, Etat voisin et concurrent de l'Iowa pour la production de maïs et de soja, Bob Flowers ne sait plus, pour sa part, s'il a tort ou raison d'avoir des acides de révolte. Son histoire est

si tragique que tout, maintenant, paraît dérisoire : le quartier entier qui porte son nom, témoignage du succès et des jours heureux. La beauté des arbres qui conduisant à la maison perchée sur l'un des rares coteaux de cette région si plate... Le salon qui semble vide à force d'être trop bien rangé... Frances, son épouse, est assise sur le divan, totalement figée, avec, comme lui, l'air d'attendre sans espoir. Owen, leur fils, s'est suicidé il y a un an, à la veille de faire faillite. Il avait pris, quelques années auparavant, la tête de la société Flowers Sales Incorporated, une importante concession de John Deere et de General Motors que son père avait montée dans les années 30.

Bob oublie un instant sa souffrance pour se souvenir en souriant de ces années-là. A l'époque, les fermiers utilisaient des chevaux et des mules, et leurs terres ne dépassaient pas 50 à 80 acres. Il revivait le jour où il a vendu le premier tracteur John Deere : « Une vraie petite révolution... Les roues étaient en fer, pas encore caoutchoutées. La transition du cheval au tracteur s'est faite facilement : les fermiers étaient très réceptifs au changement, beaucoup plus que vous ne pourriez le penser. En outre,

ils voulaient tous rivaliser avec leurs voisins... C'était intéressant et amusant pour moi. Par la suite, tout a toujours bien marché, les affaires ont même été excellentes. Il s'est arrêté brusquement et se lève. Quand il revient, il tient à la main une photo, celle de son fils, et il s'effondre. « J'ai tout perdu l'année dernière et j'ai mis trente-cinq personnes au chômage. Mais mon fils... Vous savez ce qui lui est arrivé ? Il n'avait que quarante ans et il était père de deux enfants. Pourquoi a-t-il fait cela ? Pourquoi ? Je n'arrête pas de me poser la question. On ne se supprime pas pour de l'argent. Ça n'en vaut pas la peine. J'aurais tellement voulu pouvoir le lui dire à temps, mais il m'a tout caché... »

Inesportable ironie de la situation, ou logique du désespoir... Pour épargner son père, cardiaque, qui avait dû subir un triple pontage, Owen Flowers a choisi de ne jamais rien lui confier des problèmes financiers qu'a connus la société à partir de 1981. (Lire la suite page 10.)

VU DE DROITE ET DE GAUCHE

Par MARIE-FRANCE TONNET

DEUX livres sur les problèmes structurels de l'économie américaine et sur la tentative reaganienne pour les résoudre : l'un est d'un responsable politique de droite (David Stockman, qui fut directeur du budget de janvier 1981 à août 1985) (1), l'autre d'économistes de gauche (dont Samuel Bowles) (2). Tous deux concluent à l'échec reaganien.

David Stockman en voit la raison essentielle dans la résistance des politiciens - notamment démocrates - à une critique socialement douloureuse mais économiquement nécessaire et persiste donc à croire que la doctrine de l'économie de l'offre (supply-side economics) était et demeure la seule solution propre à résoudre les difficultés fondamentales de l'économie américaine. Samuel Bowles et ses amis mettent au contraire en pièces la reaganisme et ses contradictions essentielles mais sont beaucoup moins convaincant dans l'alternative démocratique qu'ils proposent : « La fin du gaspillage des ressources productives » et une nouvelle donne permettant la « redistribution du pouvoir économique ». Au total, ces deux livres, souvent stimulants, laissent néanmoins le

lecteur sur sa faim et le rendent passablement inquiet sur l'avenir économique des Etats-Unis, tant la qualité du débat, la variété des propositions, la profondeur des analyses, la richesse des idées semblent absentes. Comment est-il possible de sortir du marasme actuel dans ces conditions ?

Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weiskopf sont des représentants éminents de l'école « radicale » américaine. Ni monétaristes, ni « supply-siders », ils accusent ceux-là de considérer que « l'économie fonctionne dans le cadre d'un jeu à somme nulle entre la consommation et l'investissement » : l'un ne peut augmenter que si l'autre diminue ; les gaspillages existent mais sont uniquement attribuables au gouvernement et aux syndicats. Les « radicaux » ne sont pas non plus marxistes ou keynésiens. A ceux-ci, dont ils se sentent d'ailleurs plus proches, ils reprochent de ne pas assez mettre l'accent sur « le gaspillage énorme du côté de l'offre, qui passe aussi bien par les formes de consommation irrationnelle et le gaspillage de ressources humaines provoqué par les discriminations raciales, sexuelles et autres, ou par la destruction de l'environnement que par un système de contrôle du processus de production lui-même générateur de conflits et dissipateur de ressources ».

C'est là que le bât blesse. On serait largement prêt à se laisser convaincre par nos auteurs si la démonstration suivait. Il n'en est rien. On aimerait que des données plus consistantes - et les affirmations n'en tiennent pas lieu, - en particulier sur les entreprises, viennent soutenir la théorie. On apprécierait aussi que les auteurs ne cèdent pas au péché mignon des quantitativeurs américains : procéder à des analyses statistiques raffinées (régression multiple) à partir de variables pour le moins fragiles. Ainsi attribuent-ils, par exemple, 63 % du déclin de la productivité (1966-1973) à la baisse d'intensité du travail en ayant reconnu que celle-ci, en l'état actuel des connaissances, n'était pas directement mesurable. N'est-ce pas ainsi autoriser la mise à l'écart de la question de la productivité, alors que l'insistance des auteurs est parfaitement justifiée ?

David Stockman pêche autrement. Sa démonstration est bien plus serrée que celle des radicaux. Mais elle est totalement politique et uniquement une entreprise d'autajustification : j'avais raison, les autres avaient tort ; mais il était politiquement impossible de mener l'expérience à son terme et je le regrette. L'autoprotecteur que dessine D. Stockman dès la deuxième page est à cet égard symptomatique : « J'ai donné dans le marxisme et la haine de l'Amérique... J'ai enfin vu

clair... J'ai redécouvert les vertus d'un capitalisme sans entraves, les dangers du communisme soviétique, l'espérance et les idéaux de la démocratie américaine... Les hommes politiques ruinaient le capitalisme américain. Ils transformaient l'Etat démocratique en une gigantesque surenchère de braderie sociale. Ils imposaient aux travailleurs et aux chefs d'entreprise une taxation coercitive et des réglementations démolissantes et inutiles ».

M. STOCKMAN et ses amis tentent d'imposer au pays ce qu'il appelle une « révolution » : désétatiser par la baisse des impôts la diminution drastique des dépenses sociales (en autorisant néanmoins une augmentation des dépenses militaires) et la diminution des réglementations. Pour l'auteur, l'échec ultime de cette politique (la « reprise » qui a suivi une récession particulièrement cruelle a été acquise au prix d'un endettement public et privé catastrophique) ne lui est pas plus imputable qu'à la théorie qui sous-tendait son action. Les responsables en sont un président trop gentil, ses conseillers « incompetents » et des hommes politiques trop à l'écoute d'un électoral qui ne veut aucunement remettre en cause sa « dépendance » sociale. David Stockman, lui, croit encore à l'économie de l'offre. Il regrette simplement qu'elle soit politiquement inapplicable. Mais, outre qu'il ne propose aucune solution de remplacement pour sortir l'économie américaine d'une faiblesse structurelle de plus en plus évidente, il oublie surtout qu'il a effectivement pu appliquer ses théories pendant quelques mois et que l'échec a été patent : récession, appauvrissement des plus démunis, chômage, désindustrialisation. Ce n'est que par un substitut de keynésianisme, militaire et antisocial, que les Etats-Unis ont pu sortir de la crise. N'en fut-il pas responsable non plus ?

Reste alors, dans ce plaidoyer pro domo, la description alerte et drôle des querelles au sommet. Sous la plume de M. Stockman, les adjoints de M. Reagan ne sortent pas indemnes de la philippique : ignorants, obédés par le pouvoir, drogués par la télévision, de courte vue et d'ambition longue. Un grand pays comme les Etats-Unis mériterait-il une telle équipe à sa tête ?

(1) David Stockman, *The Triumph of Politics: Why the Reagan Revolution Failed*, Harper and Row, New-York, 1986, 422 pages, 21,95 dollars.

(2) Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weiskopf, *Beyond the Waste Land: A Democratic Alternative to Economic Decline*, Anchor Press-Doubleday, Garden City, New-York, 1983, 378 pages. Traduit en français sous le titre *L'économie du gaspillage : la crise américaine et les politiques reaganiennes*, La Découverte, Paris, 1986, 378 pages, 160 F.

L'échec de l'économie reaganienne

(Suite de la page 9.)

Problèmes pourtant classiques pour toutes les entreprises se rattachant à l'agriculture (10). « Le drama, reprend Bob Flowers, c'est que mon fils s'était porté caution auprès des banques des fermiers qui achetaient nos machines. Or, entre 1975 et 1985, seize de nos clients ont fait faillite. Leurs dettes à notre égard s'élevaient de 45 000 dollars la plus lourde à 10 000 dollars la plus légère. Owen, pour faire face à ces imprévus, a emprunté de son côté, à des taux de plus en plus élevés. La suite, vous le devinez... »

**La flambée des prix industriels**

BIEN sûr, il s'y ajoute des difficultés régionales, mais tout là-haut, à la frontière canadienne, du côté de ce qu'on a coutume d'appeler la prairie, les problèmes sont à peu près les mêmes. En revanche, le paysage et les habitants du Dakota du Nord diffèrent singulièrement de ceux de l'Iowa ou de l'Illinois. La propension à cacher ses faiblesses est par ailleurs encore plus forte...

Et, tout autour de Rolette, bourg de sept cents habitants, c'est le pays de l'infini, du nowhere. Le mot revient d'ailleurs souvent dans les conversations : on vient de nulle part et on se rend nulle part, au beau milieu d'immenses champs de blé, de tournesol, d'orge, d'avoine et de lin. A première vue, un paysage beige et gris plutôt monotone, presque désolé. Et puis, au moment où l'on n'y croyait plus, le charme s'installe : toutes ces marais, ces cygnes et cette vie qui s'y cache : des canards, des cygnes, des oiseaux sauvages surtout. Celles-ci, fuyant la neige du Canada, font escale par milliers, chaque nuit au début des grands froids, sur la route du Texas. Le matin, aux premiers rayons du soleil, elles s'envolent lourdement, dans une clameur assourdissante, ignorantes des fusils qui les guettent... Blonds aux yeux bleus, descendants pour la plupart de Suédois et de Norvégiens, les fermiers se transforment l'hiver en chasseurs et en trappeurs : démons, renards et ours bruns, de l'autre côté de la frontière, sont les counterparts de cinq mois rigoureux.

Kermitt Knudson cultive seul ses 2 200 acres - le double de la moyenne locale - sur lesquels il élève également du bétail. Ses deux revenus de quinze et quinze ans viennent souvent se rejoindre et l'aider après l'école. Il y a du travail mais tout va bien, affirme-t-il. D'années en années, Kermitt s'étend tranquillement tandis que ses voisins déclarent forfait les uns après les autres. « Je ne remercie jamais assez mon père, dit-il, pour n'avoir cessé de me répéter quand nous travaillions ensemble : « Surtout pas d'emprunt. La grande dépression peut revenir demain, ne l'oublie pas. »

La première dépression... Laura Knudson, la mère de Kermitt, emploie pour en parler les mêmes termes que tous ceux de sa génération. Toutes ces terres récupérées puis laissées à l'abandon par des spéculateurs qui attendaient le moment propice pour les revendre. Le mais qui ne valait plus rien, au point qu'on le brûlait pour se chauffer l'hiver. Les cochons qu'on vendait par dizaines pour le prix d'un seul. Et là-dessus, comme si le malheur des fermiers n'était pas assez grand, cette terrible sécheresse qui s'était abattue, plusieurs années consécutives, sur l'ensemble des Etats-Unis. « Le vent soulevait des nuages de poussière, raconte Laura. Les barrières de la ferme en étaient entièrement recouvertes, on y voyait à peine. Pour rentrer de l'école, on devait se mettre un mouchoir sur la bouche. La terre volait. On suffoquait. »

Sans avoir connu les dirty thirties, Kermitt a donc retenu et appliqué la leçon, y compris dans les années 70, durant lesquelles, il le reconnaît, il a parfois été difficile de résister à la compétition en terres et en machines à laquelle se livraient les autres fermiers. Est-ce parce que sa ferme tient bon aujourd'hui - même si elle est beaucoup moins rentable qu'il y a six ou sept ans - qu'il se montre, lui aussi, hostile aux aides gouvernementales ? Non, ce serait plutôt, comme toujours, à la fois par principe

et par orgueil : « Chacun doit se débrouiller tout seul, estime-t-il, c'est plus stimulant. »

Bob et Marilyn, une quarantaine d'années, parents de trois enfants, aimeraient bien pouvoir en dire autant, mais tous deux avouent sans plaisir qu'en aucun cas ils ne se passeraient, depuis quelques années, du chèque de l'administration fédérale. Leur terre est sans doute l'une des plus belles des environs, et la vieille grange de bois à la couleur rouge sombre, aux formes massives et arrondies, où ils gardent leur bétail pendant les interminables mois d'hiver mériterait d'être classée... Comment imaginer que ce qui fait la beauté de leur terrain constitue un véritable piège, pour eux comme d'ailleurs pour la majorité des fermiers de la région ? Les innombrables petits lacs qui jalonnent leurs 1 200 acres ? Non cultivables, évidemment, mais soumis à l'impôt comme toutes les terres. Et tous ces espaces, si vastes qu'on les évalue bien souvent en quarters (11) plutôt qu'en acres ? Des heures et des dépenses supplémentaires pour un profit qui n'est pas supérieur à celui d'une ferme de l'Iowa. Des coûts d'autant plus lourds en engrais, en pesticides, en fuel pour les machines utilisées sur des miles et des miles. Une usure d'autant plus rapide d'un équipement par ailleurs de plus en plus inabordable. « En 1978, se souvient Bob, mon tracteur valait 14 000 dollars. Maintenant, si je voulais racheter le même, il me faudrait dépenser 80 000 dollars. Qui peut payer cela à l'heure actuelle ? » Les coûts de transport, enfin, dus à l'éloignement du Dakota du Nord, pèsent lourdement dans les factures : pas moins de 30 cents par boisseau de blé (vendu cette année aux environs de 2,35 dollars) pour envoyer par train les récoltes jusqu'à Duluth ou Minneapolis, d'où elles seront ensuite réparties vers les principaux terminaux d'exportations, New-Orléans ou Portland par exemple.

D'année en année, Bob et Marilyn ont ainsi vu leurs revenus diminuer, au point que leur situation est maintenant catastrophique. Incapables de rembourser leurs emprunts, l'un et l'autre cherchent, sans grand succès, un travail à temps partiel en dehors de la ferme. Marilyn garde provisoirement à domicile deux jeunes enfants, tandis que Bob suit des cours pour passer, d'ici un mois, son permis de conduire de bus scolaire, avec l'espoir d'être utilisé à l'occasion comme chauffeur. Cela ne lui permettra sûrement pas de rembourser ses dettes, mais au moins de survivre...

**Surproduction, pas de débouchés**

« NON coupable » plaide, pour sa part, le seul homme des environs à porter un costume. Pas de traveste autour du cou, mais à la place une superbe turquoise sortie d'argent qui provient sans doute de la réserve indienne toute proche. Carl Myhre est le directeur de la Rolette State Bank. Aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune banque n'a fait faillite dans le Dakota du Nord depuis le début des années difficiles. Carl Myhre et son adjoint Robert Eckhart en attribuent la raison au fait que, à la fin des années 70, le prix des terres n'avait pas atteint ici des sommets aussi vertigineux qu'ailleurs (le chute a donc été un peu moins dure). Les conditions pour obtenir un prêt ont en outre toujours été, selon eux, relativement strictes dans l'Etat. Dernier élément, enfin : le caractère prudent et plutôt conservateur des Nord-Dakotans, qui les a peut-être préservés, ainsi que leurs banques, d'endettements aussi lourds que dans l'Iowa. Reste que la situation des fermiers ne paraît, dans l'ensemble, guère florissante ici non plus.

« Aucun agriculteur ne va vraiment très bien, estime Carl Myhre, tous vivent modestement. 30 % ont des problèmes réels et 10 % du moins sont dans une situation extrêmement critique. Mais ce serait trop facile de nous accuser de ce qui arrive aujourd'hui... D'une part, nous avons nous-mêmes été les victimes de la politique gouvernementale ; d'autre part, nous n'avons pas encouragé les fermiers à s'endetter dans les années prospères.

C'était eux qui insistaient pour emprunter. Peut-être, en effet, aurions-nous dû les freiner, mais c'était difficile à faire quand tout allait bien. Sans compter que la compétition entre banques jouait beaucoup : nous savions que, si nous refusions un prêt à un fermier, il n'avait qu'à aller frapper à la banque voisine pour l'obtenir tout de suite. Avouez que c'était dur pour nous aussi de résister ! »

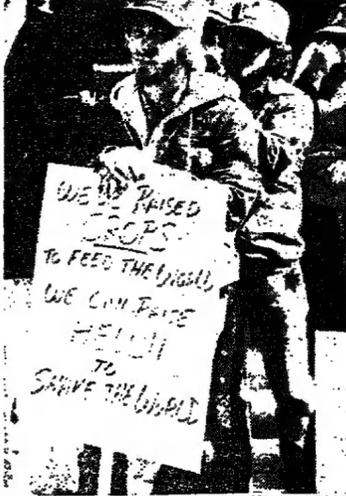
« Dans les années 70, se souvient de son côté Robert Eckhart, le cash flow était une chose dont personne ne tenait jamais compte. Les fermiers se précipitaient pour acquérir des terres, sans même calculer combien pouvait rapporter l'acre. Ils achetaient pour acheter. Plus question d'agir ainsi à présent : on épiluche les comptes, on fait les bilans, etc. Bref, on mène une analyse très poussée avant de décider si l'on accorde un prêt. »

La pire de la crise est-elle passée ? Carl Myhre hésite avant de répondre et, quand il le fait, il n'est pas très optimiste : « Honnêtement, j'ai peur que non. Les cours ne remontent pas et, à moins d'un événement tout à fait improbable en Argentine, en Australie ou chez n'importe lequel de nos concurrents, je ne vois pas comment on pourra régler la question des excédents. Il n'y a plus de débouchés. Regardez, même ici à Rolette, les deux entrepôts sont pleins à craquer en dépit des coûts de stockage : 250 000 boisseaux de blé d'un côté, 80 000 de l'autre. Ils ont été achetés par le gouvernement, qui n'a toujours pas trouvé à les placer. Ce n'est qu'un exemple, mais il est significatif. Et, depuis que les fermiers ont plus d'argent, tout le monde est touché en série. Dans le centre-ville, la pharmacie et l'unique boutique de vêtements viennent de renvoyer l'une et l'autre un employé, n'ayant plus les moyens de les payer. Harshvare, la grande quincaillerie, est à vendre. Le garage Chevrolet, quant à lui, a fermé ses portes après cinquante années d'activité, de même que la concession John Deere. »

L'avenir de Rolette ? Impossible de l'imaginer sans inquiétude quand on sait que sobante petites villes, dans le seul Dakota du Nord, sont, d'après les estimations actuelles, promises à la disparition... Le processus de désertification n'est pas nouveau, mais il s'accroît d'année en année. Wolford, soixante-dix habitants, à quinze miles au sud, ou, pie, Mylo, à dix miles à l'est de Rolette, dépassent l'imaginaire : deux villes fantômes. Ont-elles jamais mérité le nom de ville ? Du temps de leur splendeur (quelques centaines d'habitants), on les aurait qualifiées, en Europe, de villages. Peu importa, dans le fond. A Mylo, vingt habitants, tout est mort aujourd'hui : école, magasins, banque, église, station d'essence... Seule survivante : la poste. Le silence absolu qui règne partout est d'autant plus impressionnant que le harnais est resté presque intact. Les deux petites rues principales sont encore goudronnées, et les enseignes tiennent bon au-dessus de certaines boutiques et de la banque désertées.

Moins hallucinant, paradoxalement, est le spectacle de Nanson, un seul et unique habitant, un village qui n'a toujours pas disparu des cartes routières. Au bout de la rue centrale bordée de maisons de bois, complètement effritées sur elles-mêmes, comme agencueillies au milieu des broussailles, une seule demeure encore vaillante : celle de Henri Johnson, soixante-treize ans, autrefois postier et épicer de Nanson. Etrange tableau, plus surréaliste qu'autre chose... Cela fait des années maintenant que les derniers habitants sont partis et que le vieux bonhomme vit là tout seul, bien décidé à s'accrocher à ses murs. Depuis sa retraite de postier, il a repris la pompe à essence et transformé son magasin d'alimentation en bazar incroyable. Chaque jour, une dizaine de fermiers ou de membres de leurs familles - contre une vingtaine il y a quatre ans - se déplaçant de quinze miles à la ronde, avec l'assurance de trouver chez lui ce dont ils ont besoin : de la nourriture, mais aussi des chaussures, des jeans, des bigoudis ou encore des fusils et des munitions, des jouets et des boîtes de farines.

Qui, dans cinq ou dix ans, se souviendra encore de Nanson ou de Mylo, alors sûrement rayés des cartes ? Le blé n'a pas le pouvoir évocateur des pépites d'or, et ces villes fantômes du Midwest ont peu de chance de frapper les imaginations... Pre-



COLÈRE PAYSANNE  
« Nous avons semé le grain pour nourrir le monde. Nous pouvons semer la pagaille pour étrangler le monde. »

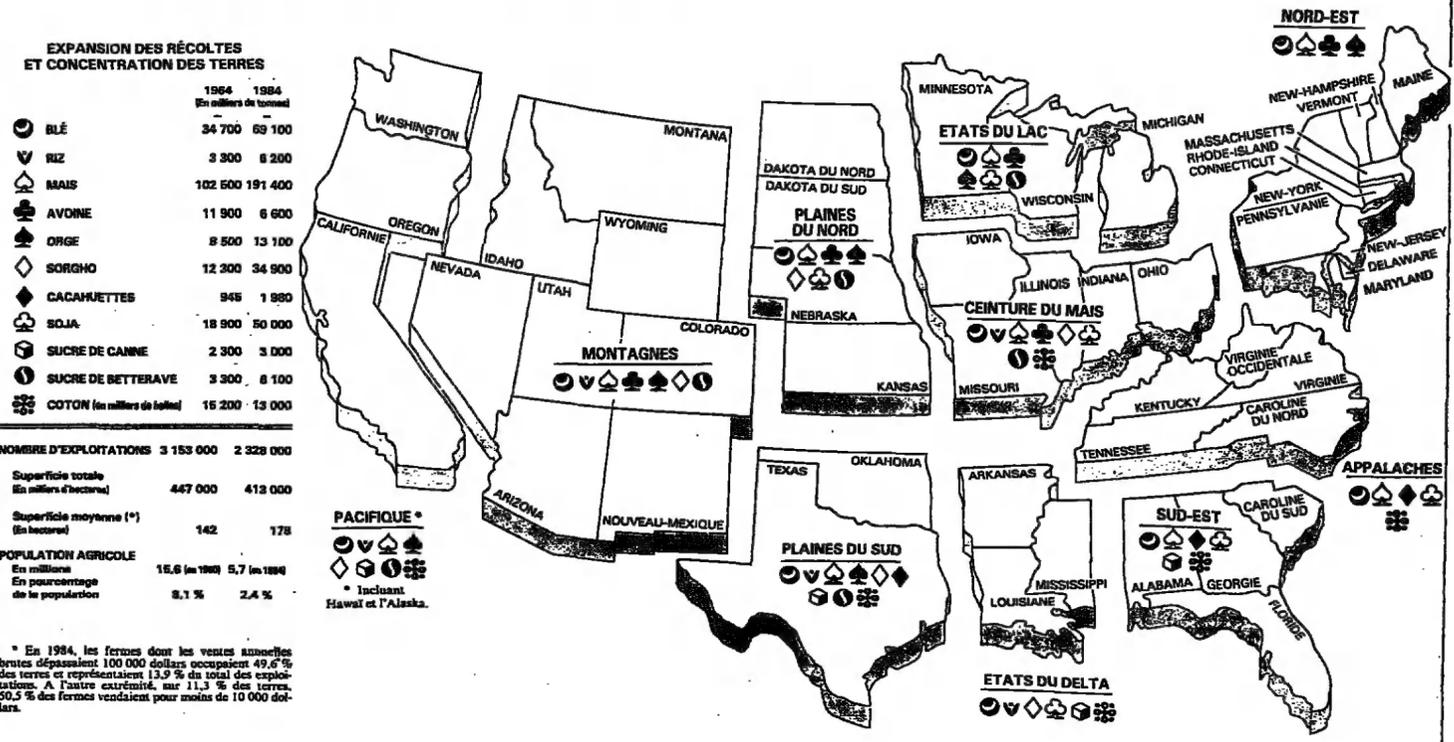
miers touchés dans ce jeu de dominos qui n'ont pas fini de s'écrouler (12), les fermiers assistent à leur propre mort presque en spectateurs, avec au fond d'eux-mêmes un terrible sentiment d'impuissance auquel s'ajoute l'espoir et la fatalité : « La crise passera peut-être, comme passent les saisons... »

A quel titre les exploitations agricoles méritent-elles d'être condamnées ou sauvées ? A quel titre les contribuables américains doivent-ils continuer ou non de financer un pareil gouffre (13) ? Les deux réponses possibles, la raison d'Etat et la raison tout court, ne sont pas aussi contradictoires qu'il y paraît à première vue... L'argument, trop souvent avancé par les groupes de pression, selon lequel l'Amérique d'aujourd'hui est l'héritière du système de fermes familiales le plus productif, le plus innovateur et le plus efficace du monde et qu'elle se doit de la transmettre aux générations futures est sans doute de peu de poids. A la dimension humaine et sociale cependant indiscutable que revêt la disparition progressive des exploitations agricoles s'ajoute un aspect économique encore plus préoccupant. Ce ne sont pas seulement des millions de personnes qui sont concernées par la crise de l'agriculture. C'est tout le secteur agro-alimentaire, soit 15 % de l'économie américaine, qui est menacé. A tout cela se superpose enfin une troisième dimension qu'on aurait tort de réduire à une simple vision jeffersonnienne du problème : la répartition des terres entre de nombreuses mains est le meilleur garant de la démocratie (14). C'est en cela, peut-être, qu'on ne peut assister sans inquiétude à la fin d'une certaine idée de l'Amérique...

FLORENCE BEAUGÉ.

(10) Les entreprises John Deere, notamment, ne tournent plus qu'à 55 % de leur capacité.  
(11) 1 quarter = 160 acres, soit 65 hectares.  
(12) Cf. Florence Jaquet « Le recul désordonné des Etats-Unis. Effet pervers d'une politique libérale », article du dossier « La guerre du blé », le Monde diplomatique, novembre 1986.  
(13) Coût du dernier Farm Bill (loi agricole pour les années 1986-1989) : 52 milliards de dollars.  
(14) Cf. Pierre Domergues : « La potion libérale et la fin du rêve de Jefferson », le Monde diplomatique, avril 1985.

**LES PRINCIPALES PRODUCTIONS SELON LES RÉGIONS**



\* En 1984, les fermes dont les ventes annuelles brutes dépassaient 100 000 dollars occupaient 49,6 % des terres et représentaient 13,9 % du total des exploitations. A l'autre extrémité, sur 11,3 % des terres, 50,5 % des fermes vendaient pour moins de 10 000 dollars.



UNE NOUVELLE INITIATIVE DE WASHINGTON DANS LES CARAIBES

Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico ?

LE 13 janvier 1987 commencent, aux Etats-Unis, les auditions préliminaires au procès politique contre les militants de l'organisation los Macheteros, en lutte pour l'indépendance de Porto-Rico. En même temps, Washington met au point un nouveau statut plus libéral pour sa possession des Caraïbes, jusqu'à présent « Etat libre associé » aux Etats-Unis.

La recrudescence des attentats anti-américains dans l'île et le refus de l'annexion exprimé par la majorité de la population semblent avoir infléchi la volonté de M. Ronald Reagan, qui, le 12 janvier 1982, se déclarait encore fermement « partisan d'un rattachement intégral de l'île aux Etats-Unis, dont elle deviendrait le cinquante et unième Etat de l'Union ». Mais ce nouveau projet de « République associée » est énergiquement refusé par la droite portoricaine, qui se considère trahie par le président américain et vient soudain gonfler les rangs des « déçus du reaganisme ».

Par JOSÉ-LUIS MENDEZ \*

LES Etats-Unis changeront-ils l'ancien statut d'Etat libre associé (ELA) de Porto-Rico en République associée en 1992, à l'occasion du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique ? Les trois séries d'audiences publiques sur le cas de Porto-Rico tenues à Washington en avril, mai et juillet 1986 par la commission de l'Amérique de la Chambre des représentants, présidée par M. Morris K. Udall, pourraient le donner à penser.

La situation n'est cependant pas si simple. A ce jour, aucun parti politique de l'île ne s'est déclaré en faveur de la République associée. Seule l'organisation indépendantiste « pro ELA », formée par des membres du Parti populaire démocratique (PPD), a exprimé son soutien (1) à quelques associations professionnelles et culturelles, s'est prononcée en ce sens. Le PPD lui-même occupe une position ambiguë sur le projet de République associée proposé par le Bureau du contrôleur des Etats-Unis, chargé d'élaborer les rapports sur la politique de Washington à l'égard des territoires du Commonwealth américain.

Le Bureau du contrôleur reconnaît la gravité des dommages subis par ces

\* Professeur de sociologie à l'université de Porto-Rico.

territoires et alerte le Congrès sur la nécessité de mettre un terme à l'annexion du gouvernement. Il est chargé également de définir les modalités d'un nouveau statut d'association négocié entre les Etats-Unis et les îles Marshall, d'une part, et, de manière séparée, avec les « Etats » de la Micronésie. Le Bureau du contrôleur suggère que cette formule d'association soit adoptée comme norme générale et s'applique à toutes les autres îles territoriales placées sous le contrôle de Washington, y compris Porto-Rico.

L'ONU avait relevé les Etats-Unis de l'obligation de lui présenter des rapports sur Porto-Rico en conséquence que, avec la proclamation de l'Etat

libre en 1952, le peuple portoricain avait exercé son droit à l'autodétermination. Cependant, quelques années plus tard, les indépendantistes portoricains ont fait reconsidérer le cas de l'île par le conseil de décolonisation de l'ONU, et, depuis une décennie, ce comité adopte régulièrement chaque année des résolutions en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance de Porto-Rico (2). Le mouvement des non-alignés et, récemment, l'Internationale socialiste, ont pris des positions identiques.

L'approbation du statut de 1952 n'avait nullement fait taire les revendications anticoloniales des Portoricains. Les partis indépendantistes continuaient, à l'intérieur de leur pays, à remettre en question la légitimité de l'ELA, tout comme ils le faisaient à l'ONU, sans parler des organisations indépendantistes comme les Forces armées de libération nationale (FALN) ou les Forces armées populaires (FAP) qui ont multiplié les attentats anti-américains. De leur côté, les partisans de l'annexion pure et simple aux Etats-Unis dénonçaient également le caractère colonialiste de l'ELA. En 1950, le PPD, qui, en 1950, avait impulsé la création de l'Etat libre associé, en est venu à prendre ses distances et, à de multiples occasions, il a demandé au Congrès des Etats-Unis d'autoriser le pouvoir pour le gouvernement local ou la suppression de l'ELA. En d'autres termes, tout le monde est d'accord à Porto-Rico pour reconnaître le caractère colonial de l'Etat libre associé, mais chaque camp politique propose une solution différente au problème. On peut alors se demander si le statut de République associée serait de nature à dégager un consensus.

indépendantiste, le Parti populaire portoricain (PPP) est identique à celle du PIP.

L'opposition du PNP à la République associée est la conséquence directe de ce qu'il s'agit là de son unique espoir électoral après les scandales et le discrédit qui ont marqué sa gestion des affaires. Le PNP a, en effet, gouverné Porto-Rico de 1976 à 1972 et de 1976 à 1984. Le dernier mandat du gouverneur Carlos Romero Barceló a été particulièrement mouvementé et il a vu se produire une série de détournements de fonds publics, de scandales politiques, d'affrontements avec les syndicats, les étudiants et les organisations professionnelles qui provoquèrent des divisions internes et le menèrent à la défaite électorale en 1984. Le scandale le plus important fut celui du Cerro Maravilla : l'assassinat par la police de deux jeunes indépendantistes. Cet assassinat donna lieu à une enquête télévisée menée par une commission du Sénat de Porto-Rico, présidée par le PPD, qui discrédita définitivement l'administration du PNP.

Pendant ses huit années de gouvernement (1976-1984), M. Romero Barceló défendit fermement l'annexion. En conséquence, en faveur de cette solution à Washington, au sein du Congrès et dans tous les instances de décision, il ne tenta d'impliquer les Portoricains dans la politique des Etats-Unis. A cette fin, il réussit à faire organiser des « primaires » dans l'île par les deux grands partis existants en vue de l'élection présidentielle mais il ne parvint pas à faire participer ses concitoyens à l'élection du président américain.

Cette démarche provoqua cependant un effet boomerang car elle amena le gouvernement annexionniste de M. Romero Barceló à entrer en conflit avec certains éléments du Congrès et du groupe démocrate des Etats-Unis. Les opposants qualifièrent le projet assimilationniste du PNP d'« état médiant » et attirèrent l'attention sur les coûts politiques qu'économiqués, l'accès de Porto-Rico au statut de cinquante et unième Etat américain.

Ces déboires du PNP ont conduit le parti actuellement au pouvoir, le PPD, à faire preuve d'une extrême prudence. C'est pourquoi, bien qu'il soit favorable à la République associée, le PPD ne se prononce pas formellement pour ce nouveau statut, et laisse ce soin à l'organisation indépendantiste « pro-ELA ».

La stratégie d'autonomie visée actuellement est de trouver une place pour Porto-Rico dans la communauté inter-

nationale, principalement en Amérique centrale et aux Caraïbes, mais également au Japon et en Europe, par le biais d'accords commerciaux avec d'autres gouvernements. Cette attitude a été vivement critiquée par le PNP, qui lui reproche d'appliquer déjà dans les faits une politique de République associée et de s'attribuer des prérogatives qui ne lui appartiennent pas.

Les deux exemples les plus contestés par le PNP sont les accords commerciaux signés par le gouvernement de Porto-Rico avec le Costa-Rica et le Japon, mais ceux-ci ne s'arrêtent pas là : l'action diplomatique autonome du gouverneur, M. Hernandez Colon, inclut la réception à San-Juan de présidents ou hauts responsables du Costa-Rica, de la République Dominicaine, de la Jamaïque, de l'Equateur, de l'Espagne, du Vatican, d'Antigua, et même que les visites du gouverneur dans pratiquement tous les pays de la Caraïbe, au Pérou, en Espagne et au Japon.

Malgré diverses déclarations faites par le gouvernement américain sur ce comportement, beaucoup d'observateurs se demandent si la politique de promotion d'entreprises jumelles dans les Caraïbes, à partir des années 1970, ne crée pas des problèmes internes, ne constitue pas une forme d'aval de Washington (4). C'est pourquoi beaucoup affirment que, bien que non encore approuvée formellement, la République associée a été commencée et mise en pratique par le gouvernement de Porto-Rico avec l'accord des Etats-Unis.

(1) Le Parti populaire démocratique (PPD) a été au pouvoir, sans interruption, de 1940 à 1984, puis de 1981 à 1986. Il est la majorité absolue dans les deux élections depuis les élections de 1984. Le gouverneur actuel, M. Rafael Hernandez Colon, en fonctions depuis le 2 janvier 1985, appartient également au PPD.

(2) Les Etats-Unis ont quitté en 1971 le statut de décolonisation de l'ONU pour marquer leur refus de reconnaître la validité des revendications sur Porto-Rico. Voir M. Mendez, « Porto-Rico, nouveau statut difficile pour Washington », Le Monde diplomatique, novembre 1980.

(3) Des membres des Macheteros ont récemment été arrêtés, en septembre 1983, à Middletown (Connecticut), un bourg blanc de la société de Wall Fargo et se sont emparés de plus de 7 millions de dollars (la seconde somme la plus importante jamais saisie aux Etats-Unis). En août 1985, les auteurs de cette attaque ont été arrêtés, et les auditions préliminaires à leur procès, qui aura lieu en mars prochain, commenceront le 13 janvier 1987.

(4) Cf. Financial Times, 8 Mars 1986, p. 14.

Attrait de la nouvelle doctrine

AU premier abord, la réponse ne peut être « non », mais il ne faut pas douter que la solution négociée par les Etats-Unis avec les îles Marshall et avec les Etats de la Micronésie présente beaucoup d'attraits pour les territoires politiques de Porto-Rico.

Le rapport du Bureau du contrôleur des Etats-Unis précise que « dès l'entrée en vigueur du pacte, ces Etats libres associés auront des statuts complètement autonomes. Il s'agira d'Etats souverains qui auront majoritairement régis par leurs propres lois. Les lois des Etats-Unis ne leur seront pas applicables. Ils auront le droit de conduire leurs relations internationales, à deux exceptions près : la défense et la sécurité ; ils auront le droit de signer des traités commerciaux, d'être membres d'organisations régionales ou internationales ; en général d'agir sur des bases bilatérales avec d'autres nations ».

Sur le plan économique, le pacte prévoit que des sommes importantes seront allouées à l'aide des Républiques associées pendant une période de quinze ans. Dans le cas de Porto-Rico, étant la population beaucoup plus importante que celle des îles archipels du Pacifique sous statut américain, un rapport de 1984 intitulé « New Federalism and Puerto Rico » (« Le nouveau fédéralisme et Porto-Rico ») prévoit que l'investissement économique dont a besoin ce pays s'étalera sur une période de vingt ans (au lieu de quinze) et s'élevait, annuellement, à 2,2 milliards de dollars. Au total, les crédits dérogés pour Porto-Rico dans le cadre du pacte dépasseraient les 30 milliards de dollars.

Cependant, quels que soient les avantages politiques et économiques, une République associée ne saurait être instaurée à Porto-Rico sans prendre en compte le système des partis existant dans l'île et les raisons qu'ils représentent. A la différence de l'annexion, de l'Etat libre associé et de l'indépendance, formelles figurant dans le programme des différents partis et qui ont des défenseurs fervents, la République associée est une initiative de Washington dont l'objectif fondamental est de promouvoir une politique homogène pour l'ensemble des territoires américains d'outre-mer ne faisant pas partie de l'Union.

Il serait donc aux Etats-Unis d'imposer cette République associée si elle ne disposait pas d'un appui substantiel des Portoricains. Aujourd'hui, cet appui n'existe qu'en marge des partis traditionnels, mais les directions ne lui sont pas nécessairement hostiles. Seul le Nouveau parti progressiste (PNP), se situant à droite de l'échelle de l'annexion, manifeste une opposition systématique au projet. Cela n'a pas empêché certains de ses chefs d'affirmer publiquement leur vocation à la diriger au cas où Washington retien-

drait finalement cette solution. Le Parti indépendantiste portoricain (PIP) considère pour sa part qu'il serait absurde de se soumettre à une République incomplète alors que le pays peut obtenir l'indépendance totale. Toutefois, la base du parti, bon nombre de ses cadres et militants, et même certains de ses principaux dirigeants manifestent une adhésion croissante à l'égard d'un changement de statut qui les rapprocherait, ne serait-ce que partiellement, de l'indépendance complète. La position de l'autre parti

Points de repère

● L'île de Porto-Rico, dans les Antilles, est une ancienne possession espagnole conquise militairement par les Etats-Unis en 1898 au cours de la guerre hispano-américaine. Ses habitants ont obtenu le statut d'Etat libre associé en 1947, et ont acquis le droit, en 1952, d'élire leur propre gouverneur. Depuis 1952, l'île a un statut d'Etat libre associé et est partie du Commonwealth des Etats-Unis.

● Tous les quatre ans, les Portoricains élisent leur gouverneur : 27 membres ; Chambre des représentants : 51 membres, mais ils ne participent pas aux élections américaines et ne votent pas pour l'élection du président des Etats-Unis. Le représentant de Porto-Rico au Congrès des Etats-Unis n'a pas le droit de vote.

● Principales productions agricoles : sucre, café, tabac, ananas.

● Principales industries : produits pharmaceutiques, pétrochimie, textiles, équipements électroniques, distilleries de rhum.

● Echanges commerciaux (en millions de dollars, en 1984) : importations : 8 506,7 (dont Etats-Unis : 5 208,9). Exportations : 2 012,2 (dont Etats-Unis : 7 117,4).

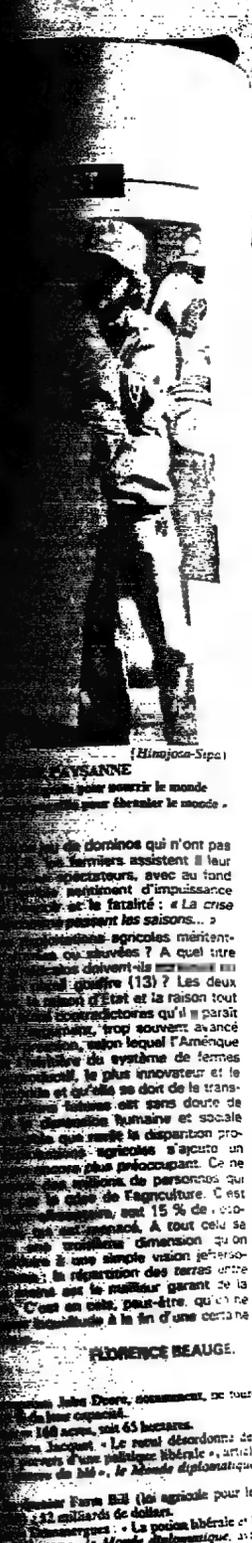
● La moitié des produits alimentaires sont importés.

● En 1984, l'aide fédérale américaine représentait 30,7 % du produit national brut portoricain. 82 % de la population a un niveau de vie inférieur à celui de pauvreté américain.

● 20,4 % de la population active est au chômage.

PRODUITS DU TERROIR
VINS FINS D'ALSACE médailles :
Ch. SCHERET,
propriétaire-expéditeur à
F-68250 TUNCKHEIM

Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986
RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE ET DU MONDE
Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986
CONTRE-CHOC
AU SOMMAIRE
● La situation en France : La politique économique. Une timide croisade. Des pôles déséquilibrés. L'environnement économique. La reprise marquée. La persistance du chômage. Le pétrole : L'évolution de la production depuis 1973. Les perspectives. Un dossier spécial, largement illustré en couleurs.
● Les quarante-six pays à la loupe : Les correspondants du Monde décrivent l'activité économique de 1986. 188 pages. A paraître le 15 janvier 1987.
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 40 F
ou en vente 45 F par correspondance
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986
Le Monde
7, rue des Saussaies, 75427 Paris cedex 08



RAPPROCHEMENT POLITIQUE,

L'Europe peut-elle jouer un rôle

AU début du mois de février, se tiendra au Guatemala une rencontre entre les représentants de la Communauté économique européenne et ceux de l'Amérique centrale. L'Europe doit-elle jouer, dans cette région et dans l'ensemble du sous-continent, un rôle différent de celui que s'attribuent les États-Unis ? Ses interlocuteurs lui demandent. En a-t-elle la volonté et les moyens ?

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Chaleur et sympathie : tel fut le climat qui régnait à Strasbourg lorsque Raul Alfonsín, président de la République argentine, fut reçu, le 17 octobre dernier, le Prix européen de l'homme qui lui a été décerné par le Conseil de l'Europe (1). Cet hommage n'a cependant pas effacé de la mémoire des Argentins l'amertume de l'embargo économique décrété contre leur pays au printemps 1982 par la Communauté européenne...

ce fait, la dette n'est pas insurmontable (...). Les peuples d'Amérique latine ont manifesté une grande capacité de coopération pour supporter ces programmes d'ajustement, mais on ne peut pas indéfiniment demander des sacrifices à la population. Il y aura tôt ou tard des révoltes populaires qui affecteront la démocratie latino-américaine, et l'Occident sera, lui aussi, touché par la question de la sécurité de l'hémisphère.

1986, sur le thème « Développement et démocratisation : un dialogue entre l'Europe et l'Amérique latine » (2). Quelques données chiffrées permettent de mieux comprendre la gravité de ses propos. Au cours des trois dernières années, l'Amérique latine a transféré vers le monde industrialisé, essentiellement au titre de paiements d'intérêts, 160 milliards de dollars. La fuite des capitaux, dont témoigne, par exemple, l'effondrement de la dette mexicaine, se poursuit. Elle représente environ le tiers du montant de la dette multilatérale du continent, évaluée à 370 milliards de dollars (3). Dans le même temps, on a assisté à un tarissement du flux de capitaux (prêts bancaires) vers l'Amérique latine depuis l'UEI. Au total, estiment les responsables de la Banque interaméricaine de développement (BID), les entrées nettes de capitaux sont passées de 48 milliards de dollars en 1981 à 4,1 milliards seulement en 1985 (4). Ainsi le monde développé alimente-t-il en ressources financières le monde industrialisé, alors qu'il se procure lui-même les matières premières et, par contrepartie, la dégradation des termes de l'échange des produits de base...

latino-américaine ne met pas le système financier international au bord du gouffre. « Après cela », écrit Paul Fabra, les 211 milliards de créances que les banques privées détiennent sur les agriculteurs nord-américains représentent presque le double du montant des créances qu'elles ont sur les pays d'Amérique latine (...). Si demain les Mexicains, les Argentins, les Chiliens, les Péruviens, les Brésiliens, les Indonésiens, les Japonais, les Français de leur dette, les Allemands du Middle-West réclamaient, à n'en pas douter, à titre immédiat, les délégués de leurs C'est une doute la raison principale pour laquelle les banques ne peuvent pas sauver la situation selon laquelle les dettes latino-américaines seraient intégralement remboursées (10).

Les principales puissances européennes ont d'ailleurs eu des

plus pressants. A Tokyo, en mai 1986, les « Sept » (Japon, États-Unis, RFA, France, Grande-Bretagne, Canada et Italie) se sont entretenus de terrorisme, de sécurité civile, de concentration nucléaire. Pour mémoire, ils ont fait une brève allusion à la « lutte contre la faim, la maladie, la pauvreté ». Or, à un moindre degré, les problèmes frappent aussi les orbites des sociétés dites opulentes. Précisément selon certains, une façon de lutter contre le chômage dans les pays européens serait de revitaliser les échanges avec la région latino-américaine, dans laquelle ils ont tant d'affinités, en l'aidant à retrouver le chemin de la croissance. Mais cette perspective reste lointaine. Le Brésil, le Mexique, peut-être le Venezuela et les cours du pétrole se redressent, excitent un certain intérêt. Mais, dans l'ensemble, les relations économiques restent stagnantes et ont tendance à se dégrader.

Quelques sujets d'aigreur

AU moment d'élaborer sa politique économique extérieure, la CEE a opté pour une approche « régionaliste » plutôt que mondiale : le tissu serré des accords à caractère préférentiel conclus par la Communauté - qui englobent à l'heure actuelle vingt-cinq pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ainsi que douze pays du Bassin méditerranéen - laisse à l'Amérique latine l'ibéro-américaine. Celle-ci est acharnée à négocier des négociations en vue d'un statut de la Communauté un traitement moins discriminatoire. Tentatives infructueuses, marquées par les malentendus, les maladrotes, les préjugés, l'intransigeance de la part de la CEE. En 1958, date à laquelle s'ouvre un dialogue qui a été qualifié plus tard de « frustration multilatérale », en 1981, les conversations n'ont repris, aucun pas en avant significatif n'a franchi (11). Telle est la conséquence du caractère marginal que possède l'Amérique latine aux yeux de l'Europe. Bien que la CEE soit son deuxième partenaire commercial (derrière les États-Unis), son poids économique dans la région n'a cessé de chuter au cours des vingt dernières années. Elle a dit que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal (1<sup>er</sup> janvier 1986) modifiera cette situation, au contraire (12).

Mexique (14,8 %). Au cours de la même année 1982, les importations latino-américaines en provenance de la CEE n'ont représenté que 16,7 %, contre plus de 20 % dans les années 60 (voir le graphique page 13). L'« austérité » dont parlait M. Hurtado a provoqué une chute brutale des importations effectuées dans les pays de la CEE (l'Allemagne est le premier client et le premier fournisseur, suivis par l'Italie et la France). Traditionnellement exportateur, la balance commerciale de la CEE avec l'Amérique latine présentait un solde négatif de 1,822 million d'ECU en 1982 (1 ECU = 0,83 dollar), de 4,570 millions d'ECU en 1982, et de 10,931 millions d'ECU en 1983 (13). L'Amérique latine préoccupe que l'Amérique latine aspire à diversifier ses échanges afin de réduire la part des États-Unis pour qui elle est devenue un partenaire commercial privilégié (14). Et leur rôle avait décliné entre les années 50 et les années 70, il s'est nettement amplifié dans les années 80 (voir ci-dessous le tableau I).

Le conflit le plus brûlant concerne le protectionnisme pratiqué par la CEE - également par les États-Unis et le Japon - dans divers secteurs industriels (textile, acier) et surtout dans le secteur agricole. La politique de soutien aux produits agricoles est dénoncée comme une « manœuvre de dumping » qui engendré une chute des cours jusqu'à 40 %. Un exemple : jusqu'en 1980, la CEE était importatrice nette de viande bovine. Maintenant, par son « protectionnisme agressif », elle est devenue grande exportatrice et a conquis certains marchés traditionnels de l'Argentine et

Restructuration au Nord, survie au Sud

SI cette situation ne se modifie pas, non seulement l'Amérique latine ne sortira pas de la récession où elle est plongée depuis quatre ans, avec un taux de croissance de 1 % en 1985 (exception faite du Brésil, qui a enregistré une croissance de 8,5 %), mais elle s'enfoncera dans un marasme aux conséquences économiques et politiques imprévisibles. Comme le rappelle M. Claude Cheysson, chargé à la Commission européenne des relations Nord-Sud, le pays dont les difficultés économiques affectent le plus la situation mondiale, les États-Unis, préche à ses voisins du Sud la rigueur tout en s'offrant à lui-même le luxe de maintenir un énorme déficit budgétaire de plus de 230 milliards de dollars. Soulignant que le taux d'intérêt réel est fixé aux États-Unis et que des taux d'intérêt élevés alourdissent le service de la dette et dissuadent les investisseurs, M. Cheysson, dans un discours prononcé le 31 octobre 1985 devant le Cercle populaire européen, tirait cette conclusion ironique : « Il est tellement plus facile, et plus intéressant, de

tre son argent à un guichet de banque américaine plutôt qu'à celui de l'Amérique latine ». Certes, d'après les estimations de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), le taux d'intérêt réel a baissé de 2,5 % en 1986. Mais il faut bien qu'un important désordre règne au sein de l'économie nord-américaine (5), où la récession a maintenant attendu, pour que le *Quotidien de Paris* du 20 octobre 1986 titre : « L'Amérique n'a plus le moral ». Il faut bien aussi constater l'absence de consensus - c'est un euphémisme - entre les puissances industrialisées sur les taux d'intérêt. Le cours du dollar, la restructuration des échanges au Nord (6).

Les Latino-Américains, qui, de leur histoire, ont accumulé les déficits au regard de l'Europe du Nord, se tournent vers l'Europe du Sud. Ils lui demandent de leur aider à rétablir un dialogue essentiellement basé sur le droit au développement, de faire comprendre aux banques centrales et aux banques commerciales leurs obligations à l'égard des pays en retard. On pourrait penser que cet appel a été entendu, puisque la Commission financière - Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Club de Paris, banques multilatérales - vient d'accorder 12 milliards de dollars au Mexique (19 novembre 1986). Mais il s'agit là d'un cas tout à fait particulier à pareil « sauvetage » ne saurait être un précédent pour un pays occupant une position moins stratégique (7). En outre, cette démarche se répond à la demande d'une discipline globale, qui porterait en particulier sur les « règles du jeu » en matière monétaire. C'est pourtant ce qu'ont souhaité les représentants de vingt-cinq pays latino-américains lors de la dernière réunion du système économique latino-américain (SELA), le 17 octobre 1986. Est-ce à dire que l'Europe reste sourde ? Certainement pas. Le Parlement européen adopte régulièrement des résolutions imprégnées de volonté, très favorables aux revendications émises par le groupe de Carthagène (8). Mais les gouvernements du Douze tiennent, sur un autre langage, qui a au moins le mérite d'être franc. Ainsi, au lendemain d'une tournée de deux semaines dans deux pays d'Amérique latine, dont le Pérou, M. Didier Bariani, secrétaire d'État français aux Affaires étrangères, estimait ce jour-là que « la France ne peut avaliser des décisions unilatérales » comme celle du président Alan García qui veut chaque année limiter à 10 % de son revenu la dette. Il est injuste, ajoutait-il, de faire des pays créanciers les seuls bénéficiaires des efforts internationaux [9]. Pour les gouvernements européens, les autorités latino-américaines doivent d'abord et avant tout aux racines internes de leurs maux : mauvaise gestion administrative, mauvaise redistribution des richesses, mauvaise utilisation des fonds prêtés, etc. Il est temps de « dédramatiser » l'endettement qui elle soit, la dette

Des importations communautaires, la part de l'Amérique latine est tombée de 11 % en 1958 à 5,5 % en 1981. Il existe certes de fortes inégalités entre les pays. Trois d'entre eux fournissent plus de la moitié des exportations latino-américaines vers la CEE : Brésil (22,7 %), Argentine (16,7 %) et

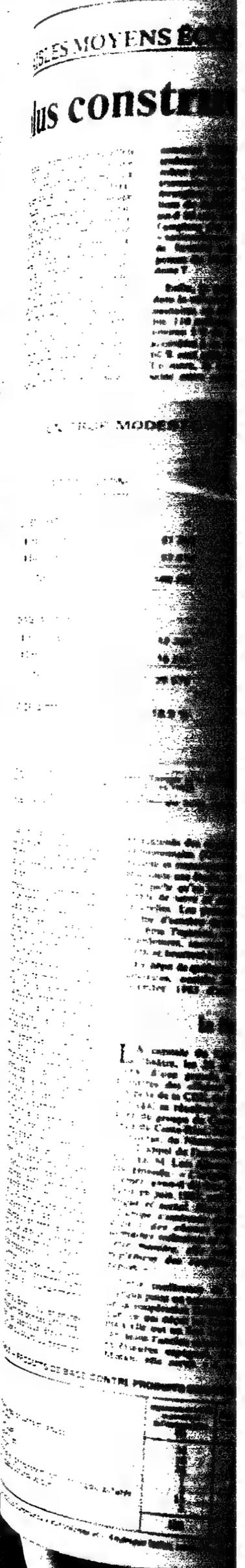
Tableau I - LE PUISSANT DES ÉTATS-UNIS DANS LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

|                     | Exportations de l'Amérique latine |          | Importations de l'Amérique latine |          |          |
|---------------------|-----------------------------------|----------|-----------------------------------|----------|----------|
|                     | 1981 (%)                          | 1982 (%) | 1981 (%)                          | 1982 (%) | 1983 (%) |
| Communauté à dix    | 19,8                              | 20,8     | 21,2                              | 17,4     | 16,8     |
| Espagne et Portugal | 4,6                               | 4,3      | 4,6                               | 2,3      | 2,3      |
| États-Unis          | 35,8                              | 39,3     | 43,3                              | 39,8     | 40       |
| Japon               | 7                                 | 7        | 7,3                               | 10,2     | 13,5     |
| Autres              | 32,9                              | 28,5     | 23,6                              | 30,3     | 25,7     |

Source : UNCTAD, 1984. Ce tableau concerne dix-neuf pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela.

- (1) Le Conseil de l'Europe comprend vingt et un États membres : République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.
- (2) Ses principaux organisateurs furent le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Marcelino Oreja, ainsi que les responsables de l'Institut pour les relations Europe-Amérique (IRELA), qui siège à Madrid.
- (3) L'Évasion de capitaux dans les pays en développement. *Problèmes d'Amérique latine*, numéro 1961, 12 février 1986. La Documentation française, Paris.
- (4) Daniel Solano, *Amérique latine : inquiétudes de la BID, MOCI*, 22 septembre 1986.
- (5) Voir le tableau publié par le *Monde diplomatique* en février 1985, où il apparaît que la dette totale du tiers-monde représente peu de chose à côté de la dette cumulée des États-Unis (dette publique, endettement des familles, endettement des entreprises).
- (6) Dans un article intitulé « Trois Grands dans un (même) bateau », paru dans le *Figaro* du 26 septembre 1986, Jean Denizot commente le « dialogue de sourds » qui n'a fait pas entre les États-Unis d'un côté, la République fédérale et le Japon de l'autre. « Relancez vos économies, déclare Washington. C'est la seule façon de résoudre des échanges équilibrés entre nos pays (...). À quel point est Tokyo répondent : « Réduisez d'abord votre déficit et cessez de penser à la surévaluation de nos monnaies, qui condamne nos exportations à terme et qui, comme toute surévaluation, enfonce nos pays dans la récession ».
- (7) François Cronjager, « La communauté financière se porte au secours du Mexique », *le Monde*, 21 novembre 1986.
- (8) Les 21 et 22 juin 1984, les représentants de onze pays latino-américains (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou, République dominicaine, Uruguay, et Venezuela) se réunirent à Carthagène (Colombie) pour rencontrer un représentant de la Communauté qui leur demanda la création d'un mécanisme de consultation concernant la dette et l'établissement d'une liste de principes devant gouverner les négociations futures sur la dette et le commerce : taux d'intérêt, délais de paiement, multilatéralisme, réforme du FMI, stabilisation des prix des matières premières, obstacles tarifaires aux importations par les pays industrialisés, etc.
- (9) *Le Figaro*, 30 août 1986.
- (10) *Le Monde*, 11 novembre 1986.
- (11) Juan Luis Godoy et Emmanuel Hubaux, « Amérique latine - Communauté européenne : un dialogue difficile », dans *Amérique latine*, n° 10, premier trimestre 1983.
- (12) Antonio Donoso et Antonio Donoso, « L'Espagne entre l'Amérique latine et la CEE : un pont sur des eaux turbulentes », *El País*, Madrid, 18 octobre 1986.
- (13) *Europe Information*, n° 82/85, Bruxelles, mai 1985. Par exemple, la CEE achète au Brésil trois fois plus qu'elle se lui vend.
- (14) A. Glenn and Jr. *Money The European Community and Latin America*. Greenwood Press, Westport, Conn., 1982 ; Bernard A. Lissitz, *Europe + Latin America + The Multinationals*, Frangep, New-York, 1980.

Revue d'études Palestiniennes  
AU SOMMAIRE DU N° 22  
MAXIME RODINSON  
Nationalisme arabe et nationalismes communautaires  
TAHAR BEN JELLOUN  
A propos d'un Nobel de la paix  
ILAN HALEVI  
De Péris-Shamir à Shamir-Péris  
EDWARD SAÏD  
La question palestinienne et le poids de l'interprétation  
ELIAS SANBAR  
Theodor Herzl, trains électriques et eucalyptus  
KAMIR JABBOUR  
Le conflit entre religieux et laïques en Israël  
Enquête  
Sondage en Cisjordanie et à Gaza  
Le N° 53 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 175 F  
Étudiants (sur justification), 150 F  
Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.437)  
Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes  
Diffusion : les Éditions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris



TIQUE,

rôle

FAIBLES MOYENS ÉCONOMIQUES

plus constructif en Amérique latine ?

A Tokyo, en mai (Japon, États-Unis, Grande-Bretagne, ...)

de l'Uruguay. Interrogé sur les effets de la politique agricole commune (PAC), M. Enrique Iglesias, ministre uruguayen des affaires étrangères, nous déclarait...

coopération avec les pays du pacte andin (18), la création en octobre 1984 de l'Institut pour les relations Europe-Amérique latine (IRELA)...

d'Amérique latine, librement élu au suffrage populaire, se serait déclaré en tant que candidat...

Cette opinion est partagée par les responsables américains de la politique étrangère française, qui prennent aujourd'hui des mesures pour rééquilibrer...

« Nous sommes certains. Nous voulons être libres. Nous réformer sur nous-mêmes, nous ferons des problèmes...

UN TROP MODESTE PARTENAIRE COMMERCIAL

Table with 4 columns: AMÉRIQUE LATINE, COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, COMMERCE EXTÉRIEUR, ÉCHANGES AVEC LA CEE. Rows include Importations, Exportations, Total, and PART DE LA CEE.

N.B. - Les chiffres de 1982, date à laquelle l'Espagne et le Portugal n'étaient pas membres de la CEE. L'Amérique latine représentait alors 6,7% des échanges de ces deux pays (1 ECU = 0,98 dollars en 1982).

ment de la dette soit à l'avenir subordonné au démantèlement du protectionnisme.

et autres des organisations non gouvernementales (ONG), dont le travail patient est remarquable.

Ainsi l'Europe laisse-elle un espace à d'autres, y compris les socialistes.

L'Espagne, elle, a choisi d'appuyer la décision de la Cour de justice de La Haye, qui répond à la volonté de paix des Latino-Américains...

(15) Les dirigeants de Vale du rio Doce ont placé 70% de la production du minerai de fer auprès de clients étrangers...

(16) Claude Cheysson, Rapport sur l'endettement, Parlement européen, 10 juin 1986.

(17) Mesures au Brésil contre la fraude aux capitaux, la fraude de l'impôt, 3 novembre 1986.

Table: Importations de l'Amérique latine. Columns: 1983, 1981, 1982, 1983. Rows: (a), (b), (c), (d).

Autre sujet d'actualité : les investissements directs. Alors que les investisseurs européens, au cours même des années 80, paraissent déclinés...

critiques à ces reproches, répondent que la baisse de leurs échanges avec l'Amérique latine tient à d'autres facteurs.

En dépit de quelques « gestes » spectaculaires, comme la signature en décembre 1981 d'accords-cadres de coopération...

La fin de la « doctrine de Monroe » ?

« situation démente (« insane ») en vertu de laquelle un seul pays d'Occident, les États-Unis, se croyait encore dans une zone d'influence exclusive réservée (20) ».

(18) Créé en 1976, le pacte andin, dont le Chili est retiré en 1976, réunit la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela.

(19) Fondé en janvier 1983 par la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela, il recherche des solutions pacifiques et négociées aux conflits qui déchirent la région.

(20) El País, Madrid, 1<sup>er</sup> novembre 1984.

(21) Michel Durin, « Amérique centrale, région de tous les dangers », Le Figaro, décembre 1986.

(22) Discours du 14<sup>er</sup> octobre 1986 devant la Fondation (démocratique-brésilienne), Conrad Adenauer en Allemagne fédérale.

(23) Club de la presse, Europe 1, 12 octobre 1986.

(24) Isabelle Kalinina et Philippe Pécamps, La France et le Nicaragua, mémoire réalisé dans le cadre du séminaire sur l'aide de la France au développement du tiers-monde, université des sciences sociales de Grenoble, année universitaire 1985-1986.

Tableau II. - PRODUITS DE BASE CONTRE PRODUITS INDUSTRIELS

Table with 3 columns: Produits alimentaires, bois et tabac, Matières premières, Produits énergétiques, Huiles, graisses et cires, Produits chimiques, Machines et matériels de transport, articles manufacturés, Autres produits manufacturés ou non.

« dialogue politique » qui doit se renouer du 9 au 11 février prochain, et pour lequel quatre domaines d'action ont été sélectionnés : l'énergie, l'alphabétisation, la santé et les télécommunications.

L'acte de cette troisième conférence (appelée « San-José III ») sera le jeune président de la République guatémaltèque, M. Vinicio Cerezo, du parti démocrate-chrétien, que des élections ont porté au pouvoir en janvier 1986...

ORSTOM INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION. FRONTIÈRES : mythes et pratiques (Brésil, Nicaragua, Malaisie). Présentation par C. AUBERTIN et Ph. LENA.

« La communauté économique européenne (CEE) a accordé à l'entreprise brésilienne Vale du rio Doce pour la mise en valeur du complexe minier de Carajas...

« La communauté économique européenne (CEE) a accordé à l'entreprise brésilienne Vale du rio Doce pour la mise en valeur du complexe minier de Carajas...

QUAND UN SOUCI D'EFFICACITÉ A COURT

Sacrifier l'humain au redressement financier :

LES « plans d'ajustement » proposés ou imposés aux pays endettés visent à rétablir les grands équilibres économiques. Ils supposent qu'un tel assainissement relancera la croissance, seul moyen de lutter contre la pauvreté. Mais ces plans ont un coût social et humain très élevé : réduction du pouvoir d'achat, donc aggravation de la malnutrition, réduction des soins de santé et des budgets d'éducation, etc. Or, ces sacrifices humains ont un coût économique très élevé, que ne prennent pas en considération les organismes financiers. L'article ci-dessous propose une approche beaucoup plus réaliste. Ce que les auteurs suggèrent, c'est qu'une telle politique suppose une harmonieuse coordination entre les organismes de l'ONU assumant des responsabilités économiques (Fonds monétaire international, Banque mondiale, etc.) et ceux qui agissent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enfance, etc.

Par RICHARD JOLLY et DENIS CALLAUX \*

La plupart des observateurs du tiers-monde dans les années 70 et 80 ont vu dans la période maudite du développement. Une période où le cours de la balance des paiements, en particulier l'Amérique latine et l'Afrique, a été projetée d'une crise à l'autre, prisonniers d'une spirale du mal-développement dont personne ne discerne l'issue.

Or, sur cette crise, tout n'a pas été vraiment dit. Bien plus, il semble qu'un élément fondamental, vital au sens littéral du terme, ait été perdu de vue, enfoui sous l'aspect strictement financier de l'ajustement économique : quel a été le coût humain de la crise, quel est celui des ajustements préconisés pour y remédier ? Qu'a-t-on dit de la malnutrition et du gonflement ininterrompu des bidonvilles d'Amérique latine ? Qu'a-t-on dit de l'augmentation de la mortalité infantile et maternelle en Afrique ? Que dit-on de ces dépenses rurales qui ont disparu depuis six mois sans trace des médicaments nécessaires ? De ces écoles primaires vides de cahiers, de manuels scolaires, de craies, de crayons, de tables par les maîtres - privés de salaires - avant de l'être par les élèves ?

Ainsi, au Ghana, le taux de malnutrition des enfants de six ans a doublé entre 1980 et 1983 (1) pour s'inscrire dans une légère régression qu'à partir de la mi-1984. Le Botswana, le Kenya, le Rwanda et le Burundi ont également enregistré un accroissement du taux de malnutrition. En Zambie, une étude comparative des enquêtes nationales effectuées au début des années 70 et 80 a montré une augmentation très nette du rachitisme et une diminution de la croissance de chez les enfants âgés de quatre à quinze ans (2), tandis que, au Zaïre, on note, depuis peu, un ralentissement du poids des enfants à la naissance. En Amérique latine, où les services alimentaires et sanitaires étaient pourtant supérieurs à ceux d'Afrique, on observe un phénomène. Les taux de mortalité infantile, qui s'élevaient

très rapidement au cours des dernières années, ont tendance à y chuter beaucoup moins vite aujourd'hui, voire à augmenter comme dans certaines régions du Costa-Rica. Seule l'Asie a réussi à se maintenir, grâce à une croissance parfois bien supérieure à celle de la zone du monde, grâce à une politique de stabilisation monétaire plus sévère. Il est intéressant de noter, par ailleurs, que le monde développé n'a pas toujours été épargné lui non plus. A New-York, par exemple, le taux des enfants pauvres en dessous de

seuil de pauvreté reconnu s'est accru de 15 % à 20 % (3).

Or, curieusement, il règne un silence sur le fait, qui ne relève nullement du secret, un silence de plomb, comme si nous étions aveuglés et son attention était l'accompagnement obligé du sous-développement. Le remède serait simple : une discipline économique stricte fondée sur un contrôle étroit de la masse monétaire, du crédit et des dépenses publiques, alliée à un ajustement des taux de change, restaurerait rapidement l'équilibre des finances extérieures et réduirait les poussées inflationnistes. Mais une politique résolue d'ajustement structurel reconnaissant l'importance de l'initiative privée et de la vérité des prix suffirait à remettre les finances publiques sur la voie d'un développement cohérent. Certes, le coût humain d'un tel programme est parfois reconnu, car il est évident qu'il devient de plus en plus difficile d'ignorer. Mais un tel coût serait le prix à payer pour des erreurs passées. Et précisément parce qu'il est douloureux, le programme d'ajustement se devrait d'être rapide et de procéder à un rythme accéléré. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'autre solution.

C'est précisément ce postulat que nous mettons en question. Il n'y a pas de fatalité au « coût social » de l'ajustement. Des pays aussi différents que le Zimbabwe ou la Corée du Sud ont en partie montré comment des politiques de stabilisation plus sévères peuvent réussir à limiter l'impact social de crises économiques à la fois extérieures et intérieures, tout en maintenant la croissance.

alors l'impact cumulé d'une baisse du revenu et d'une hausse des prix des produits alimentaires de base. On peut expliquer que les plus pauvres « se rabattent » alors sur des aliments moins riches en calories, adieu les protéines, vitamines et minéraux, dont les enfants et les femmes se passent. De toute façon, les plus pauvres ont déjà épuisé toutes les possibilités de substitution. Il ne leur reste plus qu'à amputer davantage encore leur ration alimentaire, et à grossir les rangs des 730 millions de personnes victimes de malnutrition qu'a recensées la Banque mondiale en 1983.

On nous dit, d'autre part, que la baisse des prix alimentaires, et par voie de conséquence la malnutrition, serait surtout un phénomène urbain en Afrique, qui épargnerait le monde rural. Celui-ci, même, bénéficierait de l'augmentation des prix aux producteurs. En fait, s'il est vital de redresser le revenu des agriculteurs pour relancer la production alimentaire, ce que l'on « redresse » n'est pas vraiment que les prix des cultures de rente. Les petits agriculteurs, eux, c'est-à-dire les plus pauvres, sont généralement engagés dans des cultures vivrières, dont ils ne peuvent pas d'ailleurs pas l'intégralité, car il leur faut bien en vendre ou en échanger une partie pour couvrir leur dépenses non alimentaires, si faibles soient-elles, voire, dans certains cas, pour acheter des médicaments qu'ils ne produisent pas eux-mêmes.

Si les prix du manioc, de l'igname ou de la patate n'ont pas été relevés, que l'on ne peut pas dire que le riz et les produits non alimentaires de consommation courante, ne imagine aisément l'effet produit sur le revenu de ces petits producteurs. La part du budget familial allouée aux dépenses de santé, d'éducation, d'amélioration de l'habitat, déjà si faibles, chutera davantage. Or on n'assure pas la croissance d'un enfant en le nourrissant exclusivement de manioc, produit riche

en calories mais à valeur protéique nulle.

Mais les politiques de stabilisation et d'ajustement frappent aussi les dépenses de santé et se portent - pourquoi ? - d'abord, le plus souvent, sur les budgets de santé et d'éducation. Ainsi s'est-on vu un déclin des dépenses publiques par habitant dans les pays en développement entre 1979 et 1983. Les dépenses de santé, au cours de ces quatre années, ont littéralement chuté dans 60 % des pays d'Amérique latine et dans presque la moitié des pays d'Afrique. Le phénomène a été moins marqué en Asie, où environ 30 % des pays enregistrent un recul. Le domaine de l'éducation a été frappé dans une moindre mesure, mais enregistré pour une baisse dans 59 % des pays d'Amérique latine, 21 % de ceux d'Afrique et 17 % de ceux d'Asie. En outre, selon les données préliminaires que nous disposons, on constate une aggravation de ces tendances pour 1984 et 1985.

La chute des dépenses publiques atteint précisément des niveaux déjà exsangues de ces économies. Dans un grand nombre de pays africains, les dépenses en capital des ministères de la santé ont été purement et simplement supprimées, soit réduites à leur plus simple expression. Les dépenses de fonctionnement se limitent au paiement des salaires des personnels. Il ne reste plus rien, ou presque, pour l'entretien des bâtiments et des véhicules, ou pour fournir une maintenance de subsistance aux personnels qui doivent partir en mission sur le terrain. Quoi de plus désastreux pour le personnel local, isolé dans la brousse ou la forêt, privé de tout moyen de fonctionnement ? Un exemple : ces soins primaires dans lesquelles il pleut la déperdition de la toiture, et où les ébènes des classes enseignantes et terminales doivent gommer de leurs cahiers la leçon de la veille, faute de papier. Toutes ces structures vitales ne peuvent pas être abandonnées par ceux-là mêmes qu'elles étaient censées servir. Si les soins de fréquentation laissent à désirer, c'est à la fois parce que la crise impose le travail des enfants mais aussi parce que l'école ne peut plus remplir son rôle. Les instituteurs, découragés, s'en vont. Ainsi le Ghana, par exemple, a perdu 15 000 maîtres qualifiés entre 1977 et 1981. Dans ce même pays et pour les mêmes raisons, le taux de fréquentation des dispensaires ruraux et des hôpitaux de district n'atteignait plus en 1984 que 58 % de son niveau de 1971 (5).

Une nouvelle manière de voir et de compter

Il serait essentiel de travailler au développement d'une « comptabilité nationale sociale » de même nature que la comptabilité nationale économique et financière qui va le jour après le jour de la production industrielle, le PNB par habitant ou le taux d'épargne brut national des ménages sont désormais internationalement reconnus comme une mesure valide de l'état économique d'un pays, pourquoi la mortalité infantile, le taux de malnutrition ou les déficits pondéraux à la naissance ne sont-ils pas admis comme des mesures tout aussi valides, mais surtout également essentielles, de la situation de ce même pays ?

L'un des objectifs essentiels des politiques de stabilisation et d'ajustement économique consiste à réduire la consommation, de manière à réorienter une partie de la production nationale vers la production et l'investissement. Une telle politique rend à peu près inévitable sinon un blocage complet des salaires, du moins un très net ralentissement de leur progression. Mais c'est là qu'est le plus difficile de maintenir le taux d'inflation parfois extrêmement élevé, le pouvoir d'achat s'en trouve frappé de plein fût. Le revenu des ménages engagés dans le secteur monétarisé de l'économie se décline directement, soit augmente à un rythme moindre que celui de l'inflation.

Etant déjà en dessous ou à la limite du seuil de pauvreté, les ménages ont du mal à maintenir leur faible niveau de consommation au redressant ou en éliminant leur taux d'épargne ; en vendant une partie de leurs biens dont ils disposent ; en forçant leurs enfants à travailler à l'école ou à travailler ; en finalement en s'endettant. Mais une telle série de mesures n'est même pas à la portée des plus pauvres ; elle ne peut que réduire du pouvoir d'achat et repercuter directement sur le niveau de consommation alimentaire.

Un autre facteur essentiel à prendre en compte est celui du prix des produits alimentaires de base. Au cours des dix dernières années, dans le tiers-monde, les prix alimentaires ont augmenté plus vite que les autres moyens de subsistance. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'une politique d'ajustement économique impose aux producteurs d'augmenter le prix pour relancer la production agricole, et que les produits importés (tels que le riz, le blé, etc.) sont rendus beaucoup plus chers par les hautes dévaluations imposées par les politiques de stabilisation de la balance des paiements. Mais c'est l'élasticité de la demande qui rapporte un prix élevé à une matière de produits alimentaires pour les plus pauvres, un accroissement des prix induit une réduction plus que proportionnelle de leur consommation (4). Ce qui imagine

MENU Du foie gras pour le tiers-monde Le Rotary International et la Figaro Magazine lancent une campagne, sous le haut patronage de Mme Michèle Barzach, ministre déléguée de la Santé et de la Famille. L'achat d'un bloc de foie gras (de 200 g) permet de financer, grâce à la « merge de vente », 571 doses de vaccin. Pour 100 F, on peut acquérir six bouteilles d'antidouleurs de 100 mg et offrir ainsi 714 doses de vaccin. Les esprits les plus généreux pourront également, en achetant pour 200 F un œillet en or jaune (poids : 16,1 g), favoriser la vaccination de 14 enfants. Et à quelques siècles, pour une part de paradis, les plus acharnés peuvent acheter du foie gras.

- (1) UNICEF, Analyse de la situation de la santé et de l'alimentation au Ghana, Accra, Décembre, 1984.
(2) UNICEF, Le porteur de main : un avenir pour les enfants d'Afrique, 1985 ; UNICEF, L'impact de la crise sur les enfants, 1984 ; Rapport sur la situation des enfants dans le monde, UNICEF University Press.
(3) Arden Miller, « Infant Mortality in the US », Scientific American, 1985, in Congressional Budget Office, Reducing Poverty among Children, mai 1985. Cette étude démontre que 22 % des enfants américains étaient en dessous du seuil de pauvreté en 1983. Le pourcentage était de 14 % en 1979.
(4) Bebban et Deolalikar, New-York, 1986.
(5) UNICEF Ghana, 1985, Adjustment Policies and Programmes to Vulnerable Groups.

Le Fonds monétaire sous le feu de la critique

Par PHILIPPE NOREL

DANS un ouvrage sans doute appelé à faire nous invite à un examen très méthodique des interventions du Fonds monétaire international (FMI). De la description des mécanismes de financement propres à cette institution à la critique des mesures qu'elle préconise, en passant par l'histoire de la « conditionnalité » et les présupposés du « modèle » politique économique du Fonds, ce parcours est particulièrement intéressant et systématique.

L'histoire de la conditionnalité rappelle comment, peu à peu, le Fonds a franchi les limites de ses prérogatives, pour s'être imposé au moment de l'accord de Bretton-Woods en 1944. Paradoxalement, c'est en s'appuyant sur les critiques faites à son action - notamment quant au caractère inflexible des contraintes imposées à la Grande-Bretagne, d'une part, aux pays en voie de développement, d'autre part - que le FMI s'est forgé les moyens d'une intervention plus insaisissable dans les pays du tiers-monde.

Mais c'est surtout la description du modèle de politique économique que le FMI a imposé au tiers-monde qui attire l'attention. L'auteur montre les origines monétaristes des conceptions du Fonds visant, à la fois, à réduire le déficit extérieur, à privilégier le rééquilibrage interne (quantité limitée de monnaie,

équilibre du budget de l'Etat) ; si la demande intérieure est ainsi contenue, les firmes locales seront encouragées à vendre sur le marché extérieur davantage de produits, tandis que l'importation sera limitée. Qui plus est, le Fonds a encouragé ce modèle à la suite des critiques du courant « structuraliste », selon lesquelles le rééquilibrage interne était incapable à lui seul de restaurer la balance extérieure : il convenait alors, plutôt que de diminuer la demande (car cela entraîne une récession économique et sociale), d'augmenter l'offre de produits en agissant sur les conditions mêmes qui déterminent l'effort productif (planification, encouragements de l'Etat, modernisation volontariste...). Saisissant ces discours au bond, tout en le passant à rebours, les théoriciens du Fonds ont pu à peu près codifier dans la pratique leur idée qu'un soutien réel à l'offre de produits passe nécessairement par une libéralisation tous azimuts (libre concurrence et des interventions de l'Etat, privatisation des entreprises publiques, abrogation de toute protection...). Et cela bien que seuls les pays qui se sont peu ou prou protégés des importations aient réussi à stabiliser ou à inverser leurs déficits extérieurs.

L'auteur montre les liens économiques et sociaux des programmes d'ajustement (inflation

accrue dans les premières années, chômage et baisse du niveau de vie des milieux populaires) ; l'inflation provoque en effet un transfert de revenus vers les couches les plus favorisées du pays, ce qui est censé favoriser l'épargne et l'investissement... Sur le plan externe, elle critique vivement l'adhésion du Fonds au principe d'une spécialisation en fonction des avantages comparatifs dans la mesure où la dévaluation, censée favoriser l'exportation, crée artificiellement des avantages comparatifs (dans l'agriculture et l'industrie légère) au détriment d'investissements plus utiles dans des branches à forte productivité.

SUR le même sujet, un autre ouvrage rédigé par quatre universitaires allemands pourra paraître moins inattendu et parfois plus confus (2). Le lecteur intéressé (et avertis) aurait cependant tort de le négliger, ne serait-ce que pour les six études de cas qu'il présente. Il y trouvera également une intéressante mise en perspective de l'endettement des différents pays selon un classement établi non pas en fonction de la dette totale rapportée au produit national brut (PNB), mais d'après cette dette totale rapportée au revenu national, une fois déduites les sommes destinées à la satisfaction des besoins élémentaires de survie. C'est ainsi le revenu excédentaire en regard des besoins de base qui constitue l'indice d'une véritable capacité à rembourser. A ce jeu-là, le Bangladesh et la Corée du Sud, dont la dette représente environ un tiers du PNB, doivent respectivement 34 % et 111 % de leur revenu « excédentaire ». Le lecteur découvrira aussi une analyse synthétique des enjeux internes de l'endettement des années 70 et 80 : industrialisation très consommatrice de capitaux, stagnation de l'agriculture, difficulté de

Contestation d'un « modèle »

diversifier les exportations, réformes sociales induisant un financement extérieur, corruption et gigantisme technocratique, militarisation.

Mais, outre un bon passage sur les prêts d'ajustement structurel mis en place en 1980 par la Banque mondiale, ce sont les propositions pour sortir de l'endettement qui font l'intérêt de l'ouvrage. Reprenant la thèse d'un remboursement de la dette en monnaie locale (et d'une utilisation de ces fonds au titre de l'aide au développement), les auteurs insistent sur trois éléments. En premier lieu, les mesures d'ajustement ne devraient pas être supportées par les seuls pays débiteurs, mais aussi par les créanciers - n'est-ce pas, du reste, l'idée de M. Reagan quand les Etats-Unis sont en déficit à l'égard du Japon et de Taiwan ? D'autre part, une profonde réforme des modalités d'intervention du FMI est nécessaire : extension des facilités de financement compensatoire, augmentation des fonds prêtés, assouplissement des conditions de remboursement et des critères de performance, démocratisation des instances de décision. Enfin, il convient de mettre en place des éléments de conditionnalité qui favorisent un développement essentiel, répondant à la satisfaction des besoins essentiels et fondés sur la consommation de masse. Même si cet élément du programme laisse largement le lecteur sur sa faim - notamment par l'absence de critique de la notion très omniscente de besoin essentiel - l'ouvrage a le grand mérite de poser un problème incontournable.

- (1) Marie-France L'Héritier, Le Fonds monétaire international et les pays en voie de développement, PUF/IEDES, Paris, 1986, 311 pages, 155 F.
(2) Peter Körner, Gero Meise, Thomas Stebbel, Rainer Totzli, The IMF and the Debt Crises: Guide to the Third World's Dilemma, Zed Books, Londres, 1986, 186 pages.

مذاكرات

...ME DE VIENT COM... pseudo-réa...

...reception de l'

TE A COURT

ancier :

... mais à valeur protectrice... politiques de stabilisation et... Etats et se portent... d'abord, le plus souvent... budgets de santé et d'éducation... autour assisté au déclin des... publiques par habitant dans... sociaux entre 1979 et 1983... de santé, au cours de ces... ont littéralement chuté... des pays d'Amérique latine... presque la moitié des pays... Le phénomène a été moins... en Asie, où environ 30% des... ont enregistré un recul. Le domaine... a été frappé dans une... mesure, mais enregistre pour... baisse dans 59% des pays... Amérique latine, 33% de ceux... en 17% de ceux d'Asie. En... selon les données préliminaires... suppose, on constate une aggra-... de ces traitements par 1984 et... cette chute des dépenses publi-... précipité précisément des secteurs... de ces économies. Dans... de pays africains, les... au capital des ministères de la... ont été soit purement et simple-... soit réduites à leur... simple expression. Les dépenses... se limitent à paie-... des salaires des personnels. Il ne... plus, ou presque, pour l'entre-... de bâtiments et des véhicules, ou... indémnité et sub-... fonctionnaires qui doivent... sur le terrain. Quo de... déplaçant pour le personnel... dans la brousse ou la forêt... moyen de fonctionne-... L'exemple : ces écoles pri-... où le pleur fait de... de la toilette, et où les élèves... moyennes et terminales dou-... de leurs cahiers la leçon... de papier. Toutes les... ne tardent pas à être... par ceux-là mêmes... condes servir. Si les... de fréquentation scolaire décli-... la fois parce que la crise... travail des enfants mais... que l'école ne peut plus remplir... Les instituteurs, découragés... 4 000 autres qu'en 1985, et... 1971 et 1981. Dans ce même pays... les dépenses, le taux de fr-... des dispensaires ruraux et... de district d'atteign-... de son niveau de 1979 (5).

- (1) UNICEF, Analyse de la situation à... de l'enfant au Ghana, Accra, 1984.
(2) UNICEF, A porte de main... pour les enfants d'Afrique, 1985. L'UNICEF, l'impact de la récession sur les enfants... 1984. Rapport sur la situation des enfants dans le monde, Oxford University Press.
(3) Arvids Miller, « Infant Mortality in the US », Scientific American, 1985, et Congressional Budget Office, Reducing Poverty among Children, mai 1985. Cette étude examine que 22 % des enfants américains vivent en dessous du seuil de pauvreté en 1981. Le pourcentage était de 14 % en 1967.
(4) Johnson et Doolittle, New York...
(5) UNICEF, 1983, Adjustments and Programmes to Protect Children and Vulnerable Groups.

modèle

... importations, réformes sociale... extérior, corruption... économique, militarisation... passage sur les prêts d'aj-... en place en 1980 par... sont les propositions de... qui font l'intérêt de... en matière de remboursement... locale (et d'une utilisation... au développement... sur trois éléments. En pr-... d'ajustement se devrait... par les seuls pays débiteurs... financiers - n'est-ce pas... quand les Etats-L'... du Japon et de Taïwan... réforme des modèles... nécessaire : exten-... compensatoire, et... associées, assouplissement de... et des critères d-... des instances d-... de mettre en place... qui favorisent un dé-... à la satisfaction de... sur la consommation... programme... notamment p-... le grand mérite

TERME DEVIENT CONTRE-PRODUCTIF

un pseudo-réalisme qui coûte fort cher

Pourtant, il n'existe aucune fatalité du « coût social » de l'ajustement, de la stabilisation et de la récession. La prise en compte de l'impact des politiques d'ajustement peut être placée, précisément, au même niveau politique. Le maintien d'un niveau nutritionnel minimal pour les groupes vulnérables, la garantie de l'accès aux services de base seraient-ils des objectifs moins réalisables d'une politique de redressement que le réajustement de la balance des paiements, la réduction du déficit budgétaire ou le contrôle de l'inflation ? Une telle approche « élargie » du processus d'ajustement ne répond à l'évidence pas seulement à une logique économique, mais aussi à des impératifs économiques.

Fort heureusement, au cours des derniers mois, le concept de l'ajustement à visage humain a fait du chemin et la possibilité d'une approche plus élargie dans ce domaine est plus acceptée. La plupart des organisations internationales concernées s'en font l'écho. Pour ne citer que quelques exemples, le directeur général des Nations unies faisait en septembre 1986 la déclaration suivante : « Les rigueurs qui impliquent les ajustements économiques de ces dernières années supposent une attention de plus en plus politique, non au niveau national qu'au niveau international... De nombreuses agences des Nations unies ont attiré l'attention sur l'impact économique que les réductions budgétaires radicales ont sur les services sociaux et les niveaux de vie des pays en voie de développement, notamment les réductions qui compromettent la santé et l'éducation dans les générations futures ».

M. de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, dans une annonce officielle d'un esprit nouveau prononcée devant le Conseil économique et social de l'ONU au mois de juillet 1986, déclarait sans ambages : « Il est clair qu'un ajustement qui prend la forme d'une réduction des exportations, de l'épargne et de l'investissement, et d'une amélioration de l'efficacité économique contribuera davantage à la croissance qu'un ajustement qui repose sur une réduction des investissements et des importations. De même, un ajustement qui tient compte des besoins essentiels des groupes sociaux les plus vulnérables en matière de santé, d'alimentation et d'éducation préservera mieux le bien-être des populations qu'un ajustement qui s'opère au mépris de ces éléments. Cela ne veut pas dire que les politiques doivent nécessairement se soucier de la manière dont elles s'y prendront ».



A BOGOTA, COMME DANS TROP DE VILLES DU TIERS-MONDE. Un seuil de pauvreté qui entrave le développement.

Renoncer à protéger les enfants à un stade critique de leur développement physique, intellectuel et émotionnel, c'est hypothéquer l'avenir. C'est créer d'innombrables problèmes. Comment ne voir que la démarche, au point, devrait donc être quelque peu sophistiquée ? Certes, les nécessités économiques au strict sens du terme, en période de redressement, restreignent la demande globale de consommation. Mais tout est affaire de proportion et de degré. Il y a un seuil en dessous duquel toute réduction de consommation des ménages plus pauvres devient complètement contre-productive économiquement. Il y a un même seuil au-delà duquel toute réduction des dépenses publiques en matière sociale devient un véritable non-sens économique et financier. La polio-épidémie a paralysé à vie dans le monde 2,5 millions d'enfants au cours des dix prochaines années. Ce seront des adultes handicapés qui non seulement ne pourront contribuer à la productivité des leurs pays, mais peseront sur ces économies d'un poids que l'on aurait pu éviter.

apparaît-elle comme une contribution vitale au développement économique non une simple résultante. C'est également un investissement plus rentable que soient sur le plan financier. Aux Etats-Unis, il a été établi que le coût total de la vaccination contre les trois principales maladies infectieuses s'élève à 60 millions de dollars par an. Sans un tel programme, le coût du traitement hospitalier de ces 1 400 millions de dollars par an. D'après le docteur William Foegen, ancien directeur du Center for Disease

Control d'Atlanta, la rentabilité des campagnes de vaccination est encore plus élevée dans les pays en voie de développement où morbidité et mortalité sont encore bien plus fortes. Est-ce à dire qu'une approche plus humaine des politiques de redressement est nécessairement un exercice coûteux ? Certes non, car il est possible de faire infiniment plus avec le peu de ressources actuellement disponibles, en orientant les dépenses publiques et les interventions simples, peu coûteuses, sur les communautés villageoises.

de santé primaires à l'échelle nationale. Il est urgent d'avoir le courage de modifier les flux financiers en faveur de la médecine communautaire. Il n'est pas rare, en l'état des lieux, de voir jusqu'à 80 % des admissions dans les services de pédiatrie des hôpitaux porter sur des cas de déshydratation et des maladies diarrhéiques banales. Les enfants sont amenés trop tard, de trop loin, dans un hôpital nécessitant un traitement coûteux qui ne leur est toujours pas rendu que les patients attendent. Il aurait été à la fois infiniment plus efficace médicalement et moins coûteux financièrement d'administrer à l'enfant, à la maison, une solution de réhydratation. Il ne faut pour cela que du sucre et un peu de sel dissous dans de l'eau bouillie (6). Pour bibliographie nécessaire pour la crise, et dont les politiques d'ajustement structurel pourraient, devraient, faire l'instrument (7).

On peut faire plus, infiniment plus, avec les budgets existants. Mais il ne faut pas pour autant vivre dans l'illusion. La redistribution de la pénurie ne constitue pas la panacée. C'est une condition sans doute nécessaire mais certainement insuffisante pour un redressement véritable. Les pays qui ont le courage de lancer dans un processus de redressement d'ajustement de leur économie ont le droit d'attendre un supplément de ressources de la communauté internationale. Le problème de la dette ne va pas, ne peut pas disparaître. Il passe moment à moment permanente au moment où les pays ont le plus besoin de sécurité pour reprendre une dynamique nouvelle en vue d'une croissance accélérée, qu'elle soit économique, financière ou sociale. Tout le processus apparaît ainsi comme un énorme château de cartes où le moindre souffle fait vaciller l'ensemble. Le programme entier est à la merci, dans la plupart des pays, d'une modification brutale des termes du pétrole, des termes d'intérêt, d'une sécheresse ou d'une chute des prix de la principale matière première d'exportation.

Or les experts estiment qu'un choc interne de ce type a de fortes probabilités de se produire d'ici à 1990, qui viendra bouleverser tout l'édifice. Il faut donc que la communauté internationale ait le courage d'affronter ces réalités et de mettre des ressources supplémentaires à la disposition des pays qui se sont engagés dans les efforts de redressement. C'est dans la crédibilité du concept d'ajustement qui est en jeu.

A cet égard, les mentalités se largement évoluées, il récomentent. Le plan Baker, la récente session des Nations unies en Afrique, les déclarations de personnalités du monde politique, économique et financier citées plus haut, sont du nouveau président de la Banque mondiale, M. Barber B. Conable, qui ne sont que des signes que, peu à peu, les esprits évoluent. Si certains donateurs sont prêts, si certains gouvernements du tiers-monde s'engagent, si la plupart des grandes entreprises multinationales sont actives, qu'est-ce qui nous retient ?

RICHARD JOLLY et DENIS GAELLAUX.

- (6) Il s'agit de mélanger à parts égales du café de sucre et autant de sel dissous dans un litre d'eau bouillie.
(7) Voir à ce sujet le chapitre sur la dimension humaine des politiques de développement, Banque mondiale, World Development Report, Oxford University Press, 1984.

Pour une autre conception de l'« ajustement »

Une approche nouvelle de l'ajustement, « ajustement à visage humain », pourrait-on dire, comprendrait trois points :

- 1. Premièrement, compter clairement parmi les objectifs d'une politique d'ajustement minimaux, la sauvegarde des services sociaux de base et l'engagement à protéger les niveaux nutritionnels des enfants et d'autres groupes particulièrement vulnérables de la population d'un pays.
2. Deuxièmement, intégrer au processus d'ajustement les éléments suivants :
a) Des politiques macro-économiques plus largement entendues, tendant à soutenir les niveaux de production, d'investissement et de consommation des besoins humains pendant toute la durée de l'ajustement. L'ajustement structurel d'une économie prend normalement plus de temps que la stabilisation au sens classique. Un ajustement étalé dans le temps et des financements à moyen terme plus importants seront alors nécessaires.
b) L'usage de politiques « méso-économiques », quel que soit le cadre de la politique macro-économique, au vue de renforcer l'approche macro-économique pour plus d'expansion et de s'assurer que les groupes vulnérables ont le bénéfice de la croissance. Les politiques « méso-économiques » comprennent l'impôt des politiques de taxation, les dépenses gouvernementales, de change et de crédit (parmi d'autres) sur la distribution des ressources et des revenus.
c) Des politiques sectorielles visant la restructuration du secteur productif pour renforcer l'emploi et les activités génératrices de revenus et accroître la productivité des activités à bas revenu, en mettant l'accent particulièrement sur les petits agriculteurs et les producteurs du secteur informel dans l'industrie et les services.
d) Des politiques visant davantage d'équité et d'efficacité du secteur social, en restructurant les dépenses publiques à la fois entre les secteurs et à l'intérieur des secteurs (surtout en privilégiant les services de base à coût modéré plutôt que les secteurs à coût élevé). Cela en s'assurant davantage que les interventions atteignent bien leur but et en améliorant l'efficacité de celles-ci par rapport à leur coût.
e) Des programmes compensatoires (de durée limitée pour beaucoup) afin de garantir la santé et la nutrition des populations économiquement vulnérables pendant toute la durée de l'ajustement, jusqu'à ce que la reprise de la croissance leur permette de faire face elles-mêmes à leurs besoins essentiels. Deux éléments majeurs de telles politiques : des projets de travaux publics soigneusement identifiés, utilisant une main-d'œuvre abondante ; des interventions en matière de nutrition, comprenant la subvention de produits alimentaires pour des groupes bien déterminés et une distribution directe de vivres aux groupes les plus vulnérables.
3. Troisièmement, un système de surveillance des niveaux nutritionnels et de la situation sociale fonctionnant tout au long du processus de l'ajustement. Il faudrait donc se préoccuper non seulement de l'inflation, de la balance des paiements et de la croissance du PNB, mais également de la nutrition, du bilan alimentaire et de l'état sanitaire de la population. La proportion des ménages d'un pays tombant au-dessous d'un certain seuil de pauvreté devrait faire l'objet d'une surveillance particulière et être considérée comme l'une des données statistiques d'indication de l'ajustement.

R. J. et D. C.

Miser sur les petits producteurs

Il faut d'abord restructurer le secteur productif : l'agriculture, les services, l'industrie, et cela de manière systématiquement l'accent sur les petits producteurs : ceux qui opèrent dans le secteur dit « informel » de l'économie. C'est là que vivent les plus pauvres et les plus vulnérables, c'est là aussi qu'une amélioration substantielle peut intervenir, infiniment plus vite qu'on ne le croit et sans mobilisation de financements considérables. Il faut garantir aux secteurs économiques opérant dans ces secteurs un accès au crédit et au marché intérieur. L'effet direct de la croissance induit par une telle politique surprendrait beaucoup d'entre nous.

Prenons l'exemple des politiques agricoles : les services de recherche et d'extension trop souvent orientés exclusivement vers les cultures de rente ou les denrées cultivées dans de vastes exploitations. Rien, ou bien peu, n'est fait à l'heure actuelle pour les petits exploitants cultivant des surfaces réduites et poussant l'ignace ou le manioc. Ceux-là plus que d'autres ont besoin de conseils et de soutien en services d'extension agricole. Ne pas leur pas cher, après tout, qui produisent la plus grande partie de ce qui est consommé ? Ne faut-il pas accorder plus d'attention aux besoins des femmes, pour dynamiser leur rôle économique ? Une organisation comme l'UNICEF se plaît à évoquer « la paysanne africaine et son mari » reconnaissant par là qu'en Afrique la contribution des femmes à la production alimentaire est de l'ordre de 60 %.

Isolés, les petits exploitants ne sont dans tous les sens du terme. Les grands routiers n'ont pas été conçus pour aider à distribuer leurs surplus à la production et à recevoir de l'extérieur les quelques produits de base dont ils ont besoin. L'absence de pistes, d'un réseau, même élémentaire, de communication pèse lourdement sur leur budget. Il est étonnant qu'en Afrique le prix du producteur peut être parfois réduit de 25 % lorsque l'exploitation agricole se trouve éloignée d'un axe routier. Il est grand temps de réconcilier politique agricole et politique des transports. Tout comme il faudrait réconcilier la politique industrielle et celle des services dans l'existence de ces « petits métiers » dans les zones urbaines et péri-urbaines. Ces derniers ne sont pas toujours « secteur tertiaire parasitaire ». La politique plus sélective s'impose de façon à pouvoir mobiliser tout le potentiel réellement productif. Mais plus importantes encore sont la réforme et la restructuration des ser-

vices sociaux eux-mêmes. C'est là surtout que le peu de ressources disponibles sont absolument insuffisantes à plein. Les politiques de santé publique constituent sans doute l'exemple le plus frappant. Il y a presque dix ans maintenant, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF organisaient à Alma-Ata, en Union soviétique, la première conférence sur les soins de santé primaires. Il s'agissait d'encourager les Etats à s'orienter en priorité vers un certain nombre d'interventions de santé publique, simples techniquement, peu onéreuses, que les communautés villageoises pouvaient soutenir par elles-mêmes sans difficultés majeures, et qui devaient avoir un impact considérable sur le niveau sanitaire des populations. Il s'agissait de renforcer les services de santé maternelle et infantile, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'alimentation et la nutrition.

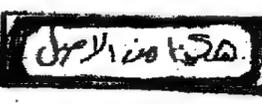
Quelques années plus tard, l'UNICEF en collaboration avec l'OMS précisait le concept en mettant en œuvre certaines interventions spécifiques telles que la vaccination, la réhydratation par voie orale dans les cas de maladies diarrhéiques, la généralisation de l'utilisation de courbes de croissance pour suivre le développement physique de l'enfant et pouvoir de fait intervenir à temps en cas de malnutrition... Toutes ces interventions valides médicalement, simples techniquement, et peuvent être généralisées à l'ensemble des communautés de base de tous les pays du tiers-monde. Elles sont à la fois fort peu coûteuses, mais ne sont pas gratuites. Leur mise en place demande avant tout une redistribution des ressources existantes. Il faut faire moins pour la médecine coûteuse sur les hôpitaux et plus pour une médecine réellement communautaire, curative certes mais surtout préventive, organisée dans les villages.

A cet égard, la découverte de M. Mahbub Ul Haq, ministre pakistais du plan, alors qu'il examinait la portefeuille des finances, est édifiante, lorsqu'il avoue : « Je me suis rendu compte, à ma grande surprise, qu'il est possible de financer une campagne accélérée d'immunisation de tous les enfants à travers l'ensemble du territoire national, grâce aux économies résultant du report de la construction d'un seul hôpital coûteux ».

Or trop souvent cette redistribution des ressources n'a pas lieu. Le budget alloué au fonctionnement de grands hôpitaux centraux reste largement supérieur, une majorité de pays en voie de développement, à celui qu'on affecte aux

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS
Imprimerie du « Monde », 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438 ISSN : 0026-9395.
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réimpression ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 65-36-11-11.





# CONTRE L'AIDE A L'ETHIOPIE sélection des victimes...

## CAMPAGNE me à la

place à la droite de M. Gor...  
prévue d'une alliance priv...  
le PC soviétique et le jeune  
ministre éthiopien. C'est poss...  
Il est aussi vraisemblable  
M. Mengistu (pre...  
de M. Gromyko) n'était  
ce que celle que la tradi...  
de telles circonstances.  
pays - à orientation socia...  
que c'est justement parce  
de l'ou... le gaz que le  
jugé n'ile de choisir cette  
général rouge - d'Addis-  
avait un outre l'avantage  
de l'Organisation de  
de la vingtième réunion  
devait avoir lieu dans  
le 12 novembre.

mois de mars, la commission  
pour les secours et la  
Relief and Reha...  
RCC) avait  
appel au secours  
de créoles, estimation  
par la FAO). M. Men...  
bien que ces denrées  
pas dans le pays puisque  
port de débarquement était  
des... soviétiques  
matériaux  
construction de monu...

de l'homme. Ces deux...  
respectivement  
350.000 francs  
Comité de vigilance  
de l'homme en Ethiopie, le collo...  
le 29 octobre 1986 à Paris.  
de comité d'initiative du  
sur les droits de l'homme  
son président, le  
M. Romy Brauman,  
M. Romy Brauman,  
Lacoste, Fabus, Bernard...

de l'homme. Ces deux...  
respectivement  
350.000 francs  
Comité de vigilance  
de l'homme en Ethiopie, le collo...  
le 29 octobre 1986 à Paris.  
de comité d'initiative du  
sur les droits de l'homme  
son président, le  
M. Romy Brauman,  
M. Romy Brauman,  
Lacoste, Fabus, Bernard...

de l'homme. Ces deux...  
respectivement  
350.000 francs  
Comité de vigilance  
de l'homme en Ethiopie, le collo...  
le 29 octobre 1986 à Paris.  
de comité d'initiative du  
sur les droits de l'homme  
son président, le  
M. Romy Brauman,  
M. Romy Brauman,  
Lacoste, Fabus, Bernard...

## veil

dans la mesure où elle...  
historiques et s'ouvrant à la...  
de la France -  
démocratie de la par...  
qu'étaient ses...  
controversé...  
de l'usage de...  
à la fête musc...  
de notre presse de vagues...  
contre l'Ethiopie de...  
à envahir : le caractè...  
fut reconnu, mais...  
l'invasion.

## ment historique

campagne de presse...  
l'empire...  
une autre fameuse mais aussi...  
et devaient le detour...  
les Ethiopiens n'avaient...  
aujourd'hui...  
contre une Ethiopie...  
l'empire défunte des années...  
accablé...  
l'efface...  
détache...  
très réelle influence cultu...  
technique se développe...  
est aujourd'hui...  
sur les modèles que la...  
différentement très de notre...  
s'y trouve...  
le travail humanitaire...  
gouvernementaux...  
de la France...  
sa...  
y prendre...

implacable et l'hop...  
Ethiopie remonte à...  
hypnose, écon...  
la paix par une entente...  
Somalia voisine. Quant...  
conventionnelles, on cite comme...  
conduite par...  
transferts de...  
nouveau...  
certains de...  
cette natio...  
abstention...  
des politiques, se...  
passé de l'Occ...

et la civilité...  
de l'Ethio...  
dans l'Est...  
Ethiopie...  
1986 - de...



LA FAIM DANS LA PROVINCE DU DARFOUR (SOUDAN) EN 1985  
Quand on oublie les responsabilités de certains régimes

Une fois disparus les journalistes...  
la célébration...  
100 millions de dollars), une...  
le Pail des travailleurs,  
l'auteur du désastre qui ravage le pays  
estime... le meilleur moyen pour  
exploiter... Subitement, il se...  
le chef de la charité internationale.  
André... au tarif pas d'ironi...  
éloges : « La maîtrise du temps a  
été parfaite... Sur le front de ce qu'il  
est... l'ère de...  
le colonel [Mengistu]...  
son champ d'opération...  
libre. Les autorités  
éthiopiennes... qu'elles fai...  
... ont dès le début spéculé  
l'impact que produirait la...  
de ces mouoirs... les deux  
journalistes et, au-delà, sur l'opinion  
publique... Cette... franche...  
reflète la majorité  
de l'aide journal par la...  
européenne et les Etats-Unis (7). »

- ### Nos précédents articles
- Les contradictions de la révolution éthiopienne, par René Lefort (juin 1978).
  - Politique et alphabétisation en Ethiopie, par Olga Kapeliovk (mars 1981).
  - L'Ethiopie ou le socialisme impérial, par Colette Braeckmann (octobre 1982).
  - Réforme agraire inachevée en Ethiopie : quand le paysan est tenu à l'écart des décisions politiques, par Olga Kapeliovk (avril 1984).
  - Politique et littérature : Ethiopie, les hommes dans la révolution, par Olga Kapeliovk (décembre 1984).
  - L'Ethiopie de la famine sous le feu des projecteurs : quand perdurent la sécheresse et la guerre... par Colette Braeckmann (février 1985).
  - Les tâches et la civilisation éthiopienne, par Jean Dorrons (juin 1985).
  - Une guerre dans le transfert des populations en Ethiopie, par Gerardo Sivini (juin 1985).
  - Au-Sud... l'aide éthiopienne, par Alain Gérard (février 1985).

1984, elles furent tentées de...  
Et si, avant octobre 1984, les...  
donateurs occidentaux n'avaient...  
le quart... secours...  
peut-être avaient-ils choisi, pour...  
des raisons évidentes, de soutenir...  
les ennemis de M. Mengistu (8). D'où...  
ces propos d'un évêque nord-américain...  
un enfant éthiopien dans ses...  
bras devant les caméras : « Voilà une...  
victime de la guerre froide. »

Quant à la loi du silence imposée...  
jusqu'au début octobre, elle a connu...  
plusieurs... En... 1980, un...  
rapport de l'UNICEF estime que plus...  
du quart... 20 millions d'affamés...  
africains... En janvier 1983, l'organe...  
gouvernemental Ethiopian Herald...  
affirme que le... à...  
commencé à tuer et lance un appel à la...  
communauté internationale pour...  
affronter une « situation désespérée » (9).

Mais le notre sens... dépasse le...  
organisations humanitaires, il...  
en... entendus... nous ne sommes...  
pas si innocents que... ne doit...  
jamais nous atteindre.

Hier, tubes digestifs, avant-hier...  
immense promesse d'une nouvelle...  
humanité... aujourd'hui diables...  
rouges. D'où nous vient... tentation...  
permanente de prendre la partie pour...  
le tout? Tout compte fait, la nouvelle...  
simplification... semble... valoir...  
mieux que l'ancienne. Vouloir...  
réduire à la politique, et plus précisé...  
ment au clivage Est-Ouest, revient à...  
effacer... l'espace et le principe...  
l'action humanitaire.

A force... l'aider, on... sans...  
oublié que l'Ethiopie... gouver...  
née par des militaires se réclamant du...  
marxisme. Certains avaient peut-être...  
pensé qu'il fallait profiter de...  
cette famine de... pour dénoncer les...  
crimes perpétrés par le marxisme...  
africain, démontrer la carence de l'URSS...  
et exalter la généreuse... de...  
l'Occident. L'occasion... belle, en...  
effet. Mais M. Mengistu a finalement...  
tiré... marrons du feu. Beaucoup...  
éprouvent aujourd'hui l'impression...  
d'avoir... grugés. Cependant, la...  
situation... sans doute plus...  
et complexe. Pour rester dans le...  
domaine... catégories religieuses, si...  
certaines, le tri... à certains, les bons...  
et les méchants n'est...  
encore...

La CIMADE... a choisi de travailler...  
avec l'Eglise orthodoxe dont le chef...  
doit être agréé par le parti. Sur ce...  
point, M. André Glucksmann a raison.  
Mais n'oublions pas que la trop voyante...  
compromission... cette Eglise...  
côtés de Hatlé SSSassid lui a coûté la...  
perte de son patrimoine et pas mal de...  
persécutions. Elle regroupe... de la...  
population, elle... en train d'accroître...  
son influence comme institution...  
refuge (14).

Tant que leur partenaire leur...  
semblera assez crédible, il... probable que...  
les ONG françaises regroupées au...  
de l'Espoir-Ethiopie... ne relâcheront...  
leur effort (15). Mais...  
n'a jamais revêtu pour...  
l'importance prioritaire qu'elle a...  
pu avoir pour d'autres. Etant...  
qu'elles... pas aussi ingé...  
rantes, couronnées de seulement...  
de... leur... fromage...  
qu'on a parfois voulu le dire (16).

Pour les ONG qui interviennent...  
en Ethiopie sans partenaire local, le...  
problème se pose en... Pour elles, les...  
autorités de la capitale...  
ne sont pas... un point de...  
passage obligé mais sans doute un...  
abandonnement définitif, une...  
sac. Pour les Etats et dans une...  
moindre... pour les...  
organismes intergouvernementaux...  
l'UNICEF, la FAO, etc., le...  
partenaire possible en...  
Ethiopie c'est le gouvernement.

Le Parlement européen a récemment...  
un crédit d'environ 15 millions de...  
francs, en précisant... ces...  
devaient... gérés par des ONG. Une...  
manière... souffler le... sans...  
abandonner les victimes. Une...  
éthiops, entre le tout et le rien, il existe...  
au moins une petite...  
Hier, pour profiter de la soupe...  
populaire, il fallait montrer la...  
carte... la recommandation...  
du... Faut-il...  
aujourd'hui... sur la liste...  
généraliste des... combattants de la...  
liberté?... pour aider les...  
pour-compte... les victimes, il...  
attendre que ceux qui les gouvernent...  
respectent les droits de l'homme, nous...  
n'avons plus grand-chose à faire. Seule...  
Amnesty... peut encore servir...  
à quelque chose; quand elle est...  
aveugle, l'aide humanitaire peut...  
financer... Quand elle...  
borgne ou porte des lunettes, elle n'est...  
pas moins dangereuse. Elle se fixe en...  
parti pris et en esprit de système, res-

nécessaire. Mais il n'est pas sûr qu'une...  
seule... personne... organisation...  
puisse mener de front, et sur tous...  
fronts, cette quadruple exigence.  
Espérons que MSF... sera plus...  
indulgent avec les... militaires...  
M. Mengistu. Souhaitons, surtout,  
que chaque... le maximum...  
l'étroite marge de l'humanité possible...  
de tolérance... aussi, sans...  
doute, de... Cela exige un peu de modestie, de...  
humilité... L'efficacité d'une...  
entreprise humanitaire ne... mesure pas d'abord...  
au bruit qu'elle fait.

Marc Aurèle a... avoir « deux...  
patries... et le monde ». On n'a...  
jamais su si... l'homme, l'empereur...  
ou le philosophe qui avait tenu ces...  
propos. Les frontières entre le...  
prophète, le penseur, l'artisan... le prince...  
sont toujours... à tracer. La charité...  
le dévouement peuvent aussi...  
envahissants et conquérants...  
l'humanité... directement...  
trempin... politique, la confusion des...  
genres finit par discréditer... l'un...  
l'autre.

Ne pas se tromper de cible...  
Dénoncer, informer, chercher à comprendre, aider, tout est...  
membres de la famille humaine.

- (7) ...
- (8) ...
- (9) ...
- (10) Quant à... positions sur l'aide...  
alimentaire, voir notre article « De l'aide alimentaire à la construction d'une Afrique verte », le Monde Diplomatique, mai 1985.
- (11) Cf. Ddfi, Terre des hommes, janvier 1981.
- (12) L'analyse des... et le...  
entre l'Ethiopie et le... mériterait une étude particulière.
- (13) M. Malherbe... le savoir, lui qui, du point de vue des droits de l'homme, ne trouva rien à... l'expulsion par charter d'une... de Malherbe, car... s'était passé conformément à la... en vigneron. Sans...

## AU FORUM D'AGEN OPA sur l'action humanitaire

Sous couvert d'aventure au XX<sup>e</sup> siècle, le quatrième forum international de la coopération volontaire s'est tenu à Agen du 23 au 26 mai 1986, sous l'égide de la... Claude Malherbe, ministre de l'Etat... chargé de... l'homme, et Michel Aurillac, ministre de la coopération, cette manifestation, qui... quatre-vingt-quatorze... vingt-trois comités...  
jumelage représentant des collectivités territoriales, s'est déroulée sous le signe d'une triple OPA - politique, industrielle et médiatique - sur...  
M. Malherbe... une meilleure coordination de l'action, grâce à l'éta...  
blissement d'un... de l'aide humanitaire et à la... d'une Fondation...  
pour le... M. Aurillac... d'apologie libérale...  
de... privé, souligne... de l'Etat n'était... faire, que...  
moins ses subventions mais qu'elles pourraient désormais...  
présenter... projets au... coopération (FAC). Critique du...  
tiers-monde accentués... inquiétudes... certains : « travers le FAC, n'allait-on pas trier entre « bonnes » et « mauvaises » associations? »

La création de la Fondation humanitaire, dirigée par le président...  
du forum (1), a tout le caractère d'une OPA de type industriel sur le mouvement...  
charité. Usant d'un langage différent des politiques, les entrepreneurs...  
aujourd'hui convaincus qu'une cause humanitaire... un succès bon support qu'un...  
grand... ou... formule 1. « Supplément d'âme », le tiers-monde...  
deviendrait ainsi un outil de communication pour l'entreprise; encore...  
faudrait-il... les... entreprises par l'Etat atteignent les taux...  
pratiques... les pays anglo-saxons.

Ainsi, Citroën verse, sur son dernier modèle, 1 franc par voiture à Médecins du monde. L'association bénéficie du support du véhicule pour sa propre promotion, tandis que l'entreprise vend un « plus » humanitaire à ses clients. Plusieurs participants au colloque ont souligné qu'un excès de « sponsoring » en ce domaine risquerait fort de dévoyer les causes...  
M. Antoine Vaccard, directeur... développement à Médecins du monde, a relevé la progression du « marché de la générosité » en France. Par exemple, cinq millions de messages... étaient envoyés par la poste en 1978; ils sont de 60 à 80 millions aujourd'hui. Le « bazar de la charité » s'est porté bien, mais l'avenir s'obscurcit car les rendements sont dégringolés. Des stratégies de communication de plus en plus sophistiquées sont alors mises en oeuvre, où le contenu du message est occulté: le donateur et ses mobiles sont mis au premier plan, éclipant la cause du tiers-monde.

OUTRE la coordination... l'aide et la fondation pour le mécénat humanitaire, une agence internationale... coopération volontaire va être mise en place. Elle proposera des activités de formation, un service d'aide technique et financière, une branche d'information, un diagnostic et d'évaluation. Va-t-on, sous d'autres formes, constituer des fondations sur le modèle libéral américain, spécialisées dans l'anticommunisme et l'antitiers-monde? Pour les années à venir, les associations de développement, qui...  
bien le tiers-monde et n'y cherchant pas une aventure « ambiguë », ne devraient-elles pas « occuper » le forum d'Agen, qu'elles ont boudé cette année à cause des OPA, grossières dans il était l'objet. Cette stratégie permettrait d'améliorer la qualité du débat et de ne pas laisser se constituer une organisation conservatrice, néolibérale, anti-tiers-monde, pour laquelle le tiers-monde n'est que le prétexte de stratégies économiques. Est-il vraiment trop tard pour affirmer que seul le développement par les populations concernées présente une perspective, le reste n'étant que divertissement ou manœuvre politique? BERNARD HOURS, anthropologue (ORSTOM).

(1) Rassemblement de compagnies d'assurance, dont les Mutuelles unies et le Groupe Drouot.

### LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ETHIOPIE

## Les droits de l'homme, privilège de l'Occident ou valeur universelle?

Par CLAUDE LAUZU\*

**Q**UEL est le sens des polémiques répétées, ces dernières années, sur les droits de l'homme ? Après s'être attaqués aux mouvements de solidarité avec le tiers-monde à travers les ONG progressistes qui critiquent l'ordre mondial, les médias ont ciblé les courants caritatifs les moins suspects d'idéologie. Elle brise ainsi le consensus minimum fondé sur la valeur vie, sur le scandale de la faim dont le charbonnier Goldof était devenu le symbole (1). Elle met en cause la déontologie de l'aide d'urgence dont Bernard Kouchner a fait le champion : « Il n'y a pas de bons et de mauvais secours. C'est clair, comme le dit Goldof, à Genève... Lévy veut faire passer les affaires avant de les aider (2) ».

Premier problème fondamental, l'attachement du tiers-mondisme — qui a ramené le pire moment le meilleur — a ramené à un degré zéro la pensée universaliste. Le même mot des idéologies a fait redécouvrir, dans les décennies, la valeur refuge des droits de l'homme. Miquel Benassy en analyse toute la portée, dans l'ambiguïté de la « création philosophique » qui s'en est emparée (3). C'est le terrain de manœuvre des idéologues.

Il n'est pas la solidarité, ni l'Occident à accorder ses lois aux peuples les moins à l'échelle humaine. A la limite, le tiers-monde n'est plus que le miroir de notre générosité. L'aide d'urgence vient confirmer l'excellence de notre civilisation, qui nous épargne les catastrophes naturelles et humaines, et devient le plus petit commun dénominateur dans un univers soumis à la ségrégation du minimum vital.

« Plus jamais ça » (7) signifie aussi la révolte contre les chaînes à Malien, les prisons à drogue, la privatisation des prisons, la pente autoritaire de l'obsession sécuritaire, les traitements du vingtième arrondissement, le sort raciste de la majorité.

Le silence des intellectuels sur des questions-clés, sur les rapports entre savoir, éthique et politique, sur leurs relations avec leur société, sur les rapports entre les composantes de la société civile mondiale qui cherche à s'affirmer, a permis de telles manipulations. Seules les carènes de la gauche ont permis ces points marqués avec des dés pipés par une droite qui n'est même plus masquée, qui ne cache même pas son adhésion aux projets de la droite américaine la plus réactionnaire.

Le que nous propose aujourd'hui la néolibéralisme, ce n'est pas la synthèse indispensable entre ces droits, qu'il faut comme antinomiques, c'est une régression européocentriste, l'admission de la négation du tiers-monde. Le monde occidental de l'UEF est celui d'un monde sans Etats, sans nations, sans pour nous. Sa carte du Tendre épouse les contours d'une carte de la mondialisation économique que Jacques Lévy a analysée comme l'une des manières du capitalisme (4).

L'EUROPÉOCENTRISME interdit de comprendre que les progrès de l'œuvre dans les sociétés civiles ne sont pas dus à une mondialisation de l'occidentalisation, mais à l'impossibilité de reconstruire les formations du tiers-monde en fonction de ce modèle.

Ce minimum éthique et politique, affirmé par les mouvements sociaux en germe, qui condamne l'existence du quart de la jeunesse française par le chômage, la « civilisation à risque » (P. Lagarde, 1986), le libéralisme mondial, est un défi aux pouvoirs qui le traitent par la dérision, aux pouvoirs intellectuels fondés sur le silence.

### POLITIQUE ET NEUTRALITÉ

## Le mouvement de la Croix-Rouge dans la tourmente

Par YVES SANDOZ\*

**L**A suspension de la délégation gouvernementale sud-africaine à la 25<sup>e</sup> conférence internationale de la Croix-Rouge. Le climat houleux qui l'entourait, renforcé par une conduite des médias qui ne représentait pas le mouvement international de la Croix-Rouge, a permis de s'exprimer et le vote nominal a pratiquement été imposé par la majorité malgré la présence qu'aurait dû avoir une majorité de voix — ont largement contribué à la très large majorité donnée à l'adoption de la résolution. Les multiples commentaires qu'il a suscités, l'émotion qu'il a provoquée au sein de la Croix-Rouge, ont, par ailleurs, démontré que son analyse procédait le plus souvent d'une très grande confusion.

fortement réduite au profit de ses activités entreprises en temps de paix. Après la première guerre mondiale, les sociétés ont décidé de se fédérer et ont créé, en 1919, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, dont le but est de coordonner, d'une part, l'action des sociétés nationales en cas de catastrophes naturelles, d'autre part, l'aide fournie, pour contribuer à leur développement, aux nouvelles sociétés nationales et à celles des pays les plus défavorisés.

un conflit armé (en Namibie) a permis de faire entrer le droit international humanitaire dans un processus de politisation qui pourrait se révéler utile et soustraire d'innombrables victimes de conflits à la mort.

Mais il faut comprendre la nécessité du partage des tâches. On ne peut obtenir des autorités qui contrôlent un territoire, d'autoriser l'action humanitaire d'organisations qui remettraient en question leur régime politique ou auraient pour but principal de dénoncer leur régime d'agir. La dénonciation politique de l'action sur le terrain n'est pas leur utilité mais, à terme, les organisations ne peuvent pratiquer les deux : elles doivent choisir. A côté du « courage » de dénoncer, il y a aussi celui de rester auprès des victimes.

Il est impossible de comprendre ce qui s'est passé à Genève sans brièvement rappeler la mission de la Croix-Rouge internationale (qui s'appelle officiellement le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge). C'est en 1859, lors de la bataille de Solferino, que le futur président de la Croix-Rouge internationale, Henry Dunant, a vu les soldats blessés laissés sans soin à l'issue de cette bataille, il écrit un livre — *Un Souvenir de Solferino* — et transmet ses idées à des notables genevois, qui ont fondé avec lui le Comité international de la Croix-Rouge. L'idée neutre d'Henry Dunant était de neutraliser les services sanitaires des forces armées pour permettre de porter secours aux blessés sur le champ de bataille.

Le premier est la remise en question du fonctionnement des droits internationaux humanitaires applicables lors des conflits armés. La Croix-Rouge est née, ne l'oublions pas, pour aider à l'application de ce droit. Or celui-ci n'a de sens que si aucun Etat engagé dans un conflit armé n'est tenu à l'écart : cela est d'autant plus important depuis que la guerre a été inscrite par la charte de l'ONU. Si l'on prétendait réserver l'application du droit international humanitaire aux Etats qui se soumettent à la charte, le viderait de son sens, qui est de préserver un peu d'humanité dans les conflits qui n'ont pas été évités, indépendamment de leurs causes.

L'inconvénient, c'est, notamment pour les sociétés nationales des pays occidentaux, l'apparence de prudence, de neutralité, qui donne le moyen de la neutralité. D'où la difficulté d'attirer elles la jeunesse, qui souhaite s'engager davantage, au profit de nombreuses organisations qui n'hésitent pas à le faire (1).

Pour les sociétés nationales, ce choix est plus difficile à expliquer, notamment dans les pays riches dans lesquelles la jeunesse aimerait s'engager davantage en faveur du tiers-monde. Répondre aux catastrophes sans s'occuper de leurs causes ne suffit plus, il faut que la responsabilité de l'homme dans les catastrophes « naturelles » paraisse plus en plus évidente (notamment ce qui concerne la sécheresse et la désertification). Le slogan « Prévention better than cure » (« Prévenir mieux que guérir ») a donc été lancé. C'est une bonne chose. Mais il est capital pour le Mouvement qu'il ne soit fidèle à lui-même dans sa nouvelle perspective. « Prévenir » doit permettre à aider les sociétés nationales locales à contribuer le plus efficacement possible aux actions de prévention les plus urgentes, en accord avec leurs gouvernements. Ce ne peut, ni ne doit, être une volonté de transmettre avec condescendance la « sagesse » du « système » qui permettra d'arrêter la désertification ou la croissance démographique. De même, la Croix-Rouge ne doit pas se faire d'illusion sur ses capacités à résoudre les autres conflits. Ce n'est pas elle qui va tracer la crise du Proche-Orient ni tracer aux Etats le vrai qui mène au désarmement.

Il n'est donc pas étonnant que la conférence internationale de la Croix-Rouge ait été marquée par une suspension de la délégation sud-africaine. Cette suspension a été votée à la majorité, puisqu'il y a eu cinquante-six gouvernements, dont quarante-quatre sociétés nationales, la Ligue en tant que telle et le CICR, qui disposent, chacun, d'une voix.

Le premier est la remise en question du fonctionnement des droits internationaux humanitaires applicables lors des conflits armés. La Croix-Rouge est née, ne l'oublions pas, pour aider à l'application de ce droit. Or celui-ci n'a de sens que si aucun Etat engagé dans un conflit armé n'est tenu à l'écart : cela est d'autant plus important depuis que la guerre a été inscrite par la charte de l'ONU. Si l'on prétendait réserver l'application du droit international humanitaire aux Etats qui se soumettent à la charte, le viderait de son sens, qui est de préserver un peu d'humanité dans les conflits qui n'ont pas été évités, indépendamment de leurs causes.

La décision de la conférence de la Croix-Rouge a ébranlé la confiance des supporters stables des sociétés de Croix-Rouge occidentales — certaines d'entre elles craignent vivement, à la suite de cette conférence, de renouer des problèmes pour financer leurs programmes — pour autant attirer ceux qui aimeraient les voir s'engager davantage.

Au-delà de l'agitation récente, la Croix-Rouge doit redéfinir la fonction des sociétés nationales et de l'ensemble du Mouvement. La Croix-Rouge, c'est d'abord l'infirmerie qui se penche sur le malade atteint d'un cancer incurable que le chercheur révoit qui lutte pour trouver la racine du mal. Que l'infirmerie se révolte aussi et soit possible pour aider le chercheur, nul ne saurait le lui reprocher. Mais qu'elle ne fasse pas au détriment de sa mission première, plus modeste, mais indispensable et noble : aider ceux qui souffrent, tout simplement.

\* Chef de département de la Croix-Rouge et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'auteur s'exprime ici à titre personnel.

C'est également à tort que l'on a parlé à cet égard, même au sein de la

ne signifie pas une obligation absolue de la Croix-Rouge en appelle parfois aux gouvernements quand ses démarches confidentielles en vue de faire cesser des violations du droit international humanitaire n'aboutissent pas et s'il estime de tels appels profitables aux victimes. Mais il ne permet pas de prendre position sur les problèmes des structures ou des systèmes politiques, qui, selon beaucoup d'experts, sont à la source du mal.

(1) Voir notamment, à ce sujet, Charles Condaminas : « Le grand bazar de la charité », *Le Monde diplomatique*, septembre 1986.

Advertisement for Prospace. The text includes 'L'assurance', 'l'expansion', and 'prospace. votre visa'. There is a logo for Prospace at the bottom right.

Handwritten Arabic text: "سنة ١٤٠٧ هـ"

LES AMBITIONS DES PUISSANCES DANS L'ESPACE

A l'assaut des étoiles

La suprématie américaine dans l'espace, indiscute depuis le décollage de Neil Armstrong sur la Lune en 1969, objectif ultime du projet Apollo, a pris symboliquement fin en janvier 1986 avec l'explosion de Challenger.

D'ores et déjà, les Etats-Unis, qui avaient commis l'énorme erreur stratégique de tout miser sur la navette et dont le programme spatial - civil et militaire - accusera au moins deux ans de retard, vont leur échapper pour longtemps.

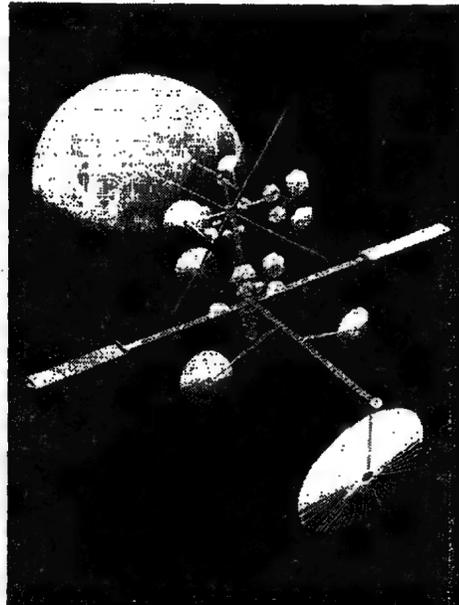
Mais aujourd'hui les enjeux de l'espace ne sont pas véritablement commerciaux. Le formidable effort de recherche et de développement consacré à la construction d'un lanceur, d'une navette ou d'une station spatiale ne sera, dans aucun pays, rentabilisé par la mise en orbite de satellites de communication et d'observation ou par les recherches en microgravité qui constituent à ce jour les seuls débouchés industriels de l'espace.

L'espace est donc bien une affaire d'Etat et de pouvoir d'Etat. Le projet Apollo avait été décidé par le président Kennedy dans le seul but de lever le défi lancé par le lancement du Spoutnik soviétique en 1957, et au prix d'une véritable mobilisation des

énergies scientifiques et industrielles, en tous points comparable à celle du temps de guerre. Dans un monde de l'espace désormais multipolaire et où les Soviétiques disposent maintenant d'une nette avance en matière de vols habités - les seuls qui motivent véritablement les médias - les choix des grandes puissances pèsent lourd.

Face à de telles perspectives, nourries par le plus puissant des stimulants de l'être humain - le désir de faire reculer les limites de la connaissance - on peut se prendre à rêver, sinon d'une idylle trêve généralisée des appétits de puissance, du moins d'un début de prise de conscience collective, chez les gouvernements, des véritables enjeux de l'espace.

BERNARD CASSEN.



CE QUE POURRAIT ÊTRE UN SATELLITE MULTI-MISSIONS DES ANNEES 90. Le point de passage obligé des flux d'information terrestre.

Vers l'expansion de la technique dans le système solaire?

Par André Lebeau.

L'ESPACE est une technique. L'engagement des Etats et la volonté politique demeurent et demeureront les forces motrices prépondérantes, bien que certains aspects comme celui des télécommunications civiles, l'existence d'un décalage entre les besoins et la conception des grands projets n'est donc ni illogique ni choquant; c'est précisément l'importance des enjeux lointains qui invite à ne pas coller de trop près à la demande, et qui appelle l'intervention des gouvernements.

La définition d'objectifs et la recherche d'une stratégie optimale sont quelques pans occultés par le jeu, souvent bruyant et désordonné, d'acteurs divers; les motivations spécifiques les plus permanentes de la technique spatiale invitent pourtant à leur accorder beaucoup d'attention. Le coût - la durée des projets spatiaux, et en particulier des projets de transport, constitue le plus souvent au cours de ces projets un enjeu stratégique. Il faudra plusieurs années pour que l'avenir

qu'ils portent en eux se dévoile pour que leur adéquation à la conjoncture se manifeste. Et, si l'on s'est trompé, il sera coûteux de reprendre un effort de développement sur la base de choix qui, a posteriori, apparaîtront comme erronés.

Au-delà des détails de circonstance, la technique spatiale débouche sur une question majeure, celle de l'expansion du système technique dans le système solaire. Elle produira-t-elle ce qu'on appelle la biosphère spatiale? Transporterons-nous à l'extérieur de la biosphère certaines activités sur lesquelles repose la survie de l'humanité? C'est une interrogation à laquelle l'évolution technique nous confronte inéluctablement en fournissant les outils de cette entreprise. Si l'avenir répond positivement à cette question, notre époque marquera sans nul doute un tournant capital dans l'histoire de l'humanité.

Cette immense perspective pose deux questions: celle du pourquoi et celle du comment. A la première, on peut faire une réponse globale: on sera pour échapper aux contraintes imposées par le confinement du système technique à l'intérieur de la biosphère terrestre. Il est banal de constater que le fonctionnement de ce système exploite des ressources locales non renouvelables - pétrole, uranium, charbon, gites minéraux - et qu'il perturbe l'équilibre chimique et thermodynamique de la biosphère. On se heurte à toutes sortes de limitations lorsqu'on tente d'envisager une expansion de ce système qui satisfasse pour satisfaire aux besoins de l'ensemble de l'humanité (et non plus seule-

ment sa fraction développée) ou lorsqu'on examine le problème que pose son maintien au niveau actuel à l'échelle du millénaire.

Quelle que discrédité qu'ait été sur cette notion les formulations excessives auxquelles elle a donné lieu, il n'en demeure pas moins que, dans l'hypothèse du confinement à la biosphère, le système technique est engagé dans une impasse: seuls un avènement sur l'avenir lointain et une indifférence au destin de l'humanité peuvent rendre cette perspective acceptable. L'expansion du système solaire est le seul moyen d'échapper au cul-de-sac dans lequel nous sommes engagés. Elle permet de concevoir, pour une durée indéfinie, des solutions à trois problèmes fondamentaux: l'approvisionnement énergétique de la Terre, l'approvisionnement en matières premières, le découplage entre la biosphère et la pollution engendrée par le fonctionnement du système technique. Elle nous fournit évidemment pas aux problèmes de société comme le vieillissement de la démographie, l'affrontement des idéologies, etc., mais elle permet d'imager, pour une partie de l'humanité qui soit au moins à l'échelle de la durée de son passé historique. Cet enjeu constitue la réponse au pourquoi.

La question du comment comporte deux aspects. Le premier, celui des

solutions techniques aux diverses fonctions des systèmes spatiaux, a attiré beaucoup d'attention. Une abondante littérature existe déjà sur l'approvisionnement énergétique de la Terre à partir du flux solaire et sur l'extraction et l'élaboration des matériaux de la Lune et des astéroïdes. La technique des matériaux ainsi largement explorée, reste la principale programmation qui constitue le second aspect, et le plus délicat.

Par quel cheminement peut-on accéder, partant de l'état actuel de la technique spatiale, à un état où les systèmes spatiaux auront pris le relais des installations terrestres qui assurent l'accès à l'énergie et aux matières premières? Les artefacts techniques installés dans l'espace et sur les corps célestes représenteront-ils non plus, comme c'est le cas aujourd'hui, quelques centaines de tonnes, mais des milliers ou des dizaines de millions de tonnes? Pour que cela soit concevable, il faut, de toute évidence, que la technique spatiale s'affranchisse de deux sujétions. La première est celle qui lie la croissance de la masse totale des artefacts spatiaux à la capacité du système de transport de la Terre vers l'espace. La seconde est celle qui lie la masse à la quantité d'heures de travail fournies par les opérateurs humains dans l'espace pour l'installer et assurer sa maintenance.

Première étape: la Lune

CES deux sujétions ne sont pas tout à fait du même ordre. La première constitue un goulet d'étranglement qu'il faut absolument contourner. La biosphère est placée au bord d'un puits gravitationnel profond, et séparée de l'espace par une atmosphère dense, obstacles insurmontables si l'on ne dispose pas d'un système de transport qui ne soit commandé et ne transporte que le strict indispensable, et notamment les opérateurs humains.

Tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel de la masse des artefacts extraterrestres, doit être éjecté à partir de accessibles depuis l'espace, matériaux lunaires ou matériaux des astéroïdes. C'est uniquement grâce à ce découplage que le système de transport Terre-espace pourra être maintenu dans des dimensions raisonnables: New-York ne s'est pas construit avec des matériaux apportés d'Europe. Cet impératif a une signification programmatique. Il implique que la première technique à acquiescer est celle de l'installation permanente et du travail à la surface d'un corps céleste de petite dimension dépourvu d'atmosphère. Pour des raisons de proximité, la Lune s'impose comme une première étape. La construction d'une base lunaire permanente et la maîtrise de l'éventail des techniques du travail à la surface de la Lune, ainsi que celles du transport à partir de sources lunaires ou vers elle, constitue, dans cette perspective à long terme, un objectif immédiat.

Restent les lourdes sujétions qu'entraîne l'usage d'opérateurs humains. Dans la perspective évoquée plus haut, la présence d'opérateurs humains n'est pas une fin en soi. L'objectif n'est pas de coloniser l'espace mais de l'asservir aux besoins d'une humanité qui demeure enracinée dans la biosphère terrestre; l'occupation permanente de l'espace est un moyen et non une fin. Ce n'est pas qu'on ne puisse envisager la colonisation, au plein du mot, de tout système ou, comme l'a fait O'Neill, l'aménagement de colonies de l'espace (1), mais on ne peut l'imaginer qu'comme une étape ultérieure, beaucoup plus lointaine, dans l'expansion du système technique vers l'espace.

La question qui nous préoccupe ici est celle de la nécessité d'une occupation permanente de l'espace par des opérateurs humains liée à l'objectif d'expansion du système technique. Il est tout à fait clair que, dans le partage des tâches entre l'opérateur humain et le robot, la part dévolue à l'opérateur humain doit être aussi réduite que possible. Mais peut-elle être supprimée? L'examen de l'état d'évolution du système technique conduit à répondre de manière négative. On sait automatiser un grand nombre de processus de production et de services, mais on ne sait pas automatiser l'installation d'une machine ni créer un robot autoréparable, moins construire des machines autoreproductrices dont John von Neumann a

démontré la faisabilité (2). Au-delà d'un certain degré de complexité des systèmes, on se passe difficilement de la surveillance d'opérateurs humains. Il est vrai que l'évolution technique va globalement dans le sens d'une automatisation croissante des artefacts techniques par rapport à l'homme, mais nul ne peut prévoir à quel rythme et jusqu'à quel stade l'évolution se poursuivra.

Cela impose une conclusion: le passage à une stratégie globale et même, plus modestement, la maîtrise d'applications nouvelles - production de matériaux nouveaux en microgravité (3), armes antibalistiques - ne peut se concevoir sans la maîtrise de l'intervention d'opérateurs humains. Mais, en revanche, le sens général de l'évolution technique est à alléger le rôle de l'homme et, par conséquent, à réduire le volume d'intervention humaine nécessaire pour déployer, mettre en œuvre et maintenir une capacité de production donnée. Cette tendance lourde de l'évolution technique est un capital d'optimisme pour l'avenir de la technique spatiale, mais nous n'en sommes pas au point, s'il vient jamais un jour, de les éliminer (4).

(Lire la suite page 20.)

- (1) David O'Neill, Les colonies de l'espace, Robert Laffont, Paris, 1977. (2) John von Neumann, Theory of Self-Reproducing Automata, edited and completed by Arthur W. Burks, University of Illinois Press, Urbana, 1966. (3) Voir André Lebeau, L'Etat d'une stratégie française dans le domaine spatial, Centre de prospective d'évaluation, CPE, étude n° 60, mai 1985, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05. (4) Voir approfondissement de cette problématique, voir André Lebeau, L'astromatisme et le robot, Futuribles, n° 102, septembre 1986.

Lire pages suivantes PAGES 20 ET 21. - L'Europe, troisième monde à part entière, par Jacques-Louis Luron. - L'Europe, l'article d'André Lebeau. - Chine: Les premiers succès de la « voie nationale », par Rachel Villain. - Japon: A marche forcée vers l'autonomie, par Françoise Pybaro. PAGES 22 ET 23. - Prudence et ténacité de la stratégie soviétique, par Alain Dupes. - Inde: le service du développement économique, par Marc Giget. - Quel est le prochain? par René Lemaire. PAGES 24 ET 25. - Le diable est né de la machine américaine, par John M. Logsdon. - Les odyssees cinématographiques (A.D.).

prospace, votre visa pour l'espace. Vous INFORME régulièrement sur les activités, équipements, moyens, services de l'industrie spatiale française. Vous MET EN CONTACT avec les responsables industriels français du secteur spatial. Vous ASSISTE pour trouver un fournisseur, obtenir une proposition, etc. (Ces services sont entièrement gratuits.) QUI SOMMES-NOUS? 51 SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES FRANÇAISES + le CNES (Centre national d'études spatiales) qui font le succès du programme spatial français. Depuis DOUZE ANS, nous faisons connaître dans le monde entier les « produits » spatiaux français par tous les moyens modernes de la communication. Pour relever le défi spatial: écrivez-nous, téléphonez-nous. prospace, 2, place Maurice-Quentin, 75001 PARIS. Tél: 33 (1) 42 77 70, 42 46 71.



# Vers l'expansion de la technique dans le système solaire ?

(Suite de la page 19.)

Tout se produira-t-il au cours des prochains siècles, en verra-t-on l'amarre dans les prochains décennies ? La technique est-elle au bord d'un nouveau chapitre de son histoire, s'achemine-t-elle vers un destin obscur ou catastrophique ? La réflexion globale sur le destin de l'homme qu'appellent ces questions dépasse largement les limites de ce propos. Tout au plus, nous que la technique spatiale pourrait jouer un rôle-clé dans le sort de notre espèce, peut-on proposer quelques commentaires à l'intention de ceux qui, à un titre ou à un autre, sont en position d'influer sur l'avenir de cette technique.

La difficulté majeure que rencontre la formulation d'une politique spatiale tient à la disparité des objectifs qui s'offrent : objectifs à court terme, relevant de la logique économique ou du progrès de la connaissance, à dont l'enjeu peut être le précipité circonstanciel, et, à l'autre extrémité de la gamme, objectifs à très long terme, passablement incertains mais dont l'enjeu global est l'avenir du système technique à la pérennité. Ces deux composantes cohabitent dès aujourd'hui dans les grands programmes spatiaux, mais l'une des leçons de la crise spatiale est qu'elles s'opposent mal. On ne saurait pourtant sacrifier la première sans mettre en péril la seconde, ni poursuivre une politique spatiale, ni la seconde sans amoindrir la façon dérisoire la portée de cette politique ; il faut trouver un équilibre entre l'une et l'autre.

Le problème est d'abord de méthode, dans le jeu complexe qui s'établit entre le pouvoir politique, les agences de développement et l'industrie. Il s'agit de libérer progressivement les forces du marché et de la concurrence dans les domaines dont la maturité est suffisante. C'est une démarche qui, à bien des égards, est délicate ; les Etats-Unis l'ont très mal maîtrisée dans les années comme celui des lanceurs et de la télé-détection, où ils disposaient pourtant d'une avance déterminante. L'hérésie majeure de la NASA n'est pas d'avoir développé la navette spatiale ; c'est d'avoir imposé, par une

direction dirigiste, un abandon des méthodes conventionnelles, au lieu de s'en dégager et d'organiser leur prise en compte par le marché concurrentiel. Il faut ensuite que le désengagement progressif de l'Etat s'accompagne d'un report sur les objectifs à plus long terme qui exigent un investissement public. Si les Etats ne conduisent pas des politiques spatiales à long terme, il semble clair que la technique spatiale, en raison de ses applications internationales, tendra vers la stagnation. L'effort nécessaire pour aller au-delà de la stagnation, et la difficulté de concilier alors de manière la motivation politique et la logique pragmatique.

Le risque majeur qui menace la conception de cette politique à long terme procède de la nécessité de mobiliser l'opinion publique. Cela se fait d'autant plus aisément que la charge symbolique des projets est plus grande. De ce point de vue, par exemple, une expédition humaine vers Mars, au lieu de devoir combiner les efforts de deux superpuissances, serait plus facile à « vendre » que l'installation d'une base permanente sur la Lune, mais il est plus que douteux qu'elle puisse constituer la première étape d'une stratégie globale cohérente. Elle revêtirait plutôt, comme ce fut le cas du projet Apollo, le caractère d'une « démonstration » soit révolta, que la valeur des projets en mesure à leur capacité de constituer une étape irréversible, et que les succès qui ont permis de faire leur chemin. Il n'y a guère, pour les Etats-Unis, que deux outils, la réflexion et l'éducation. La réflexion, pour dégager, à l'échelle du monde occidental et, si possible, à l'échelle de la planète, un consensus sur l'importance d'une stratégie globale et sur les grands enjeux de cette stratégie ; l'éducation, pour faire percevoir au public le plus large que la conquête de l'espace n'est pas seulement un événement romantique ; à un jeu logique dont les enjeux sont immenses et qui se joue à l'échelle du monde.

ANDRÉ LEBEAU.

# L'Europe, troisième Grand

Par JEAN-MARIE LUTON \*

Ce sont treize pays, réunis au sein de l'Agence spatiale européenne (ASE) (1), qui contribuent à la définition d'une politique commune non seulement au travers des débats et des travaux conduits au sein de cette organisation, mais également par les projets réalisés dans le cadre national, ensuite soumis à l'euro-périalisation. Ils y contribuent aussi par leurs programmes propres qui, pour l'essentiel, élargissent le champ des activités entreprises au sein de l'ASE. La construction de l'Europe de l'espace ces quinze dernières années est le résultat de ces trois éléments, et elle a débouché sur une avancée spectaculaire des capacités spatiales du Vieux Continent.

Il y a quinze ans, alors que les Américains - qui avaient débarqué sur la Lune - lançaient un nouveau système de transport, la navette, et qu'ils éliminaient les méthodes opérationnelles dans les domaines (météorologie, observation, télécommunications), l'Europe spatiale était en crise. Elle était à l'échec du programme Europa au sein de l'organisation européenne chargée des lanceurs, le CELES-ELDO, de difficiles négociations internationales pour ajouter des programmes de développement de satellites d'application aux programmes scientifiques du CERS-ELDO (organisme européen chargé des satellites) (2). Face à cette impasse, et sous l'impulsion de la France, les Etats européens surent prendre, en juillet 1973, la décision de lancer les programmes Ariane, Spacelab et Marsat (3), et de réorganiser les structures européennes en créant l'ASE, mise en place en 1975.

Aujourd'hui, l'Europe réalise elle-même et réalise ses propres satellites dans tous les secteurs où les Etats-Unis

\* Directeur général adjoint du Centre national d'études spatiales.

l'avaient précédée. Elle a pénétré très largement le marché mondial des services de lancement et elle est sur le point d'engager une nouvelle phase de développement, avec l'objectif de parvenir à son tour, après les Deux Grands, à l'autonomie en matière de vols habités. Plusieurs facteurs ont permis l'origine de cette évolution qui a permis la constitution d'une industrie européenne de premier plan : la volonté politique des gouvernements ; l'existence d'agences nationales dynamiques, tel, en France, le Centre national d'études spatiales (CNES), capables de faire des propositions originales et en conduisant leurs propres programmes ; la souplesse des institutions mises en place lors de la création de l'ASE.

Elément central des activités de l'Agence, le programme scientifique s'est traduit par le lancement de treize satellites, dont Giotta, lancé par Ariane en 1983, qui a permis, en mars 1986, l'étude rapprochée de la comète de Halley. Les deux prochaines missions, qui seront effectuées en coopération avec la NASA, concernent une sonde qui observera le Soleil et le télescope spatial. Après la mission d'astrométrie Hipparcos, les programmes futurs s'inscrivent dans le plan Horizon 2000, élaboré à la fin 1985 et présenté lors de la conférence des ministres réunie à Rome en 1985.

En matière de télécommunications, l'Agence fabrique et loue les satellites ECS en service à Eutelsat, qui fournit l'essentiel des communications européennes des FTI. Cette organisation a récemment commandé directement à l'industrie ses futurs satellites qui seront lancés à partir de la fin de la décennie. L'Agence conduit, en parallèle, un programme de développement de nouvelles technologies et expérimente en orbite, notamment dans des satellites de relais de données DRS, indispensables pour l'aviation spatiale Hermès et le module européen Columbus, qui doivent être intégrés à la future station orbitale américaine prévue pour le milieu des années 90 (4).

La météorologie, elle-même en œuvre du service opérationnel Meteosat a été lancée, en 1983, la création d'un organisme intergouvernemental européen, Eumetsat, qui peut ainsi prendre le relais de l'ASE pour la gestion d'un programme opérationnel qui incorpore trois satellites en service depuis 1987 et 1994. Après le développement du lanceur Ariane 1, l'ASE a confié, en 1980, sa commercialisation, sa production et son lancement à une structure industrielle de droit privé, le Centre Arianespace. De nouveaux programmes de développement ont été lancés : le lanceur européen de lancement (Ariane 2 et Ariane 3), Ariane 4, ainsi que les programmes préparatoires d'Ariane 5. L'ASE a confié au CNES la maîtrise d'œuvre de ces projets.

L'ASE a abordé le thème des vols spatiaux en menant à bien, en 1983, le premier essai du Spacelab, son laboratoire spatial embarqué dans le sillon de la navette, et elle prépare sa participation à Columbus. Etape intermédiaire entre le Spacelab et Columbus, Eureka, porte-instruments autonome et récupérable, sera lancée pour la première fois en 1991. Depuis peu, la phase préparatoire de l'aviation spatiale Hermès, qui sera lancée en autonomie européenne en matière de vols habités, a été entreprise au sein du programme Ariane 5. A ses activités s'ajoutent étroitement les programmes

(1) L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, le Soudan. Par ailleurs, un accord de coopération existe avec le Canada aux travaux de l'ASE.

(2) Pour un historique de la construction de l'Europe de l'espace, voir Bernard Chabbert, *La Voie Ariane*, Pion, Paris, 1984.

(3) Le lanceur spatial européen Spacelab a accompli sa première mission dans le sillon de la navette Columbia, le 28 novembre 1983, avant de devenir propriété américaine. Hermès est un programme de communications maritimes lancé par le Royaume-Uni et le Japon.

(4) Voir Bernard Cassen, « L'astrométrie spatiale de l'Europe en question », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986.

# CHINE : Les premiers succès de la « voie nationale »

Par RACHEL VILLAIN \*

APRÈS une longue période de maturation, le programme spatial chinois a pris la forme d'une politique d'acquisition de technologies étrangères. S'appuyant sur une maîtrise de lanceurs et de satellites, la Chine se place maintenant en position de fournisseur de services spatiaux : lancements, capacités de télécommunications en orbite, stations sol et, à terme, images d'observation de la Terre. Il s'agit d'une mutation complète pour un pays qui, il y a encore à peine un an, était perçu en Occident comme un important marché potentiel par les industriels spatiaux, et en tant que cas comme un exemple.

Ce succès est le résultat d'une politique poursuivie parallèlement et simultanément à une politique d'acquisition de technologies étrangères. Perturbé par les discussions internes sur l'orientation, le développement spatial avait été caractérisé jusqu'à présent par une série de vagues-hésitations dans les rapports de coopération avec l'étranger et par une évolution très irrégulière du programme national.

Sur le plan international, la Chine n'a cessé de signer des protocoles d'accord signés tant avec la RFA qu'avec les Etats-Unis pour la fourniture de satellites de télécommunications, pas plus qu'aux appels d'offres pour la commande d'un système national de télécommunications spatiales, pour lequel des réservations avaient même été faites sur la navette américaine et sur Ariane.

Beaucoup d'entreprises étrangères ont ainsi pu se targuer, pendant quelque temps, d'accords à long terme sur lesquels elles fondaient beaucoup d'espoirs. En fait, les seuls achats notables à l'étranger ont concerné des équipements au sol, notamment une station de réception de données des satellites d'observation Landsat et SPOT, construite par une société américaine, et trente stations sol de télécommunications commandées à l'entreprise américaine Spar. Mais, au début de 1986, la Chine a fait savoir qu'elle serait désormais autosuffisante dans ce domaine également.

Au niveau national, l'activité spatiale a été très irrégulière pendant les années 70 : un lancement en 1971 à 1974, mais, en 1975, trois lancements en ans. La situation s'est seulement stabilisée au début des années 80, au rythme d'un tir par an environ. Jusqu'en 1983, ce programme était essentiellement à vocation militaire : avec des lanceurs directement dérivés des missiles balistiques intercontinentaux, les missions spatiales étaient principalement d'observation.

Une mutation a été produite en 1984 avec la mise en service du lanceur Longue Marche 3, à configuration géostationnaire et doté d'un troisième étage à propulsion cryogénique. La Chine devient alors la troisième puissance maîtrisant cette technologie sophistiquée de propulsion, avant l'Union soviétique et le Japon, ce qui lui ouvre l'accès aux applications dans le domaine des télécommunications. Les deux premiers satellites chinois de télécommunications, mis en orbite en 1984 et 1986, ont chacun une capacité de trois cents satellites plus performant en 1987. Parallèlement, pour ses besoins nationaux, Pékin a lancé deux des répéteurs (1) installés à bord des satellites Intelsat. Il ne fait pas de doute que les télécommunications spatiales se développeront rapidement, compte tenu des avantages qu'elles offrent pour un pays de la dimension de la Chine. La prochaine application devrait concerner la télé-détection à des fins civiles : la Chine, qui utilise déjà les données des satellites étrangers, doit mettre ses propres satellites en orbite entre 1988 et 1990.

En ce qui concerne les lanceurs, il ne fait pas de doute que la défaillance de la navette américaine et d'Ariane en 1986 a facilité l'entrée des Chinois sur le marché mondial. L'active campagne de commercialisation du lanceur Longue Marche s'est déjà d'autres négociations étant en cours. Cet intérêt étranger se manifeste dans un contacte lanceur, différents handicaps techniques et une fiabilité qui reste à confirmer (deux Chine réussissent durablement à concurrencer les lanceurs des autres pays, en l'état du marché, le succès est dû à la maîtrise de son système.

\* Co-auteur d'industries et marchés des applications spatiales. Situation (Euroconsult, Paris, 1986).

(1) Elément qui, le bord d'un satellite de télécommunications, reçoit, amplifie et réémet un signal ayant une largeur de bande de 36 MHz, et permettant de relayer une émission de télévision.

## L'EXPLOIT SPATIAL



**Stations terriennes FASTCOM pour communiquer par satellites n'importe où dans le monde.**

- Possibilité d'alimentation par énergie solaire.
- Qualité comparable à celles des grandes stations internationales.
- Possibilité de réception de 2 canaux TV.
- Interfaçage tous systèmes.
- Profitez de la puissance et de l'implantation internationale d'un grand Groupe. Dans tous les pays, Alcatel assure l'installation et la maintenance de ses réseaux de transmission.

**Alcatel TELSPEACE**  
10 avenue du Centre,  
95800 CERGY-SAINT-CHRISTOPHE (FRANCE)  
Tel. : (01 30 73 73 73, Telex : 200000

**Alcatel, un temps d'avance.**

## EXCELLENCE TECHNIQUE

### part entière

Le Japon : A marche vers l'autonomie

FRANCOISE PYBARD

Le Japon est en train de devenir une puissance spatiale. Cette affirmation n'est pas exagérée. En effet, le Japon a réussi à développer une industrie spatiale autonome, capable de concevoir, fabriquer et lancer ses propres satellites. Cette réussite est le résultat d'une politique spatiale ambitieuse, soutenue par le gouvernement et l'industrie. Le Japon a ainsi pu se hisser au rang des grands pays de l'espace, à côté des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Le Japon a commencé sa démarche spatiale dans les années 60, avec le lancement de son premier satellite, Ohsumi. Depuis lors, le Japon a poursuivi son développement spatial à un rythme soutenu. En 1984, le Japon a lancé son premier satellite de télécommunications, Denzetsu-1. Ce satellite a permis au Japon de disposer d'un service de télévision par satellite, ce qui a été une véritable révolution pour le pays.

Le Japon a également développé une technologie de lanceurs spatiaux, capable de lancer des satellites de poids moyen. Cette technologie est le résultat de la coopération entre l'industrie et le gouvernement. Le Japon a ainsi pu se doter d'un lanceur spatial autonome, capable de lancer ses propres satellites.

Le Japon est ainsi devenu une puissance spatiale à part entière. Cette réussite est le résultat d'une politique spatiale ambitieuse, soutenue par le gouvernement et l'industrie. Le Japon a ainsi pu se hisser au rang des grands pays de l'espace, à côté des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

الجزيرة

LES ETOILES  
POLITIQUE  
me Grand

A L'ASSAUT DES ETOILES

EXCELLENCE TECHNOLOGIQUE  
à part entière

microgravité, consacré aux recherches sur les matériaux et les sciences de la vie.  
C'est la France qui a indiscutablement été l'élément moteur de la politique spatiale européenne. D'abord, depuis une vingtaine d'années, par sa volonté d'autonomie, qu'elle a fait partager à ses partenaires. Grâce aussi à la continuité des efforts et à la qualité de la programmation du CNES ainsi qu'à la vigueur de son industrie aérospatiale, qui comprend des entreprises telles que Aérospatiale, la Société européenne de propulsion, Alcatel-Espace, Matra, sans parler d'Arianespace, entreprise au capital majoritairement français. Meteosat, Ariane, Arianespace, Ariane 1 et 3, Hermès, autant de projets pour lesquels la capacité d'initiative et le financement ainsi que la détermination des gouvernements français ont été décisifs. Des programmes complémentaires, par exemple le système Argos (embarqué sur les satel-

ites américains), pour la localisation et la collecte des déchets des îles dispersées sur tous les océans, ou SPOT pour la télédétection, ont été liés à la création de sociétés communes pour le traitement et la diffusion mondiale des données ainsi recueillies : CLS pour Argos, SPOT-Image pour SPOT. Un marché international des applications de l'espace a ainsi été créé en France. Dans le même temps, le CNES s'efforce de poursuivre des coopérations scientifiques tant avec les États-Unis qu'avec l'URSS, qui accueillera un astronaute français pour un vol d'une durée de quatre jours environ en 1991. L'entraînement pour cette mission a déjà commencé à la Cité des étoiles, dans les locaux de Moscou, où l'on a gardé un bon souvenir de la mission franco-soviétique de juillet 1982, à laquelle avait participé Jean-Loup Chrétien. Patrick Baudry, lui, a été le premier Français à participer, en juin 1985, à un vol de la navette améri-

Des projets complémentaires

La République fédérale d'Allemagne, qui dispose d'une puissante industrie aérospatiale et qui, après la France, est aussi bien la première actionnaire d'Arianespace que la première contributrice au budget de l'ASE, a joué, elle, un rôle particulièrement important en matière de programmes Spacelab, Eureka et de recherches en microgravité, auxquelles elle apporte la plus importante contribution financière, et, en Italie, du projet Columbus. Comme sur beaucoup d'autres grands dossiers, la coopération franco-allemande constitue l'ossature d'une politique spatiale européenne. Outre les projets communs déjà réalisés en matière de télécommunications (satellites Syphonie) et de télévision directe (IDF, TV-SAT, qu'Ariane mettra en service en 1987), la complémentarité des propositions des deux pays se fait

l'ASE qui constitue le point de la solidité de leur entente, confirmée par la récente réunion de Bonn en faveur de l'étude préparatoire d'Hermès.  
Le Royaume-Uni a, depuis quinze ans, porté ses efforts sur les télécommunications : Marconi pour les communications maritimes, Skynet pour les communications militaires, et se retrouve logiquement en situation de leader (avec l'Italie) pour le futur satellite polyvalent de télécommunications européen Olympus, dont le lancement est programmé pour 1991 et auquel la France et l'Allemagne ne participent. Depuis 1984, Londres a souhaité renforcer sa capacité spatiale en dotant d'une agence nationale, le British National Space Centre (BNSC), et en s'engageant dans la définition de la plate-forme polaire pour la météorologie et l'observation de la Terre qui fera partie de Columbus. Par ailleurs, les Britanniques



LE VAISSEAU HUMAIN A LA RENCONTRE DU TEMPS  
L'aventure et les risques de la connaissance de l'univers  
(Peinture de Leonov Sokolov)

tellement la coopération avec les États-Unis (le module pressurisé de la station spatiale) et ce qui lui incombe en propre : Ariane 5, Hermès, DRS et le module habitable visitable par l'homme (Man-tended free-flyer ou MTF), jusqu'à la partie inté-

premiers succès nationale

La République fédérale d'Allemagne, qui dispose d'une puissante industrie aérospatiale et qui, après la France, est aussi bien la première actionnaire d'Arianespace que la première contributrice au budget de l'ASE, a joué, elle, un rôle particulièrement important en matière de programmes Spacelab, Eureka et de recherches en microgravité, auxquelles elle apporte la plus importante contribution financière, et, en Italie, du projet Columbus. Comme sur beaucoup d'autres grands dossiers, la coopération franco-allemande constitue l'ossature d'une politique spatiale européenne. Outre les projets communs déjà réalisés en matière de télécommunications (satellites Syphonie) et de télévision directe (IDF, TV-SAT, qu'Ariane mettra en service en 1987), la complémentarité des propositions des deux pays se fait

JAPON : A marche forcée vers l'autonomie

Par FRANÇOISE PYBARO\*

L'EFFORT spatial japonais est intervenu avec un temps de retard par rapport à celui des États-Unis et des pays européens. C'est seulement en 1969 qu'est créée la NASDA, l'agence spatiale nationale. Le rattrapage est alors très rapide : en cinq ans, par le niveau de ses financements, le Japon passe du dernier au premier rang des pays engagés dans un programme spatial, et l'on excepte bien entendu les États-Unis et l'Union soviétique.  
Cette première phase de développement, caractérisée par une coopération étroite avec les États-Unis, s'achève sciemment. Elle s'est traduite par des achats importants de licences et par des accords de coopération entre sociétés japonaises et américaines. C'est ainsi que les lanceurs japonais N1, N2 et H1 ont été réalisés à partir de la fusée américaine Delta. Les satellites de télécommunications CS ont été construits par Ford en coopération avec Mitsubishi, les satellites de télédiffusion BS par General Electric en liaison avec Toshiba, et les satellites météorologiques GMS par Hughes secondés par NEC.  
Cette période a été marquée par le développement d'une stratégie de japonisation progressive des systèmes, et d'introduction prudente de technologies spécifiques. C'est notamment le cas dans le domaine des lanceurs, avec le développement d'un étage supérieur cryogénique, utilisé avec succès sur H1 en août 1986. Parallèlement, la NASDA a conduit un programme de satellites technologiques, réalisés initialement avec l'aide de sociétés américaines puis, au début des années 80, sur une base totalement nationale.  
A partir de 1983 s'ouvre une nouvelle phase avec la définition d'un ambitieux programme à long terme, qui doit consacrer le Japon comme grande puissance spatiale indépendante. Son élément le plus marquant est le développement du lanceur lourd H2, qui marque l'entrée dans une voie totalement nationale et témoigne d'un saut considérable sur le plan des technologies mises en œuvre et des performances. La mise en service de ce lanceur, dont le développement est engagé depuis 1984, devrait intervenir en 1992. Ses performances — de 1,5 tonne à 2 tonnes en orbite géostationnaire avec une marge importante de croissance — le placent en concurrence avec les fusées Ariane 4 et 5. Le défi technique est important, le choix japonais s'étant porté sur la technologie la plus sophistiquée : propulsion cryogénique avec moteur à flux intégré.  
En matière de télécommunications, une nouvelle génération de satellites technologiques (ETS-6) est en cours de développement pour tirer profit des capacités de H2. Là encore, le progrès est spectaculaire puisqu'il y a passage des satellites de classe 350 kg actuels à des satellites de classe 2 tonnes. Une génération intermédiaire (ETS-5), de classe 550 kg, est proche de la mise en service, avec un lancement prévu en 1987. Dans le domaine de l'observation, où il n'est pas encore présent, le Japon se dote également d'un programme propre qui débutera avec un satellite expérimental d'observation des mers (MOS-1) devant être lancé en 1987. Il donnera naissance à deux systèmes opérationnels d'observation des mers (MOS) et des terres (ERS) prévus pour être mis en place en 1991. Compte tenu du haut niveau de compétence de ses industries de l'électronique, de l'optique et des télécommunications, le Japon devrait donc devenir un concurrent sérieux de l'Europe et des États-Unis dans le domaine des applications spatiales, et ce dès le milieu des années 80. L'ensemble de ces programmes devrait se traduire par une progression substantielle du budget spatial japonais, qui, en 1986, s'est élevé à 131 milliards de yens.  
Cette orientation nationale n'implique aucunement une rupture de la coopération avec les États-Unis, qui s'engage maintenant dans deux domaines principaux : télécommunications et station spatiale. Pour ce qui est des télécommunications, le gouvernement de Tokyo a fini par autoriser les importations de satellites américains, satisfaisant ainsi à une pressante revendication de Washington. Cela doit se traduire par la mise en service, avant 1990, de deux systèmes privés proposés par des consortiums américano-japonais, à partir de satellites fournis par Hughes et Ford. Le Japon a également répondu favorablement à l'offre de M. Ronald Reagan de participer à la station spatiale, et ce à hauteur d'environ 300 milliards de yens sur la durée du programme. Il s'agit de construire un module spécifique permettant des expérimentations à l'extérieur grâce à un télémanipulateur. A cette fin, plusieurs groupes industriels ont été mis en place par les grandes entreprises nipponnes qui manifestent un intérêt particulier pour les applications de la microgravité.  
Le Japon n'en restera pas là : il envisage, à terme, des programmes de grande envergure, notamment une navette spatiale qui ira en orbite au stade des pré-études de laboratoire.  
\* Co-auteur de Industries et marchés des applications spatiales. Situation mondiale et perspectives à dix ans (Economica, Paris, 1986).

Les nouveaux espaces.



Moteurs d'Ariane, moteurs de missiles stratégiques, moteurs de satellites, composites, traitement d'images.  
Européenne de Propulsion sep 24, Salomon Suresnes.

UN POTENTIEL IMPRESSIONNANT

Prudence et ténacité de la

DANS un numéro récent, la revue aéronautique américaine Aviation Week and Space Technology (1) rapporte que « l'Union soviétique a terminé les premiers essais de sa nouvelle spatiale sur une plateforme de lancement de Tyuratam... »

du gouvernement (2), on sait ainsi que l'URSS prépare une nouvelle génération de lanceurs spatiaux de grande capacité, avec une tête géante pouvant emporter plus de 100 tonnes de charge utile près de la Terre...

peut les interroger sur leurs grands projets, comme ce fut le cas à Innsbruck, en Autriche, du 4 au 11 octobre 1986. Pendant le trente-septième congrès de la Fédération internationale d'astronautique...

américaine, avec sa charge utile de 25 tonnes et son personnel allant jusqu'à huit personnes. La mission modeste se rattache à des projets scientifiques : l'exploration de Mars par des sondes automatiques...

La situation n'est pas différente dans le domaine des applications civiles ou militaires : météorologie, télécommunications, navigation, reconnaissance,

écoute électronique, etc. Toutes ces utilisations pratiques de l'espace sont en cours de développement, mais avec des satellites peu sophistiqués, assez lourds et à durée de vie limitée...

Des satellites à courte durée de vie

L'EMPLOI de satellites peu performants, à la durée de vie réduite, conduit l'URSS à multiplier les lancements pour assurer les services qui ne dépassent pas, en quantité ou en qualité, il s'en faut, ceux fournis par les systèmes américains (ou européens) pour ce qui est des applications civiles...

En 1961, elle a, depuis, servi plus de mille fois. Le lanceur opérationnel le plus récent de l'arsenal spatial soviétique a été mis en service en 1967 (5). Le Soyouz, qui sert toujours à transporter les cosmonautes, a été initialement conçu en 1962. Le Saliout, dont la station Mir descend directement...

- (1) Aviation Week and Space Technology, 12 décembre 1986.
(2) Dans la livraison de la publication annuelle Soviet Military Power, éditée par les presses du gouvernement américain (Government Printing Office), un numéro est consacré à la puissance soviétique.
(3) Voir, par exemple, Bulloch, « La capacité spatiale soviétique : une perspective spatiale », 3, automne 1984.
(4) Pour une synthèse des activités soviétiques, voir Dupas « Un programme spatial en plein renouveau », la Recherche, novembre 1984.
(5) Un nouveau lanceur à capacité moyenne (15 tonnes de charge utile près de la Terre), baptisé SLX-16 par les Américains, serait en cours de mise en service, mais aucune information soviétique n'existe à ce sujet.

ISAAC ASIMOV

L'eau de la Terre aux Terriens !

L'espace est sillonné de vaisseaux appartenant à des récupérateurs qui harcèment les « objets trouvés » (réservoirs largués par les fusées, coquilles, etc.) pour les recycler dans l'industrie martienne. A bord d'un de ces vaisseaux, deux récupérateurs regardent, à la télévision, un sténographe, Hilder, qui prononce un discours démagogique et « xénophobe » contre les habitants de la Lune, de Vénus et de Mars.

« La Terre a investi sur Mars deux cents milliards de dollars et en a récupéré cinq sous forme de minerais de fer. La Lune a reçu cinq cents milliards de dollars dont elle a remboursé un peu plus de vingt-cinq millions en magnésium, titane et divers métaux légers. Pour Vénus, c'est encore mieux : la Terre a déboursé cinquante milliards de dollars sans recevoir aucune compensation. C'est ce qui intéresse les contribuables - leur argent se volatilise, mais rien ne rentre ! »

Tandis qu'il parlait, l'écran était couvert de petits croquis représentant les récupérateurs en Mars, minuscules vaisseaux, allongeant leurs minces bras filiformes vers des coquilles baladeuses pour s'en saisir, puis les balant avant de les estampiller d'un étincelant HADOPOLYMER DE MARS et de les diriger sur Phobos.

Hilder réapparut : « Un jour, disent-ils, ils nous rendront tout cela. Un jour ! Aux calendes grecques, oui ! Dans combien de temps ? Un siècle ? Mille ans ou plus ? Un jour ! Prenons-les au mot. Un jour, ils nous rendront nos métaux. Un jour, ils seront capables de produire leur propre nourriture et leur énergie. Ils n'auront plus besoin de nous pour rien. Il y a autre chose qu'ils ne pourront jamais nous rendre, fût-ce un milliard d'années : l'eau ! »

Mars ne possède qu'un insignifiant filet d'eau parce qu'elle est trop petite. Vénus n'en possède pas du tout. La Lune, pas davantage, parce qu'elle est à la fois trop petite et trop chaude. Ainsi, non seulement la Terre doit leur fournir trois fois l'eau pour boire et l'eau nécessaire à leur industrie, mais aussi l'eau qui est dilapidée dans l'espace par millions de tonnes ! »

(Extrait du roman d'Isaac Asimov, « La vie martienne, 1955, publié en français aux Editions J'ai lu, Paris, 1978.)

AIR & COSMOS PRIX DU CLUB DE L'ESPACE 1981 CHAQUE SEMAINE L'ACTUALITE PROFESSIONNELLE LES TECHNIQUES NOUVELLES LA VIE DE L'INDUSTRIE

abonnez-vous !

retourner à AIR ET COSMOS 6, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 PARIS

Tarif des abonnements 1 an France FF 560 FF 365 Etranger FF 610 FF 410

Formular de înscripție cu câmpuri pentru Nume, Funcție, Adresă, Căsuță de poștă și mod de plată (chec sau CCP).

INDE : Au service du développement économique

Par MARC GIGET

L'INDE s'est engagée en 1961 dans la recherche spatiale. Son intérêt militaire initial - élaboration d'un missile intercontinental - a rapidement fait place à des préoccupations civiles et au développement. Cette évolution a des fondements pour le succès d'un programme qui compte parmi les plus complets au plan mondial, tant par ses réalisations que par les actions menées en coopération avec l'Etat-Unis, l'Europe et l'Union soviétique.

Le pays s'est lancé en 1972 - d'un ministère de l'espace, l'Inde a un budget spécifique de plus de 150 millions de dollars pour l'année fiscale 1986-1987, se situant au huitième rang international, nettement devant le Royaume-Uni, l'Italie ou le Canada. Avec ces moyens - qui restent limités par rapport à ceux des grandes puissances spatiales - elle a réussi à bâtir un programme incluant lanceurs et applications d'application et produits localement.

Quatorze mille personnes travaillent actuellement dans le domaine de l'espace, qui encadre et programme le développement de long terme des activités dans ce domaine. L'agence spatiale indienne, l'ISRO, la plus ancienne au monde, après la NASA, en Inde a été achetée aux Etats-Unis mais la suivante sera fournie par l'industrie nationale qui a déjà construit avec succès le satellite Apple, comme elle a produit d'insat. L'importance qu'on lui a donnée de télécommunications et de télédétection graves catastrophes naturelles a amené l'Inde à élaborer un système propre de météorologie spatiale, embarqué sur le satellite insat. Ce système, qui intègre également les données des satellites étrangers, est aujourd'hui l'un des plus performants qui soient, notamment en matière d'alerte avancée des cyclones.

L'impératif de la mise en valeur des ressources naturelles, minérales et végétales, du sous-continent a entraîné très tôt un vif intérêt de New-Delhi pour les satellites d'observation et de télédétection, conduisant à l'utilisation, dès l'origine, des données des satellites américains, notamment de Landsat. Une agence spécialisée a été créée en 1975, et deux satellites d'observation et de télédétection, de conception locale, ont été mis en orbite en 1979 et 1981, soit sept ans avant la mise en orbite du premier satellite d'observation européen... Trois autres satellites doivent être lancés de 1987 à 1991, et Landsat.

Après avoir financé d'importants programmes d'expérimentation des télécommunications, l'Inde a mis en place son propre système, Insat, en 1983. La première génération nationale qui a déjà construit avec succès le satellite Apple, comme elle a produit d'insat. L'importance qu'on lui a donnée de télécommunications et de télédétection graves catastrophes naturelles a amené l'Inde à élaborer un système propre de météorologie spatiale, embarqué sur le satellite insat. Ce système, qui intègre également les données des satellites étrangers, est aujourd'hui l'un des plus performants qui soient, notamment en matière d'alerte avancée des cyclones.

En matière d'utilisation des données de la télédétection spatiale, l'effort réalisé est unique au monde : un institut spécialisé, un réseau décentralisé de diffusion, ainsi que des centres régionaux de formation des utilisateurs et de traitement des données. Comme développé une spécialisation de haut niveau pour la réalisation d'équipements peu coûteux de réception de systèmes spatiaux.

Directeur d'Euroconsult, société de recherche et d'études économiques sur les industries de haute technologie.

A L'ASSAUT DES ETOILES MAIS PEU SOPHISTIQUE Stratégie so

Texte vertical sur la droite de la page, contenant des informations complémentaires et des citations.

Handwritten signature or note at the bottom center of the page.

الجزيرة

A L'ASSAUT DES ETOILES

# MAIS PEU SOPHISTIQUE stratégie soviétique

biologique et, récemment, l'utilisation de matériaux en micro-gravité, ont volé plus de six cents fois. Cette approche rend possible une véritable production en série ainsi qu'un amortissement des coûts sur un grand nombre d'exemplaires.

La ténacité est la seconde caractéristique majeure du programme spatial soviétique. Elle a, en effet, été nécessaire pour surmonter d'énormes difficultés technologiques : dans l'étude de Véga, le premier véritable succès n'est venu qu'à la dix-huitième tentative, et il a fallu sept ans pour que le programme de Maria Salout soit vraiment opérationnel. Cette persévérance porte ses fruits, et il est frappant de constater à quel point la technologie spatiale soviétique progresse rapidement aujourd'hui. Le domaine militaire, on peut noter la mise au point de satellites de reconnaissance à transmission radio des images, comparables aux KH-11 américains. En matière scientifique, le succès, en mars 1986, des sondes Vega de la comète Halley démontre que l'URSS maîtrise désormais des missions très difficiles, faisant appel à une instrumentation sophistiquée. Les Soviétiques sont en mesure de repartir à l'étude de Mars, et ils ont conçu une opération, appelée Phobos, qui commencera en juillet 1988, et qui n'a rien à envier en complexité aux plus belles réalisations américaines dans l'étude des planètes. Dans le domaine des vols habités, les Soviétiques s'apprêtent à entreprendre, en 1987, un vol record de dix mois à

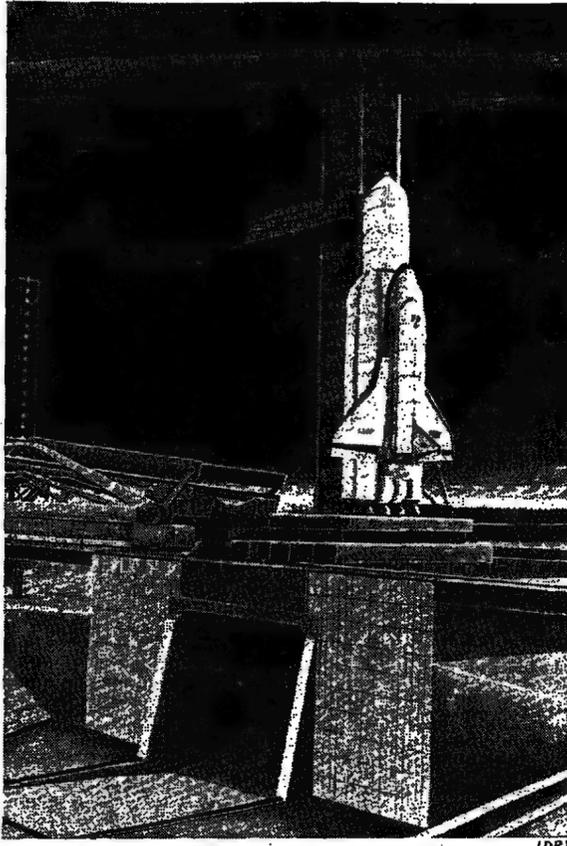
bord de la station Mir. Cette station va progressivement grossir d'ici à la fin de cette décennie par adjonction de quatre gros modules scientifiques, pour devenir aussi importante que la station envisagée par la NASA pour le milieu des années 90.

La situation très conservatrice adoptée par l'Union soviétique lui a finalement permis de disposer aujourd'hui d'un potentiel spatial impressionnant, qui, sans une capacité de lancement sans équivalent, même si elle ne repose encore que sur des fusées classiques, et une technologie suffisamment avancée pour mettre en œuvre de façon efficace toutes les applications pratiques de l'espace. Une question se pose cependant : un potentiel est-il utilisé principalement à des fins civiles ou militaires ? Les observateurs américains font état de chiffres qu'ils estiment alarmants : plus de 80 % des lancements soviétiques seraient de caractère militaire. Qu'en est-il vraiment ? Il est évident que l'URSS, comme les Etats-Unis, utilise largement les satellites pour l'acquisition d'informations et le soutien de ses forces armées. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit cependant d'applications des techniques spatiales, du type reconnaissance ou télécommunications, qui n'ont aucun caractère agressif. Et si l'on compte, non pas du nombre des lancements, qui est un mauvais indicateur, mais de la masse satellisée, on arrive à la conclusion que le programme soviétique est à 70 % militaire, soit une proportion inférieure à celle des Etats-Unis.

une simple modernisation de missiles antimissiles.

Le maréchal Akhroméev affirme que l'URSS ne s'intéresse pas à la création de « systèmes spatiaux ABM ». La mise en place d'armes ABM en orbite est une option technique envisagée par les Etats-Unis dans l'IDS, mais qui n'est pas forcément retenue par les Soviétiques. Ceux-ci peuvent parfaitement préférer des systèmes basés au sol, et étudier, comme ils le disent, une réplique non spatiale (multiplication des ogives par exemple) au déploiement d'un dispositif ABM dans l'espace. Des informations assez détaillées sur le dispositif soviétique anti-IDS ont été fournies lors d'une conférence de presse tenue à Moscou le 17 décembre dernier (7).

Le développement d'un lanceur géant et d'une navette s'accorde-t-il avec la prudence des Soviétiques ? ont fait preuve jusqu'ici ? Il n'y a pas a priori de contradiction. Les Soviétiques ont certainement une juste conscience des limites de leurs moyens de transport spatiaux actuels, en particulier pour l'envoi d'hommes dans l'espace et la récupération de charges utiles. D'autre part, ils ne sont sans doute très bien conscients de la difficulté de construire et de mettre au point un véhicule du type navette : une dizaine d'années au moins de développement, suivies de plusieurs années de vols expérimentaux. L'exemple américain montre qu'il faut instruire à cet égard. Dans ces conditions, il est normal qu'ils aient réalisé et qu'ils se préparent à tester des moyens de transport spatiaux avant d'en avoir véritablement besoin. M. Dounev a ainsi raison lorsqu'il dit que les Soviétiques ont actuellement disponibles dans leur arsenal spatial et de cosmonautes. Mais cela ne signifie pas que les moyens de transport spatiaux actuels, qui sont nécessaires pendant les années 80, ne doivent pas commencer à être améliorés.



LA NAVETTE SOVIÉTIQUE VUE PAR LES AMÉRICAINS. Un outil déjà prêt pour les grandes stations orbitales de demain.

## Une défense antimissile terrestre

On sait que les Soviétiques, qui mènent campagne contre l'initiation de défense stratégique (IDS) du président Reagan, ont en particulier, testé et peut-être déployé un système d'interception de satellites en orbite basse. Mais il est assez certain que ce système est très peu efficace, et que ses tests sont interrompus depuis plusieurs années. En ce qui concerne le développement de systèmes défensifs contre les missiles balistiques (systèmes dits ABM), la position soviétique a été clairement exprimée par le maréchal Akhroméev, chef d'état-major général des forces armées de l'URSS : « Nous n'effectuons pas d'efforts sérieux pour le développement de systèmes spatiaux ABM. Par contre, nous travaillons au perfectionnement des systèmes d'alerte, au moyen de contrôle, de communication et de navigation, à la mise en place d'une défense antimissile terrestre dans les limites autorisées par le traité [de 1972] ABM dont nous observons rigoureusement toutes les dispositions (6) ».

Ces affirmations sont-elles compatibles avec les informations américaines recueillies par les observateurs américains sur les armes ABM, qu'il s'agisse de missiles, de lasers ou de faisceaux de particules ? Le traité de 1972 n'interdit pas les recherches sur ces armes, ni même le développement, le test et le déploiement d'armes ABM basées au sol et nécessitant une modernisation des systèmes terrestres par ce traité. La situation n'est cependant pas claire pour les armes à énergie dirigée (lasers et faisceaux de particules), qui ne peuvent pas être considérées comme

des satellites géostationnaires de 1 tonne au moyen de fusées Proton pour une somme de 154 millions de francs. Un prix inférieur de moitié environ à celui qui serait demandé par Arianespace pour une mission comparable. Il reste cependant un obstacle de taille sur la route de l'IDS : ce marché commercial ; les règles du COCOM, l'organisme intergouvernemental des pays occidentaux qui contrôle les transferts de technologie vers les Etats du bloc soviétique... ALAIN DUPAS.

(6) Extrait du journal allemand Die Welt et reproduit dans Temps International n° 48, 1986.  
(7) Voir International Herald Tribune, 18 décembre 1986.  
(8) Voir Le Monde, 5 décembre 1986.

## Vivre en apesanteur ?

RENÉ BOST \*

La gravité est un des facteurs de l'environnement qui ont le plus marqué l'évolution, la morphogénèse et la physiologie des espèces. Paradoxalement, c'est un de ceux qui ont été le moins étudiés. La vie est une victoire sur le pesanteur. Elle s'est adaptée à sa contrainte, elle s'est construite autour de la verticale. Les structures statiques des organismes sont destinées à résister à l'écrasement de l'attraction terrestre. Elles s'adaptent en permanence à sa stimulation : sans la collépine, sans le squelette chez les vertébrés, sans le tissu ligamenteux chez les cellules animales, la vie se réduirait à deux dimensions. Les structures dynamiques du milieu intérieur des organismes luttent contre la gravité pour véhiculer, dans les systèmes circulatoires, les substances nutritives et évacuer les déchets. Lors du passage de la position couchée à la position debout, par exemple, le système veineux s'adapte instantanément à l'augmentation considérable de la pression hydrostatique provoquée par le pesanteur. Les êtres vivants sont dotés d'un système sens, oublié par les physiologistes : le sens de la verticale, utilisé comme référentiel universel pour l'orientation, la stabilité de la vision, la poursuite des cibles par le regard, l'équilibre postural. La position de l'homme drigé est asservie à la verticale à deux degrés près.

L'environnement spatial étant caractérisé essentiellement par l'absence de gravité, on ne s'étonnera pas si les astronautes sont affectés, dès la mise en orbite, par de sérieuses perturbations physiologiques appelées « syndrome de l'adaptation spatiale ». Elles se traduisent par une redistribution de la masse sanguine vers la partie supérieure du corps et une absence de stimulation des capteurs de gravité qui provoquent une congestion céphalique, des sensations de malaises, des états nauséux, une perte calcique, sans conséquences pathologiques toutefois pour des vols courts.

Cette phase aiguë, dite adaptative, est suivie au bout de quelques jours par un état chronique, dit « conservatif » ou « opératif » suivant les écoles, correspondant à l'effacement progressif des mécanismes physiologiques réflexes liés à la pesanteur terrestre et à l'apparition d'un état caractérisé par une nouvelle programmation adaptée à l'absence de gravité. Son installation est préoccupante pour le retour sur Terre après des vols de longue durée. Pour limiter les conséquences fâcheuses d'une confrontation brutale à la gravité, une préparation sérieuse de l'organisme, pour lui rappeler les conditions terrestres, est nécessaire avant le retour. Ces phénomènes transitoires témoignent d'une plasticité étonnante des mécanismes neuro-sensoriels jusque-là réputés invariables.

Le développement de ces recherches est étroitement dépendant de l'évolution des moyens spatiaux disponibles. La technologie des véhicules habités est loin d'avoir atteint ses limites. La première génération d'engins, Gemini, Apollo, Soyuz, ne permettait pas, faute de place, de procéder à des investigations significatives en vol. Les stations de deuxième génération, Skylab, puis la navette spatiale américaine, le Salut soviétique, le Spacelab européen, ont rendu possible l'embarquement d'expériences déjà sophistiquées en sciences de la vie.

C'est avec l'avènement des stations de la troisième génération que ces sciences atteindront leur plein développement spatial. Les stations orbitales permanentes et leurs moyens d'accès permettront aux physiologistes spatiaux d'aborder dès 1995-2000 la phase opérationnelle de leur recherche. Après aménagement de leurs vaisseaux de transport sur les stations, ils pourront procéder à des expériences de longue durée. Ils disposeront d'équipements permanents - adaptés aux conditions spatiales - voisins de ceux de leurs laboratoires, avec l'apesanteur en plus. Ce sera le début d'une nouvelle page de la physiologie que l'on pourrait appeler gravitationnelle.

\* Spécialiste des sciences de la vie au Centre national d'études spatiales.

## GROUPEMENT pour le DEVELOPPEMENT de la TELEDETECTION AEROSPATIALE

(CNES - IGN - BRGM - IFP - BDPA)



- FORMATION
- COOPERATION TECHNIQUE
- DISTRIBUTION D'IMAGES SATELLITES
- DEVELOPPEMENT DE FUTURS INSTRUMENTS EMBARQUES

18, avenue Edouard Belin  
31055 TOULOUSE Cedex (FRANCE)

Tél. : 61.27.42.76  
61.27.42.80  
Télex : 531 081 F

STIONNANT  
de la  
économique  
service

## L'EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ

# Philippines : difficile parcours pour le

AUX Philippines, comme dans les autres pays récemment libérés de leurs dictateurs, la gravité des problèmes économiques peut compromettre le retour à la démocratie. Alors que son pays doit 26 milliards de dollars aux banques étrangères, M<sup>re</sup> Aquino a entamé au début de janvier 1987 de délicates négociations avec le Front démocratique national ; ce dernier, s'il a bien accepté une trêve de deux mois, n'en a pas pour autant renoncé à ses exigences radicales de réforme agraire et de justice économique.

Par PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis la peine une année, les Philippines ont parcouru un chemin semé d'obstacles. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos. Une expérience culturelle, voire spirituelle. Par toutes ses dimensions, ce parcours est le passage du rêve de l'unité nationale de 1946 à la réalité des inévitables dissensions existantes dans le pays en voie de développement qui veut la démocratie. Dans ce parcours, le pire n'est pas toujours sûr, même si le meilleur est difficile à faire advenir.

Le 19 août 1983, elle atteignit son paroxysme pendant les quatre jours de la révolution de février. Plusieurs livres philippins (1) en racontent les péripéties. En les feuilletant, le lecteur se sent frappé par le côté fusionnel, extatique, religieux de ces quatre journées. Le pays connaît la tension la plus grande : tout pouvait basculer à tout instant dans le chaos. Ce moment, unique dans l'histoire du pays, unique peut-être dans l'histoire du monde, est la victoire de la non-violence, de la foi d'un peuple. Il est une fondation symbolique puissante d'une nouvelle ère, mais il porte en lui les fragilités et les incertitudes que ces derniers mois ont révélés au grand jour.

M. Marcos parti, il fallait diriger le pays. M<sup>re</sup> Aquino n'avait aucune formation pour remplir ce rôle. Mais elle a été pour elle un solide bon sens, un pragmatisme certain, des principes éthiques affirmés, des conseils avisés et surtout la confiance de l'appui d'une très grande majorité de la population. Dans ce processus avec le réel, elle devait affronter plusieurs problèmes : la gestion quotidienne, le retour au politique et la place de l'armée, la reprise de l'économie, la gauche et la guérilla.

Les urgences étaient partout et sur tous les plans : la politique du vide pratiquée par M. Marcos avait touché les caisses, le personnel politique, les institutions nationales, la santé publique, etc. Tout était à reconstruire, et tout était urgent. M<sup>re</sup> Aquino profita des premières semaines d'état de grâce pour déclarer son gouvernement révolutionnaire : s'il fallait rebâtir, autant le faire les mains libres, à partir de zéro. Cela permettait de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à la nomination de nouveaux fonctionnaires responsables (Officers in Charge, OIC) sur tout le territoire, pour remplacer ceux qui avaient été nommés ou élus pendant le régime précédent.

Le ministre de l'Administration locale, M. Aquilino Pimentel, ancien dirigeant du Front démocratique philippin (FDP) nomma mille OIC, un peu plus vite, semble-t-il, 10 000 d'entre eux furent remplacés dans les semaines. Cette précipitation et les livraisons qui s'ensuivirent ont été critiquées.

ancien opposant de M. Marcos en faveur des secteurs de droite et a renforcé l'impression d'un centralisme excessif dans l'esprit des locaux.

Pour accélérer le passage à un régime constitutionnel, M<sup>re</sup> Aquino prit une option favorable : nommer une commission (quarante-huit membres) de gauche (dont certains proches de la gauche) pour la rédaction d'une Constitution qui serait soumise à référendum. Les membres de cette commission, enrichis par une législation multiforme et le fait que le projet de texte en octobre 1986. Avec près de deux ans de retard, le référendum aura lieu le 2 février 1987.

### La politique ou l'armée

ENTRE la prise de possession de la présidence et le référendum du 2 février 1987, il y eut un changement de gouvernement nommé par M<sup>re</sup> Aquino et commencé à gérer le pays selon des options politiques : mesures de justice (augmentation de 10 % des salaires des professionnels, législation sur le droit de grève, par exemple), libération des prisonniers politiques, articles de conciliation et de négociation avec la guérilla. Ces options, de gauche par ses aspects sociaux, ont été perçues comme des fondements, n'a pas reçu l'adhésion de tous, loin de là.

Ne parions pas de la arrière-garde pro-Marcos, elle loyaliste, qui fut le coup d'état d'opercita en juillet 1986 sous la houlette d'un vieillard manipulateur, M. Arturo Tolentino. L'opposition qui se rassembla finalement rassemble une partie de l'armée, d'une part, et la droite classique, d'autre part. Elle n'a aucun lieu d'expression, même le conseil des ministres. M<sup>re</sup> Aquino y avait rassemblé presque toutes les tendances : la droite, représentée par M. Enrile, le représentant un homme d'affaires comme M. José Concepcion, les techniciens de l'économie, tel M. Jaime Ongpin, de vieux opposants au régime Marcos, comme M. Aquilino Pimentel, et les ministres sociaux, tel M. Augusto Sanchez. Ce conseil est une mosaïque de techniciens et de politiques de tout bord. La droite n'y trouvait pas son compte. La discipline nécessaire à l'exercice du pouvoir n'y était pas.

A partir de septembre 1986, M. Enrile devint la cible de la critique et l'égard du gouvernement. Il exprima le point de vue de l'armée, celui en tout cas des jeunes colonels anticommunistes du Mouvement de réforme des forces armées (RAM). Ceux-ci ont monté une opération, « Lord Salvat the Queen », qui devait leur donner le contrôle du pouvoir, tout en mainte-

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commission spéciale (Presidential Commission for Good Government, PCGG) fut chargée de lancer des enquêtes sur toutes les fortunes illégalement acquises. Elle permit de révéler les incongruités de M<sup>re</sup> Imelda Marcos et le pillage auquel s'était livrée la famille du président déchu. Les modalités de récupération de leur fortune furent à peu de choses près de la PCGG : ils ne furent limités pour ne pas entraver l'économie et éviter le délit de capteurs, même ceux qui furent illégalement acquis.

Ce processus de purification inquiétait particulièrement les proches de M. Marcos, tel M. Enrile, qui assumait récemment encore les fonctions de ministre de la Défense. On sait que celui-ci a accumulé une énorme fortune ( lorsqu'il était président de la United Coconut Planters Bank) et qu'il a procédé à un transfert massif de fonds vers les Etats-Unis (125 millions de dollars en 1983, plus de 1M) millions de dollars par la suite). Les enquêtes sur son attitude à l'égard des droits de l'homme seraient catastrophiques pour sa réputation. En position de pouvoir jusqu'à la fin de novembre dernier, il pouvait empêcher le déroulement d'une enquête sur son passé. Mais s'il n'est pas puissant, il n'est pas sûr d'être désormais en mesure de s'y opposer.

nant M<sup>re</sup> Aquino à la tête de l'Etat. Ils n'ont pas pu le réaliser, mais avec l'aide de M. Enrile. Leur rôle au sein de l'armée fut dérobé, volé par le général Fidel Ramos, chef d'état-major, qui a bloqué tout transfert de coup d'état en limitant le pouvoir à l'arrière-plan de chaque commandant de région (dont onze sur douze avaient été changés depuis février).

Le coup d'état manqué des 22-23 novembre 1986 et le départ de M. Enrile ont changé l'équilibre des pouvoirs. Un marchandage a été conclu : M<sup>re</sup> Aquino a accepté plus de pouvoirs dans les négociations avec la guérilla et remplacera certains de ses ministres. Elle a partiellement répondu à ces exigences et se séparant de ses ministres accusés de corruption, MM. Ernesto Masera (ressources naturelles) et Rogacion Cordero (travaux publics), et en créant un nouveau poste de M. Aquilino Pimentel : ministre conseiller pour les affaires militaires. En échange, le général

Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. Le chef d'état-major sort grand de cet épisode. Mais, en nommant le général (en retraite) Rafael Nieto au poste-clé de ministre de la Défense, M<sup>re</sup> Aquino crée un pont supplémentaire entre le pouvoir civil et militaire. M. Nieto, homme d'une grande culture et sans ambition personnelle, opposant résolu à M. Marcos (ce qui lui valut l'œil doré des ambassades de Téhéran et de Bangkok), est à la fois un professionnel de l'armée et un fervent partisan de la révolution de février et de la famille Aquino. La présidence s'est ménagé ainsi de nouvelles fidélités au prix d'accroissements qui ne touchent pas l'essentiel du principe du retour à la démocratie.

Cette nouvelle distribution des cartes politiques est généralement bien accueillie par la gauche. Les Américains sont satisfaits ; les Philippines restent fidèles et prêts à défendre leurs intérêts.

### Des industriels réticents

POUR la majorité des cinquante-cinq millions de Philippines, le changement politique traduit en termes économiques : il signifie que le changement politique survenu en février 1987 n'a rien changé à l'état de grande pauvreté de leur région ou de leur ville. On meurt de faim dans l'île de Negros et dans bien des autres.

Le nouveau régime se trouve devant un problème immense. Il a choisi de commencer à agir en regagnant la confiance de la population en l'étranger. Par des mesures modestes, comme des actions sur les prix des médicaments et le relèvement des salaires des enseignants, il a montré sa bonne volonté et le sens de son action. Dans des décisions prises récemment, en date du 5 décembre 1986, il confirme ses intentions : dans le budget 1987, la part des dépenses sociales passera de 16,7 % à 22,4 %.

Mais le redressement de l'économie doit aussi passer par des grandes réformes de fond. Celles-ci ne sont pas encore engagées. Pas de réforme agraire en vue. Pas d'investissement de la part de la classe industrielle et commerciale : pour ces grandes transformations du paysage économique, il faudra attendre l'élection du Congrès en mai. La réforme agraire ne pourra passer par une loi. Et les industriels investiront lorsqu'ils auront une garantie sur leurs placements. L'orientation politique du pays a été déterminante : c'est pourquoi le combat politique d'aujourd'hui est si important : l'avenir économique des Philippines dépend du rapport des forces politiques qui se mettront en place d'ici mai 1987.

intérets (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile, est soulagé de cette nouvelle fermeté de la présidence. Tout au-delà de la trêve conclue avec la gauche armée, M<sup>re</sup> Aquino a probablement aujourd'hui une marge de manœuvre un peu plus large qu'il y a deux ou trois mois. Après les menaces de coup d'Etat, les Philippines reviennent donc au jeu politique qui les mènera au référendum du 2 février et, surtout, aux élections législatives de mai 1987 : chaque groupe cherche à se placer en avant dans cette course. La droite se rassemblera autour de M. Enrile, qui possède beaucoup d'appuis dans l'armée. Et M<sup>re</sup> Aquino est en train de lancer un mouvement, Lakas ng Bansa (Pouvoir de la nation), qui pourrait se transformer en parti politique.

D'ores et déjà, on peut noter l'extrême réticence des industriels. Ils ont subi de profondes pertes de profit inconnues sous nos latitudes, ils n'acceptent d'investir que si le gouvernement leur garantit des profits similaires. Ils restent bruyamment devant les réformes sociales et du droit de grève proposées par le ministre du Travail, M. Sanchez, ou devant les projets de dévaluation des importations. Leurs vœux sur la situation du pays sont d'un optimisme accablant. Ils ne pensent qu'à un rendement financier immédiat. Un tel jugement n'est pas un discours idéologique : c'est le fruit d'observations faites lors de réunions d'industriels à Manille. Si le redressement économique n'a pas lieu, les industriels en porteront une grande part de responsabilité.

Sans attendre ces échéances, M<sup>re</sup> Aquino a tenté d'agir sur un élément fondamental de macro-économie : la dette et les investissements étrangers. C'était le sens de ses voyages aux Etats-Unis et au Japon. Ils ont été un succès personnel et politique réel. Mais les perspectives économiques sont plus ternes. On a même vu le Congrès américain, dans le cadre de son accord avec M<sup>re</sup> Aquino, voter 200 millions de dollars de crédits spéciaux, puis se raviser quelques jours après, l'exigence des réalités économiques américaines ayant prévalu sur l'élan du moment.

(1) People Power, Manille, 1986, 320 pages, 247 photos.

# La gauche militante

(KMP, Mouvement paysan des Philippines), créé en 1985, participe à une coalition radicale.

La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PNB ou Parti du peuple) (2) complète le panoplie des organisations « démocratiques nationales ». C'est la première fois que ce courant, constitué en réaction à l'évolution parlementariste du vieux PKP (3), suscite la formation d'un parti politique légal, décidé à s'engager dans la lutte électorale. Lancé par d'anciens dirigeants politiques et des dirigeants d'organisations de masse, le PNB « briser le monopole des classes exploitantes sur le processus électoral et servir d'instrument aux classes exploitées ». Interrogé sur le sujet des relations entre ce parti et le PKP, M. José Maria Sison a répondu que le PNB « est un parti au caractère démocratique national possédant sa propre intégrité politique et organisationnelle » ; ce n'est « ni une succursale ni un rival » du PKP. « Très clairement, le Parti communiste des Philippines n'est pas le parti d'avant-garde marxiste-léniniste du prolétariat (4). »

avec l'expansion du mouvement de guérilla et le développement multiforme du courant démocratique national, le PKP bénéficie aujourd'hui d'une réelle audience. Il peut intervenir sur tous les terrains de lutte et reste la formation dominante de la gauche militante. Le mérite d'avoir plus d'être ce que ce parti incarne de loin (5).

(1) « Party conducts assessment, says Bayan ».

(2) Le mot Bayan, en tagalog (philippin), signifie le nom de peuple et de nation. Il est traduit par l'un ou l'autre vocable, suivant les cas.

(3) Le PKP est né d'un processus de sécession-expulsion, en 1967-1968, des rangs du Parti communiste et Philippines (PKP), Parti communiste des Philippines en tagalog. Formé dans les années 30, le PKP avait dirigé le mouvement de résistance Hukbalahap, formé au début des années 50. Longtemps sous la double influence de Moscou et de Pékin, il perdit du dynamisme dans les années 60, s'aligna sur la politique de l'URSS

Constitué dans le feu de la radicalisation étudiante des années 1968-1972, poussé dans la plus stricte ligne marxiste par l'imposition de la loi martialle en septembre 1972, il traversa une période très difficile. En 1974-1975, ses premières bases de guérilla sont détruites — dans la province d'Isoabela, dans le nord de l'île de Luzon — ou réduites à peu de chose. En 1976-1977, ses principaux dirigeants politiques et militaires sont arrêtés. En 1978, une grave crise éclate entre la direction de Manille-Rizal (la région de la capitale) et le comité central du PNB, déjà, de la tactique électorale.

Beaucoup de mouvements révolutionnaires armés ne se sont jamais remis d'une telle succession d'épreuves. Le PKP s'est, pour sa part, rétabli en quelques années, grâce à la qualité militante de ses membres et à des orientations politiques concrètes. La crise sociale aidant, il a pu s'enraciner dans de nombreux centres urbains et zones rurales. Il a su s'intégrer au vaste mouvement de masse anticdictatorial qui a pris son essor à partir de 1975 dans les villes et engagé une collaboration avec les milieux chrétiens.

et signe un « pacte national » avec Marcos en 1974.

(4) Rapport politique par M. José Maria Sison au congrès de fondation du PNB, dactylographié, page 6. M. José Maria Sison est le plus connu des fondateurs du PKP. Président du comité central de ce parti de 1968 à son arrestation, en 1977, il a été libéré après la victoire de M<sup>re</sup> Aquino. Il n'a aucune fonction officielle dans le PNB, mais il préside la commission préparatoire à sa formation. Il est un point de référence politique pour de nombreux militants communistes.

(5) Sur l'histoire du PKP, voir la très intéressante étude d'Armando Malay Jr., « Maoisme, loi martialle et mouvement des Philippines (1966-1980) », présentée pour le doctorat de troisième cycle à l'université Paris-VII, décembre 1985.

### CURE THERMALE 1987

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soins.

DE FOCCAR à la MEDITERRANEE, choisissez les stations de détente de la CHAINE THERMALE DU

Le monde diplomatique

01 GIBOUX LES BAINS (Hte-Provence) RHUMATISMES, arthrose, arthrite, adénite, traumatologie, réduction, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.I. Pneumologie, Thèmes troglodytes celtiques, géo-tourisme (antichambre reconstruit).

02 SAINT LAURENT LES BAINS (Hte-Corrèze) RHUMATISMES, Thèmes neutres.

03 LAMALOU LES BAINS (P.-O.) Rhumatismes, arthrose, arthrite, adénite, traumatologie, réduction, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.I. Pneumologie, Thèmes neutres.

04 LE BOULOU (P.-O.) Tout près de la Côte Verte, FOIE, VESICULE BILIAIRE, MALADIES DE LA NUTRITION (goutte, diabète) ARTERITE (en cours d'ajustement), Thèmes neutres.

05 ANELLE LES BAINS (P.-O.) En Roussillon, (sud de Rome), N° 1 en France pour traitement des VOIES RESPIRATOIRES et RHUMATISMES, O.R.I. Pneumologie, arthrose, arthrite, réduction, Thèmes neutres.

06 LA PRESSE LES BAINS (P.-O.) Hte pays catalan, La station des VOIES RESPIRATOIRES, O.R.I. Pneumologie, Thèmes neutres.

07 SAINT CHRISTAU (P.-O.) Hte Béarn, Eauz terroir uniques en Europe, Rhumatismes, O.R.I. Pneumologie, arthrose, arthrite, réduction, Thèmes neutres.

08 CAMBO LES BAINS (P.-O.) Pays basque, RHUMATISMES, arthrose, arthrite, réduction, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.I. Pneumologie, Thèmes neutres.

09 JONZAC en Haute-Saintonge, RHUMATISMES, traumatologie, "phénotologie", Thèmes neutres troglodytiques.

Corpe médical et paramédical de spécialistes dans toutes les stations. Equipement thermal moderne et complet (de 1 à 32 soins) offrant un traitement complet personnalisé. Possibilité de soins d'été (de 1 à 32 soins) (double handicap).

Document, gratuite N° 945 (hébergement et cures) aux THERMES de chaque station concernée ou à la CHAINE THERMALE DU SOLEIL, MAISON DU THERMALISME, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS.

Tel. (1) 47.42.57.91 +, ou à Bruxelles : 92, Tél. (1) 234.11.11

# REEL

## Nouveau po

Le monde diplomatique

### Marxisme et christianisme

Le monde diplomatique

### Le projet

Le monde diplomatique

Le monde diplomatique



# OU COOPÉRATION ? de la démarche américaine

La Commission a préconisé des initiatives vigoureuses pour développer les bases de la technologie spatiale américaine et développer l'espace réellement bon marché. Le calendrier qu'elle propose prévoit une première station sur la Lune vers 2010 et les premières missions sur Mars peu après 2020.

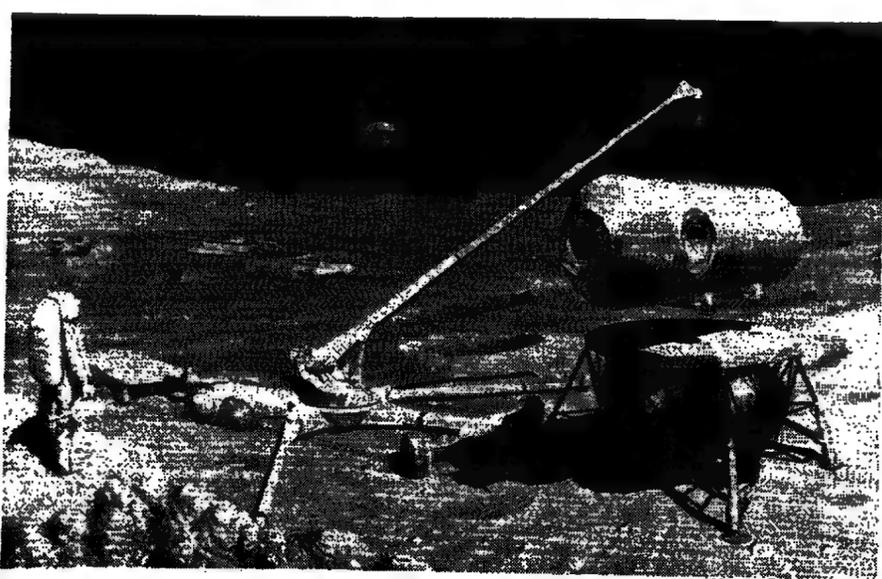
Si les Etats-Unis veulent se doter d'une politique spatiale cohérente, il faudra que les objectifs et le plan d'action soient en œuvre dans la période 1990-2000 soient intégrés à une vision ou une autre de ce type de vision à long terme. Cela devrait à son tour entraîner des décisions sur l'orientation d'un grand nombre de projets. L'une des questions les plus fondamentales est de savoir quelle catégorie de programmes de recherche la NASA développera au cours des deux prochaines décennies. La liste scientifique américaine de l'espace est une telle liste de missions du plus grand ordre dans l'exploration du système solaire, les sciences de la vie, la physique des relations Terre-Soleil, l'astrophysique, l'astronomie et les sciences de la Terre, que les Etats-Unis à eux seuls ne sauraient y suffire. Parmi les possibilités qui s'ouvrent : une division explicite des activités scientifiques dans l'espace entre les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et, peut-être, l'Union soviétique ; la collaboration et le partage des coûts pour des missions individuelles de l'un ou plusieurs domaines de l'espace.

### Prochains colloques

- L'Association française d'études américaines organise, le 11 et 10 janvier au palais du Luxembourg à Paris, un colloque sur le thème « LE BICENTENAIRE DE LA CONSTITUTION DES ETATS-UNIS ». (Renseignements : Marie-Françoise Tolnet, CERL, 4, rue de Chevroux, 75007 Paris.)
- QUELLE PLACE LES MEDIAS DONNENT-ILS DU TIERS-MONDE ? », tel est le thème d'un colloque organisé par le Centre Varémis le 10 janvier à Paris. (Renseignements : 18, rue de Varémis, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-22-18-56.)
- A Paris, le 20 janvier, à l'invitation du Centre de formation aux réalités internationales (CEPRI) aura lieu une journée d'information sur « URSS : L'ERE DE GORBATCHEV ». (Renseignements : CEPRI, 30, rue de Cabanis, 75014 Paris. Tél. : (1) 43-36-04-41.)
- L'Institut d'études politiques de Paris organise, dans le cadre de ses activités de formation continue, un cycle court, les 26, 27 et 28 janvier, consacré à « LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE ». (Renseignements : service de formation continue de l'IEP, 215, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-49-30-50.)
- Un séminaire annuel de recherche sur les organisations non gouvernementales débutera le 27 janvier 1987 à 11 heures à Paris. (Renseignements : ORSTOM, 30, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : (1) 47-00-96-99.)

**Philippe Viannay**  
Décédé le 27 novembre 1986 à l'âge de soixante-neuf ans, Philippe Viannay fut un résistant de la première heure. Il avait créé dès 1941 le Réseau Odéon de la France et le Journal de la Résistance. Cette passion pour le journalisme ne devait plus le quitter, qu'il collabora au lancement du *Nouvel Observateur*, puis plus tard du *Matin de Paris*, ou qu'il fonda le Centre de formation des journalistes (CFJ), qui vient de célébrer son quarantième anniversaire.

Toutes ses entreprises furent marquées par le souci de développer les relations internationales, de la création de l'Association des journalistes internationaux (AJI) à la participation internationale (AJI) à la participation internationale (AJI) de 1974, de la fondation d'associations en Europe, dont celle de l'Institut général.



COMMENT LA NASA CONÇOIT SA BASE AVANCÉE DU XXI<sup>e</sup> SIECLE SUR LE SOL LUNAIRE  
Un projet gigantesque, pour conforter la rêve de puissance

économique diminue en rien l'esprit de compétition qui anime la politique spatiale américaine. Après tout, c'est la compétition politique avec l'URSS qui, dans les années 60, donna naissance au programme Apollo. L'utilisation de l'espace, en tant que symbole de l'excellence technologique et de la puissance nationale, est toujours un des facteurs de première importance qui sous-tendent des programmes particuliers. S'il est vraisemblable que les Etats-Unis et l'URSS en reviennent à un certain niveau de coopération en ce domaine, particulièrement dans l'exploration de Mars par des véhicules non habités, une coopération (que ce soit avec les Soviétiques, les Japonais ou les Européens) restera secondaire par rapport aux motivations fondamentales de la politique des Etats-Unis.

Ces motivations de nature à maintenir le caractère spectaculaire au caractère spectaculaire des futures activités spatiales américaines. En approuvant le projet Apollo de débarquement sur la Lune, le président Kennedy s'entendit expliquer par ses conseillers, « l'espace, ce qui captive l'imagination des gens, c'est l'homme et pas simplement les machines ». Cet avis apparaît tout à fait d'actualité plus tard. Le choix d'un objectif à long terme visant à donner une orientation globale au programme spatial américain est actuellement une préoccupation majeure. Il s'agit de définir des équipages humains directement impliqués, quel que soit l'objectif final retenu. La station orbitale ayant été présentée comme « la prochaine étape logique », la question qui se pose aujourd'hui est : « Une étape vers

quel ? » Bien que cette plate-forme orbitale ait été justifiée comme un laboratoire de recherche dans l'espace et comme une station-service pour satellites, il est généralement admis que la raison fondamentale est de constituer une base de départ pour des missions humaines de proximité immédiate de la Terre. Le retour permanent de l'homme sur la Lune est sans aucun doute envisagé comme la principale étape qui précède l'installation de la station, et donc comme un objectif pour le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Toutefois, la plupart des programmes spatiaux à long terme du programme américain se concentrent initialement sur des vols habités vers Mars, suite logique des activités exploratoires d'engins automatiques actuellement prévues aussi bien par les Etats-Unis que par l'Union soviétique.

Fixer, l'exploration de Mars comme suprême du programme spatial américain pose plusieurs problèmes. L'un d'eux est que l'objectif est trop lointain, aussi bien constituer un véritable pôle sur lequel se grefferaient des projets spécifiques que pour assurer, de manière politiquement efficace, le soutien de l'opinion publique à des activités à terme plus rapproché. Il n'est pas assuré, en effet, que les Américains soient prêts à accepter l'objectif Mars avant d'avoir repris confiance dans la NASA et tant qu'organismes pleinement opérationnels. Un autre obstacle, sans doute encore plus important, est la probabilité d'une substantielle augmentation des Soviétiques dans la préparation des vols habités vers Mars. La question se pose réellement de savoir si l'exploration de Mars par l'homme constitue une perspective réaliste pour la démonstration de la suprématie américaine. Sans doute l'interrogation la plus lancinante des hauts responsables américains porte-t-elle précisément sur le terrain où la suprématie pourrait être affirmée.

Le dilemme central de la politique spatiale des Etats-Unis pour les années à venir est de décider si, oui ou non, la compétition nationaliste demeure une logique politique adéquate et si la suprématie américaine dans tous les domaines des activités de l'espace est un objectif réalisable dans un monde où il ne manque pas d'autres acteurs compétents, et où l'Union soviétique occupe une position dominante dans les vols habités de longue durée. Une autre démarche consisterait à équilibrer le nationalisme et l'esprit de compétition par la nécessité croissante de travailler dans un esprit de coopération. Toutes les puissances spatiales, y compris les Etats-Unis et l'URSS, semblent aujourd'hui admettre que les intérêts nationaux qu'elles poursuivent en consacrant des efforts considérables à l'espace ne pourront être défendus en fait cavalier seul, et donc qu'une forme ou une autre de coopération est inévitable.

Trouver le juste milieu entre la compétition et la coopération internationales dans l'espace, tel est bien le défi majeur auquel nous sommes aujourd'hui confrontés les décideurs politiques américains.

JOHN M. LOGSDON

### Dans les revues...

• Dans un article percutant que publie DÉFENSE NATIONALE, M. Gilles Polycarpe, ingénieur de l'Armement, explique que l'initiative de défense stratégique de M. Reagan « n'est à proprement parler ni une initiative, ni une défense, ni une stratégie », mais « un mythe fédérateur, porteur du meilleur comme du pire ». (Décembre mensuel, 30 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

• Evidant les conséquences que l'initiative de défense stratégique peut avoir pour la sécurité de l'Europe, Alain Carton examine, dans STRATÉGIQUE, les possibilités qu'offrirait « une défense sérieuse élargie ». Dans le même numéro, un article sur les réformes militaires dans la Chine de Deng Xiaoping. (N° 4, trimestriel, 57 F. - Hôtel national des Invalides, 75007 Paris.)

• Après avoir publié dans un précédent numéro un article sur « le crépuscule de l'internationalisme » dans la politique des

Etats-Unis, FOREIGN POLICY donne la parole, sur le même thème, à André Fontaine, Lee H. Hamilton (représentant démocrate de l'Indiana) et Brian Urquhart. Pour sa part, le *Journal of American Studies*, sous la direction de S. Weiner, président d'une banque américaine d'investissement, s'appuie sur les « lois du marché », chères aux tenants du libéralisme économique, pour montrer comment elles diminuent la valeur des créances que les banques détiennent sur le tiers-monde. (Hiver 1986-1987, trimestriel, 5,25 dollars. - P.O. Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737-9684, Etats-Unis.)

• LES TEMPS MODERNES publient un dossier complet sur « l'Amérique noire » avec des articles très variés sur la politique, la religion, l'économie et la culture de la communauté noire des Etats-Unis. (N° 485, décembre, mensuel, 60 F. - 22, rue de Condé, 75006 Paris.)

• QUE CONTEMPORAINE (Octobre-décembre, trimestriel, 31 F. - La Documentation française, Paris.)

• « Richesse et pouvoir » Proche-Orient : MIDDLE EAST REPORT présente, dans une série d'articles, les transformations des sociétés au pouvoir, sous l'effet de l'essor du capitalisme, dans plusieurs pays, du Golfe, en passant par Israël. (N° 142, septembre-octobre, bimestriel, 3,50 dollars. - Room 518, 475, Riverside Drive, New York, N.Y. 10115.)

• DÉFIS AFGHANS s'interroge sur la situation en Afghanistan et sur les « camps de réfugiés » qui s'ouvrent en France. (N° 10, novembre, 75012 Paris.)

• La Turquie en bonne place, dans le riche dossier de la REVUE EUROPEENNE DES MIGRATIONS, avec des études consacrées aux migrations de ses travailleurs : changement de destination de flux migratoire au profit des pays arabes producteurs de pétrole, impact des transferts de fonds dans le pays, enquête sur la réinsertion de ceux qui restent. (Vol. 2, n° 1, septembre, 85 F. - Université de Poitiers, 85, avenue de Rochefort-Pineau, 86022 Poitiers.)

• La direction de POUVOIRS n'aurait jamais pu rêver pareille opportunité en concevant son dernier cahier sur le thème : « C'était quoi, mai 68 ? ». POUVOIRS « a d'abord pour ambition, écrit O-

### BIBLIOGRAPHIE

- problèmes d'actualité vus par les organisations internationales
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
- GLOSSAIRE DE LA BANQUE MONDIALE (The World Bank Glossary), vol. 1 : troisième édition d'un instrument de travail indispensable, pour qui s'intéresse aux problèmes financiers et aux aspects pratiques dans le tiers-monde. (Banque mondiale, Washington DC, 1986, 421 pages.)
- Bureau international de travail.
- VERS LA PARTICIPATION DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL, par Peter Oakley et David Marsden. (BIT, Genève, 1986, 106 pages.)
- INTRODUCTION A LA PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT, par Andrew Ujifusa et Ernesto M. Ponsa. (BIT, Genève, 1986, 17 pages.)
- Fonds monétaire international.
- IMF GLOSSARY, English-French-Spanish (Glossaire de l'FMI, anglais-français, espagnol) : l'équivalent du Glossaire de la Banque mondiale, dans une conception plus strictement financière. (Fonds monétaire international, Washington DC, 1986, 286 pages.)
- AGING AND SOCIAL EXPENDITURE IN THE MAJOR INDUSTRIAL COUNTRIES, 1960-2025 (Le vieillissement et les dépenses sociales dans les principaux pays industrialisés, 1960-2025) : des projections à partir des statistiques actuelles qui sont donc influencées par la définition des choix politiques. (Fonds monétaire international, Washington DC, 1986, série « Occasional Paper », n° 47, 76 pages.)

## POLITIQUE AFRICAINE

Revue trimestrielle d'analyse et d'informations politiques sur l'Afrique contemporaine

Année 1987

| <p>N° 25 (mars) : L'Etat sud-africain en péril</p> <p>N° 26 (juin) : Etat, marchés, classes sociales</p> <p>N° 27 (octobre) : Le Togo</p> <p>N° 28 (décembre) : Politiques de santé</p> | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th>Abonnement annuel</th> <th>Surfact</th> <th>Airail</th> </tr> <tr> <td>France</td> <td>225 FF</td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Maghreb et Afrique CFA</td> <td>280 FF</td> <td>280 FF</td> </tr> <tr> <td>Amér., Asie, autres pays d'Afrique</td> <td>280 FF</td> <td>400 FF</td> </tr> </table> | Abonnement annuel | Surfact | Airail | France | 225 FF | X | Maghreb et Afrique CFA | 280 FF | 280 FF | Amér., Asie, autres pays d'Afrique | 280 FF | 400 FF |
|---|--|-------------------|---------|--------|--------|--------|---|------------------------|--------|--------|------------------------------------|--------|--------|
| Abonnement annuel   | Surfact  | Airail            |         |        |        |        |   |                        |        |        |                                    |        |        |
| France  | 225 FF   | X                 |         |        |        |        |   |                        |        |        |                                    |        |        |
| Maghreb et Afrique CFA  | 280 FF   | 280 FF            |         |        |        |        |   |                        |        |        |                                    |        |        |
| Amér., Asie, autres pays d'Afrique  | 280 FF   | 400 FF            |         |        |        |        |   |                        |        |        |                                    |        |        |

Vous pouvez bien sûr, acheter *Politique Africaine* au numéro (70 F l'abonnement)

Bon de commande à retourner à : Editions Karthala - 23-84 bd Arago, 75013 PARIS

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

s'abonne pour 1987 à la revue *Politique Africaine*.

Ci-joint mon règlement :  par chèque payable en France à l'ordre de Karthala.  par mandat postal international.

**ANALISTE**  
**résolu**

missions de cet avion années 90.

restent à prendre les objectifs, le programme de la Commission nationale prestigieuse de responsable de la activités spatiales du a remis son rapport en juillet 1986. La série de propositions sur la exploration de la frontière de la science, de la mot-faire industriel de la collaboration des ressources permettant l'installation de la Forbte terrestre, aux plaines de

Casson, « L'automatisme en question », *le Monde*.

Anderson, « Le plus grand monde diplomatique.

**FICTION**

**graphiques**

fiction, entretenue de l'exploitation du d'autre part, en même temps que la de spectacles.

à été perçu et Hermann Oberth, de Fritz Lang la de décide de partir, mais un couple peut ajouter que une certaine n'aurait pas permis de

les années 60, à l'appart de la américain d'investir la Conquête de l'espace spatial

à une influence de l'Académie des Sciences, les Nations-Unies parvient à impressionner et au scénario américain et co-

de tous d'une mission

(Cahiers du Cinéma)

une famille des films qui Arthur C. Clarke, une sérieuse référence (SF) les plus association avec Stanley de la beauté des images de l'univers. Comment de préhistoire se fasciné par la beauté du Beau Danube et futur, mais bien

relation au moment de conquérir du s'étonner que de beaucoup par des œuvres... La NASA n'est pas difficile de vivre et

le renouveau de nouvelles princesses et de canons laser et de l'Etat des Star Wars l'année, moins connue et à Buck Rogers et

américaines coûtés 40 millions de remarquables (1981). La action sur l'espace dans la Lune et

A.D.

ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

Entente ambiguë contre l'OLP

(Suite de la première page.)

C'est sur le terrain financier que Jérusalem et Amman ont commencé leur « lune de miel ». Le 17 septembre, pour la première fois depuis la guerre de juin 1967, une banque arabe était officiellement autorisée à ouvrir ses guichets à Naplouse. Autrefois propriété de la Jordanie et de l'Égypte, fermée en 1967 par l'occupant, la Banque Le Caire-Amman, placée désormais sous tutelle israélo-jordanienne, est appelée à jouer un rôle important dans le « plan quinquennal de développement des territoires occupés » lancé par le régime hachémite.

Telle paraît en effet la pièce maîtresse de la stratégie du roi Hussein. Présenté comme la preuve de sa sollicitude pour ses anciens sujets de la rive occidentale et de sa volonté d'améliorer leurs conditions de vie, ce plan permettrait de « distribuer » en cinq ans une somme de 1,3 milliard de dollars, — réduite, fin décembre, à 1 milliard —

fournis pour l'essentiel par les États-Unis et d'autres pays occidentaux. Mais pour quoi faire et à quel effet ? sont là les deux questions posées par la presse palestinienne de Jérusalem. Le quotidien Al Quds rapportait dès le mois d'août que l'essentiel des sommes allouées par Amman serait destiné, non à l'essor de la production agricole (13%) ou industrielle (5%), mais à la construction et au logement (55%), aux services et plus généralement à la consommation privée. Voilà, écrit M. Kamal Alawneh, chef du département économique de l'université de Naplouse, qui « ôte à l'économie palestinienne toute chance de forte croissance » et « signifie que le bénéfice du plan sera consacré par l'économie israélienne à celle des pays occidentaux plus qu'à celle des territoires occupés dépendant un large pourcentage de leurs revenus pour acheter des produits importés. Ainsi la rive occidentale importe d'Israël 90% de ce qu'elle consomme (3) ».

Le retour des notables

QUEL est le prix politique que les Arabes auront à payer pour qu'Israël accepte un accord à ce plan et que les États-Unis acceptent d'en être le garant financier ?... La réponse est difficile à faire car elle est difficile à mesurer. Mais il est évident que le retour des notables palestiniens occupés a réalisé également l'importance d'un accord avec Israël. C'est pourquoi son offensive politique menée par l'OLP a pris la forme d'un poing d'acier recouvert d'un gant de velours (4). Quant aux destinataires des « subventions » jordano-américaines, l'homme de la rue ne se fait pas d'illusions à ce sujet, tel Samir, un jeune bijoutier de la vieille Jérusalem arabe, pour qui « l'argent ne tombe pas aux vieux notables jordaniens, ceux-là mêmes qui firent régner la loi à Jérusalem jusqu'en 1967, ceux qui ne furent pas les balais, et qui éprouvent ainsi à acheter à nos notables des partisanes parmi les Palestiniens égarés par la crise économique et idéologique par la division de la résistance ».

Or ces notables viennent justement — élément le plus étrange de l'opération conjointe d'Amman et de Jérusalem — d'être placés par les autorités d'occupation à la tête des principales villes de Cisjordanie, en remplacement des notables hachémites de l'OLP élus en 1976 et écartés par Israël. Le premier est à Hébron, à Naplouse, puis à Ramallah — non sans un discret feu vert de M. Yasser Arafat — de Zafar Al Hachem. Le traumatisme subi par son assassinat en mars 1986, et qui a découragé pour un temps d'autres prétendants, a été surmonté : M. Abdel Magid Zir el Hébron, M. Khalil M. Khalil à Ramallah, et M. Moustapha Tawil à El-Bireh, trois hommes politiques jordaniens mais personnalités de

notables, ont été acceptés, le 28 septembre, l'investiture de l'occupant. Qualifiée par Israël de « non politique », saluée par le département d'État américain, leur nomination a été agréée par la Jordanie, pour laquelle « il est préférable que des personnalités arabes remplacent des officiers israéliens (5) ». Plus explicitement, le ministre jordanien chargé de la Cisjordanie, M. Marwan Doudin, ajoutait que « des projets de loi municipaux seront intégrés dans le cadre du plan quinquennal (5) ». Plus coïncident, le ministre israélien Rabin, un « faucon » travailliste responsable — ancien ministre de la Défense — des territoires occupés, considérait ces nominations comme « conformes à la politique d'Israël, qui vise à renforcer la coopération modérée jordano-palestinienne et à lutter contre la situation favorable à l'OLP sur la rive ouest (6) ». De quoi alimenter la condamnation sans appel de l'OLP, dont le porte-parole, M. Ahmad Abdel Rahman, évoquait une « conspiration jordano-israélienne contre la volonté du peuple palestinien et ses intérêts », lançant un appel à « l'union du peuple palestinien en Palestine et à l'extérieur pour y faire face (7) ». De fait, en cette occasion, Israël les nommes pour condamner la « collaboration » d'Amman et de Jérusalem. La presse palestinienne des territoires occupés n'a pas tardé à éprouver les effets de cette entente. Certes, elle avait déjà subi longtemps les horreurs des malheurs de l'occupation : l'impression et de diffusion arbitrairement données, et annulées, au gré des autorités ; censure préalable tatillonne ; assignations à résidence, voire emprisonnements, expulsions et « disparitions » ; les journalistes (8), etc. Mais l'épée de Damoclès, depuis quelques mois, s'est levée sur elle. Elle a net et successivement les périodiques Al Darb (proche du Front populaire pour la libération de la

Palestine) furent mis à mort, ces deux journaux ont été reprochant de ne pas faire leurs vues de « la majorité silencieuse ». Le rédacteur en chef du quotidien Al Chaab, M. Akram Haniyeh, a été début novembre, a été expulsé le 11 décembre, ainsi que le journal pro-jordanien Al Nahr avait, lui, obtenu l'autorisation d'être publié à Hébron et — fait inédit pour un organe palestinien — à Amman en Cisjordanie. Selon l'hebdomadaire palestinien Al Fajr, « Israël a transmis un message à la Jordanie, dans ce sens, sur un signal du roi Hussein, les autorités israéliennes étaient prêtes à sévir durablement contre la presse palestinienne avec pour but de saper l'appui à l'OLP et de consolider celui du roi (9) ».

Il s'agit cependant trop simpliste d'identifier les objectifs de ces deux « partenaires rivaux » que sont Israël et la Jordanie, dans le cadre d'un dessein spécifique dans la région. Par rapport au problème palestinien, la différence entre le Likoud et le Parti travailliste ressemble à celle entre Coca-Cola et Pepsi-Cola : plaignant un jour Abba Eban, l'expérience du gouvernement d'union entre Israël et la « rotation » intervenue à sa tête à la mi-octobre vérifie pour l'essentiel la justesse de cette boutade. S'il s'oppose sur la solution à long terme du conflit, l'un attaché à « chaque pouce » d'Eretz Israël, et l'autre plus disposé à envisager un « compromis territorial », les deux grands partis israéliens, par leurs manœuvres de leurs tactiques, ont d'accord pour refuser une solution de paix qui amènerait la coexistence de deux États sur les terres de Palestine, enfin partagée dans l'esprit qui animait les Nations unies en 1947. Tous deux sont également opposés à la réunion d'une conférence internationale à laquelle participerait l'OLP sans que soient permanents au Conseil de Sécurité de l'ONU, y compris l'Union

soviétique. D'où un « impératif catégorique » : affaiblir la résistance palestinienne, en premier lieu dans les territoires occupés. En attendant une hypothétique « solution jordano-israélienne », la priorité reste de faire accomplir, sous l'égide de l'« amie ». La collaboration avec Amman concourt à la réalisation de ces objectifs.

L'économie n'est pas absente de ces manœuvres. Le « plan quinquennal » présenté en effet, pour Israël, l'avantage supplémentaire de transférer à la Jordanie, et en définitive aux États-Unis, une part substantielle de la charge financière des territoires occupés, tout en offrant, on l'a vu, de nouvelles débouchés à ses produits. Mais la politique reste la préoccupation dominante, ce que les dirigeants de Jérusalem ne cherchent nullement à masquer. M. Shimon Pérès a déclaré publiquement que la « solution israélienne » à l'occupation pour créer une direction palestinienne au rattachement à l'OLP (10) : « Israël a Shimon Pérès précise toutefois qu'il faut renforcer la présence israélienne dans ces territoires... si nous le ferons (11) » ; et pour M. Itzhak Rabin, « il est clair que, sans la Jordanie, il ne peut y avoir de direction locale. Avec la Jordanie, nous sommes en mesure de créer une infrastructure sur laquelle nous espérons bâtir une nation meilleure. La Jordanie, ajoutait-il, n'est pas encore prête à des négociations directes, mais (...) nous espérons que nous aurons presque la même politique à l'égard de ces régions. Je vois une chance de changement dans les territoires (12) ».

La subtilité dialectique du Likoud en matière de négociations n'est pas dénuée de fondement. Car le roi Hussein dispose soigneusement une coopération avec Israël, préférant d'ailleurs un accord tacite à l'engagement de négociations officielles. Cette prudence n'est pas sans racines historiques.

Des ambitions hachémites aux réalités de l'occupation

CONSTITUÉ au début des années 20 et placé sous mandat britannique, l'émirat de Transjordanie nourrit depuis le rêve de s'adjointre la rive occidentale du Jourdain, plus riche et plus peuplée. C'est le grand-père de Hussein, le roi Abdallah, qui le réalisa au moins en partie : au lendemain de la première guerre mondiale, en 1921-1924, il annexa les territoires qui allaient constituer la Cisjordanie. Quatorze ans plus tard, la guerre de juin 1967 amputa le royaume de sa partie occidentale. Dès lors se fit le rêve de récupérer la rive occidentale, mais Israël qui l'occupait, refusait également l'OLP qui lui revendiquait comme partie intégrante de la Palestine. La lutte s'engagea entre le roi Abdallah et la résistance sous son règne, en Cisjordanie, qui en Jordanie, où, en septembre 1970, les Forces armées royales écrasèrent dans le sang les Palestiniens, avant d'expulser l'OLP durant l'été 1971. Après « Septembre noir », Amman mena, sans succès, une bataille de retardement pour empêcher la « représentation » des Palestiniens de Cisjordanie. En 1974, c'est le roi Hussein, l'OLP obtint du roi Hussein et du Rabat la reconnaissance comme « seul représentant légitime du peuple palestinien », et son président, M. Yasser Arafat, s'adressa solennellement à l'Assemblée générale des Nations unies. Le roi Hussein se plia à la décision arabe, et, en 1976, lors des élections municipales, le suffrage universel plébiscite l'OLP en Cisjordanie. L'opposition aux transactions puis aux accords de Camp David accélèrent la reprise du dialogue entre les « ennemis », avec pour résultats, après la guerre de 1982-1983, l'accord jordano-palestinien du 11 février 1985. L'ambiguïté même du texte, qui reflète l'ambiguïté même de la résistance, contenait sans doute le germe d'une rupture de l'accord : le droit des Palestiniens à ne pas s'y soumettre, et dans le cadre d'une « conférence jordano-palestinienne », et le droit de l'OLP à les représenter ne s'exerce qu'au sein d'une « délégation autonome ». Après avoir tenté, en vain, d'imposer à M. Yasser Arafat de nouvelles concessions, le roi Hussein préféra rompre l'union avec la résistance.

La marge de manœuvre d'Amman reste cependant étroite. Elle est limitée par la Cisjordanie s'opposent évidemment à celles à Jérusalem, qui n'entend pas restituer les territoires occupés, lesquels, au contraire, la résistance juive ne renonce pas à. Mais traiter ouvertement Israël sans lui arracher la restitution de l'ensemble de la Cisjordanie — compris Jérusalem-Est — présente bien des risques. En Jordanie même, où la majorité des habitants sont Palestiniens, ainsi qu'en Cisjordanie, où la conscience nationale palestinienne demeure vive, sans parler de la rive arabe, où, par exemple, la réconciliation

M. Hannah Siniors, pour représenter les Palestiniens dans la délégation commune qui devait être constituée avec la Jordanie — « la majorité des Palestiniens ne croient pas aux solutions jordaniennes, seule une minorité s'appuie à un tirer profit ». Et d'ajouter : « Les dirigeants de l'OLP sont profondément attachés à la réalisation de ces objectifs, et il ne sera pas facile de les arracher ».

Optimisme de façade ? La révolte de décembre n'a fait que confirmer un état d'esprit déjà signalé par les résultats d'une enquête publiée au mois d'août par Al Fajr. Le sondage — le plus représentatif réalisé auprès des Palestiniens depuis 1967 — témoignait d'un rejet massif de l'occupation israélienne et des solutions jordaniennes et d'un attachement profond à l'OLP. M. Yasser Arafat s'y voyait ainsi crédité de plus de 90% des suffrages, contre 3,4% au roi Hussein, dont le projet ne recueillait que 1% d'assentiment. La constitution d'un Etat palestinien était prévue par 78%, 41% envisageant qu'il soit limité à la Cisjordanie et à Gaza, 93,5% des Palestiniens de l'intérieur y affirmaient considérer l'OLP comme leur seul représentant (18).

Ces consciences nationales palestiniennes s'est nourrie de l'évolution même de la société palestinienne, dans les structures et les bouleversements durant les vingt années d'occupation. Le prolétariat industriel, en particulier, a crié au point de représenter 40% de la population active, alors que le paysan, elle, voyait sa part réduite à moins de 25%. D'où un effacement des modes de vie, des mentalités et des valeurs traditionnelles, et un rejet par la jeunesse massive d'une jeunesse nomade.

De telles transformations ont entraîné une désagrégation des élites féodales et de leur influence clientéliste, sur lesquelles Israël toujours appuyé le régime hachémite, tant lorsqu'il intégra la Cisjordanie (entre 1948 et 1967) que face au nationalisme palestinien renaissant. Du même coup, s'effondraient les bases d'une possible collaboration avec le régime occupant.

C'est dire que les chances d'un condominium israélo-jordanien paraissent de plus en plus minces : ni le passé ni le présent ne plaident en sa faveur auprès des Palestiniens. Or n'est-ce pas ce qui sont concernés au premier chef ?

DOMINIQUE VIDAL.

- (3) Al Quds, 1<sup>er</sup> août 1986.
(4) Al Ahdah, 24 août 1986.
(5) L'orient le Jour, 30 septembre 1986.
(6) Murrat, 29 septembre 1986.
(7) L'orient le Jour, 2 octobre 1986.
(8) Ainsi le journaliste Hassan Abdel Fakhri disparu à l'automne 1985. Cent vingt jours plus tard, le 20 décembre 1985, son corps était retrouvé. La police n'a toujours pas trouvé les coupables.
(9) Al Fajr, 28 août 1986.
(10) Déclaration à la télévision israélienne, 15 août 1986.
(11) Déclaration de l'agence, 3 novembre 1986.
(12) L'orient le Jour, 3 octobre 1986.
(13) Selon le ministre jordanien M. Doudin, 2 768 kilomètres carrés, soit près de la moitié de la Cisjordanie, seraient aujourd'hui sous mains des Israéliens.
(14) Le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a dépassé les cinquante mille, sans compter les habitants juifs de Jérusalem-Est (environ quatre-vingt mille).
(15) Amnesty International a récemment une enquête sur « des allégations de tortures de prisonniers dans les territoires occupés par Israël et dans les zones sous contrôle israélien au Sud-Liban ». Communiqué du 16 septembre 1986.
(16) Le Monde, 15 novembre 1986.
(17) Cité par le Monde du 11 septembre 1986.

Le meilleur de PARIS
Stylos Agendas Cartes de visite Cartes d'invitation DANIEL 141, rue de Rennes 75006 Paris 45-48-20-02

LAURENT TAPIS D'ORIENT IRAN, CHINE, TURQUIE, RUSSIE, AFGHANISTAN, KASHMIR, PAKISTAN. Du magnifique tapis artisanal au somptueux tapis de grande finesse CERTIFICAT D'ORIGINE DÉTAXE A L'EXPORTATION 101, AVENUE DE LA BOURDONNAIS, 75007 PARIS - Tél. : 45-50-40-21+

EHRET GRAVEUR DEPUIS 1879 Tous travaux gravés sur imprimés : Cartes de visite - Papiers à lettres Faire-part de mariage. 25, avenue de Tourville - 75007 PARIS - Tél. : (1) 45-51-91-90

مركز الشرق الأوسط للدراسات
DÉCOUVREZ ACTUALITÉ ARABE
• Formulaire de portrait.
• Un bulletin de renseignements, d'analyse et d'information sur l'économie des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
• Un document économique sans équivalent, indépendant de tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des pays arabes.
• Cinq bulletins en un seul : Politique - Économie - Énergie - Armement - Éducation, plus des données, des appels d'offre, des statistiques...
• Extraient en édition anglaise, ARAB NEWS AND REPORTS.
« ACTUALITÉ ARABE » est édité par le CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (C.A.D.I.) Directeur général : Georges El Hachem 34, avenue du Champ-de-Mars, 75008 Paris Tél. 42-26-41-00 Téléc. CAD 642824F Disponible par abonnement. Écrivez-nous sur demande.

صكنا من الأصل

# La Flandre

# au cœur de l'Europe

## Des atouts réels dans l'ensemble belge

Par XAVIER MABILLE \*

La Flandre, c'est, depuis les révisions de la Constitution belge de 1970 et de 1980, une double réalité institutionnelle : à la fois une région (comme l'est par ailleurs la Wallonie) et une communauté (comme la communauté française). La région couvre les provinces de Flandre orientale, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, d'Anvers et du Limbourg, et les deux arrondissements flamands de la province du Brabant ; la communauté comprend en outre les habitants et les institutions néerlandophones de l'arrondissement bilingue de Bruxelles.

Cette double réalité institutionnelle n'a toutefois qu'une expression politique unique : un conseil de la communauté flamande (dit « Conseil flamand ») et un exécutif de la communauté flamande (dit « Gouvernement flamand ») qui ont des compétences respectivement semblables à celles d'un Parlement et d'un gouvernement dans des matières qui sont, dans une culture et la formation, la santé et

l'aide sociale pour l'ensemble de la communauté flamande et, d'autre part, entre autres, l'économie, le logement, l'urbanisme, l'aménagement du territoire pour la Flandre elle-même ; l'énumération de ces matières est toutefois assortie de nombreuses exceptions demeurant à la compétence de l'Etat fédéral.

Les compromis complexes qui, de 1970 à 1980, ont permis à l'Etat unitaire néerlandophone de l'Etat fédéral ont conduit à une asymétrie des institutions : il y a une communauté française et une région wallonne dotées chacune d'organes distincts, et à une région bruxelloise dépourvue d'organes propres, la Flandre donne l'image d'une plus grande cohésion.

Dans l'ensemble belge, la région flamande dispose d'atouts très réels :

- son poids démographique (5 630 000 habitants à la date du

dernier recensement général en 1981), qui n'a cessé de s'accroître depuis le début du siècle : 60,3 % de la population totale en 1900, 57,2 % en 1981 ;

- son économie, qui, depuis 1960, a bénéficié davantage que la Wallonie et que Bruxelles des aides à l'investissement, de l'aménagement des terrains industriels et aussi, bien évidemment, de la « maritimisation » de certaines industries.

Pas plus que les autres régions, la Flandre n'a cependant été à l'abri de la crise, qui a touché des pans entiers de l'économie : textile, sidérurgie navale, charbonnages, mais surtout même sous l'égide du pouvoir national et dont le sort — et le bien aujourd'hui à propos des charbonnages — peut être facteur de tensions au sein même du gouvernement national.

La communauté flamande est majoritaire en Belgique : les partis flamands sont majoritaires à la Chambre des représentants et au Sénat ; les députés flamands du CVP, qui sont la première force politique de Flandre, ont donc dans l'ensemble belge. Malgré la disposition constitutionnelle qui, depuis 1970, impose la parité entre ministres francophones et flamands, la poids flamand s'affirme aussi au sein du gouvernement national, et l'imagination des ministres flamands ne peut jusqu'à concevoir un premier ministre autre que social-chrétien flamand (CPV), même si la majorité en est en pure arithmétique parlementaire.

\* Directeur général de l'Institut de recherche et d'information socio-politiques à Bruxelles, auteur de l'« Histoire politique de la Belgique » qui vient de paraître aux éditions du CRISP.

En l'absence de parti à vocation majoritaire, la formation d'un gouvernement est obtenue en vertu de règles non inscrites, dictées par la nécessité d'associer plusieurs partis au sein d'une même coalition. Or, la répartition des sièges politiques est différente chez les électeurs flamands et chez les électeurs francophones. Les premiers placent en tête les sociaux-chrétiens (Parti social-chrétien flamand, PSF) avec 34,6 % des voix en région flamande et 25 % à Bruxelles, suivis par les libéraux (LDF) (23,7 % en 6 %), les fédéralistes (FDF) (17,4 % et 4,6 %), les socialistes (PS) (12,7 % et 3,4 %), et les écologistes (AGALEV) (6,1 % et 1 %). La répartition est différente dans l'arrondissement francophone, les sociaux-chrétiens (PS) ayant en tête avec 32,4 % en Wallonie et 14,8 % à Bruxelles, suivis par les libéraux (PRL) (24,2 % et 26 %), les socialistes (PS) (22,6 % et 13,3 %), les écologistes (AGALEV) (10,2 % et 5,5 %), les fédéralistes du FDF,

présents à Bruxelles, y ayant obtenu 10,9 %. Tous ces résultats sont ceux des élections législatives d'octobre 1985. Depuis cette date, la coalition des sociaux-chrétiens et des libéraux, qui s'est maintenue au gouvernement national et à l'exécutif flamand, s'est en outre imposée à l'exécutif wallon et à l'exécutif de la communauté française, rejetant dans l'opposition le premier parti social-chrétien.

Asymétrique dans ses institutions, la Belgique l'est donc également dans la configuration des rapports de forces politiques.

Enfin, si le gouvernement flamand est majoritaire en Belgique, même si elle a tenu à en faire aussi la capitale. C'est à Bruxelles la complexité du fait bruxellois qui constitue la principale pierre d'achoppement d'un règlement global du contentieux institutionnel.



## Connaissez-vous un pays qui ait autant le sens des affaires que le sens de la fête?

S'il vous arrive de siffler en travaillant, vous ne serez pas déçu en arrivant en Flandre. Les gens du Nord prennent plaisir à leur travail car ils savent qu'il est bien fait. Dynamisme industriel et esprit novateur alliés à une volonté déterminée pour le commerce international, autant de qualités propres à la Flandre qui ne peuvent que vous séduire.

Le succès du Salon biennal "Flanders Technology International", qui prépare sa troisième édition pour 1987, est un vivant témoignage du modernisme flamand, ce qui ne l'empêche pas d'être fidèle à une éthique professionnelle basée sur le respect de la tradition.

La politique économique du Gouvernement flamand est axée sur la promotion des technologies nouvelles et des centres de recherche de pointe, permettant à une interaction universités-entreprises.

La Flandre est l'une des régions les plus dynamiques d'Europe et y parler 3 ou 4 langues est chose courante. C'est sans doute pourquoi, avec 70% des exportations de la Belgique, elle réussit si bien dans le domaine du commerce international.

Cette performance, comment l'expliquer? Peut-être parce que, au cœur de l'Europe, la Flandre incarne à la fois la fiabilité du Nord et la joie de vivre du Sud. Avec son énorme vitalité économique et commerciale, soutenue par un sens de la fête légendaire, la Flandre est à l'image de son temps, propice aux affaires, offrant des possibilités de coopération dans les projets internationaux tels que Euréka et ceux des Communautés Européennes.

Joignez à ces atouts, les avantages de la proximité géographique, bien sûr — mais aussi l'affinité culturelle et historique et vous verrez que sens des affaires et sens de la fête vont bien ensemble.

Pour connaître la Flandre, adressez-vous au Ministère des Relations Extérieures, Gouvernement Flamand - Avenue Callé 5 - B-1030 Bruxelles, Belgique. Tél.: (2) 217.58.00. Télex: 26990 Exbet.

# LA FLANDRE

## BELGIQUE

### Une région à découvrir.

Le Monde du 11 septembre 1986

Le Monde du 11 septembre 1986

PRÉPARER LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

# Les moyens de la réussite

Par GASTON GEENS  
Président de l'exécutif flamand

DEPUIS la réforme de l'Etat belge en 1980, une part importante du pouvoir central est passée aux communautés linguistiques (néerlandophone, francophone et germanophone), aux régions (Flandre et Wallonie) et au territoire de Bruxelles capitale.

La Flandre dispose d'organes qui lui sont propres : un Parlement - le Conseil flamand - un gouvernement - l'exécutif flamand - et une administration - le Service public fédéral flamand. Le Conseil flamand est composé de membres du Parlement national (belge) élus dans les arrondissements électoraux flamands, et de membres flamands de l'Assemblée nationale belge.

Le gouvernement flamand exerce le pouvoir dans la communauté flamande pour toutes les affaires culturelles, communautaires et individuelles (personnelles) qu'il dispose de compétences exclusives et de compétences propres. Parmi les domaines qui relèvent de la compétence du gouvernement flamand, il y a lieu de citer la politique industrielle et la politique de l'emploi, le sport et la jeunesse, le tourisme, la culture, la promotion sociale, l'éducation, la recherche professionnelle et la formation permanente, l'environnement, les soins de santé, l'habitat, l'aménagement du territoire, le bien-être et les relations extérieures de la communauté flamande.

Le gouvernement national est responsable de la politique économique générale et des cinq secteurs de base (acier, charbon, industrie navale, verre creux et textiles), de la politique monétaire et fiscale, des affaires étrangères, de la justice nationale, du commerce extérieur,

des affaires sociales, de l'agriculture, des questions européennes et des affaires militaires de l'enseignement et des médias de communication.

Le premier gouvernement flamand a été constitué le 22 décembre 1981. Il est composé de membres des quatre partis principaux : chrétiens-démocrates, socialistes, libéraux et socialistes flamands, proportionnellement à leur importance au sein du Conseil flamand. À la suite des élections d'octobre 1985, le pouvoir est passé par les chrétiens-démocrates et les libéraux à l'image du gouvernement national; ainsi est appliqué le principe démocratique selon lequel une majorité gouverne sous un contrôle politique qui lui est rendu.

On ne saurait dire pour autant que la réforme de l'Etat, en 1980, ait d'emblée résolu tous les problèmes existant entre la Flandre et la Wallonie. On pourrait même dire, au contraire. En raison d'une situation très précise, de nombreux problèmes devaient être résolus même si, la crise économique aidant, le problème spécifique linguistique est petit à petit passé à l'arrière-plan.

L'exécutif flamand a toujours existé et encouragé les politiques résolues de redressement et d'amélioration du gouvernement national. De même, il a toujours encouragé une application stricte de la réforme de l'Etat, afin que les Flamands et les Wallons puissent disposer des instruments nécessaires pour agir, chaque communauté à sa manière, sur une situation macro-économique en pleine évolution internationale, et pour développer quelles soient leurs propres priorités.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement flamand a mis en route, à partir de 1982, l'action en faveur de la troisième révolution

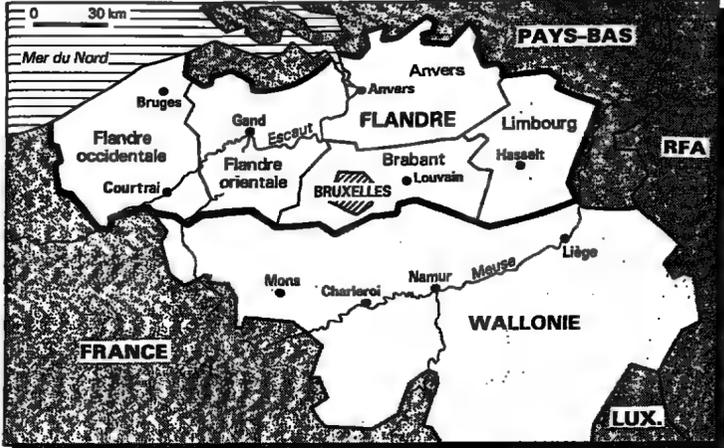
industrielle en Flandre. Il s'agit d'un projet de réajustement de l'activité économique et de sa consolidation, tout en préparant l'avenir.

Avec la collaboration des partenaires sociaux, employeurs et travailleurs, de nouvelles structures ont été projetées pour parvenir à un système de concertation sociale propre à la Flandre. Un accord a été conclu en rapport avec la politique d'investissement en matière de technologie - ce qui évite à l'exécutif flamand d'utiliser les moyens publics dont il dispose à seule fin de maintenir en vie des entreprises défavorisées - et pour la mise en place d'une politique représentative en vue d'atténuer les difficultés qui pourraient menacer le fonctionnement d'entreprises fragiles.

Le Comité flamand de concertation économique et sociale, où se retrouvent le gouvernement et les partenaires sociaux, est parvenu à un accord sur la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'emploi, sur la création d'un fonds budgétaire en faveur de la recherche industrielle appliquée, et sur la transformation du Conseil régional économique pour la Flandre en Conseil socio-économique de la Flandre.

Cette conviction du gouvernement flamand que la Flandre peut jouer un rôle de premier plan dans la troisième révolution industrielle se fonde sur le fait qu'elle dispose de nombreux atouts pour se confronter avec succès à la concurrence. Ces atouts ne pourront qu'intéresser les investisseurs étrangers.

Située entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la France, les Pays-Bas et le Luxembourg, la Flandre occupe une place centrale en Europe et constitue un carrefour politique, économique et commercial. Ce n'est certes pas par hasard, que Bruxelles est devenue, de fait, la capitale de l'Europe et qu'elle a été choisie comme siège des institutions les plus importantes de la Communauté européenne.



AU NORD DE LA BELGIQUE, UNE POSITION GÉOGRAPHIQUE PRIVILÉGIÉE

Tirant profit de sa position géographique, la Flandre est devenue une plaque tournante du commerce et de l'industrie. Avec 57 % de la population belge active, elle assure 62 % de la production industrielle totale de la Belgique et 70 % du volume de ses exportations.

Les trois principaux ports belges sont situés en Flandre : Zeebrugge est en pleine expansion tandis que, depuis l'élargissement du canal vers l'Escaut, le port de Gand est accessible aux navires de 80 000 tonnes; quant à Anvers, avec plus de vingt mille unités de navires par an son port est, après Rotterdam, le deuxième d'Europe en ce qui concerne le tonnage. Dans un rayon d'à peine 300 kilomètres, l'arrière-pays du port d'Anvers comprend Paris, le Nord de la France, le Sud de l'Angleterre, les Pays-Bas et le Ruhr. Ces

ports sont reliés à un important réseau ferroviaire, fluvial et routier. Malgré une réduction de la capacité ferroviaire belge, la Belgique dispose de plus de 130 kilomètres par 1 000 kilomètres carrés, le plus dense du monde.

Le réseau d'autoroutes, le deuxième de l'Europe, vient en deuxième place dans le monde, après celui des Pays-Bas. Mais si l'on ne prend pas en compte la Wallonie, moins peuplée, le réseau routier de la Flandre arrive au premier rang. Des gros efforts ont également été fournis pour moderniser la voirie urbaine.

De même, avec son réseau fluvial de 1 000 kilomètres carrés, la Belgique occupe la deuxième place dans le monde, après les Pays-Bas.

Le transport aérien joue également un rôle important, avec Bruxelles comme aéroport nation-

nal, à moins de trois quarts d'heure de route d'Anvers et de Gand, et avec Brucargo pour le fret aérien, le deuxième des deux cents dans le monde entier.

En outre, la Flandre dispose d'un grand nombre de sites industriels bien équipés et facilement accessibles.

Avec son réseau étendu d'établissements d'enseignement primaire, secondaire, universitaire et post-scolaire, la Flandre ne manque ni de main-d'œuvre qualifiée. La productivité y rejoint le niveau allemand et se situe au-dessus de celui de la France.

Avec son dynamisme et sa confiance, la Flandre est prête à saisir toutes les occasions qui s'offrent à elle en adoptant une attitude créative, garante du succès, face aux nombreux problèmes que pose le vingt et unième siècle.

## Les technologies nouvelles, toutes les technologies nouvelles, et rien que les technologies nouvelles.



### flanders technology international

Salon international des technologies nouvelles

1 9 8 7

Je souhaite connaître les modalités de participation au salon "Flanders Technology International" au travers de la participation officielle française.

Nom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_  
 Produits fabriqués : \_\_\_\_\_  
 Secteur d'activité : \_\_\_\_\_

Bulletin réponse à retourner à :  
CFME - Atelier B.T.P. - Machine  
10, Avenue de la République - 92000 NANTERRE CEDEX 11

- Micro-élect
- Biotechnologie
- Les matériaux
- Robotique
- Micro-électronique
- Télématique
- Aéronautique
- Technique mécanique
- Botanique
- Agro-alimentaire
- Énergie

Flanders Technology International - F.T.I. Le plus grand salon de la technologie. Le point de rencontre par excellence de la micro-électronique, de la biotechnologie et des nouveaux matériaux. Les technologies nouvelles y parlent à l'écoute.

F.T.I. en est à sa troisième édition. Et ce salon connaît sa troisième vitesse, pour dépasser les limites déjà atteintes à l'édition 85 : 800 exposants sur un espace de 204.000 visiteurs, 117.000 professionnels, un Technology Transfer Center "haute performance", avec une moyenne de 20 contacts commerciaux par participant.

Flanders Technology International aura lieu du 11 au 17 mai 1987 à Gand. Il constitue le point de départ idéal pour le développement, la commercialisation et la mise en application de produits et idées nouvelles.

F.T.I. : un rendez-vous à noter dans votre agenda. Une date à graver dans la mémoire de votre ordinateur. Quel qu'il en soit : un rendez-vous à ne pas manquer.

Le salon Flanders Technology International 1987 a été retenu par le Ministre français du Commerce Extérieur au programme du comité français des manifestations économiques à l'étranger. Cette manifestation sera donc l'objet d'une participation officielle française afin de faciliter l'organisation et la promotion des sociétés françaises exposantes.

Le CFME en liaison avec les organisateurs de Flanders Technology International 1987 se tient à disposition des entreprises françaises qui souhaitent connaître la façon des conditions de participation à cette manifestation.

سازمان الاموال

ouverture nouvelle  
la culture française

Je souhaite connaître les modalités de participation au salon "Flanders Technology International" au travers de la participation officielle française.

Nom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_  
 Produits fabriqués : \_\_\_\_\_  
 Secteur d'activité : \_\_\_\_\_

Bulletin réponse à retourner à :  
CFME - Atelier B.T.P. - Machine  
10, Avenue de la République - 92000 NANTERRE CEDEX 11

# Une ouverture nouvelle à la culture française

Par MARCEL DE GRÈVE \*

CONFRONTÉS depuis les premiers Capétiens (X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles) à l'égard de la France, les Flamands ont manifesté et continué de manifester à son égard une attitude ambiguë, faite de rancœur et d'estime. À chaque moment de son histoire, en effet, la Flandre s'est trouvée en présence d'une culture française dominante, et souvent dominatrice. Lors du démembrement de l'Empire carolingien (843), il ne fut tenu compte de l'appartenance de ce domaine linguistique germanique que ce qui devait devenir le comté de Flandre fut attribué à Charles le Chauve. Par la suite, ni la « période bourguignonne » (1384-1482), ni le règne des Habsbourg ou la réunion de la Flandre aux Pays-Bas, espagnole d'abord, autrichienne ensuite (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), ne modifieront cette situation, pas plus, évidemment, que ne le fit l'annexion à la France de la Belgique (1795-1813). Actuellement, le monde francophone est, par l'intermédiaire des Belges de langue française, le partenaire le plus voisin du peuple flamand.

encave la large majorité francophone en territoire flamand. Cette francisation fut mal reçue par l'ensemble de la population flamande qui, sous l'impulsion de la revendication sociale aidant, exerça une pression de plus en plus forte pour obtenir le respect de sa spécificité.

Vers la fin du siècle dernier, le ressentiment de la population flamande à l'égard de la bourgeoisie francophone se mua progressivement en hostilité à tout ce qui se rapportait à la culture française. Cette hostilité était encouragée par l'Église catholique (dominante), qui originait la propagation des idées de la francisation. La méfiance s'accroît naturellement à la territorialité de langue française de Belgique, en Wallonie et à Bruxelles, les différences entre ces communautés étant exacerbées par l'effet de proximité.

## Contre la bourgeoisie francophone

Aujourd'hui, la Flandre se trouve dans une situation qui est particulièrement défavorable à la mesure de la particularité que la langue de prestige, le français, est minoritaire, tant du point de vue du nombre de ses locuteurs que de leur poids économique. Pour les jeunes Flamands, le problème est simple : pourquoi consacrer une bonne partie de son temps et de son énergie à apprendre une langue « étrangère » qui n'a pas la diffusion internationale de telle autre langue, par exemple l'anglais ? Et leur réponse est tout ce qui est français se durcit à la mesure où les francophones belges, qu'ils soient wallons ou bruxellois, affectent une attitude de mépris à l'égard de la langue de civilisation propre aux Flamands, le néerlandais.

Ces données historiques ont contribué à créer une situation paradoxale : la mesure de l'apport français s'est imposée comme un des facteurs constitutifs de l'identité culturelle flamande. Il n'est pas en vain que les régions qui allaient devenir la Flandre furent romanisées jusqu'à l'arrivée des Francs ; ce n'est pas sans en tirer quelque bénéfice que la Flandre a dépendu, durant de longs siècles, de la couronne de France et que sa culture s'associe à une littérature voisine dont les manifestations devaient de plus en plus prestigieuses. Il telle enseigna qu'Auguste Viatte a pu dire que, « de toute la littérature française hors de France, celle de Belgique (à laquelle la contribution flamande fut longtemps déterminante) apparaît la plus riche et la plus vigoureuse ».

## Moyen de promotion sociale

Encore convient-il de considérer la situation particulière des dérivés flamands de langue française. Ce n'est, en effet, pas un hasard s'ils sont tous issus de la bourgeoisie francophone qui, pour des raisons économiques et sociales tout autant que par la langue même qu'elle parlait, était complètement coupée du peuple. Ce qui unit un Georges Rodenbach, un Georges Eekhoud, un Emile Verhaeren à la Flandre, c'est une espèce d'attachement romantique à une terre, à un pays et à sa nature, à un passé historique et artistique, voire à ce que l'on pourrait appeler l'« âme » du pays flamand, et aussi à son peuple, à son peuple seulement à la mesure où ce peuple fait partie de la nature.

Car la présence de la langue française a, très tôt, été exploitée sur le plan social : grâce au rattachement que constituait son usage, la bourgeoisie flamande pouvait se distinguer du reste de la population pour préserver leurs privilèges. Aussi le français acquit-il une aura de prestige jusque dans les couches les moins privilégiées, voire les plus défavorisées, de la population, jusqu'à devenir un moyen de promotion sociale, principalement dans les villes. Ainsi Bruxelles, simple résidence duciale sous les ducs de Bourgogne, s'affirma de plus en plus comme métropole commerciale, politique et culturelle et subit dans le même temps, surtout depuis le début de ce siècle, une rapide francisation, au point de se transformer en une

# ENTRE LA TRADITION ET LA RÉNOVATION Les mutations dans l'enseignement

Par EDDY BONTE \*

Il existe actuellement en Flandre deux types d'enseignement : le traditionnel et le rénové. Le traditionnel, qui a été rénové à son tour par une loi-cadre en 1970 (un an après avoir été mis en place dans la partie francophone de la Belgique). Elle est destinée à substituer progressivement au système traditionnel, considéré comme démodé et arriéré dans une société changeante et en pleine expansion. Le rénové comprend trois cycles de deux ans chacun. Le premier, dit d'observation, est à 100 % commun pour tous les élèves. Il vise à faciliter la transition entre l'école primaire et l'école secondaire et à éviter les spécialisations prématurées à l'âge de 12-13 ans. C'est pourquoi on ne trouve, à ce niveau, aucune différenciation entre les options générales, techniques ou professionnelles. Les options (latin, sciences, etc.) n'apparaissent que dans le deuxième cycle, dit d'orientation, et sont passerales entre les deux cycles jusqu'à la quatrième année d'études.

La population pour qu'en surgissent les besoins nécessaires à la poursuite d'une formation déjà qualifiée de post-industrielle, et surtout sur l'esprit d'équipe, l'efficacité et la séparation stricte entre travail manuel et travail intellectuel et un idéal de promotion sociale faisant fi des avantages liés à la naissance. C'est l'époque où la Flandre jetait les bases d'une économie dynamique (devant l'autre partie de la Belgique) et donnait la priorité à la mobilisation et à l'exploitation de sa seule véritable ressource naturelle : la matière grise. En fin de compte — et sans que ses promoteurs s'en soient véritablement aperçus — la filière rénovée s'est surtout orientée au moment des déficiences, techniques ou professionnelles. Les options (latin, sciences, etc.) n'apparaissent que dans le deuxième cycle, dit d'orientation, et sont passerales entre les deux cycles jusqu'à la quatrième année d'études.

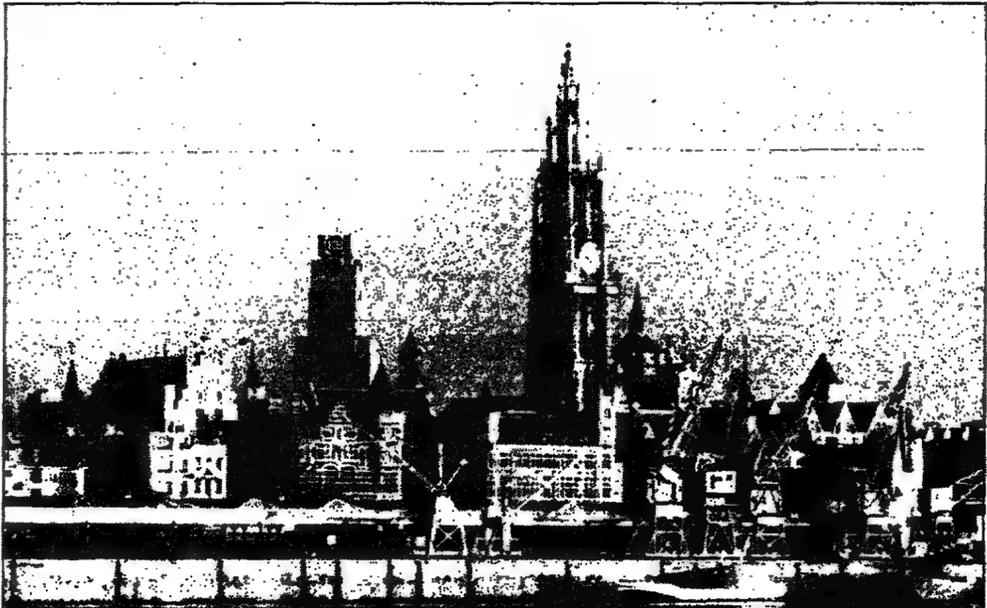
Le regain de faveur des années 70 pour les théories de la « différence » allait apporter à l'eau au moulin de la filière traditionnelle. Cette filière traditionnelle a été imposée, en 1975, par la loi-cadre, et le système public des provinces l'a également adopté. Mais l'enseignement catholique flamand a toujours fait preuve d'une certaine équivoque à ce sujet : la moitié des écoles catholiques (qui accueillent les deux tiers des élèves) ont conservé le système traditionnel, et approchent à se concurrencer de procéder à un nivellement par le bas, en maintenant les matières dites « classiques » l'attachement du cycle d'observation où ils perdent leur temps, d'offrir des options techniques ou de débou-

titutions offrant seulement le premier cycle, à l'exception de l'Institut universitaire de Bruxelles (IUB) qui organise le deuxième et troisième cycles pour deux autres établissements flamands du premier cycle.

Cette situation quantitative et surtout respect des équilibres pédagogiques et idéologiques des pays, dotant chaque province d'une formation au minimum. Le Limbourg, par exemple, a dans vu s'implanter une formation universitaire plurivalente (c'est-à-dire ni catholique ni d'Etat) pour contrebalancer la filière de l'université catholique de Louvain à Courtrai, dans cette province oubliée qu'est la Flandre orientale. Malgré cet effort, la réorientation de l'enseignement supérieur marque le pas, les établissements de milieu universitaire étant moins nombreux depuis le début de la crise économique.

## Une troisième filière

Le ministre de l'éducation pour la partie néerlandophone de la Belgique, M. Dierckx Coens, a récemment préconisé la création d'une troisième filière pour l'enseignement catholique, qui impliquerait la fusion entre le rénové et le traditionnel. Si elle se mettait en place, il s'agit de prévoir qu'elle soit également implantée dans le réseau catholique. L'enseignement supérieur flamand comprend trois filières distinctes : la non-universitaire (de 12 à 14 ans), le réseau universitaire long (de 14 à 16 ans) et, enfin, les universités proprement dites. La loi d'expansion a fait proliférer les établissements universitaires à partir de 1970 pour répondre aux besoins de la formation. La Flandre se compte maintenant neuf, les universités de Gand, Louvain-la-Neuve, Leuven, Tilburg, etc.



## Votre partenaire idéal en Belgique

### LA KREDIETBANK

La grande banque belge clairvoyante et dynamique.  
La banque aux innombrables relations dans le monde entier.  
La banque qui prouve chaque jour qu'elle est, pour vous aussi, le partenaire idéal.

**Siège Central :**  
Rue d'Arenberg 7 B-1000 Bruxelles  
Tél. : 02/517.41.11 Télex : 24.078 kbadmi b



Succursales, bureaux de représentation, filiales et sociétés sœurs en  
Australie Brésil Espagne Etats-Unis Hong-Kong Irlande Japon  
Luxembourg Mexique Pays-Bas République Fédérale d'Allemagne  
Royaume-Uni Suisse, etc

**Le Monde** Pour ses lecteurs résidant à l'étranger  
révisé chaque semaine

**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**

**SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

7, rue des Italiens, 75002 PARIS Cedex 09  
Tél. : 43-43-97-27

es.

ers  
ogy  
ional

ional  
nouvelles

3 7

ités de particip  
International au  
de française.

L'EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ

Philippines : difficile parcours pour le

AUX Philippines, comme dans les autres pays récemment libérés de leurs dictateurs, la gravité des problèmes économiques...

Par PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis à peine une année, les Philippines ont parcouru un chemin semé d'embûches. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos.

ancien opposant de M. Marcos en tant que président de la Commission présidentielle pour la vérité et la réconciliation...

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commission spéciale (Presidential Commission for Good Government, PCGG)...

Le processus de purification inquiète tout particulièrement les anciens proches de M. Marcos, M. Enrile, qui a été récemment nommé...

Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. Le chef d'état-major grand écrivain...

intérets (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile...

Des industriels réticents

POUR la majorité des cinquante-cinq millions de Philippines, le retour au réel se traduit en termes économiques...

dépend du rapport des forces politiques qui se mettra en place d'ici à mai 1987. D'ores et déjà, on peut noter l'extrême réticence des industriels...

La politique ou l'armée

ENTRE la prise de fonctions de la présidente et le référendum du 2 février 1987, il s'écoulera une année. Le gouvernement nommé par M. Aquino...

nant M. Aquino à la tête de l'Etat. Il n'ont pas pu la réaliser, même avec l'aide de M. Enrile. Leur soutien au coup d'Etat...

M. Marcos parti, il fallait diriger le pays. M. Aquino n'avait aucune formation pour remplir ce rôle. Mais elle avait pour elle un autre bon...

Ne parlons pas ici de l'arrière-garde pro-Marcos, M. Enrile, qui a soutenu le coup d'Etat d'opérette...

Le coup d'Etat manqué du 22-23 septembre 1986 et le départ de M. Enrile ont changé l'équilibre des pouvoirs. Un marchandage a été conclu...

Mais le redressement de l'économie doit aussi passer par des grandes réformes. Celles-ci ne sont pas encore engagées. Pas de réforme agraire en vue...

Sans attendre les échéances, M. Aquino a tenté d'agir sur un front macro-économique à la dette et les investissements étrangers...

(1) People Power, Manille, 1986, 320 pages, 281 photos.

La gauche militante

Le Parti communiste des Philippines (PCP) avait appelé au boycott des élections présidentielles de février dernier. Le triomphe de M. Corason Aquino...

(KMP, Mouvement paysan des Philippines), en 1985, participe à cette coalition. La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PNB) ou Parti du peuple...

mation dominante de la gauche militante. Le fait mérite d'autant plus d'être noté que ce parti avait de loin (5). Constitué dans le feu de la radicalité...

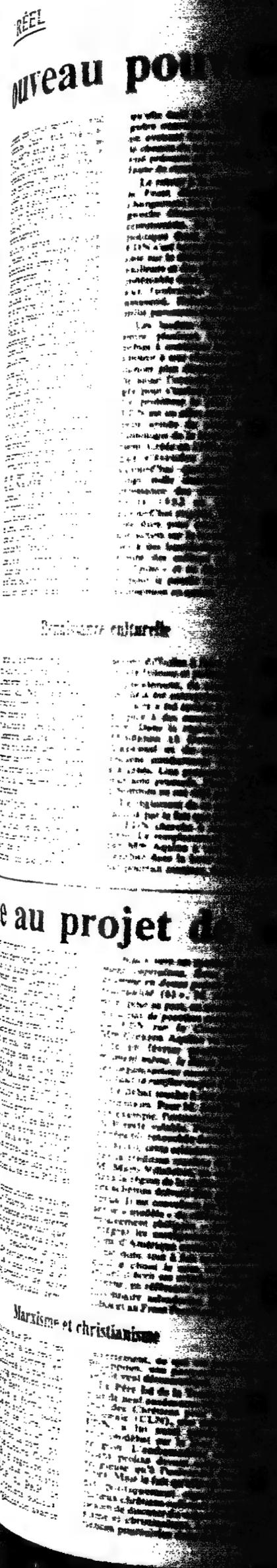
CURE THERMALE 1987

- Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL...

Enfin, au sein du mouvement populaire, l'influence « démocratique nationale » est grande. La direction de Bayan (acronyme de la Nouvelle fédération nationaliste) est identifiée à ce courant...

(1) « Party conducts assessment, says boycott polley was wrong », Ang Bayan (La Nation, organe clandestin du PCP), mai 1986. (2) Le mot Bayan, en tagalog (philippin), signifie les nations de peuple et de nation...

La crise sociale aidant, il s'y pu s'ancrer dans de nombreux milieux urbains et zones rurales. Il a su intégrer au mouvement de masse anticorrupteur à pris son essor à partir de 1975 dans les villes et engager une collaboration avec les milieux chrétiens.



Handwritten text at the bottom center of the page, possibly a signature or a note.

دريو ١٢٠٢٥٠

**AFFRONTÉ**

**Pour le**

particulier les bases améri-  
cain, qui commencent à  
critiques de M. Enrile,  
cette nouvelle fermeté  
Tout auréole de la  
avec la gauche armée,  
probablement armés,  
de manœuvre un peu  
à deux ou trois mois,  
de coup d'Etat, les  
jeu poli-  
aux élections législa-  
1987 : chaque groupe  
place au micux dans  
droite se rassemblera  
Enrile, qui possède  
d'appuis dans  
Aguino en train de  
Lakas ng Bangsa  
(Union), qui pourrait se  
parti politique.

**AU RÉEL**

**le nouveau pouvoir**

Finalment, ces fonds seront quand  
accordés. Quant aux négociations  
sur la dette extérieure, qui se  
monte à 26,4 milliards de dollars, le  
Fonds monétaire international (FMI)  
a longtemps montré une grande  
prudence, refusant de s'engager sur l'ave-  
nir. De son côté, le gouvernement pré-  
voit, dans son budget 1987, une  
réduction de 46,6 % à 38,5 % du bud-  
get des remboursements.

Ces hésitations viennent de ce que  
l'étranger a une impression de  
flou ou de manque de fermeté politique  
dans le gouvernement Aquino. Les  
récentes mesures contre M. Enrile ont  
donné confiance au FMI, qui vient  
d'accepter le principe d'ouverture de  
négociations sur le rééchelonnement de  
la dette. Reste à savoir si ce signe suf-  
fira pour convaincre les banques fran-  
çaises à donner aux Philippines des faci-  
lites d'accès aux crédits internationaux.

qu'elle était en février, ce qui n'est  
gère. Plus sérieusement,  
en ayant son erreur et en reprenant  
le chemin du travail politique, son acti-  
vité présente une conditionnée par une  
faute de stratégie.

Le fait est que la réalité est brutale pour  
le Front démocratique national. Le  
changement lui a été volé par un centre  
gauche démocratique nettement anti-  
communiste. Le succès de l'action  
politique étant devenu très étroit, le  
FDN s'est tourné vers une action syndi-  
cale sur le thème de la défense des tra-  
vailleurs et des militaires. Il rencontre un  
indéniable succès. Le 12 novembre 1986,  
aux funérailles du leader syndical  
assassiné, Romeo Olalia, trois  
mille personnes avaient suivi le cortège.

Les leaders du FDN ont entre  
plusieurs tentatives radicales,  
prêtes à continuer la lutte ouverte pour  
aboutir à une victoire totale, et les ten-  
tatives plus démocratiques, cherchant  
de saisir l'occasion qui leur est ménagée  
pour s'insérer dans le jeu politique.

**Renaissance culturelle**

FACE à cette lutte armée, le gouver-  
nement Aquino cherche à procé-  
der de deux manières : à l'échelle nationale  
et au niveau local. Nationalement,  
de longues négociations ont permis, le  
27 novembre dernier, la signature  
d'une trêve de soixante jours qui a pris  
effet le 10 décembre. Les obstacles au  
succès de cette politique sont nota-  
ment : le premier, ce sont les militaires  
eux-mêmes, plus portés au combat qu'à  
la négociation ; le second, la reconnaissance  
légitime de l'adversaire.

seront à faire admettre à une  
droite frileuse et puissante.

Localement, de nombreuses actions  
ont déjà été entreprises. Chaque région  
militaire a été invitée à créer un climat  
propice à des négociations sur le ter-  
rain. Dans la région sud sensible de  
Mindanao (à Davao), des comités  
d'accueil et de reclassement des  
anciens combattants ont été  
créés. Une protection et un travail  
leur sont procurés. Plusieurs centaines  
d'hommes en ont déjà profité.

**Marxisme et christianisme**

La gauche militante aux Philippines  
commence à s'ouvrir à ces révolutions  
d'outre-Pacifique, comme en  
témoigne l'accueil accordé à la publica-  
tion en anglais du long entretien entre  
M. Fidel Castro et Frei Betto sur la religion  
(8). Une autre formation,  
Bisig (9), a organisé, août, l'occa-  
sion du lancement de ce livre, une  
importante réunion publique, à l'univer-  
sité des Philippines, avec la participa-  
tion de l'ambassadeur cubain. Consti-  
tué en mai 1986, Bisig regroupe des  
militants venus des milieux marxistes  
indépendants, des membres du PKP, de  
l'aile radicale des chrétiens sociaux-  
démocrates. Cette formation avance

ouvement, ce qui est nouveau aux  
Philippines, une perspective socialiste  
qu'elle veut démocratiser.

Le Père Ed de la Torre, imprévu  
plus de neuf années sous Marcos, fondeur  
des Chrétiens pour la Liberté nationale  
(CLN), une composante du  
FDN, a lui-même participé à une  
réunion-débat sur le livre *Fidel et la  
religion*. L'ambassadeur cubain fut  
moins prolige devant cette assemblée  
religieuse qu'à l'université des Philip-  
pines. Mais le fait qu'elle ait été invitée  
est politiquement significatif. Les  
milieux chrétiens-radicaux ressentent le  
besoin de discuter du rapport entre mar-  
xisme et christianisme, à partir d'expé-  
riences poursuivies dans des pays où la



LA PRÉSIDENTE APRÈS LA PRESTATION DU SERMENT  
Comment concrétiser les aspirations d'un peuple ?

arrivé pour beaucoup de penser à une  
reconversion politique, dans de nom-  
breuses discussions aujourd'hui.

L'Eglise continue sur le terrain toutes  
les activités possibles vers la paix. Elle  
participe à l'établissement  
des comités d'accueil et de reclasse-  
ment. Elle donne des sessions à des  
soldats sur les droits de l'homme et à des  
militaires de certaines régions. Elle a  
organisé une énorme manifesta-  
tion à Negros, le 11 novembre 1986,  
pour soutenir les négociations et faire  
la trêve avec la guérilla. Les paysans  
qui ont été parfois les victimes du  
conflit, mais plus souvent les victimes,  
appuient massivement le travail de  
l'Eglise dans ce sens.

A travers ces mesures techniques et à  
des évolutions politiques s'ajoute une  
révolution culturelle. Les quatre  
jours de février 1987 ont planté des  
fondations dans un ciment symbolique  
suffisamment solide pour tenir ensem-  
ble les ingrédients d'un régime qui a  
envisagé le rôle de la révolution.  
L'année février est une renaissance de  
l'âme « filippino », pacifique et chré-  
tienne. Réveillée par le courage d'une  
femme, la parole de celui qui revenait  
s'opposer à M. Marcos, la foi et le  
profond des Philippines a agi comme un  
catalyseur, provoquant le pays dans la  
paix, au bord de l'explosion violente,  
pendant les quatre jours fondateurs, et  
commencant d'être l'inspiratrice de beau-  
coup aujourd'hui.

manifesté sa présence par des interven-  
tions dans les médias dans la période des  
événements de février et pendant la  
qui a suivi. Elle a pris ensuite de la  
distance, mais elle reste très présente et  
vigilante (2). Avant de partir au  
Japon, M. Aquino avait demandé au  
cardinal de retarder un voyage  
qu'il projetait aux Etats-Unis afin qu'il  
puisse être sur place le garant d'une  
présence symbolique.

Une telle absence paraîtra étrange à  
qui ne connaît les Philippines que de  
loin. Le facteur religieux, pourtant  
essentiel dans ce pays, échappe bien  
souvent aux analyses des esprits rati-  
onnels occidentaux. Cela dit, bien des  
responsables philippins, en particulier  
dans l'Eglise, savent aussi que les  
religieux sont indispensables  
après l'expérience de février. D'où  
un programme d'élections relativement  
accéléré.

Le deuxième facteur d'accélération  
est le nationalisme et le régionalisme.  
L'action du gouvernement  
Aquino sur le terrain de la régionalisa-  
tion et le respect des cultures est proba-  
blement l'élément le plus positif entre  
le court terme où elle se situe et la  
paix à long terme qu'elle vise. L'enjeu  
du mouvement régime est là : redonner  
aux Philippines une âme, qui au sein  
des Etats-Unis et souvent loin de  
Manille.

lites ? Pour que leur particularité soit  
prise en compte à Manille. Pourquoi  
une partie de la guérilla de la cordillère  
du nord de Luzon, par la voix du prêtre  
Conrad Balweg, a-t-elle déposé ses  
armes ? Parce que le gouvernement a  
accepté le principe d'un fédéralisme  
qui donnera à chaque région une cer-  
taine autonomie. Il se fait sur un terrain  
un travail à longue haleine. Il portera  
ses fruits à l'économie peut-être.

Marcos a résolu la plus épineuse  
des questions : faut-il, oui ou non, gar-  
der les bases américaines sur le terri-  
toire philippin ? Les militaires y ont  
répondu favorablement. La gauche y a  
répondu favorablement. M. Aquino n'a  
pas pris de décision, si ce n'est de  
maintenir les bases jusqu'en 1991.  
L'expérience de la Thaïlande, où la  
matière, pourrait être précieuse : le  
nationalisme est un mouvement com-  
muniste à l'expulsion des militaires  
Américains du sol national. Il faudra  
choisir. Toute option d'équilibre entre  
des intérêts proportionnels à l'énorme  
charge affective et symbolique liée à  
la présence américaine. Une telle épreuve  
ne pourrait pas être supportée  
aujourd'hui. L'institutionnalisation de  
la révolution donnera les moyens  
d'affronter cette réalité.

PIERRE DE CHARENTENAY.

(2) Voir la lettre pastorale du cardinal  
publiée dans son diocèse début novembre.

**face au projet de Mme Aquino**

Aux pires moments du régime  
 Marcos, le courant démocratique  
 national à plus que tout autre contribué à  
 structurer, à rassembler les mouvements de  
 masse. On comprend l'attitude de  
 nombreux militants qui se sont vu mar-  
 ginalisés, en février 1986, alors que  
 la lutte contre la dictature prenait  
 l'ampleur sans précédent.  
 La publication, en mai, de l'autocritique  
 sur le boycottage des élections a  
 partiellement dissipé la malaise dans  
 les rangs du PCP. Mais cela n'a pas mis  
 fin aux discussions en cours dans  
 le parti. La situation aux Philippines  
 s'est, en effet, notablement modifiée  
 après l'assassinat, en 1983, de Benigno  
 Aquino, mari de l'actuelle présidente, et  
 à la suite, en 1986, de la « révolution de  
 février ». La chute imprévue de la dicta-  
 ture a, de fait, ouvert une période de ré-  
 évaluations politiques au sein du PCP et  
 du FDN.

colonial vers un système essentiellement  
capitaliste. Enfin, peu, le pro-  
gramme en douze points du FDN sera  
révisé (6). M. Antonio Zamel  
note, pour sa part, en novembre, qu'« il  
n'y a pas de position commune au sein  
du FDN sur la Constitution » que  
M. Corason Aquino va soumettre au  
peuple en février prochain. « En ce  
moment même, le débat fait rage dans  
les organisations membres pour savoir  
s'il faut la ratifier ou pas (7). »

Le débat touche à des questions fon-  
damentales. Pour M. José Maria Sison,  
par exemple, l'orientation originelle du  
PCP reste socialiste. Formée il y a  
ans, retouchée durant la décennie  
qui suivit, cette orientation est marquée  
par la tradition marxiste du PCP. Pour  
M. Mari Villalobos, un cadre influent  
dans la région de la capitale, par contre,  
ces schémas doivent être profondément  
revisés. Il est convaincu qu'il faut dépasser  
le « modèle » de référence initial du  
mouvement philippin - la Chine - et  
intégrer les enseignements des révolutions  
d'Amérique centrale et de Cuba.  
C'est donc tout le fait symboliquement  
qu'il a choisi le nom de plume sous  
lequel il écrit ses articles de discussion  
interne, en référence au dirigeant révo-  
lutionnaire salvadorien José María Vil-  
lalobos et au Front révolutionnaire  
militant.

un fort influent, en Amérique  
latine et aux Philippines, la Chine  
n'offre évidemment pas un modèle sur  
un plan-là.

Le CLN, explique le Père Ed de la  
Torre, réfléchissent sur leur identité  
propre. Nés au sein de l'Eglise de façon  
spontanée, ils ne sont engagés aux côtés  
du PCP que par la conviction.  
« Pendant longtemps, les CLN se  
sont beaucoup préoccupés de théologie.  
Mais la théologie n'est pas la solution.  
Elle ne pouvait ignorer - or,  
ajoute-t-il, la théologie est beaucoup  
plus faible qu'en Amérique latine. Et,  
à côté du marxisme philippin, il y a  
un débat théologique sur la question  
de l'Eglise (10). »

Le Père Ed de la Torre anime les  
Volontaires pour la démocratie popula-  
ire (VDP), un nouveau mouvement  
qui sert de lien entre les divers  
composantes de la gauche philippine.  
Avec la formation de Bisig, de VDP, et  
l'évolution des CLN, s'exprime le pluralisme  
de la gauche philippine. Le PCP  
est la seule organisation qui bénéficie  
d'une assise nationale. La gauche  
militante n'en est pas très diversi-  
fiée. Des organisations localement  
représentatives ne se reconnaissent par-  
fois dans aucune étiquette politique  
nationale. Des cadres syndicaux, des  
personnalités de Bayan, sur le plan  
régional surtout, travaillent avec les  
« organisations nationales », sans pour  
autant s'intégrer à ce courant.

« Pour un chrétien, pour la plupart, prêts  
à soutenir le gouvernement dans ses  
tentatives de coup d'Etat à droite.  
Mais cela se garde du projet présiden-  
tial de M. Aquino en ce qui concerne  
les militaires représentés par le général  
Ramos. Elles paraissent décidées à  
compter elles-mêmes sur leurs propres  
forces et sur l'action de masse indépendante  
pour combattre le danger « néo-  
fasciste ». Notre salon repose sur  
nos mains ! », lance le FDN dans un  
communiqué publié à l'occasion de la  
mort de l'ambassadeur Olalia (12).

Marginalisé durant la « révolution de  
février », le mouvement démocratique  
national a été temporairement placé en  
position défensive. La NAP, soumise à  
des tendances contradictoires, a connu  
des ruptures importantes, comme celle  
qui a conduit à la formation de l'Armée  
populaire de libération de la Cordillère  
dans le nord de l'île de Luzon, avec le  
Père Conrad Balweg. Mais le PCP, le  
NAP et le FDN n'en constituent pas  
moins un facteur politique de première  
importance dans le pays. C'est un mou-  
vement qui dispose d'importantes res-  
sources, ce n'est pas un mouvement politique-  
ment défait, qui est engagé dans les  
négociations de paix avec le gouverne-  
ment. La situation philippine  
d'aujourd'hui est dans ce profondé-  
ment de crise que, comme, voilà quel-  
ques années, la Thaïlande.

PIERRE ROUSSET.

(1) Texte paru de M. Satur Ocampo en  
juin du 11 1986, *Philippines Information*,  
n° 46, novembre 1986, page 4. Le PCP a maintenu  
jusqu'à aujourd'hui l'analyse dans laquelle la  
gauche philippine est semi-féodale, semi-  
coloniale plutôt que capitaliste. M. Satur  
Ocampo est l'un des chefs de la délégation du  
FDN qui négocie actuellement avec le gouver-  
nement.

(2) « A fugitive afternoon with Tony  
Zamel », *National Midwest*, Quezon City, du  
26 novembre 1986, page 11. Antonio « Tony »  
Zamel participe lui aussi aux négociations de  
paix.

(3) Fidel Castro, *Entretiens sur la religion*  
avec Frei Betto, Cerf, Paris, 1986.

(4) Bukharan ng Ikaunlad ng Sosyalistang  
Isip at Gawa : Union pour le développement de

**militante**

de la gauche mil-  
itante d'autant plus  
que son parti revient à  
dans le feu de la radicali-  
sation des années 1986-1987.  
La plus stricte clandestinité  
de la loi marxiste et  
en 1987, il a traversé une  
difficile. En 1984-1985,  
bas de la guérilla et  
dans la province  
du nord de l'île  
réduites à peu de chose.  
ses principaux  
et militaires sont  
dans la direction  
de la région de la capitale  
central à propos  
électorale.

avec Marcos  
par M. José  
de la PCP. Son  
du PCP. Pro-  
de 1984  
à des libérés après  
n'a aucune  
1986, mais il précède  
à sa formation  
pour de  
la PCP, voir la  
Arsanand Malib  
et insurrec-  
1980). « Une  
cyclo à l'occa-  
1983.

TEMOIGNAGE

L'ARGUMENT tributaire de l'idée et reportage de journalistes qui avant tout s'intéressent aux péripéties du conflit avec l'Irak...

Il existerait deux catégories d'Iraniens. Les uns, les « bons », patriotes pleins de courage et de détermination, ont dû faire d'énormes sacrifices et braver de nombreux périls avant de quitter leur patrie pour attendre, à Paris, à Londres ou à Los Angeles, la fin du joug totalitaire...

Je suis moi-même une Iranaise vivant à l'étranger. Quelle que soit mon opinion sur le régime, je ne peux qu'être fascinée et attristée par la caricature qui est donnée de mon pays : Iran = Khomény = Islam = Fanatisme...

Je rentre d'un voyage de sept semaines, rempli d'une curiosité et d'appréhension après une absence de cinq ans. Je suis interrogée, en particulier, sur ces hommes et ces femmes disposant des moyens de partir et qui restent de leur plein gré...

Au terme de mon voyage, je faisais mes adieux à un couple d'amis, deux médecins, et leur demandai : « Et vous, quand le départ ? » L'homme, qui avait vécu vingt ans en Allemagne, me répondit : « Tu sais, là-bas, les médecins ont toujours manqué... »

Richesse des contrastes

La première semaine de mon séjour a coïncidé avec le Nouvel An iranien, le Norouz. Les fêtes ont été célébrées en congé, les administrations restent généralement fermées pendant près de deux semaines...

Il est encore trop tôt pour savoir si l'Iran actuel a adopté une vie culturelle propre, libérée des influences occidentales. Les attitudes à l'égard de l'Occident ont pourtant changé fondamentalement. L'admiration aveugle, le respect inconditionnel et la manie de l'imitation ont disparu...

Les relations culturelles avec l'Occident se sont distendues, libérant la place à la création nationale. Du 1 au 7 mai 1986, à Téhéran, s'est tenu un symposium de neuropsychologie avec la participation de praticiens de diverses provinces...

Certains produits de première nécessité - la viande, la viande, le riz, le sucre... - sont rationnés. Les jours de distribution, de longues queues se forment devant les magasins, mais on accepte volontiers de remplacer le pain qui ne peut venir que parce qu'il travaille, mais parce qu'il est malade...

Une nouvelle conscience

DURANT les dernières années du pouvoir du chah, une certaine arrogance était assez largement répandue chez les citadins. Ils sont devenus plus riches que les voisins, entendait-on, mais notre civilisation est plus brillante que celle des Turcs, des Afghans ou des Hindous...

Qui jouit maintenant de l'estime générale ? Le commerçant du bazar (bazar), le professeur d'université, le médecin, le gardien de la révolution, le religieux, le médecin ou le bazar ?

L'autorité au sein des administrations et des ministères, à la bouléverde. La hiérarchie, du chef de service à l'employé, en passant par le secrétaire, a disparu. On n'y a plus que des domaines spécifiques et des responsables pour attribution un secteur défini.

Un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui

Par SHAHNAZ NADJIMABADI

Après cinq ans d'absence, Shahnaz Nadjimabadi est rentrée pour deux mois au pays. Elle y a retrouvé ses amis, elle s'est immergée dans cette société durement secouée par la révolution islamique et la guerre...



LE BAZAR DE TÉHÉRAN Malgré les sécheresses et les ruptures, la vie continue

La ville de Qom, où se trouve le sanctuaire de Fatima, sur le huitième Imam, passait et passait aujourd'hui pour une ville sainte et un important lieu de pèlerinage. Je me souviens de voir, en enfants, des partions, certains jours de fête, avec des familles et amis pour passer la journée...

Il est encore trop tôt pour savoir si l'Iran actuel a adopté une vie culturelle propre, libérée des influences occidentales. Les attitudes à l'égard de l'Occident ont pourtant changé fondamentalement...

La ville de Qom, où se trouve le sanctuaire de Fatima, sur le huitième Imam, passait et passait aujourd'hui pour une ville sainte et un important lieu de pèlerinage...

Le port du costume islamique n'est une contrainte que pour la citadine ; à la campagne, les paysannes ont de longues jupes et un habit traditionnel composé d'un pantalon long et d'une chemise qui varie suivant les régions...

Une de mes amies qui a étudié en Allemagne est rentrée en Iran après la révolution. Mariée, elle a toujours pris un grand soin de sa personne. Elle m'a pourtant confié : « Les événements de ces dernières années ont tellement marqué que beaucoup de signes extérieurs, comme l'habillement, ont perdu leur sens... »

Une autre Iranaise, elle aussi enseignante à l'Université, est mariée à un étranger. Elle peut donc émigrer sans problèmes. « Ici, j'ai le sentiment que mon travail a vraiment un sens... »

La ville de Qom, où se trouve le sanctuaire de Fatima, sur le huitième Imam, passait et passait aujourd'hui pour une ville sainte et un important lieu de pèlerinage...

Le défi

La prise de conscience générale a été marquée par les femmes. Les Occidentales ont fait une fausse image de l'Iranaise : pour eux, elle serait une opprimée, soit une fanatique utilisant le voile à des fins de propagande...

Le port du costume islamique n'est une contrainte que pour la citadine ; à la campagne, les paysannes ont de longues jupes et un habit traditionnel composé d'un pantalon long et d'une chemise qui varie suivant les régions...

Une de mes amies qui a étudié en Allemagne est rentrée en Iran après la révolution. Mariée, elle a toujours pris un grand soin de sa personne. Elle m'a pourtant confié : « Les événements de ces dernières années ont tellement marqué que beaucoup de signes extérieurs, comme l'habillement, ont perdu leur sens... »

Une autre Iranaise, elle aussi enseignante à l'Université, est mariée à un étranger. Elle peut donc émigrer sans problèmes. « Ici, j'ai le sentiment que mon travail a vraiment un sens... »

Le sexe opposé qui, privés de l'idéal masculin occidental, sont totalement désorientés.

Les relations entre les sexes se sont aussi transformées, bien que la répartition des rôles dans la famille soit restée identique. Deux attitudes radicalement opposées sont perceptibles : soit la femme est totalement ignorée, soit elle est acceptée dans toute l'ampleur de sa personnalité...

Toute comparaison avec l'Europe nécessite de prendre en compte la place de la femme iranienne avant la révolution. Mais les informations dont on dispose à l'Ouest ne concernent que 20 % de femmes, celles qui vivent dans les villes...

Elles jouissaient auparavant de beaucoup de droits théoriques, mais la perception que les hommes en avaient dépendait avant tout de leur milieu social. Que savait-on des 80 % restantes, de celles qui vivent à la campagne ?

Pour les citadines, en revanche, les bouleversements représentent un gigantesque défi. Une partie de ce défi s'est opéré. Les femmes qui n'avaient pu uniquement miser sur leur apparence, celles pour lesquelles les capacités personnelles et les relations humaines avaient la même importance, ont mieux pu résister aux pressions et aux tensions...

Voyage dans la région du Golfe

J'AI pu me rendre dans la province d'Ormuzgan, sur le Golfe. J'ai pris l'avion jusqu'au port de Bandar-e Lengeh, situé à 1 500 kilomètres au sud de Téhéran. Là, en bus, je me suis rendue dans divers villages sur la côte. Le terme de « guerre du Golfe » fait facilement croire aux Européens que la région est en feu ; pourtant, des bourgs situés à 40 kilomètres de la frontière d'Ormuz mément une vie paisible...

Dans les provinces, le ministère du Développement, le Jihad-e sazanegi, tente, malgré le manque de personnel qualifié, d'impulser de nouveaux projets. Les compétences techniques font souvent défaut, et les erreurs commises sont nombreuses. Mais les responsables acquièrent peu à peu une expérience et tentent de trouver une voie propre pour assurer l'indépendance du pays.

Un ingénieur qui voyage beaucoup dans la province m'a confié : « Autrefois, quand nous devions réparer une machine, un expert étranger débarquait dans les deux ou trois jours. Il réparait et repartait sans que personne ne comprenne d'où venait le problème. Aujourd'hui, pendant le même travail, il faut compter deux ou trois semaines ; mais, au moins, nous nous y voyons... »

Durant les dernières semaines de mon séjour, j'ai perçu avec force le fait que l'Iran a creusé entre ceux qui ont vécu en Iran les années qui ont suivi la révolution et ceux qui n'ont pu que se consacrer au processus de la nouvelle prise de conscience nationale...

En Europe, on entend souvent dire que les populations iraniennes sont humiliées. Cela me rappelle une anecdote qui s'est produite à l'aéroport de Francfort. A la suite d'un quiproquo, des contrôleurs allemands s'engagèrent dans une violente dispute avec un groupe d'Iraniens...

à la révolte ROMAN DE BRUNO

Le titre de ce roman est « à la révolte ». C'est un roman de Bruno. Il raconte l'histoire d'un homme qui se révolte contre le système...

Le titre de ce roman est « à la révolte ». C'est un roman de Bruno. Il raconte l'histoire d'un homme qui se révolte contre le système...

Le titre de ce roman est « à la révolte ». C'est un roman de Bruno. Il raconte l'histoire d'un homme qui se révolte contre le système...

Le titre de ce roman est « à la révolte ». C'est un roman de Bruno. Il raconte l'histoire d'un homme qui se révolte contre le système...

Le titre de ce roman est « à la révolte ». C'est un roman de Bruno. Il raconte l'histoire d'un homme qui se révolte contre le système...

Handwritten text in a box at the bottom of the page.

MISÈRE ET SOUFFRANCES DES INDIENS MEXICAINS

# La révolte des pendus

UN ROMAN DE BRUNO TRAVEN

Un profond mystère a toujours entouré la vie de Bruno Traven, pseudonyme d'un écrivain politique fort singulier, comparable, par la force de ses romans, à Joseph Conrad et à Jack London.

Allemand d'origine, il participe activement à la révolution anarchiste bavaroise de 1919. Après l'écrasement de celle-ci, il s'embarque pour l'Amérique et finit par s'installer, au milieu des années 20, au Mexique où il mourra en 1969. Là, il continua de défendre ses idées profondes d'émancipation des déclassés et des exclus. Et il écrivit, tout en préservant sa véritable identité, ses livres les plus célèbres : *Le Vaisseau des morts*, *Le Trésor de la Sierra Madre* (que John Huston devait adapter à l'écran en 1947, avec Humphrey Bogart dans le rôle principal), *La Charrette et la Révolte des pendus* (également porté à l'écran, en 1954, par le cinéaste mexicain Emilio Fernandez « El Indio »).

Paru en France, chez Calmann-Lévy, au début des années 50, ce dernier ouvrage (dont nous publions ci-dessous des extraits) était depuis longtemps devenu introuvable. Aujourd'hui, les éditions Christian Bourgois le rééditent (1).

L'action se situe au Mexique vers 1910, à la fin de la longue dictature de Porfirio Díaz. Ce temps de tous les abus est aussi l'aube de la révolution. Condamnés à s'endormir, les Indiens sont contraints, pour survivre, de se vendre comme bûcherons dans les grandes plantations d'acajou (les monterías), véritables bagues où ils doivent abattre des arbres jusqu'à la limite de leurs forces. Ils sont soumis à la brutalité des contremaîtres (les capataces). S'ils ne remplissent pas leurs quotas d'abattage, ils sont châtiés : on les pend aux arbres par les extrémités toute une nuit. Mais, un jour, la colère déborde, et les « pendus » se révoltent...

L. R.

(1) B. Traven, *La Révolte des pendus*, éditions Christian Bourgois, coll. « 10/18 », n° 1823, traduit de l'anglais par A. Lehman, présentation d'Olivier Barrot, Paris, mise en vente le 9 janvier 1987. En même temps paraissent chez le même éditeur : *Le Vaisseau des morts*, *Le Trésor de la Sierra Madre* et *La Charrette*.

**HUIT HOMMES**, huit masses informes gisaient sur le sol. Ils étaient complètement repliés sur eux-mêmes, comme s'ils avaient séjourné pendant au moins six mois dans un tonneau étroit. Ils portaient, pour tout vêtement, un pantalon de cotonnade déchiré. Ils gémissaient doucement comme des dormeurs encore mal réveillés. Ils se roulaient sur le sol et, lentement, écartaient leurs membres, l'un après l'autre, pour les désankyloser, car leurs bras et leurs jambes étaient raides et engourdis.

Les lasso qui avaient servi à les pendre avaient été simplement dénoués par les capataces et leurs corps étaient tombés brutalement à terre. Les capataces ne s'inquiétaient jamais de leurs victimes car ils savaient que les autres muchachos viendraient s'occuper d'elles. D'ailleurs ce n'était pas le travail des capataces de veiller sur la santé des pendus. Ces derniers pouvaient crever ou ne pas crever pendant leur supplice, les Montellano (1) et leurs gardes-chiourme ne s'en souciaient que dans la mesure où leur mort eût signifié une perte de main-d'œuvre. Si des bûcherons étaient trop fatigués ou trop faibles pour produire tous les jours trois ou quatre tonnes de caoba, la perte n'était pas grande, l'homme pouvait crever. Pour le prolétaire, le travail est un devoir. S'il est trop paresseux pour travailler, il n'a pas le droit de vivre. Après tout, cela fait une bouche inutile de moins sur cette terre.

Les yeux des pendus étaient sanguinolents et gonflés, leurs corps couverts de bouffissures, provoquées par les morsures de fourmis rouges et les piqûres de moustiques. Des centaines de tiques de toutes les grosseurs avaient pénétré si profondément dans leur épiderme que leurs têtes y étaient entièrement enfouies. Il fallait un temps et une patience infinis pour les extraire sans y laisser les têtes, sans quoi leurs morsures devenaient dangereuses et difficiles à guérir. Là où une tique s'était introduite subsistait, même après son extraction, une démanaison terrible, qui durait une semaine au moins et qui obligeait la victime à se gratter sans cesse pour apaiser la brûlure. Les corps des suppliciés étaient couverts de fourmis, qui s'enfouaient à présent, chacune avec son bûcin de sang ou de chair. Sur les ongles et entre les ongles, les poux de sable avaient déposé leurs œufs, au plus profond de la chair. Des araignées avaient envahi leurs chevelures, et les plus grosses avaient déjà commencé de tisser leur toile pour y prendre les mouches attirées par le sang et la sueur des pendus. Jusqu'aux limaces qui avaient laissé la trace blanche de leur passage sur les cuisses nus des suppliciés !

Les anciens prirent dans leurs bras leurs camarades encore abrasés par la douleur et les transportèrent sur la berge, tout près de l'eau. Alors, ils les plongèrent dans l'eau courante pour calmer les piqûres brûlantes des moustiques et pour les débarrasser des fourmis et des araignées. Après les ablutions, ils les ramenèrent sur la berge et opérèrent des tractions sur leurs membres qui ils massaient en même temps.

Quand les pendus furent enfin ranimés grâce aux soins de leurs camarades, on leur fit absorber un peu de café et des haricots réchauffés. Ils se relevèrent et, chancelant comme des hommes ivres, ils regardèrent leurs luttres pour s'allonger. Il était à peu près onze heures du soir. (...)

**D**ANS le petit camp qu'ils avaient nommé le Palo Caído, quelques compagnons étaient accroupis autour d'un foyer allumé sur un emplacement sec. Il y avait là Celso, Martin Trinidad, Juan Mendez, Lucido Ortiz, Casimiro, Paciano, Encarnacion et Roman. C'étaient tous des bûcherons.

Celso fumait depuis un moment, moins par plaisir que pour éloigner les moustiques. Il finit par s'endormir, bras et jambes écartés, la tête reposant sur une hille de bois. Il ronfla bruyamment.

Il se réveilla brusquement, et s'écria :  
— On m'appelle, par ici ! Qui ça peut-il être ?  
Paciano, le cigare aux lèvres, le regarda tranquillement et lui répondit :

— Personne ne t'a appelé. Tu rêves, mon vieux !  
— Mais Celso reste debout. Personne ne pouvait le convaincre qu'il s'était trompé. Il ramassa son cigare et le ralluma à la flamme du foyer. Il fit quelques pas et s'enfonça sous les

broussailles. Brusquement, il enleva le cigare de sa bouche et tendit l'oreille.

— Muchachos, cria-t-il. Cette fois, j'en suis sûr. Quelqu'un appelle par là ! Et je crois que c'est une femme. Tenez, encore une fois !

Ils se dirigèrent à grands pas dans la direction des appels. Aussi vite que le leur permettait les obstacles de la jungle. Quelques mètres furent parcourus et la frondaison s'entr'ouvrit soudain. Le visage de Modesta apparut. Ses bras s'efforçaient d'ouvrir un passage à travers les ronces.

— Modesta ! s'écria Celso, stupéfait. Quoi ? Que t'est-il arrivé ?

— Ce matin, il était encore très tôt... Don Felix m'a fait appeler de la cuisine où j'avais passé la nuit, puisque je sens d'aide au chef et à sa femme...

Modesta hésitait, on voyait qu'elle ne savait par quel bout commencer son histoire.

— C'est le cuisinier qui t'a mise dehors ?

— Non, pas le cuisinier. Il était très bon avec moi. Il m'avait donné deux excellentes paillasse où je dormais bien.

— Alors, c'est sa femme ?

— Non plus. Il faut que je réfléchisse pour t'expliquer... Le patroncito m'avait appelée pour que je fasse son lit. Quand je suis arrivée, il m'a empoigné et renversé sur le lit. Je me suis défendue et lui ai égratigné la figure. Et puis j'ai vu une bouteille qui traînait par terre. Comme il me tenait au cou et aux jambes, il me ressaie une main de libre. J'en ai profité pour saisir la bouteille, et comme il ne cessait point ses violences, j'ai brandi la bouteille et lui en ai donné un coup sur le front. Alors, il m'a lâchée. Je me suis laissée glisser à terre et j'ai pris la porte... Mais je n'ai pas pu emporter mon vêtement, qui était tellement vieux et usé qu'il s'était déchiré entre les mains du patroncito. Il ne me restait plus qu'un morceau de chemise, déchiré et trop court. Pourtant, j'ai pu lui échapper.

— Mais, interrompit Roman, n'a-t-il pas déjà deux femmes ?

— Elles étaient sorties... Je me suis enfuie en courant, le patroncito sur mes talons. Il criait : « Ne bouge pas, où je te tire dessus ! » Et il a tiré deux ou trois coups de revolver, mais sans m'atteindre. Alors il s'est mis à hurler : « Je t'aurai, salope ! Je t'attacherai sur mon lit et nous verrons si tu me griffes encore. Et quand je me serai rassasié de toi, ce ne sont pas seulement les oreilles que je te couperai, par la Madre Santísima ! c'est le nez. »

— Et il le ferait ! affirma Juan Mendez.

— Alors, j'ai eu très peur. J'avais presque envie de retourner chez lui, plutôt que de me laisser couper les oreilles. Mais il s'est dirigé vers la choza des capataces et il a ordonné à El Gusano de m'attraper. Heureusement El Gusano était occupé avec les chevaux. Alors le patroncito a recommencé à crier après moi : « Non seulement je te couperai le nez, Bruja ! Mais je te ferai encore attacher toute nue à l'arbre que tu vois là-bas pendant trois jours et trois nuits. Peut-être perdras-tu l'envie de frapper à coups de bouteille, après cela. »

« A ce moment, le cuisinier est sorti de sa cahane et m'a dit : « Muchacha, file, file à toute vitesse, et surtout ne te laisse pas prendre... »

« Je lui ai demandé, vite, où je pourrais aller. Il m'a dit n'importe où, en ajoutant qu'il valait mieux pour moi être la proie d'un tigre que celle de don Felix. Alors, je suis venue ici... »

Les muchachos restèrent silencieux.

— Celso, n'est-ce pas ? Tu vas m'aider ? demanda Modesta, qui s'était aperçue de l'indécision des bûcherons.

— Nous pourrions la cacher, proposa Encarnacion.

— Idiote ! Où veux-tu donc la cacher ? répliqua Lucido.

— Oh ! Celso, dit Roman d'une voix angossée... Tiens, voilà El Gusano qui rapplique à cheval...

— Il doit nous avoir vus...

— Celso ! Celso ! Protège-moi ! supplia Modesta, et sans attendre l'aide implorée, elle bondit affolée dans les broussailles.

**E**L GUSANO était effectivement tout près d'eux. Il vit la jeune fille qui s'enfuyait. Don Felix l'avait chargé de la lui ramener. Son cheval ne pouvait avancer que lentement dans la brousse, mais il la suivit pourtant. Tous les muchachos s'étaient levés et suivaient anxieusement la poursuite.

Modesta, dans sa détresse, trébucha soudain. L'instant d'après, El Gusano l'avait empoignée par la chevelure et ligotée avec son lasso.

Epuisée, la jeune fille avait renoncé à la lutte. C'était décidément son destin d'être la proie de don Felix. Elle n'y échapperait pas.

El Gusano la traîna derrière lui et se rapprocha du groupe des bûcherons. Il arrêta son cheval, sortit sa blague à tabac, roula une cigarette et interpella Celso, qui se trouvait le plus près :

— Donne-moi du feu !

Celso lui tendit un brandon. El Gusano souffla quelques bouffées, puis il demanda :

— Qu'avez-vous donc à manger ?

— De l'iguane, Jefe ! répondit Lucido.

— Cochons que vous êtes ! Comment un chrétien peut-il avaler de l'iguane, sans vomir de dégoût ? Des porcs immondes, voilà ce que vous êtes.

Il lança des bouffées de fumée devant lui, puis sa bouche se fendit en une large grimace ; d'un signe de tête, il montra Modesta toujours attachée au lasso, et il ajouta :

— Hé, hé ! j'ai là un plat autrement bon pour don Felix ! Ça vaut mieux que de l'iguane, ce qu'il va bouffer ce soir, le patron ! Et quand il l'aura bien dégusté et qu'il en aura marre, ce sera mon tour d'en mâcher ! Il m'a promis de me laisser ce qui en restera. Ça sera toujours ça ! Je me l'appuyerais même sans nez !

Il eut un ricanement menaçant et chatouilla les flancs de son cheval pour le remettre en marche, en même temps qu'il tirait violemment sur le lasso pour faire avancer Modesta. On eût dit qu'il traînait un veau au marché.

Modesta, surprise par la brusque traction du lasso, tomba de tout son long, mais El Gusano n'en tira que de plus belle.

La jeune fille se releva à demi. En tombant sur les genoux, son regard avait croisé celui de Celso. Dans ses yeux, nul reproche. Elle savait trop que Celso, comme tous ses frères de misère, ne pouvait rien pour elle.

Mais Celso surprit dans ce regard une tristesse infinie qui lui fit plus de mal qu'un reproche, qu'une injure. Il regarda d'abord la jeune fille. Puis il se retourna et ses yeux se posèrent sur tous ses compagnons qui se tenaient debout, ligés, et le regardaient eux aussi. Il vit Martin Trinidad serrer les lèvres et respirer fortement par les narines, comme pour se délivrer d'une oppression.

Tout cela ne dura que deux ou trois secondes.

**C**ELSO ravalait bruyamment sa salive. Puis il se ramassa comme pour un bond puissant. Son corps se détendit. Il agitait avec une telle force que le cheval du capataz se cabra et fit un écart comme s'il eût senti l'approche d'un tigre. Mais en se relevant, ses sabots vinrent donner dans un bourbier gluant dont il tenta de se dégager, en vain, à cause du lasso qui l'embarrassait, car au moment où Modesta s'était laissée choir, la corde du lasso s'était glissée sous la grosse bille de bois qui avait servi d'oreiller à Celso, et s'y était accrochée.

El Gusano avait aussitôt maîtrisé sa monture. Il tira vigoureusement sur les rênes. Les membres de l'animal se tendirent pour sortir du terrain collant. Mais, tandis qu'il essayait d'opérer un tête-à-queue et que son cavalier ne songeait qu'à lui faciliter le mouvement, Celso, d'un bond prodigieux, vint retomber sur la croupe du cheval et ceintura le corps du capataz qui, sous le choc imprévu, chancela et vida les étriers.

À peine avait-il touché le sol que Celso l'écrasait de tout son poids et lui martelait le visage de ses poings. El Gusano se débattit et tenta de repousser Celso à coups de bottes dans l'estomac. Mais Celso s'était laissé glisser de côté, sans lâcher sa proie. Tous deux luttaient désespérément à terre, versant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Le visage d'El Gusano bleuisait. « Vas-tu me lâcher, chien ? », dit-il d'une voix entrecoupée, mais ses paroles



(Käthe Kollwitz)

retraient plutôt dans sa gorge qu'elles ne sortaient de sa bouche.

D'une main, Celso tâta le sol pour y trouver un objet quelconque qui aurait pu lui servir d'arme.

Juan comprit ce que voulait Celso. Il ramassa par terre une grosse branche qui traînait et en assésa un coup violent sur le crâne d'El Gusano.

Les mains du capataz faiblirent aussitôt et lâchèrent leur étreinte.

Juan recommença et laissa retomber la branche de toutes ses forces et à plusieurs reprises sur la tête d'El Gusano. Les coups pleuvaient avec une telle violence qu'au bout d'un instant Celso pu lâcher sa victime. Le crâne d'El Gusano s'était plus qu'une bouillie sanglante. (...)

— Ne crains plus rien, Modesta ! Maintenant nous ne pouvons plus revenir en arrière. Il nous faut désormais aller toujours de l'avant. Nous allons partir tous ! Qu'en dites-vous, muchachos ?

— Oui, tous ! appuya Roman.

— Ceux des fincas ? et les peones aussi ? demanda Paciano, qui précisément provenait d'une finca dont le propriétaire l'avait vendu aux frères Montellano.

— Oui, ceux des fincas et les peones aussi ! affirma Martin Trinidad. Et il poussa le cri de ralliement : « Tierra y libertad ! »

D'une seule voix, tous les muchachos lui répondirent : « Tierra y libertad ! »

Ce qui arrivait à la montería, comme ce qui arrive partout ailleurs dans les mêmes conditions, ne pouvait être imputé à crime aux muchachos, mais uniquement à ceux qui avaient créé ces conditions et en tiraient profit.

Chaque coup de cravache donné à un être humain est comme un coup de cloche sonnant le glas de la puissance qui a ordonné ce coup de cravache. Malheur à celui qui est battu et qui oublie les coups qu'il a reçus ! Et trois fois malheur à ceux qui se débattaient et ne luttaient point pour rendre coup pour coup.

(1) Les frères Montellano, don Severo et don Felix, sont les propriétaires des forêts d'acajou (NDLR).



du mois

LES STATISTIQUES ET LE DISCOURS

Comment s'esquisse la silhouette du chômeur moderne

Le chômage est une de ces évidences... qui structurent le discours présent de la société sur elle-même.

Pour les auteurs, la « convention keynésienne de plein emploi », expérimentée dans les années 30...

PHILIPPE VIDELIER.

(1) Robert Salais, Nicolas Beverez, Bénédicte Reynaud, L'Invention du chômage, PUF, Economie en liberté, Paris, 1986, 267 pages, 135 F.

SOCIÉTÉ

PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE. - Hervé Frédéric Mechari, L'Harmonisme, « Logiques sociales », Paris, 1984, 190 pages, 90 F.

Voici un livre qui tranche avec l'actualité, en ces jours où l'on traite les délinquants, victimes de leur temps, comme des délinquants devenus mentaux.

MICHEL RAFFOUL.

« Le Parti des patrons », d'Henri Weber

Par Yves FLORENNE

De ce parti-là, on peut dire aussi bien qu'il n'existe pas, ou qu'il est toujours plus ou moins au pouvoir.

Voici donc la première histoire du CNPF (1), fondée sur une vaste information puisée à la source et une enquête de trois années.

Bornons-nous à marquer de quelques traits significatifs, trois ou quatre points forts. De Gaulle n'y va pas par quatre chemins.

La « grande peur » passée, mai 1968 aura provoqué dans le patronat une prise de conscience: c'est l'« aggiornamento ».

Neuf ans plus tard, l'élection de son successeur donne à l'auteur l'occasion de découvrir à son lecteur les détours et

les surprises du sérail. Le futur devait aller, comme de droit, au vice-président Chotard qui n'en doutait pas.

C'est alors que le 17 mars 1986, lendemain triomphant d'une date historique, le premier vice-président Yves Chotard, soutenu par cinq « grands fédéraux », jette en pleine assemblée sa démission écrite.

RESTE que le putsch manqué, en choquant violemment le CNPF, s'il n'a pas provoqué les lézards du temple, les a révélés au grand jour.

Mais il faut faire avec la masse pesante des patrons « ringards ».

N'a-t-on pas dit des patrons: « Ils ont les salaires et les syndicats qu'ils méritent? »

(1) Henri Weber, Le Parti des patrons, Seuil, Paris, 1986, 344 pages, 125 F. On pourra lire aussi, au même titre, de J. Brunel et J. Séglio, L'Action patronale, du CNPF au petit patron, PUF, Paris, 1979.

POLITIQUE

LE COMMISSARIAT AUX ARCHIVES. - Alain Jaubert, Berrut, Paris, 1986, 190 pages, 148 F.

Dans des systèmes politiques où l'histoire adopte une géométrie variable, et au fur et à mesure que se dévoilent trahisons, agents de l'étranger, ennemis du peuple et autres rendez-vous, l'image fixe est toujours en retard d'une page ou d'une révision.

Surtout, photos originales et photos truquées à l'appel, il passe en revue les « bénéficiaires » de ces opérations, aussi bien Moussoïl et Hitler que Lénine, Staline, Mao, Tito, Kim Il Sung, etc.

Ces méthodes, fleuron du stalinisme, s'exportent volontiers dans des révolutions plus récentes (Cuba) et s'éparpillent pas des partis n'occupant pas le pouvoir.

Précisons que chacune des trois cents photos proposées par Alain Jaubert est accompagnée d'une fiche de présentation très complète, et que l'ouvrage comporte une remarquable bibliographie.

BERNARD CASSIN.

LA FIEVRE HEXAGONALE. - Michel Winock, Calmann-Lévy, Paris, 1986, 428 pages, 180 F.

Ce livre porte sur huit grandes crises politiques ayant, à des degrés divers, secoué la France depuis un peu plus d'un siècle - de la Commune de Paris à mai 1968 - et les traite comme les symptômes d'une fièvre endémique qui marquerait notre pays d'une « inquiétante singularité » en Europe.

Il est sans doute instructif, dans le contexte politique actuel, et après la récente fronde étudiante, de relire cette histoire séculaire, à l'aide du fil rouge que Michel Winock dévide avec clarté, pour se demander en conclusion, avec lui, si nous nous orientons, après les orages ainsi traversés, vers les rivages plus paisibles d'un consensus, dont la cohabitation serait seulement l'un des signes les plus visibles.

RENÉ BAYSSIERE.

CULTURE

PENSÉE ET LANGAGE. - Lev Vygotski, Messidor-Editions sociales, Paris, 1985, 580 pages, 250 francs.

Ce n'est pas un événement scientifique négligeable que le monde francophone fasse la connaissance, comme d'habitude, trois parties.

Les recherches de Vygotski portent notamment sur le développement de l'intelligence, la formation du concept chez l'enfant, l'acquisition d'une théorie de la personnalité, hélas, interrompue par le décès prématuré de l'auteur en 1934.

L'ouvrage est complété par un commentaire de Jean Piaget, emprunté à l'édition anglaise, où le psychologue suisse dit regretter de perdre connaissance avec autant de retard de l'œuvre de Vygotski, et d'avoir manqué le débat avec lui.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

DROIT

LA GUERRE AUJOURD'HUI, DÉFI HUMAINITAIRE. - Rapport à la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, présenté par Mohamed Bedjouei, Berger-Levrault, coll. « Mondes en devenir », Paris, 1986, 230 pages, 84 F.

Face à la guerre, aux multiples conflits qui provoquent morts et souffrances, quelles sont les ambitions du droit international humanitaire?

C'est ce que veut nous présenter ce rapport, pièce maîtresse d'une réflexion exigeante mais réaliste. Le droit humanitaire en effet, s'il ne peut à lui seul supprimer les conflits armés, se propose néanmoins d'en atténuer les effets destructeurs en traçant des limites techniques, des normes, pour baliser le drame permanent de la guerre.

CAROLE DANY.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA 1987.

\* Europa Publications Limited, Londres, 1986, 911 pages, 80 livres.

La nouvelle édition de cet annuaire comporte, comme d'habitude, trois parties. La première aborde les problèmes régionaux, du conflit israélo-arabe à la production du pétrole en passant par la poussée islamiste et la question de Jérusalem.

INTRODUCTION À L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE ET AUX ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES, par Maurice Gidié-Ahanhanzo.

\* Librairie générale du droit et de jurisprudence, Paris, 1986, 574 pages, 400 F.

Après un rapide panorama de l'OUA et des grandes organisations régionales africaines, ce livre offre surtout, au lecteur, une bibliographie exhaustive de l'ensemble des conventions et protocoles annexés de toutes ces institutions.

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS 1986/1987 (vol. 1), Organization des Nations Unies, Institut de droit international de l'Université de Genève, 1986, 680 pages, 120 francs.

\* L'INTERNATIONALE DES AFFAIRES PART A LA DÉCOUVERTE DU MONDE. Le titre du tableau accompagnant l'article d'Emile Karalliev paru dans le Bulletin diplomatique de novembre 1986 devait se lire comme suit: « La dégradation des termes de l'échange de l'Ouest avec les pays socialistes (1975 = 100) ».

FEDN Hôtel national des Invalides, Paris 7<sup>e</sup> STRATÉGIQUE «Le nec plus ultra de la recherche et de la réflexion française en matière de stratégie. Indispensable». (Le Magazine littéraire) ETUDES POLÉMOLOGIQUES La polémologie étudie la guerre, la paix et les conflits, trilogie inséparable de la vie des sociétés. Deux revues trimestrielles Pour chaque revue: le numéro 60 F l'abonnement annuel: France 200 F étranger 270 F Une formule avantageuse Abonnez-vous aux deux revues: France: 330 F étranger: 450 F (paielement à réception de la facture) Adressez vos commandes à: LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex

Pres... LIBÉRAL... Bertrand... 19,2 % du PIB... 23,5 % sous l'impulsion de... Bertrand Bellon vient de... comment il fixe les règles de... Des statisticiens et économistes, Robert Salais, Nicolas Beverez et Bénédicte Reynaud, s'interrogent dans l'invention du chômage (1) sur la mise en place et les effets des instruments de mesure du chômage... Ainsi se dessine peu à peu le personnage du chômeur moderne, sur un modèle de la fois urbain et industriel qui s'impose, par la place de la grande entreprise dans la détermination des formes dominantes de l'emploi salarié et par les choix de la politique d'assistances, au détriment d'autres réalités du monde du travail, de situations plus précaires. Les départements d'industrialisation rurale, par exemple, particulièrement ceux employant une main-d'œuvre féminine, en 1936, sont souvent des lieux sans chômage recensé. Pendant les années 30, « la position chômeur va se constituer dans la crise autour d'une position institutionnelle, antérieurement créée par l'Etat: celle de personne secourue par les fonds de chômage », sur laquelle se greffe la position de « demandeur d'emploi » inscrit dans un bureau de placement. Les politiques étatiques, patronales et syndicales, quoique orientées différemment, concourent à la solidification de cette physiologie du chômeur. D'ailleurs, au moment du Front populaire, la diminution du chômage profite d'abord à la main-d'œuvre française, masculine et qualifiée.

L'AFFAIRE MASSIMO CARLOTTO

Pour un espace européen des droits de la défense

Par GILLES PERRAULT

L'AFFAIRE Massimo Carlotto s'inscrit sans doute dans les annales judiciaires comme la première affaire criminelle de droit commun à avoir pris, dans son déroulement même, une dimension européenne.

Le 20 janvier 1976, le jeune Carlotto, dix-neuf ans, se présente devant les carabinieri de la ville de Padoue. Il est militant de Lotta Continua. Son organisation l'a chargé d'une enquête sur les trafics de drogue dans la ville. Ses démarches l'ont fait passer dans l'après-midi devant le domicile de sa sœur, mariée à un officier. Il a entendu des cris provenant du rez-de-chaussée de la maison, habité par Margherita Magellon, vingt-quatre ans, qu'il a souvent rencontrée à l'occasion de visites à sa sœur. Il s'est précipité chez elle, a trouvé la porte ouverte et a découvert la malheureuse nue, lardée de coups de couteau, ruisselante de sang. Elle a prononcé quelques mots incohérents avant de perdre conscience. Epouvanté, Carlotto est passé chez des amis, pour leur demander conseil, avant d'apporter son témoignage aux policiers.

Il est entendu, arrêté et inculpé. Sans doute peut-on trouver étrange ce garçon que personne n'aurait soupçonné s'il ne s'était présenté de lui-même aux carabinieri, mais l'histoire criminelle est remplie d'étrangetés. Un an plus tard, Carlotto répond devant la cour d'assises de Padoue du crime d'assassinat.

Le dossier de l'accusation paraît étonnant. Certes, il a ses zones d'ombre. Les vêtements de Carlotto présentent quelques taches de sang, ce qui n'est pas anormal s'il s'est baigné, comme il l'affirme, à se pencher sur la victime et à l'effleurer. Mais le crime fut une boucherie : soixante coups de couteau. Le sang a littéralement giclé. Si Carlotto était l'assassin, ses vêtements devraient en être imprégnés. Et quel mobile ? L'accusation a retenu le crime sexuel : Carlotto aurait tué Margherita parce qu'elle se refusait à lui, dans une explosion de folie meurtrière perverse. Les expertises psychiatriques affirment cependant la parfaite normalité du sujet.

Acquittement à Padoue, condamnation à Venise

MAIS l'accusation possède avec les expertises médico-légales un argument sans réplique. Le rapport indique que l'agression s'est déroulée en continuité et que plusieurs coups de couteau entraînaient la « mort immédiate » - l'un d'eux a touché le cœur. Or Massimo Carlotto a déclaré lui-même avoir entendu Margherita prononcer quelques mots. Seul le meurtrier a pu entendre sa victime parler. Si Carlotto n'était, comme il le prétend, qu'un témoin, il aurait trouvé une Margherita silencieuse puisque morte. La déduction paraît imparable.

Devant la cour de Padoue, la défense produit la contre-expertise de deux spécialistes, les professeurs Dalla Volta et Gilli.



(Selguk)

Leur conclusions sont formelles : aucune des blessures reçues par Margherita n'excluait une survie de quelques minutes. Le professeur Gilli fait état d'une étude portant sur cinquante cas où le cœur de la victime a été atteint. Dans vingt-six de ces cas, on a observé une survie de plusieurs minutes, voire de quelques heures ou même de plusieurs jours. La version donnée par Carlotto est donc plausible.

La cour est troublée. Elle est par ailleurs sensible à un argument de la défense : pourquoi l'accusé, dont l'intelligence est soulignée par les psychologues, aurait-il eu la sottise, s'il était l'assassin, de rapporter des propos qui signaient sa culpabilité ?

La cour décide de renvoyer le procès et ordonne d'autres expertises. Les nouveaux psychiatres confirment le diagnostic de normalité.

Pour régler l'essentiel problème médico-légal, la cour a désigné trois éminents spécialistes de l'université de Bologne. Leur conclusions rejoignent celles des professeurs Dalla Volta et Gilli : une survie de quelques minutes ne saurait être exclue. Surtout, les experts consultés estiment que, selon toute probabilité, l'agression ne s'est pas déroulée en continuité mais en deux temps. Et la première série de coups a, d'après eux, causé des blessures beaucoup moins graves que la seconde. Il est donc parfaitement concevable que l'assassin, dérangé par l'irruption de Carlotto, se soit dissimulé dans l'appartement et qu'il ait achevé sa sinistre besogne après le départ du jeune homme. Cette nouvelle hypothèse accréditée encore les déclarations spontanées de l'accusé.

Le 5 mai 1978, Carlotto est acquitté. Les nouvelles expertises ont été évidemment déterminantes mais le verdict tient compte d'un certain nombre d'éléments plaçant pour l'innocence. Par exemple celui-ci : la voiture de la mère de Margherita, dont les visites étaient fréquentes, était garée devant la maison. Carlotto connaissait la mère et la voiture pour les avoir vues plusieurs fois quand il rendait lui-même visite à sa sœur. La mère de la victime avait ce jour-là pris le train pour Turin, mais Carlotto ne pouvait pas le deviner. La seule vue de la voiture n'aurait-elle pas dû le déterminer à renoncer à son projet ?

Autre argument en faveur de l'innocence : un flacon taché de sang

a été trouvé dans la salle de bains. Le sang n'appartient ni au groupe de la victime ni à celui de Carlotto, ce qui implique la présence d'un tiers. La cour de Padoue relève enfin que les vêtements de Carlotto ne présentent pas la profonde imprégnation sanguine inséparable de la culpabilité et souligne que la personnalité de l'accusé ne concorde pas avec le mobile retenu par l'accusation.

En France, comme dans la plupart des pays européens, l'affaire serait terminée. L'Italie pratique en matière criminelle le système de la double juridiction. Sur appel du ministère public, Carlotto comparait devant la cour de Venise en 1979, un an après son acquittement et sa remise en liberté.

Les deux procès de Padoue avaient duré chacun un mois. Venise consacre deux audiences au dossier. Padoue, en présence de trois séries d'expertises médico-légales, avait accordé crédit aux deux dernières en soulignant que leurs auteurs avaient été en mesure de démontrer les erreurs de leurs prédécesseurs. Venise choisit d'en revenir à la toute première, malgré les critiques qui l'ont accablée. Les blessures ont donc entraîné mort immédiate.

La justice est aussi une loterie. Padoue avait été impressionnée par le manque de plausibilité du mobile. Venise déclare que si les psychiatres n'ont pas décelé la monstruosité de Carlotto, cela ne signifie pas qu'il n'est pas un monstre. Nous avons eu mieux, en France, lors de l'affaire Marie Besnard, avec des psychiatres affirmant de cette solide paysanne accusée de plusieurs empoisonnements qu'elle était « anormalement normale ».

La salle d'audience de Venise est alors le théâtre d'une scène prodigieuse. La cour vient de condamner Carlotto à dix-huit ans de prison pour un crime particulièrement horrible. Elle se retire. Le public sort de la salle. Carlotto aussi. Nul ne songe à le retenir. Ni arrestation à l'audience ni mandat d'arrêt. Il rentre chez ses parents. Il y restera paisiblement trois ans, jusqu'au rejet de son pourvoi, non suspensif, par la Cour de cassation qui, comme en France, ne juge pas au fond. Il partira alors pour le Mexique et y séjournera deux ans. Aucune procédure d'extradition n'est engagée. Ce sont les Mexicains qui l'expulsent en 1985 parce qu'il est entré dans le pays avec de faux papiers. Il purge actuellement sa peine en Italie.

Sa famille et ses amis s'emploient très vite à obtenir la révision de son procès. Mais c'est en France que l'affaire va prendre une nouvelle et décisive dimension. Au printemps 1986, plusieurs dizaines de personnalités signent un appel en faveur de Carlotto. La Ligue des droits de l'homme se saisit du dossier et demande audience à l'ambassadeur d'Italie à Paris. Une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme part, en décembre 1986, pour l'Italie. Parallèlement, l'action s'organise en Angleterre et en Allemagne. Un colloque international sur l'erreur judiciaire se tiendra à Padoue au début de 1987.

A charge de revanche

POURQUOI cette mobilisation européenne ? A cause des préoccupations singularités de l'affaire et de son environnement politico-social qui joua un rôle officieux mais déterminant. L'appartenance de Massimo Carlotto au mouvement d'extrême gauche Lotta Continua fit que cette affaire de droit commun ne fut pas traitée comme telle. Il est, par exemple, significatif qu'entre les deux procès de Padoue l'accusé fut détenu pendant un an à la prison de Cueno, réservée aux terroristes. La démocratie italienne, soumise à une offensive qui pouvait l'emporter, a réagi en sacrifiant parfois les garanties juridiques à une efficacité expéditive. C'est toujours critiquable mais on ne voit guère lequel des Etats voisins serait en droit de lui faire la leçon.

Ce n'est certes pas l'intention des citoyens de diverses nationalités qui se mobilisent pour obtenir pour Carlotto un nouvel examen de son dossier. Echappant par définition aux passions pénales, ils n'ont d'autre prétention que de porter sur l'affaire un regard sans doute plus objectif, et ils le font, comme on dit, à charge de revanche.

L'espace judiciaire européen peut et doit être aussi celui de la vigilance contre les dérapages circonstanciels et d'une réaction commune pour obtenir réparation des inévitables erreurs de la justice des hommes.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3 :

Sens et enjeux de la mobilisation des étudiants en France : un mouvement pour les droits civiques, par Ignacio Ramonet. - Les fortresses vides de l'enseignement supérieur, par Jacques Ardoise et Michel Debeauvais.

PAGES 4 à 7 :

L'ETHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROISADE : Débat, suite de l'article de Claude Julien. - La politique étrangère américaine à la merci d'organisations parallèles ?, par Fabrizio Tosella.

PAGES 8 à 10 :

LA FAILLITE DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE : Des fermiers spectateurs de leur propre mort, par Florence Beaugé. L'échec de l'économie rosarienne, par Marie-France Tolmet.

PAGE 11 :

Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico ? par José-Luis Mendez.

PAGES 12 et 13 :

L'Europe peut-elle jouer un rôle plus constructif en Amérique latine ? par Françoise Barthélemy.

PAGES 14 et 15 :

Sacrifier l'humain au redressement financier : un pseudo-réalisme qui coûte fort cher, par Richard Jolly

et Denis Caillaux. - Le Fonds monétaire sous le feu de la critique, par Philippe Noëel.

PAGES 16 à 18 :

LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ETHIOPIE : De l'antimarxisme à la sélection des victimes, par Charles Condammina. - La sécheresse et les déplacements de population : fléau millénaire, douloureux réveil, par Jean Dorreste. - Au forum d'Agon : OPA sur l'aide humanitaire, par Bernard Hours. - Les droits de l'homme, privilège de l'Occident ou valeur universelle ? par Claude Liauzon.

Le mouvement de la Croix-Rouge dans la tourmente, par Yves Sandoz.

PAGES 19 à 25 :

A L'ASSAUT DES ÉTOILES : Vers l'expansion de la technique dans le système solaire ? par André Lebeau. - L'Europe, troisième Grand à part entière, par Jean-Marie Luton. - Chine : Les premiers succès de la « voie nationale », par Rachel Villain. - Japon : à « voie nationale », par Françoise Pybaro. - Prudence et ténacité de la stratégie soviétique, par Alain Dupas. - Inde : au service du développement économique, par Marc Gigot. - Vivre en apesanteur ? par René Bost. - Le dilemme non résolu de la recherche américaine, par John M. Logsdon. - Les odyssées cinématographiques (A.D.).

PAGE 26 :

Israël et la Jordanie face aux Palestiniens : entente ambiguë contre l'OLP, suite de l'article de Dominique Vidal.

PAGES 27 à 29 :

La Flandre au cœur de l'Europe (supplément).

PAGES 30 et 31 :

Philippines : difficile parcours pour le nouveau pouvoir, par Pierre de Charretonnay. - La gauche militante face au projet de M<sup>re</sup> Aquino, par Pierre Roussel.

PAGE 32 :

Témoignage : un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui, par Shamsaz Nadjmshadi.

PAGE 33 :

UN ROMAN DE BRUNO TRAVEN : - La Révolte des pendus (extraits).

PAGES 34 et 35 :

LES LIVRES DU MOIS : « Le Parti des patrons », d'Henri Weber, par Yves Florenne. - « Ramasse-vivants », de Juan Carlos Onetti, par Claude Fell. - « Sao Bernardo », de Graciliano Ramos, par Marie-Françoise Allain.

Le Monde diplomatique du mois de décembre 1986 a été tiré à 124 500 exemplaires. Le numéro de novembre a été interdit à la vente au Maroc.

Janvier 1987

RISQUES ACCIDENTS

LE M

TENSI

Fr

Arab

DOSSIER : LES PLAIES D'EGYPT

DOCUMENT, DE LUCIEN

ELBAN NESTI QU'EST

LE TERRORISME

EDITORIAL, DE MICHEL

RE DEMOCRATI

ENQUETE, DE MICHEL

SLAM MENACE

RE OCCIDENT

REPORTAGE, DE T

BIEN PLUS LOIN

RE ANALYSE, DE PHILIP

RE DECADENCE

RE BEBER, DE PAUL

COURANT RASSI

MEDITERRANEI

